

N °129 - 130
Mai 2008
ISSN 0292 - 4943

LES CAHIERS DU C.E.R.M.T.R.I.

Mai - Juin 1968
La grève générale

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*

Sommaire

Présentation.....	page 2
I - La grève générale vient de loin.....	page 5
II - La jeunesse ouvre la voie de la grève générale.....	page 15
III - La grève générale se déclenche et s'étend.....	page 43
IV - 24 mai, le discours de De Gaulle, les accords de Grenelle, « Ne signez pas ! ».....	page 79
V - Comité de grève et comité central de grève	page 93
VI - La dislocation de la grève générale.....	page 113
VII - L'année 1968 dans le monde.....	page 137
Chronologie.....	page 154

Présentation

Chacun a pu le constater, le 40^{ème} anniversaire de la grève générale de mai-juin 1968 est l'occasion d'un flot de publications. Déjà, dans la manière dont nous évoquons cette vague d'ouvrages, se trouve un problème. Nous venons d'écrire « 40^{ème} anniversaire de la grève générale de mai-juin 1968 », or, si l'on examine la liste des 100 ou plus ouvrages parus ou re-parus, il n'est guère question de grève générale. Il s'agit des « événements de mai », de l'« esprit de mai », de tout ce que l'on veut sauf de la grève générale.

Cela ne signifie pas que plusieurs de ces ouvrages ne fassent pas référence à la grève générale, n'en traitent pas, ou même parfois en font une analyse. Certains même apportent des éléments de réflexion à partir de l'examen des luttes de la classe ouvrière (1).

Mais le ton général c'est que de toutes façons, ce qui aurait marqué mai-juin 1968, c'était un climat, une contestation, une mise en cause de diverses valeurs débouchant sur des changements plus ou moins importants dans les masses. Et non pas un moment important relevant de la lutte des classes, l'action de dix millions de travailleurs et de jeunes agissant ensemble pour leurs revendications, cherchant à unir leurs organisations sur cette base et faisant, dans ce mouvement même, vaciller le régime....

Le flot éditorial est relayé par l'ensemble des moyens de communication. La commémoration est partout.

Dans ces conditions la question se posait pour le CERMTRI : que devait-il faire ? Apporter avec nos moyens limités, une contribution - certes différente - et dissonante dans cet immense concert, n'était-ce pas, malgré nous, cautionner cet enterrement sous les fleurs des souvenirs arrangés et des témoignages reconstruits ?

Nous avons finalement considéré qu'il était du devoir du CERMTRI, que cela relevait de sa raison d'être, que de publier ce double cahier consacré à la grève générale de mai-juin 1968.

L'ensemble des publications consacrées à mai-juin 1968 apparaît comme une sorte d'exorcisme : il faut occulter, ou en tous cas minimiser, la signification de la grève générale. Il ne faut surtout pas, en relation avec les événements actuels, avec la situation présente, discuter des problèmes auxquels s'est heurtée la grève de mai-juin 1968, chercher à en tirer des enseignements pour les combats d'aujourd'hui.

Lorsque nous présentons le CERMTRI en disant qu'il cherche à préserver la mémoire vivante des luttes du mouvement ouvrier et ses leçons, nous citons le grand historien de la Révolution Française, Albert Mathiez « *Si l'histoire n'est que la politique du passé, comment n'éclairerait-elle pas la politique du présent ? Si les mêmes problèmes se représentent à travers les années, comment serait-il inutile de savoir quelles solutions diverses ils ont reçues ? et au milieu de quels obstacles ?* »

Citation qui nous paraît s'appliquer parfaitement à la grève générale de mai-juin 1968.

Une autre marque de la très grande majorité des livres, articles, études consacrés à mai-juin 1968 et que l'on peut trouver en librairie, est d'être avant tout des reconstructions après coup. Même lorsqu'il s'agit de la re-publication d'ouvrages publiés dans le sillage de la grève générale, les préfaces partent du point de vue qu'ont aujourd'hui les auteurs et c'est au travers de ce prisme qu'ils reconstruisent les événements.

Naturellement, sur ce terrain, tous n'atteignent pas le sommet occupé par Alain Geismar dans l'épilogue de son ouvrage *« Mon Mai 1968 »*. Il écrit :
« Quarante ans après les faits, Mai 68, qu'on le veuille ou non, a été digéré et métabolisé par le corps social. N'en déplaise à Nicolas Sarkozy, la liquidation de Mai 68 n'a aucun sens - indépendamment bien sûr du rôle de chef de guerre qu'il s'attribue pour faire croire aux « vaincus » de Mai qu'il peut les aider à relever la tête : en effet, les idées et les conséquences du mouvement imprègnent nos vies. Imagine-t-on qu'en 1965 aurait pu être porté à la magistrature suprême un enfant d'immigrés, fils de parents séparés qui divorcerait juste après son élection pour derechef se marier ? »

Le cahier que nous présentons est constitué uniquement par des documents (articles, tracts, extraits de livres) datant de la période de préparation de la grève générale et de la grève générale elle-même. Y compris les extraits d'ouvrages viennent de livres qui ont été écrits immédiatement après la grève générale et expriment l'opinion d'organisations ou de tendances politiques.

Tout naturellement, compte tenu de ce qu'est le CERMTRI, nous avons privilégié dans le choix - nécessairement arbitraire et partiel des documents que nous publions - ceux qui étaient issus d'organisations ou de courants se réclamant de la révolution socialiste et, en particulier, ceux qui, dans le cours même de la grève générale, posaient les questions centrales de son organisation. Nous avons aussi, comme on le verra, largement laissé la place à des articles et à des déclarations des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, des syndicats et des partis.

A ce sujet, le quotidien *l'Humanité*, organe du parti Communiste Français, publie régulièrement, en ce mois de mai une rubrique intitulée : *« Votre mémoire au pouvoir »*.

La grève générale de mai-juin 1968, certes, posait la question du pouvoir. La mémoire, encore moins que l'imagination, ne peut prendre le pouvoir. Réduite à des témoignages individuels, 40 ans après les faits, elle est facilement trompeuse.

Nous avons choisi de publier - sans retouches - des documents qui éclairent les problèmes principaux de la grève générale et, en dégagent sans commentaires, l'actualité. Cela bien sûr fait que ce numéro des Cahiers du CERMTRI ne se présente pas comme une *« Histoire de la Grève Générale de Mai-Juin 1968 »*. Pour unifier les différents documents que nous avons publiés dans l'ordre chronologique, nous avons

inséré de brefs textes de liaison qui n'engagent que le CERMTRI. Par ailleurs, ce cahier contient une chronologie détaillée.

Nous ne pouvons ignorer le fait que la grève générale de mai-juin 1968 et le rôle qu'avait joué la jeunesse en France s'inséraient dans des développements considérables à l'échelle internationale ; en même temps, la volonté de publier aussi largement que possible, des documents concernant la grève générale ne nous laissait pas la place de traiter d'une manière satisfaisante l'ensemble de ces développements. Nous avons donc choisi, d'une part de centrer sur certains des événements qui nous paraissent comme les plus essentiels, quitte à revenir dans un autre cahier sur certains aspects et d'autre part, d'adopter, pour cette partie internationale, la même méthode que pour les différents chapitres consacrés à la grève générale : publier des documents qui ont été rédigés à l'époque.

(1) Par exemple, *Mai 68 et ses vies antérieures* de Kristin Ross (Editions Complexe) et *L'insubordination ouvrière dans les années 68* de Xavier Vigna (Presses Universitaires de Rennes)



La grève générale vient de loin

Documents :

- **L'appel de Nantes (14 mars 1964)**
- **Appel de « Révoltes » janvier – février 1968**
- **Un extrait du livre « Le mai de la Révolution » (extrait du livre de trois journalistes : Andro, Dauvergne et Lagoutte) édition Julliard 1968**
- **Résolution du Comité central du PCF (20 avril 1968)**

La grève générale de mai juin 1968, même si elle en a surpris beaucoup, n'est pourtant pas un événement apparu tout d'un coup, insolite et incompréhensible. Elle s'explique au contraire en relation avec la montée des mouvements de la classe ouvrière depuis le début des années 60 - et en particulier la grande grève des mineurs commencée dans les derniers jours de février 1963. De Gaulle y avait répondu par un ordre de réquisition des mineurs, effectif à partir du lundi 4 mars.

Le lundi 4 mars, à 96% pour les mineurs de fond, à 74% pour le reste du personnel, les mineurs de Lorraine rejettent la réquisition. Le 4 mars qui est un lundi, est un jour normalement chômé dans le bassin houiller du Nord. Dans l'Est - où De Gaulle avait obtenu 92% de « Oui » lors du référendum - le régime pensait faire plier les mineurs. Il a échoué. Le lendemain, les 160 000 mineurs du Nord entrent dans la grève. Elle durera 5 semaines. Sur le plan revendicatif, les résultats seront limités, mais le pouvoir a dû reculer, accepter de négocier.

La grève des mineurs de 1963 marque un tournant : elle ouvre la voie à d'autres luttes, et, en définitive, à l'immense grève générale de 1968.

Dans les combats de cette période, se trouveront posés des problèmes comme celui de l'unité des organisations, du contrôle démocratique du mouvement par les grévistes, donc des comités de grève, que l'on retrouvera au niveau le plus élevé dans la grève générale de 1968.

C'est pourquoi il nous a paru utile de faire précéder les documents concernant 1968 proprement dit par un texte qui indique comment des militants ouvriers posaient ces problèmes.

Il s'agit de « *L'appel de Nantes aux travailleurs de France* » en date du 14 mars 1964 à la suite d'une importante manifestation contre les licenciements qui avait eu lieu à Nantes.

LES TRAVAILLEURS DE NANTES

aux Travailleurs de France

70.000 travailleurs, ouvriers, étudiants, employés, enseignants et paysans ont manifesté à Nantes contre la misère et le chômage.

L'hymne des travailleurs, « l'INTERNATIONALE », chanté par les manifestants, a scellé avec éclat l'alliance qui pourrait être invincible, des ouvriers et des paysans, contre le capitalisme, son état, et son gouvernement.

Nous, travailleurs de Nantes, syndiqués de toutes tendances et inorganisés, nous sommes réunis après la manifestation pour étudier et définir les solutions propres à la défense des intérêts de la classe ouvrière. Nous le déclarons nettement :

- Les licenciements en Loire-Atlantique sont décidés par le patronat et le gouvernement pour reconstituer l'armée de réserve indispensable des chômeurs, en vue de faire pression, par la misère des sans-travail, sur les salaires et traitements de ceux et celles qui continuent à travailler, pour abaisser le pouvoir d'achat de tous.

- Aucun secteur du salariat ne sera épargné. Aujourd'hui les industries soi-disant condamnées par l'évolution des techniques : les Chantiers navals, les mines de fer et de charbon sont touchés. Mais dans les industries dites modernes on opère également des licenciements : électronique chez BULL, aux établissements NEYRPIC à Grenoble.

DEMAIN CE SERA RENAULT A BILLANCOURT, BERLIET A LYON, COMME HIER CHEZ SIMCA A POISSY.

L'automation est mise en place par le capitalisme pour économiser sur les salaires et augmenter les profits. Demain, les employés de la Sécurité Sociale, des Banques, les fonctionnaires, le métro-bus, etc ... connaîtront le chômage ; la jeunesse pour une large partie ne trouvera plus d'emploi. Déjà la « Réforme de l'Enseignement » de GAULLE-FOUCHET est étudiée pour diriger les filles et fils d'ouvriers, d'employés, de paysans vers des travaux subalternes et sans qualification qu'imposera l'automation.

Travailleurs de France,

nous sommes tous à même de savoir, par expérience, que dans le système capitaliste, le progrès technique ne vise pas à libérer l'homme, mais à l'asservir, à accroître la productivité par le rendement. Le régime de la propriété privée des grands moyens de production ne connaît qu'une loi : le profit.

Nous sommes tous à même de juger ce que nous a apporté la collaboration de classes, avec le patronat et l'Etat, dans les organismes techniques et économiques.

C'est un fait !

C'est M. MASSE, président du Conseil Supérieur du Plan, qui a préparé avec le Ministre des finances, le Plan dit de « stabilisation ». C'est dans le cadre des organismes du plan, des Comités d'Expansion Régionaux, que les mesures de chômage ont été, sont et seront prises.

ON NE PEUT MARIER L'EAU ET LE FEU !

On ne peut d'un côté participer à ces organismes anti-ouvriers, édifiés pour étrangler les travailleurs et leurs familles, et de l'autre, prétendre défendre les intérêts de la classe ouvrière.

Les centrales syndicales doivent comprendre que la première condition pour organiser une lutte efficace contre le patronat et son état, est qu'il faut prendre des options claires :

- Retrait des syndicats du Conseil Supérieur du Plan,
- Retrait des syndicats des « Comités d'Expansion économiques »,
- Rejet du rapport Toutée qui vise à opposer les différentes catégories de travailleurs du secteur public et qui remet en cause le principe du salaire normal.

IL FAUT CESSER DE DESORGANISER LE FRONT DE LUTTE DES TRAVAILLEURS !

Les revendications qui doivent être arrachées par l'action de classes sont connues de tous :

- Contre le chômage : échelle mobile des heures de travail, et pour commencer, retour immédiat aux 40 heures sans diminution de salaire ;
- En finir avec ces mutations par lesquelles les patrons obligent les travailleurs qualifiés à accepter par crainte d'être renvoyés des postes de travail où ils gagnent moins. Garantie du salaire de qualification.
- Contre la productivité et le rendement, les travailleurs exigent que dans le salaire horaire soient intégrées toutes les primes.

Ces revendications, chaque travailleur veut les imposer, mais la question la plus importante est encore de déterminer comment elles seront imposées.

TRAVAILLEURS DE FRANCE,

avec nous, travailleurs de Nantes, vous condamnez « les grèves courtes et répétées », les grèves tournantes en un mot ; un atelier ici débraye, une équipe là, un autre atelier, puis une autre équipe, une catégorie puis une autre ici ; les étudiants isolés manifestent ; jamais tous ensemble !

Lorsque les mineurs ont, par leur héroïque grève, durant un mois, défié le pouvoir de DE GAULLE, toutes les centrales syndicales se sont opposées à l'aspiration générale qui montait de la base : **TOUS ENSEMBLE AVEC LES MINEURS !**

Le bilan de cette tactique qui divise, fractionne, atomise la solidarité de classe :

- C'est la loi anti-grève contre les fonctionnaires et les services publics qui a été officiellement motivée par les grèves surprises déclenchées à la R. A. T. P. en Juin 1983.

- Ce sont les bas salaires et une échelle de salaires totalement injustifiée.

A Nantes, aux Ets Brissonneau le P. 3 gagne 3,95 F de l'heure. Dans la région parisienne chez Electrolux le P. 3 touche 5,55 F de l'heure.

A Nantes, chez Sud-Aviation, le P. 3 est payé 4,09 F de l'heure. Dans la région parisienne, aux Ets Gury Sefana le P. 3 gagne de 5,16 à 5,56 de l'heure.

A Nantes, aux chantiers navals (A. C. N.) le P. 3 est payé 3,77 F.

Pour les autres catégories la situation est identique.

Tel est le bilan des grèves tournantes menées sur la tactique « D'abord arrachons ici quelque chose ; ensuite ailleurs, nous lutterons pour obtenir la même chose ». C'est le contraire qui se passe. L'émiettement des luttes aboutit, en brisant les liens de la solidarité entre les travailleurs et les catégories, à ces injustices criantes et à la baisse du pouvoir d'achat de tous.

CLASSE CONTRE CLASSE.

Travailleurs de France, sachez qu'à Nantes nous nous sommes opposés à la constitution d'un soi-disant « Comité de défense » avec les patrons, les curés et les députés.

Nous l'affirmons hautement,

nous n'avons aucune confiance en ceux qui prêchent le calme et la résignation pour défendre notre emploi, nous n'avons nulle confiance en Messieurs Legrand, conseiller général M. R. P., Sanbron, maire réactionnaire, Tissot, président de la Chambre de Commerce et autres représentants de la bourgeoisie locale, qui participent au Comité « bidon » de la défense de l'emploi des travailleurs nazairiens.

ON NE MARIE PAS L'EAU AVEC LE FEU !

On ne peut prétendre lutter contre le chômage en s'alliant avec certains patrons et leurs représentants contre d'autres patrons et d'autres représentants de patrons.

Le chômage n'a qu'une seule cause : le capitalisme ! Il n'y a pas de bons ou de mauvais patrons : il n'y a que des exploités à la recherche exclusive de profits.

Seuls les travailleurs et leurs organisations syndicales peuvent et doivent défendre les travailleurs.

POUR L'UNITE D'ACTION DE CLASSE !

POUR LA PREPARATION D'UN COMBAT D'ENSEMBLE !

Pour combattre, il faut réaliser l'unité d'action ! Mais sur une tactique efficace !

L'unité pour l'action suppose, répétons-le, que soient condamnées et abandonnées les grèves tournantes

qui divisent, fractionnent, atomisent le front de lutte des travailleurs.

Il existe différentes centrales ouvrières, cela veut dire que pour réaliser l'unité d'action, aucune d'entre elles ne peut imposer unilatéralement son point de vue. Cela implique qu'à tous les niveaux des centrales : Bureaux confédéraux, Fédérations, Unions départementales, Unions locales, syndicats et sections syndicales, les militants doivent se rencontrer pour se mettre d'accord, en vue de préparer la lutte d'ensemble.

LES TRAVAILLEURS DOIVENT DECIDER EUX-MEMES !

Le problème à résoudre devrait être simple, pourtant il ne l'est pas :

- Les organisations syndicales devraient diriger la lutte d'ensemble, mais au niveau des Centrales, aucun bureau confédéral n'est partisan de s'engager dans une telle action,

- Les organisations syndicales devraient diriger la lutte contre le régime capitaliste, mais TOUTES participent aux différents organismes (Plan, etc...) où le patronat et son état préparent les mauvais coups contre la classe ouvrière.

Travailleurs, syndiqués de toutes tendances, c'est à nous d'imposer, de contrôler, de surveiller le comportement de nos dirigeants !

ORGANISONS-NOUS ! DISCUTONS ENSEMBLE ! IMPOSONS NOS DÉCISIONS !

Les organisations doivent être au service des travailleurs !

POUR L'UNITE DU FRONT DE CLASSE !

CONTRE LA MISERE ET LE CHOMAGE !

POUR LE CONTROLE DES TRAVAILLEURS SUR LES ORGANISATIONS !

Travailleurs de France, à Nantes 70.000 ouvriers et paysans ont manifesté !

A PARIS, LYON, CLERMONT, LILLE, MARSEILLE, DES CENTAINES DE MILLIERS DOIVENT SUIVRE LEUR EXEMPLE !

Les Travailleurs soussignés des entreprises Brissonneau, Sud-Aviation, Batignolles, C. F. E., A. C. N., Enseignants, Traminots, Dockers, Syndiqués C.G.T., C.F.T.C., C.G.T.-F.O., F.E.N., inorganisés, ont approuvé cet appel

Le 26 avril 1967, le Conseil des Ministres décide de demander au Parlement l'autorisation de régler par décret l'ensemble des problèmes économiques et sociaux, et cela jusqu'au 31 octobre. Le 20 mai, l'Assemblée approuve cette demande.

Le 17 mai 1967, les travailleurs, à l'appel de leurs organisations syndicales, ont débrayé et manifesté contre cette mesure

A l'été 1967, le gouvernement publie un ensemble d'ordonnances, ordonnances qui mettent notamment en cause la Sécurité Sociale, qui prévoit « l'intéressement des travailleurs à l'entreprise » et les « adaptations des entreprises au Marché Commun ». (première mouture de ce qui deviendra l'Union Européenne)

Les derniers mois de 1967 sont marqués par une série de conflits exprimant la résistance ouvrière. Grève à Rhodiaceta - Lyon, manifestations au Mans, à Quimper, à Mulhouse, à Cholet et à Caen.

Au premier rang de cette montée ouvrière, il y a la jeunesse et d'abord, les jeunes ouvriers.

A l'initiative du journal « *Révoltes* », le 24 juin 1967, 1 000 jeunes militants s'étaient regroupés dans un rassemblement qui avait mis en avant la perspective d'une manifestation centrale de la jeunesse contre la déchéance et la misère.

Le Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires (CLER) était l'une des composantes de ce rassemblement. Il sera à l'origine de la constitution de la Fédération des Etudiants Révolutionnaires (FER).

Nous publions ci-dessous l'appel lancé par « *Révoltes* » après la manifestation de Caen ; ainsi que la résolution du Comité Central du PCF en date du 19 avril 1968

APPEL

**Aux Jeunes Travailleurs,
Jeunes Employés,
Lycéens,
Apprentis,
Étudiants**

CAEN A ÉTÉ MIS EN ÉTAT DE SIEGE. Des milliers de C.R.S., regroupés de toute la France ont matraqué, frappé, emprisonné les travailleurs qui luttèrent pour leurs justes revendications.

A Caen, le 26 janvier, les jeunes ouvriers étaient à l'avant-garde de la manifestation ouvrière.

A Caen, le 19 janvier, les étudiants ont manifesté contre le ministre du grand capital, Peyrefitte qui avait déclaré : « Il y a trop d'étudiants dans les Universités. »

A Caen, quelques semaines auparavant, les jeunes paysans, pointe avancée du combat pour les justes revendications de la paysannerie manifestèrent à la Préfecture.

**A LA PREFECTURE !
DEVANT LE SIEGE DES MINISTERES !
A PARIS ! A PARIS !**

Contre le patronat et les pouvoirs publics, contre le gouvernement, responsables du chômage, de la déqualification et de la déchéance :

- * UNITE des Travailleurs, des étudiants, lycéens et paysans,
- * UNITE des organisations,
- * TOUS ensemble, au même moment.

Telle est l'exigence qui monte d'en bas et que la jeunesse exprime dans ces combats.

Les Travailleurs et les jeunes le constatent :

les dirigeants des organisations ouvrières,
les dirigeants des organisations de jeunes,
organisent des grèves tournantes qui disloquent l'action unie,
décident des manifestations dispersées qui disloquent la résistance unie.

Le bilan de la tactique de division est lourd :

- licenciements,
- déqualification,
- baisse des horaires,
- chômage,
- exclusion des jeunes des Lycées et de l'Université.

Echecs ! Echecs ! Echecs !

Mais à Caen il s'est passé quelque chose !

Pour la première fois depuis de longues années, les jeunes travailleurs à la pointe du combat de classe ont entraîné les travailleurs à s'organiser eux-mêmes !

A Caen, les dirigeants, à nouveau, ont utilisé la tactique des grèves tournantes et des manifestations dispersées, qui épuise, fatigue, démoralise.

Les jeunes et les travailleurs ont balayé d'un revers de main les dirigeants qui se refusaient à la lutte, Les jeunes et les travailleurs se sont constitués eux-mêmes, comme organisateurs et dirigeants de la Manifestation.

Tous à la Préfecture pour clamer la volonté de vivre en travaillant.

VOILA CE QUI S'EST PASSE A CAEN !

Quelque chose d'infiniment important !

Certes, les jeunes et les travailleurs de Caen n'ont pas gagné !

Nous, jeunes militants ouvriers et étudiants le disons tout net :

les jeunes et les travailleurs ne portent aucune responsabilité.

Ce sont les dirigeants des organisations qui assument l'entière responsabilité d'avoir, une fois encore, laissé isolée la lutte des travailleurs de Caen.

Ce sont les dirigeants qui ont laissé le gouvernement concentrer à Caen plusieurs milliers de C.R.S.

sans réagir,

sans appeler tous les travailleurs et toute la jeunesse de France à agir pour dégager nos camarades de Caen.

Nous posons la question :

Tout travailleur et jeune qui réfléchit se pose la question :

Qu'auraient dû faire des dirigeants véritablement soucieux de la défense des intérêts des travailleurs et de la jeunesse ?

La réponse est nette et précise :

APPELER DANS L'UNITE A DES MANIFESTATIONS MASSIVES ET CENTRALES, EN PROVINCE ET A PARIS.

Alors le Gouvernement n'aurait pu concentrer sur le seul secteur de Caen ses forces de répression.

Alors le Gouvernement aurait dû éparpiller à travers le pays, face aux manifestants unanimes les milliers de C.R.S. qu'il a massés à Caen.

Alors à l'unité du front de combat des travailleurs réalisée, la division passait dans le camp du gouvernement !

Chacun le comprend : c'était là la seule voie qui aurait pu déjouer la provocation du patronat et de l'Etat contre nos camarades de Caen.

**Jeunes Travailleurs et Apprentis,
Jeunes Employés,
Jeunes Lycéens,
Jeunes Etudiants,**

S'ORGANISER pour que les luttes de la jeunesse et des travailleurs soient victorieuses.

COMMENT ?

Le 24 juin 1967, à Paris, 1.000 jeunes, réunis à la Mutualité, à l'appel de « REVOLTES », appartenant à différents syndicats, à différentes organisations de jeunesse, ont décidé unanimement de lutter pour que leurs syndicats, leur organisations préparent ensemble :

La manifestation de plusieurs centaines de milliers de jeunes à Paris.

**La Manifestation centrale à Paris,
Les Manifestations centralisées devant les Préfectures, reste aujourd'hui, comme hier, l'objectif à atteindre pour faire reculer le patronat et l'Etat.**

S'ORGANISER, aujourd'hui, signifie :
dans les localités, les usines,
les chantiers, les bureaux, les écoles, l'Université,

CONSTITUER DES COMITES DE PREPARATION au RASSEMBLEMENT DES 3.500 JEUNES A LA MUTUALITE LES 29 ET 30 JUIN.

S'ORGANISER, aujourd'hui, signifie :
Convoquer des Assemblées de la Jeunesse à tous les niveaux pour imposer la lutte unie :
* Contre le chômage et la déqualification,
* Contre la déchéance,
* Pour le droit au travail et aux études,
* Pour la Manifestation centrale de la Jeunesse.

Les Jeunes Révolutionnaires de « Révoltes » qui ont pris l'initiative de convoquer l'Assemblée des 3.500 jeunes les 29 et 30 juin à la Mutualité disent :
Discutons et décidons nous-mêmes des voies et des moyens d'imposer aux organisations ouvrières et de jeunesse des actions efficaces dans l'unité.

COORDONNONS NOS EFFORTS !
Coordonnons l'activité de nos Comités de préparation
Unifions l'organisation du combat.

Jeunes travailleurs et étudiants, tout cela est possible !

à condition que nous, militants, soyons capables de nous organiser pour la lutte.

Nous en serons capables !

CAEN, après la manifestation des étudiants de Paris, LE MANS, QUIMPER, MULHOUSE témoignent de la volonté de lutte de la Jeunesse ouvrière, paysanne et étudiante.

Les jeunes militants se hisseront au niveau des responsabilités qui sont les leurs.

3.500 jeunes, représentants de la jeunesse, à la Mutualité, venus de toute la France viendront affirmer leur volonté de combat et d'organisation.

Mais pour réussir :

**Il faut rassembler des millions et des millions,
Il faut donc que les jeunes, aidés par les générations plus âgées, souscrivent, souscrivent et souscrivent encore.**

C'est pourquoi les jeunes militants de « REVOLTES » demandent aux jeunes, travailleurs et employés, lycéens et étudiants, apprentis, de se lancer à fond dans la campagne « des 3.500 ».

Nous sommes certains du succès.

La jeunesse n'acceptera pas sans réagir le chômage, la déqualification et la déchéance.
La jeunesse veut vivre. Elle combatta car elle sait qu'il faut combattre pour vivre.

Vive la lutte unie de la jeunesse!

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS ET DE LA JEUNESSE SERONT L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS ET DES JEUNES EUX-MEMES !

Le 11 février 1968

Je prends l'engagement de combattre pour imposer aux organisations unies la Manifestation centrale de la Jeunesse,

Je prends l'engagement d'occuper mon poste de combat aux côtés des travailleurs, dans la lutte de classe,
Je prends l'engagement de m'organiser pour préparer les conditions de l'action unie et victorieuse contre le patronat et l'Etat.

C'est pourquoi j'ai pris la décision de m'associer à la campagne pour les 3.500 jeunes à la Mutualité et de participer au rassemblement des 29 et 30 juin.

Je verse immédiatement F. au C.C.P.

Je compte verser dans 5 mois F. au C.C.P.

NOM _____ ADRESSE _____ PROFESSION _____ ECOLE _____

C.C.P. Madame SEDES 1166845 Paris

« Comité provisoire pour l'organisation des 3.500 » Adresse : REVOLTES, B.P. 122, Paris-12^e - Prix : 0,10 F

Imprimerie « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12^e.

Le directeur de la publication : Yves Doreey.

Le mai de la révolution

Le texte ci-dessous est extrait du livre *Le mai de la révolution* de Pierre Andro, Alain Dauvergne, Louis-Marie Lagoutte.
Cet ouvrage suit les événements jour après jour. Ce passage évoque le « 22 mars » et ses suites jusqu'au 1^{er} mai 1968.

Dans la soirée du vendredi 22 mars, un meeting est organisé dans l'un des « amphis » de Nanterre pour protester contre l'arrestation, à Paris, de 6 membres du Comité Vietnam national. A la fin de la réunion, quelques dizaines d'étudiants - moins de - 200 - occupent la salle du Conseil de la faculté. Ce seront les débuts du « mouvement du 22 mars ». L'ambiance était déjà houleuse depuis plusieurs jours. Le jeudi 21 par exemple, des étudiants de première année avaient boycotté un examen de psychologie parce que le thème en était « trop scolaire ». Déjà aussi on lit sur les murs de Nanterre des formules que l'on retrouvera au Quartier Latin :

« Prenez vos désirs pour des réalités », « A bas la répression policière », etc.

Pour faire « bisquer » le doyen Grappin, le « patron » de la Faculté, on chantonne sur l'air de « la Carmagnole »

" Dansons la grappignole

Flics en civil, murs de béton

Dansons la grappignole

Profil d'études, programmation. »

Certains professeurs se plaignent - et violemment - de l'activité de ces perturbateurs parmi lesquels on remarque des membres du C.L.E.R., de la J.C.R., d'autres qui n'appartiennent à aucun groupe. Le nom de Daniel Cohn-Bendit se retrouve assez souvent, dans la chronique nanterroise, étroitement associé au « mouvement du 22 mars ». (Les rangs se resserreront d'ailleurs autour de lui quand on aura décidé en haut lieu de le faire comparaître en Conseil de discipline, et aussi d'ouvrir une information judiciaire contre lui, à la suite de la plainte déposée par un étudiant de droite.)

Donc, l'agitation - une certaine agitation en tout cas - règne à Nanterre. Le vendredi 29 mars, des étudiants doivent occuper le bâtiment des sciences humaines : ils veulent y débattre du capitalisme et des luttes ouvrières, de l'Université critique, etc. Ils ont annoncé leur projet à l'avance et pour les « contrer » sans recours à la force, le doyen Grappin décide de suspendre les cours le vendredi 29 et samedi 30 mars.

Enfin, le dimanche 21 avril, l'U.N.E.F. tient une assemblée générale extraordinaire. Il s'agit de trouver un successeur au président démissionnaire Michel Perraud.

On pense à Jacques Sauvageot de Dijon, vice-président aujourd'hui encore, et leader pour l'instant incontesté. Ce jour-là, ce n'est pas le cas ; on doit aussi débattre des organisations apolitiques qui constituent « l'opposition » au sein de l'U.N.E.F. Réunion houleuse : l'extrême gauche expulse les apolitiques et l'extrême droite intervient tout à coup avec une grande violence, en fin de soirée. Il y a des blessés, l'Assemblée interrompt ses travaux sans élire de président et les « congressistes » quittent la Sorbonne, sous la protection de la police.

Auparavant toutefois, on avait eu le temps de parler de la politique générale de l'U.N.E.F. : certains, et rappelons que nous sommes le 21 avril, affirment : « qu'un affrontement se prépare entre le pouvoir, d'une part, et la classe ouvrière d'autre part ». Ils demandent que l'U.N.E.F. prenne la tête des luttes étudiantes, suggèrent de voter sur un éventuel boycottage des examens - ce que la majorité des présents refuse. Les délégués du C.L.E.R. se jurent d'obtenir la majorité au Congrès de Caen, dans la première semaine de juillet.

Une semaine plus tard, on fête le 1er mai et personne ne se souvient de ces incidents ni de ces propos.

Résolution du Comité Central du Parti Communiste Français SUR LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LE Comité Central du Parti Communiste Français réuni les 18 et 19 avril 1968 à La Courneuve approuve le rapport présenté par le camarade G. Ansart, membre du Bureau Politique.

Les difficultés accumulées par la politique économique et sociale du gouvernement assaillent les travailleurs.

Le niveau de vie se dégrade. Plus de quatre millions de travailleurs dont trois millions de femmes gagnent moins de 600 F par mois. Le pouvoir d'achat des salaires ouvriers, depuis dix ans, est stationnaire ou en régression malgré l'augmentation de la production et de la productivité.

Le chômage s'est accru de 41 % depuis un an et on dénombre maintenant un demi-million de chômeurs totaux. Il affecte gravement certaines régions. De plus, des centaines de milliers de jeunes sont sans emploi et chômeurs avant d'avoir commencé à travailler.

Parallèlement, les hausses de prix se sont accélérées depuis l'été 1967 sous l'effet des hausses des tarifs publics et depuis le début de 1968 du fait, notamment, de la généralisation de l'application de la T.V.A.

Ainsi, le chômage, les hausses de prix et le refus d'augmenter les salaires en conséquence, l'augmentation de la charge fiscale et la réduction des prestations de Sécurité sociale, se conjuguent pour aggraver le sort des travailleurs et leur incertitude du lendemain.

Il s'ensuit une baisse de la consommation populaire recherchée par le plan de stabilisation et le V^e Plan. C'est la cause principale du marasme du marché intérieur et de la stagnation de la production dans certaines branches industrielles, notamment dans les industries des biens de consommation. A la campagne, le gouvernement poursuit une politique de discrimination qui sacrifie les petits et moyens paysans au profit d'une minorité privilégiée.

Les salaires des ouvriers agricoles demeurent anormalement bas. Le Marché commun qui avait été présenté comme « la chance de l'agriculture française » n'offre pas les débouchés promis et sert aujourd'hui de prétexte pour refuser des prix rémunérateurs aux petits et moyens producteurs.

En dix ans de fonctionnement, le Marché commun a contribué à aggraver les difficultés de la classe ouvrière, de la paysannerie et de toutes les couches laborieuses.

Cette politique économique et sociale du pouvoir gaulliste sacrifie les masses laborieuses aux intérêts du grand capital, à la concurrence internationale et à la création de la force de frappe atomique.

La preuve est faite que, comme le disait le Parti Communiste Français, dès 1958, le pouvoir gaulliste est l'expression de la domination renforcée des monopoles.

LE Comité Central soutient les luttes en cours dans les secteurs privé ou public pour la revalorisation des salaires, la réduction de la durée du travail, la sauvegarde des avantages sociaux. Il apporte son soutien actif à la préparation de l'action commune pour la défense de l'emploi, notamment les rassemblements et manifestations prévus dans plusieurs régions.

Il appelle les organisations du Parti, ses militants à contribuer à l'élaboration démocratique des revendications des travailleurs et à la détermination des mots d'ordre d'action.

Tout sera mis en œuvre pour intensifier la pression populaire qui s'exerce au Parlement, pour obtenir un débat sur la situation des travailleurs et pour l'abrogation des ordonnances anti-sociales de 1967, notamment celles concernant la Sécurité sociale.

Les organisations du Parti veilleront à développer leur activité de propa-

gande pour faire connaître les solutions et le programme du Parti aux travailleurs.

LE Comité Central se réjouit des progrès de l'action dans les entreprises et, souvent, dans des régions entières ou dans l'ensemble d'une branche industrielle. Il souhaite que ces progrès se développent et il considère que toute manœuvre dirigée contre l'unité favorise les visées des capitalistes et du pouvoir. Il demande aux élus et aux organisations du Parti de soutenir à fond les luttes ouvrières.

Ce combat quotidien est indispensable pour limiter les empiètements du grand capital et contrarier son action rétrograde. Il contribue à nourrir l'aspiration à l'avènement d'un régime de démocratie authentique et de progrès social. Mais ce changement profond ardemment souhaité ne peut être l'œuvre que des forces de gauche démocratiques et syndicales unies et d'un puissant mouvement populaire.

La déclaration commune du Parti Communiste Français et de la Fédération de la Gauche, signée le 24 février dernier, a marqué une étape nouvelle de l'union pour la perspective démocratique. Elle est un encouragement pour les travailleurs dans leur lutte pour les revendications immédiates.

La campagne actuelle des tenants du pouvoir gaulliste et de tous les réactionnaires montre leur crainte de l'union des forces de gauche que renforce l'accord du 24 février.

Tous les travailleurs, tous les démocrates riposteront à cette campagne en renforçant leur union dans les entreprises et à tous les échelons : local, départemental et national. Dans l'unité, ils formuleront toujours plus puissamment l'exigence d'un programme commun de contenu social avancé pour en finir avec le pouvoir des monopoles et pour instaurer une véritable démocratie.

La Courneuve, le 19 avril 1968.

La jeunesse ouvre la voie de la grève générale

Documents :

- **Tract de « Révoltes » et de la FER du 28 avril**
- **Informations Ouvrières du 4 mai**
- **Tract de « Révoltes » et de la FER du 4 mai**
- **Tract de l'UNEF**
- **Tract de la JCR du 9 mai**
- **Ce qui est en jeu : extrait d'Informations Ouvrières du 6 mai**
- **Déclaration JCR du 9 mai**
- **Tract de la FER du 9 mai**
- **Tract du Comité de grève des enseignants et étudiants en philosophie du 10 mai**
- **Témoignages : Cohn-Bendit ; Alain Touraine**
- **Tract de l'UNEF du 10 mai**
- **Tract de « Révoltes » et de la FER du 11 mai**
- **Tract de « Servir le peuple »**
- **Tract de l'OCI du 13 mai**

Dans cette partie du cahier, nous publions des documents, extraits d'articles ou d'ouvrages concernant la période qui va du 3 mai au 13 mai 1968.

On le sait, le vendredi 3 mai, à la demande du Recteur, la police pénètre dans l'enceinte de La Sorbonne, y arrête des militants étudiants, membres de l'UNEF, et de diverses organisations politiques, Fédération des Etudiants Révolutionnaires, Jeunesses Communistes Révolutionnaires, Mouvement du 22 mars.

Très vite, le mouvement va gagner en ampleur, les manifestations vont se succéder en s'amplifiant. L'organisation syndicale étudiante, l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) est amenée à jouer un rôle central, notamment dans le fait que, très rapidement, le mouvement ne se limite pas à Paris, mais gagne toutes les grandes villes universitaires. Ce mouvement massif de la jeunesse met directement en cause la politique gouvernementale, place au premier plan les questions soulevées par la manifestation de Caen.

L'une des questions politiques qui se posaient était que ce mouvement ne pouvait, à lui seul, régler les problèmes qu'il plaçait au premier plan. Le besoin de l'unité avec le mouvement ouvrier organisé était profondément ressenti par la masse des jeunes qui s'engageaient dans la lutte. Un élément important de la situation est donc la réponse à cette aspiration que donnent les directions établies du mouvement ouvrier, et en particulier celle que donne le PCF.

La jeunesse étudiante était-elle appelée à constituer « une nouvelle avant-garde » qui aurait pu se substituer à l'action organisée de la classe ouvrière ? Les réponses apportées à cette question délimitent nettement les différents courants politiques qui jouent un rôle dans cette mobilisation de la jeunesse mais s'opposent alors sur les perspectives. C'est cette réalité que l'ensemble des documents publiés ici vise à restituer.

Tract de « Révoltes » et de la « Fédération des étudiants révolutionnaires » de 28 avril 1968

ETUDIANTS, ETUDIANTES: LA REPRESSION S'AMORCE

Samedi 27 avril, Daniel COHEN-BENDIT, étudiant de Nanterre, militant de l'U.N.E.F., a été interpellé par la police, accusé «d'incitation au crime d'incendie volontaire». Depuis le lundi 23 avril, la presse bourgeoise, la radio appellent à la répression contre les étudiants de Nanterre, font circuler la rumeur que les forces dites de « l'ordre » investiront la Faculté.

ETUDIANTS, ETUDIANTES : NOUS SOMMES TOUS CONCERNES

Quelles que soient nos opinions politiques, nous ne pouvons accepter que le gouvernement entame la répression.

L'intervention des « forces de l'ordre » à la Faculté de Nanterre c'est l'attaque frontale contre 10000 étudiants qui ont fait grève pour refuser les plans de sélection, de déqualification du pouvoir.

Comme au MANS, comme à CAEN, la bourgeoisie a répondu par la charge des C.R.S. aux travailleurs qui revendiquaient le droit au travail, à la vie.

L'U.N.E.F. DOIT ENGAGER LA RIPOSTE

Si l'Etat bourgeois décide de frapper, c'est parce que le Conseil Interministériel a décidé l'élimination massive d'étudiants, ce trimestre.

Si l'Etat bourgeois décide de frapper c'est parce que la dernière Assemblée Générale de l'U.N.E.F. a décidé que l'U.N.E.F. VIVRA envers et contre tout: les attaques judiciaires des agents du gouvernement, les commandos fascistes lancés contre elle.

Si l'Etat bourgeois décide de frapper, c'est parce que les luttes des étudiants sont exemplaires, au moment où tous les jeunes, les travailleurs, les paysans, cherchent la voie de la résistance unie.

QU'ATTEND LE BUREAU NATIONAL DE L'U.N.E.F.?

Le Bureau National de l'U.N.E.F. dit: « **le mouvement revendicatif de Nanterre, loin d'être atteint par cette arrestation, répliquera, dans les faits, à cette nouvelle provocation** » (??) Seuls, la Gestapo et Pétain avaient fermé, à l'époque, la Sorbonne.

**TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES, JEUNES, LYCEENS, ETUDIANTS,
APPRENTIS,**

les franchises universitaires sont parties intégrantes des libertés démocratiques et ouvrières.

ON VOUS MENT, quand on vous dit que les étudiants veulent défendre des privilèges particuliers.

NOS LIBERTES SONT LES VOTRES

Si la bourgeoisie et l'Etat liquident nos libertés, ils liquident vos libertés.

POURQUOI LES ETUDIANTS COMBATTENT-ILS ?

Le Ministère et le Gouvernement veulent exclure de l'Université les 2/3 des étudiants que le Recteur gaulliste Capelle a qualifiés de « déchets » !

**TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES, JEUNES, LYCEENS, ETUDIANTS,
APPRENTIS,**

LA F.E.R. VOUS DIT:

la bourgeoisie et l'Etat, pour assurer la survie du régime du profit, ont mis en place toute une série de structures qui visent à imposer le chômage et les licenciements, la destruction de la Sécurité Sociale et des régimes de retraite, à détruire les organisations et les libertés ouvrières.

POUR LE CAPITAL ET SON ETAT:

- Il y a trop d'ouvriers dans les usines,
- Il y a trop d'employés dans les bureaux,
- Il y a trop de paysans,
- Il y a trop de lycéens dans les lycées, d'apprentis dans les C.E.T., d'étudiants à l'Université.

LES ETUDIANTS DISENT NON !

à la sélection, à l'élimination massive, à la répression. Comme les travailleurs de Caen, le 26 janvier, ont dit non en combattant contre le chômage et les licenciements.

Voilà pourquoi à Nanterre, à la Halle aux Vins, à Censier, à la Sorbonne, les gardes mobiles, casqués, avec boucliers, matraques, mousquetons, grenades lacrymogènes, ont sauvagement agressé les étudiantes et les étudiants qui manifestaient POUR LES LIBERTES, POUR LE DROIT AUX ETUDES, POUR LE DROIT A LA VIE.

**TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES, JEUNES, LYCEENS,
ETUDIANTS, APPRENTIS,
LE COMBAT DES ETUDIANTS EST VOTRE COMBAT**

Dans l'unité, étudiants, professeurs, travailleurs, parents d'élèves, jeunes, TOUTES ORGANISATIONS REUNIES,

PEUVENT FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT.

Il est irresponsable de la part de l'U.N.E.F., de laisser isoler les militants de Nanterre, comme elle a laissé isoler les militants de Nantes emprisonnés, ceux de Caen emprisonnés, ceux de Nancy qui à trois reprises se heurtaient aux forces de l'ordre.

LE FRONT UNIQUE EST UNE NECESSITE IMPERIEUSE

LA FEDERATION DES ETUDIANTS REVOLUTIONNAIRES, constituée les 27 et 28 avril par 200 délégués représentant plus de 1 100 étudiants révolutionnaires, pour répondre positivement au désarmement des étudiants qui n'acceptent pas la déchéance que leur offre cette société, qui se heurtent quotidiennement aux plans du pouvoir, n'est pas d'accord avec Daniel COHEN-BENDIT.

La défense du droit aux études, à la qualification ne peut se réaliser que par une lutte résolue contre l'Etat, en liaison avec la lutte des travailleurs.

Ceux qui expliquent que les étudiants peuvent établir « Une Université Critique », leur racontent des sottises.

Nous ne raconterons pas d'histoires aux étudiants.

C'est pour cela qu'au-delà des opinions de COHEN-BENDIT, nous appelons tous les étudiants à lutter pour la DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES.

Nous appelons l'U.N.E.F., syndicat de tous les étudiants à organiser un MEETING, et à y inviter les Organisations ouvrières.

Nous proposons aux Organisations politiques se réclamant de la défense de l'U.N.E.F. et du mouvement ouvrier :

- UNION DES ETUDIANTS COMMUNISTES,
 - JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE,
 - UNION DES JEUNESSES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES,
 - ETUDIANTS SOCIALISTES et ETUDIANTS SOCIALISTES UNIFIES,
- à réaliser le FRONT UNIQUE, pour que le syndicat soit à même d'engager la riposte et soutenir son action.

28 avril 1968.

Fédération des Etudiants Révolutionnaires.



5 heures du matin
VENDREDI
3 MAI 1968
Nouvelle série - N° 7233
(120 pages)
0,50 F
6, boul. Poissonnière
PARIS-9^e
PNO. 81-33 - PNO. 73-33

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

DE FAUX RÉVOLUTIONNAIRES A DÉMASQUER

COMME toujours lorsque progresse l'union des forces ouvrières et démocratiques, les groupuscules gauchistes s'agitent dans tous les milieux. Ils sont particulièrement actifs parmi les étudiants. A l'Université de Nanterre, par exemple, on trouve: les « maoïstes » ; les « Jeunesses communistes révolutionnaires » qui groupent une partie des trotskystes ; le « Comité de liaison des étudiants révolutionnaires », lui aussi à majorité trotskyste ; les anarchistes ; divers autres groupes plus ou moins folkloriques.

Malgré leurs contradictions, ces groupuscules - quelques centaines d'étudiants - se sont unifiés dans ce qu'ils appellent « Le Mouvement du 22 mars Nanterre » dirigé par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit.

Non satisfaits de l'agitation qu'ils mènent dans les milieux étudiants - agitation qui va à l'encontre des intérêts de la masse des étudiants et favorise les provocations fascistes - voilà que ces pseudo-

révolutionnaires émettent maintenant la prétention de donner des leçons au mouvement ouvrier. De plus en plus on les trouve aux portes des entreprises ou dans les centres de travailleurs immigrés distribuant tracts et autre matériel de propagande.

Par
**Georges
MARCHAIS**

Ces faux révolutionnaires doivent être énergiquement démasqués car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes.

[...] Les thèses et l'activité de ces « révolutionnaires » pourraient prêter à rire. D'autant qu'il s'agit, en général, de fils de grands bourgeois - méprisants à l'égard des étudiants d'origine ouvrière - qui, rapidement, mettront en veilleuse leur « flamme révolutionnaire » pour aller diriger l'entreprise de papa et y exploiter les travailleurs dans les

meilleures traditions du capitalisme.

Cependant., on ne saurait sous-estimer leur malfaisante besogne qui tente de jeter le trouble, le doute, le scepticisme parmi des travailleurs et, notamment, les jeunes. D'autant que leurs activités s'inscrivent dans le cadre de la campagne anticommuniste du pouvoir gaulliste et des autres forces réactionnaires. De plus, des journaux, des revues, des hebdomadaires - dont certains se réclamant de la gauche - leur accordent de l'importance et diffusent à longueur de colonnes leurs élucubrations. Enfin, et surtout, parce que l'aventurisme gauchiste porte le plus grand préjudice au mouvement révolutionnaire. [...]

Informations Ouvrières

N° 385 - - - - - 0,50 F - - - - - Le 4 mai 68

Correspondance I N F O R M A T I O N S O U V R I E R E S 39 Fg-du-Temple
Abonnements C.C.P. 21 831 73 - P A R I S - I N F O R M A T I O N S O U V R I E R E S ;
12 n°s : 8 F ; 24 n°s : 15 F ; sous pli clos : 12 n°s : 12 F ; 24 n°s : 22 F

- POUR LA DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES
- CONTRE LA REPRESSION POLICIERE

U N I T E D E S E T U D I A N T S
E T D E S T R A V A I L L E U R S .

De toute évidence, la campagne de presse forcenée allant des journaux fascistes "RIVAROL" et "MINUTE" jusqu'à "L'HUMANITE", en passant par le "NOUVEL OBSERVATEUR" contre les "groupuscules gauchistes" et en particulier contre le C.L.E.R., les comités de coordination et de liaison ou les trotskystes, vise à faire intervenir la répression policière contre les militants ouvriers et les jeunes d'avant-garde.

Ces "hommes de gauche", "démocrates" et "libéraux" ne comprennent même pas qu'une fois lancée, la machine de la répression ne s'arrêterait certainement pas aux frontières de la Fédération des étudiants révolutionnaires, du comité de coordination des travailleurs de la région parisienne ou de l'O.C.I.

Ou plutôt ils comptent sur leur servilité. Cela dit, il est non moins évident que cette campagne entre comme une composante d'une situation dans la lutte de classes qui semble approcher d'un nouveau tournant. Dans le cadre des ordonnances, M. POMPIDOU s'apprête à prendre des mesures encore plus "impopulaires" que celles qui ont été prises contre la Sécurité sociale. Dans tous les domaines, l'heure des échéances approche : c'est un comité interministériel qui a pris les mesures de sélection pour l'entrée à l'université.

Tandis que le recteur CAPELLE, qui a déclaré il y a quelques années qu'il fallait exclure des Facultés "les 2/3 de déchets", est nommé président d'une nouvelle commission dont les travaux se déroulent dans le plus grand secret.

L'Etat bourgeois est parfaitement conscient que des réactions violentes ne peuvent pas ne pas éclater contre une politique qui va léser aussi gravement les intérêts des masses laborieuses et de la jeunesse. La campagne de presse trouve dès lors une nouvelle dimension dans la tentative d'orienter la violence élémentaire vers l'im-passe.

C'est ainsi que par des informations savamment truquées, une confusion parfaitement organisée, toute la presse — et, répétons-le, de "RIVAROL" à l'"HUMANITE" — mélange les positions de la F.E.R. à celle de COHEN-BENDIT, des pro-chinois, etc. Disons-le nettement : contre la répression, les révolutionnaires manifestent leur solidarité à COHEN-BENDIT comme à tout autre militant, à quelque tendance qu'il appartienne. Ce qui ne nous interdit pas d'apprécier sa politique. COHEN-BENDIT se relie très étroitement à la ligne de "l'Université critique", politique qui vise à reconstruire l'Université dans le cadre du système capitaliste. Toute l'idéologie "critique", "pédagogique", "prise de responsabilité" de l'étudiant, n'est qu'adaptation au système et trompe-l'oeil.

Certes, les méthodes de l'enseignement à tous les niveaux ne sont pas adaptées aux exigences de la culture, comme le régime capitaliste ne l'est pas plus aux exigences de la civilisation.

Mais il ne s'agit pas pour l'Etat bourgeois d'améliorer les "méthodes", il s'agit pour le capital et son gouvernement de détruire ce qui a été arraché, et qui ne peut être dépassé que par la révolution prolétarienne. Il s'agit pour PEYREFITTE de préparer les cadres d'un sous-enseignement qui permettrait la formation de cette main-d'oeuvre sous-qualifiée qui exige la survie du système capitaliste.

La violence élémentaire des jeunes, si elle se dirige vers des "réformes de structure", est certainement condamnée en tant que violence par la bourgeoisie, mais l'essentiel, dans ce cas, est que la colère ne se concentre pas sur l'Etat bourgeois. C'est ainsi que la bourgeoisie a toléré les actions de type "Université critique" à l'intérieur de la faculté de NANTERRE, tout en les contenant. Mais ces actions tendaient elles-mêmes à s'élargir au niveau des problèmes généraux de l'Etat. C'est pourquoi, après la recherche de la plus grande confusion possible, l'heure de la répression est venue. Il ne faut pas que les luttes étudiantes, confinées au niveau local, puissent s'élargir et se relier aux luttes ouvrières.

La F.E.R. s'est constituée pour ouvrir la seule perspective réaliste, celle des luttes étudiants-enseignants dirigées contre l'Etat : MANIFESTATION centrale au ministère. Celle des luttes étudiants-ouvriers contre l'Etat par le Front Unique ouvrier.

Les dirigeants staliniens, avec un cynisme rarement égalé, ont cherché à isoler les étudiants des ouvriers, tout en orientant leur campagne contre l'avant-garde révolutionnaire, en appelant de tous leurs voeux la répression policière. Vont-ils, aujourd'hui que l'Etat bourgeois viole les franchises universitaires en envoyant ses C.R.S. occuper la Sorbonne, laisser porter ce coup contre les libertés démocratiques, qui en prépare d'autres contre les libertés ouvrières ? Jamais comme à présent, le Front Unique des centrales ouvrières et de l'U.N.E.F. n'a été aussi nécessaire, afin de contraindre le gouvernement à reculer.

Les seules décisions conformes aux intérêts des jeunes et des travailleurs sont simples et claires : l'U.N.E.F. doit appeler les étudiants à la grève générale. La F.E.N. et les centrales ouvrières (C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.D.T.) doivent appeler les travailleurs à manifester dans toute la France aux côtés des étudiants et des professeurs pour le respect des libertés universitaires.

Mais l'attaque des staliniens contre les militants est globale : contre les étudiants révolutionnaires et contre les militants se regroupant autour des comités de liaison. Cette attaque forcenée se situe à un moment où les appareils, ayant parfaitement conscience et connaissance des mesures antiouvrières que prépare le gouvernement, veulent briser toute résistance de classe à l'intérieur des organisations.

Comme l'a expliqué un des principaux dirigeants staliniens : "Ce n'est pas au moment où des mesures impopulaires vont être prises que nous allons laisser des positions dans les organisations aux "trotskards".

Ce qu'ils appellent "trotskards", ce ne sont pas seulement les militants de l'O.C.I., ce sont les militants organisés dans les comités de liaison et de coordination qui mènent un combat inlassable pour l'unité, ce sont également les militants du P.C.F. qui condamnent les exclusions et s'insurgent, dans les cellules et les conférences de sections, contre la politique du "Parti".

Les samedi 25 et dimanche 26 mai, les délégués des Comités de liaison et de coordination de la région parisienne et de province, réunis en Assemblée générale, établiront le bilan de leur action. La préparation de l'Assemblée générale est partout activement menée. Nous en reparlerons dans notre prochain "I.O."

F. E. R.

LOCK-OUT A NANTERRE "SINE DIE"...

REVOLTES

halte à la répression policière!

Le 26 janvier, à CAEN, les étudiants, les travailleurs descendaient dans la rue pour défendre le droit aux études, le droit au travail, le droit à la vie. En face d'eux, 5 000 C.R.S., venus de plusieurs régions, matraquaient et emprisonnaient.

Le 14 février, à NANTES, un étudiant, militant de l'U.N.E.F., était inculpé

A BESANCON, aujourd'hui, tous les dirigeants de l'U.N.E.F. sont menacés de passer en correctionnelle.

Une campagne de presse appelle à la répression, appelle au pogrome. "MINUTE" "RIVAROL"; "LE FIGARO" demandent des sanctions contre l'étudiant COHEN-BENDIT.

Le doyen GRAPPIN, membre de la "très démocratique" F.G.D.S., lockoute la Faculté de NANTERRE.

Les fascistes mettent le feu au siège de la Fédération des Groupes d'Etudes de Lettres (U.N.E.F.).

Le pouvoir, aidé par les "apolitiques" de l'U.N.E.F., veut mettre l'U.N.E.F. sous séquestre.

bas les pattes devant l'UNEFF!

Ceux qui ont appelé la police à COLOMBES, pendant la dernière A.G. de l'U.N.E.F., prônent maintenant la collaboration avec le gouvernement. La direction de l'U.E.C., réservant ses coups pour les gauchistes, vient de se réunir avec la direction des étudiants socialistes S.F.I.O. et a décidé de tenter de faire participer de nouveau l'U.N.E.F. aux organismes gouvernementaux du C.N.O. (Centre National des Oeuvres), rompant ainsi avec une des positions de principe de l'U.N.E.F., aliénant ainsi son indépendance par rapport à l'Etat : c'est le C.N.O. qui sera chargé de faire des étudiants salariés d'aujourd'hui des promus sociaux et d'appliquer les règlements intérieurs dans les cités :

- Que signifient ces agressions fascistes ?
- Que signifient ces attaques du gouvernement ?
- Que signifient ces orientations prétendument "réalistes" qui prônent le "dialogue" avec le gouvernement ?

La réforme FOUCHET prévoit d'exclure 300 000 étudiants, sur les 500 000 actuellement à l'Université.

LES ETUDIANTS NE PEUVENT SUBIR SANS REAGIR !

FACE A CETTE ATTAQUE DU GOUVERNEMENT, LES ETUDIANTS RESISTENT, ILS CHERCHENT UNE VOIE DE LUTTE.

Pour appliquer la sélection, il faut que le gouvernement détruise toutes les formes d'organisation qui seraient susceptibles d'organiser la lutte des étudiants

IL LUI FAUT DETRUIRE L'U.N.E.F. : NOUS DEVONS DEFENDRE L'U.N.E.F.

L'U.N.E.F. est l'organisation de masse du milieu étudiant.

- Ceux qui disent que l'U.N.E.F. est morte se trompent.
- Ceux qui disent que les étudiants peuvent aller en désordre à la bataille préparent l'aventure,
- Ceux qui veulent opposer les étudiants aux professeurs dévient la lutte des étudiants contre l'Etat et refusent d'engager la lutte contre la réforme FOUCHET.
- Ceux qui, le 14 mars, ont refusé d'organiser la manifestation centrale devant le ministère de l'Education nationale, et aujourd'hui lancent d'une manière inconsidérée des appels clandestins au boycott, sont des irresponsables.

l'angoisse saisit les étudiants

OUI LE COMBAT EST POSSIBLE !

MAIS A CONDITION

- qu'on ne laisse pas les étudiants désarmés face à l'appareil concentré de coercition de l'Etat,
- que l'on ne laisse pas les étudiants isolés des travailleurs en lutte contre le chômage, les licenciements, les mises à pied, pour la défense de leurs intérêts,
- qu'une force se constitue pour imposer le Front Unique des organisations syndicales et politiques pour la mobilisation de la jeunesse et des travailleurs contre l'Etat.
 - o Contre la direction de l'U.E.C. qui veut dialoguer avec l'Etat qui nous frappe.
 - o Contre les courants petits-bourgeois qui refusent de lutter pour l'unité d'action et bercent les étudiants d'illusions sur "l'Université critique".

La F.E.R. se bat pour regrouper cette force.

La F.E.R. appelle tous les étudiants qui veulent se battre à adhérer.

Face au lockout de NANTERRE et aux sanctions qui se préparent contre 7 militants de NANTERRE.

La F.E.R. s'est adressée à l'U.N.E.F. et aux organisations politiques se réclamant de la défense de l'U.N.E.F. et du mouvement ouvrier, pour que se réalise le Front Unique pour la défense des libertés démocratiques.

L'U.N.E.F. se ressaisit, appelle les étudiants à défendre les libertés démocratiques contre la répression.

La F.E.R. soutient inconditionnellement cette action.

POUR DEFENDRE LES INTERETS DES ETUDIANTS,

POUR DEFENDRE L'U.N.E.F.,

POUR REALISER LA JONCTION DES ETUDIANTS ET DES TRAVAILLEURS,

200 délégués représentant 1 100 militants ont proclamé les 27 et 28 avril la FEDERATION DES ETUDIANTS REVOLUTIONNAIRES pour la construction de l'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE.

ETUDIANT, si tu veux lutter, il est de ton devoir de rejoindre la F.E.R.

TOUS

au MEETING de la F.E.R.

vendredi 10 mai

20h30 la mutualité

F.E.R.

R É V O L T E S

F.E.R.

**POUR LA CONSTRUCTION DE L'ORGANISATION
REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE**

**TRAVAILLEURS - TRAVAILLEUSES
JEUNES - LYCEENS - APPRENTIS
ETUDIANTS**

Pour la première fois depuis 1940, un Recteur a osé appeler la Police à l'intérieur de l'Université!

Nous, étudiants révolutionnaires de la Fédération des Etudiants Révolutionnaires, avons proposé à notre organisation syndicale, l'U.N.E.F., les objectifs d'action suivants :
- GREVE GENERALE DES ETUDIANTS, ENSEIGNANTS, pour le respect des libertés, contre les sanctions, contre l'arbitraire policier à l'Université.

Nous, étudiants révolutionnaires de la F.E.R.,
- contre l'exclusion des étudiants de l'université,
- pour le droit aux études,
- contre la déqualification,
- contre le chômage
- pour la défense des libertés universitaires, démocratiques et ouvrières,
NOUS DEMANDONS A TOUTES LES TRAVAILLEUSES ET A TOUS LES TRAVAILLEURS d'imposer à leurs dirigeants :

LA MANIFESTATION CENTRALE DES TRAVAILLEURS, JEUNES ET ETUDIANTS.

TRAVAILLEURS et TRAVAILLEUSES, il dépend de nous, et nous prendrons nos responsabilités, il dépend de vous, et vous prendrez vos responsabilités, que dans une lutte d'ensemble et résolue, nous imposions satisfaction à nos revendications légitimes.

IL Y VA DU SORT DE LA JEUNESSE,

IL Y VA DU SORT DE VOS ENFANTS,

IL Y VA DE VOTRE AVENIR.

Le 4 mai 1968.

UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS de FRANCE

APPEL A LA POPULATION

La violence policière a réprimé sauvagement les étudiants dans la soirée du Vendredi 3 Mai : 596 arrestations, des centaines de blessés. Comme les ouvriers de CAEN et d'ailleurs, les étudiants, les passants, les lycéens ont été frappés par une répression féroce.

En effet leur lutte est fondamentalement la même : les ouvriers refusent la société qui les exploite, les étudiants refusent une Université qui tend à faire d'eux les cadres dociles d'un système fondé sur l'exploitation, parfois même les complices directs de cette exploitation.

La presse réactionnaire vise à présenter le mouvement étudiant comme une révolte de jeunes privilégiés et cherche à nous occuper de nos alliés naturels. La bourgeoisie sait en effet que c'est aux côtés des travailleurs et à leurs côtés seulement que les étudiants peuvent vaincre. Contre ce mûr de mensonge les étudiants doivent faire connaître à la population les mobiles de leur combat.

LA BOURGEOISIE CHERCHE A ISOLER ET A DIVISER LE MOUVEMENT ; LA RIPOSTE DOIT ETRE IMMEDIATE C'EST POURQUOI :

L'UNEF PROPOSE AUX SYNDICATS ENSEIGNANTS ET OUVRIERS DE REPRENDRE LE PROCESSUS UNITAIRE

QUI S'EST OPERE DANS LES FAITS PENDANT LA MANIFESTATION : OUVRIERS, LYCEENS, ET ETUDIANTS ONT ENSEMBLE RIPOSTE SPONTANEMENT AVEC L'U.N.E.F FACE A L'AGRESSION POLICIERE.

CONTRE LA REPRESSION POLICIERE
CONTRE LA PRESSE REACTIONNAIRE
CONTRE L'UNIVERSITE BOURGEOISE

CRÈVE GÉNÉRALE DES LUNDI ET JUSQU'À LIBÉRATION DE TOUS NOS CAMARADES
PARTICIPEZ MASSIVEMENT A LA MANIFESTATION
AU QUARTIER LATIN LUNDI A 18 H 30.

Étudiants, organisez-vous dans vos facultés en comités de lutte UNEF de base, par discipline, par années, pour poursuivre la lutte en particulier devant l'échéance des examens. Une permanence sera désormais assurée à l'UNEF pour organiser la mise en place de tels comités. Les camarades blessés au cours de la manifestation, ou témoins des agressions des forces de police sont priés de se mettre en rapport avec l'UNEF (Tél DAN 86 01)



JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

JCR et maintenant ?

Le mouvement étudiant, né le 3 mai, a essuyé hier un recul important. Les manifestations du lundi 6 mai avaient démontré la résolution du mouvement. Les étudiants étaient capables de tenir tête, douze heures durant, aux gardes mobiles et aux C.R.S. Ils étaient capables de rendre coup pour coup et de faire reculer les forces de l'ordre.

Les manifestations du mardi 7 mai avaient démontré la puissance du mouvement. Plusieurs dizaines de milliers de manifestants avaient tenu le pavé jusqu'à l'aube.

Le meeting du mercredi 8 mai aurait dû permettre au mouvement de faire le point, de s'organiser par faculté et par discipline, de populariser dans les deux jours suivants ses revendications auprès de l'ensemble de la population, aux bouches des métros, dans les gares, les usines...

QUE S'EST-IL PASSE ?

Un mouvement étudiant d'un caractère nouveau prend naissance. La masse des étudiants et des organisations d'avant-garde sont unis dans la lutte. Seul le Parti Communiste se trouve en dehors, condamnant "l'aventurisme des groupuscules gauchistes qui fait le jeu du pouvoir".

Mais la puissance du mouvement le contraint à tourner. Exploitant alors la juste volonté des étudiants d'une union avec la classe ouvrière, il tente d'intégrer les luttes en cours par les directions bureaucratisées des syndicats, offrant comme seule perspective l'union de la "gauche vers une démocratie véritable".

FACE A LA REPRESSION , DEUX DANGERS NOUS GUETTENT :

- L'intégration, que favorisent ceux pour qui l'union avec la classe ouvrière serait la liaison avec les bureaucraties syndicales. Pour nous, l'union avec les travailleurs, ce n'est pas tendre le cou au carcan des bureaucraties ni faire de chaque travailleur individuel le représentant de la classe ouvrière, ni partir pour "servir le peuple". L'union, nous la faisons et nous la ferons dans la lutte, comme nous l'avons faite lundi et mardi dernier.

- La sclérose, venue de ceux qui voudraient maintenir un cartel factice dépassé.

COMMENT RIPOSTER ?

En offrant des perspectives REALISABLES et DISCUTEES par tous les étudiants. En organisant le mouvement en COMITES ETUDIANTS regroupant tous les militants engagés dans la lutte, comités qui définiront nos actions futures.

Notre lutte ne doit pas s'arrêter. Aujourd'hui nos revendications (retrait de la police du Quartier Latin, réouverture des facs, annulation des sanctions universitaires et pénales, démission de Roche) constituent l'étape indispensable pour l'obtention des libertés politiques à l'Université et pour assurer notre droit de contestation de l'Université bourgeoise.

J.C.R. B.P. 39 - 16 Paris

ETRE CONSCIENT DE CE QUI EST EN JEU

Extrait de l'éditorial d'Informations ouvrières du 6 mai

Chaque militant, chaque travailleur doit être conscient de ce qui est aujourd'hui en jeu.

Au moment de son 10e anniversaire le régime gaulliste né du coup de force militaire du 13 mai, par la répression qu'il engage contre les étudiants, fait un pas de plus vers le régime policier.

Le démantèlement de la Sécurité sociale, l'ensemble des ordonnances édictées jusqu'à présent ne représentent que le commencement des mesures nécessaires au capitalisme français. Pour faire passer dans les faits ces mesures, il faudra s'attaquer au mouvement ouvrier, arracher aux travailleurs les libertés qui leur Permettent de s'organiser pour se défendre.

C'est cela qu'annonce la répression contre les étudiants. Pour la première fois, depuis 1940 un gouvernement a osé répéter ce qu'avaient fait la Gestapo et Pétain : fermer la Sorbonne, y faire pénétrer les forces policières.

En brisant les traditionnelles libertés universitaires, en réprimant sauvagement les manifestations étudiantes, l'Etat montre comment il entend imposer « l'ordre » nécessaire, à la poursuite de l'exploitation, comment il en tend traiter, si la résistance unie de la classe ouvrière ne lui interdit pas, toutes les catégories de travailleurs.

Ce sont les libertés démocratiques les plus élémentaires qui sont en cause. On ment lorsqu'on prétend que les étudiants défendent des intérêts particuliers. En luttant pour le droit aux études, ils participent au Combat général contre la misère et la déchéance. En luttant contre la répression policière ils défendent les libertés de tous les travailleurs.

Contre une attaque qui nous vise tous, organisons une résistance commune, pour la défense des libertés démocratiques, -contre la répression policière, unité des travailleurs et des étudiants, unité de l'U.N.E.F. , des syndicats ouvriers et des enseignants.

Pour faire reculer le gouvernement, manifestation centrale des travailleurs, jeunes et étudiants.

LE MEETING DE LA JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (9 mai)

Voici d'après le bulletin *Analyses et Documents*, l'intervention d'un membre du Bureau national de la J.C.R. avec laquelle Cohn-Bendit se déclare en accord

« Il faut réfléchir, penser aux perspectives, discuter dans l'Université de tous les choix de la bourgeoisie. La classe ouvrière reste l'élément historique qui renversera le capitalisme à l'échelle mondiale. La politique syndicale est un frein. Les problèmes qui se posent actuellement sont absence de direction et de ligne - SI ON LES POSE MAINTENANT ILS RISQUENT DE BRISER LE MOUVEMENT, il faut mettre en avant des thèmes d'accord valables pour tous ; trouver des formes de lutte. L'université critique doit être un processus de contestation permanente. Il faut avoir pour objectif une organisation révolutionnaire générale car :

1° il n'est pas question de se mettre à la remorque directions syndicales ;

2° la classe ouvrière est classe quand elle s'oppose en tant que telle au patronat. En l'absence d'un parti révolutionnaire, les vrais révolutionnaires sont ceux qui se battent contre la police. Les groupes d'avant-garde correspondent à des courants révolutionnaires mondiaux. Ils doivent actuellement respecter la ligne des autres, corriger la leur en collant au mouvement de masse.

« Les tâches :

« 1° Lutter contre la répression et la menace de récupération ;

« 2° Faire des progrès théorique

« 3° Créer des comités de lutte pour la propagande et l'explication dans les quartiers ;

« 4° Se structurer dans des lieux précis, créer un épicode : Sorbonne, Nanterre etc.

« 5° Faire une politique extra-parlementaire : créer des conseils étudiants à Paris et Nanterre »

Le Bureau national de la Fédération des Etudiants Révolutionnaires déclare :

LE COMBAT CONTINUE !

Le gouvernement redoute la jonction des étudiants et de la classe ouvrière.
Lundi dernier il matraquait sauvagement les étudiants,
mais ils ont combattu.
Mardi, il ne put empêcher 50 000 travailleurs et étudiants
de tenir la rue, pendant 6 heures, mais le gouvernement
interdit le Quartier Latin.

Mercredi soir, les étudiants ont défilé dans le Quartier Latin.
Le combat paye, mais rien n'est gagné.

L'U.N.E.F. a demandé aux confédérations l'organisation d'une manifestation centrale.

OUVRIERS, ETUDIANTS, COMBATTONS ENSEMBLE

La F.E.R. appelle les travailleurs à tenir partout leurs!assemblées, à débrayer, à manifester, à préparer la manifestation centrale des étudiants et des travailleurs, pour leur commune victoire sur le gouvernement.

L'U.N.E.F. se doit d'appeler l'ensemble des travailleurs leurs organisations à

**MANIFESTER SAMEDI 11 MAI, A 15 HEURES,
A DENFERT-ROCHEREAU**

Pour :

- La libération des étudiants emprisonnés ;
- L'évacuation des forces de police ;
- La réouverture des Facultés.

Contre la sélection.

**Participez au MEETING de la F.E.R.
vendredi 10 mai, 20 h 30, à la Mutualité**

Tract du Comité de grève des enseignants et étudiants en philosophie du 10 mai 1968

Organisés en COMITE DE GREVE ,enseignants et étudiants de Philosophie ,Syndiqués et non Syndiqués:

se déclarent: POUR UNE GREVE ILLIMITEE jusqu'à satisfaction des trois points définis par le SNES-Sup et l'UNEF;

FACE A LA REPRESSION DE L'ETAT POLICIER

Conscients que les luttes du mouvement Etudiant et Enseignant s'inscrivent dans les combats de la classe ouvrière et débouchent sur la remise en cause du capitalisme et de l'état gaulliste,

Conscients que seule une réponse unie des travailleurs, des jeunes des enseignants, des étudiants, des lycéens pourra faire reculer le gouvernement,

appellent à la GREVE GENERALE DU LUNDI 13 MAI organisée par l'ensemble des syndicats CGT, CFDT, FO, FEN (SNI, SNES, SNESup), UNEF.

appellent à une MANIFESTATION CENTRALE au Quartier Latin le Lundi 13 Mai, organisée par les syndicats CGT, CFDT, FO, FEN, UNEF.

proposent à leurs organisations syndicales d'envisager avec les autres centrales ouvrières une prolongation de la grève jusqu'à satisfaction effective sur les 3 points.

appellent l'ensemble des étudiants, des professeurs, des lycéens, des travailleurs à s'organiser en COMITES DE GREVE,.

appellent à l'organisation d'un COMITE DE GREVE NATIONAL pour diriger la GREVE GENERALE et la MANIFESTATION CENTRALE.

POUR LA GRÈVE GENERALE

CREONS PARTOUT

DES COMITES DE GREVE

EN AVANT VERS LA MANIFESTATION CENTRALE

DES JEUNES ET DES TRAVAILLEURS



Le 6 mai les étudiants manifestent au Quartier Latin aux cris de :
« Libérez nos camarades »

La nuit du 10 mai

Comme on le sait, tard dans la nuit du 10 au 11 mai, la police disperse avec une extrême brutalité les manifestants qui sont demeurés au Quartier latin. Les barricades édifiées dans la nuit sont reprises les unes après les autres.

Après coup, beaucoup de choses ont été dites de cet événement. Il a été présenté quelques fois comme une occupation déterminée du Quartier latin, comme une sorte de délimitation d'un territoire libéré.

La réalité est plus complexe. A la suite de manifestations regroupant un grand nombre de jeunes et, notamment, pour la première fois à cette échelle, des lycéens, manifestations qui n'avaient pas d'objectif central, une partie des manifestants se sont retrouvés au Quartier latin. C'est alors que certains, comme Cohn-Bendit, lancèrent le mot d'ordre d'une occupation aussi longue que possible du Quartier latin. Cela se produisit après des manifestations qui avaient, en quelque sorte, tourné en rond.

Dans un ouvrage rédigé par des militants du Mouvement du 22 mars, intitulé "*Ce n'est qu'un début*" et paru en juillet 1968, une explication est avancée : « *Le mercredi, lorsque nous avons discuté, nous avons donné comme objectif la prison de la Santé. Le ministère de la Justice, ça emmerdait tout le monde parce que c'était reprendre le mot d'ordre la FER qui répète toujours "Manifestation centrale d'un million devant le ministère de l'Education nationale". Nous nous sommes concentrés sur la Santé (...). L'objectif "prison de la Santé" avait été choisi mais on est passé devant sans plus.* »

Comment ceux qui prônaient l'initiative de "*l'occupation du Quartier latin*" la concevaient-ils ? Les textes qui suivent l'éclairent.

Voici la déclaration de l'un des principaux animateurs et d'un témoin qui partage ses vues :

Vendredi, place Denfert-Rochereau, au moment où la manifestation se formait, nous avons longuement discuté avec les autres organisateurs pour savoir ce qu'on allait faire, où on allait aller. Il ne pouvait plus s'agir d'une simple procession - les étudiants n'auraient pas compris - mais on ne pouvait pas non plus chercher délibérément l'affrontement avec la police, parce qu'on n'envoie pas les gens au massacre. Notre idée était donc d'occuper un lieu, pacifiquement, et d'y rester jusqu'à ce que nos trois revendications - libération de nos camarades, retrait des forces de police du Quartier Latin, réouverture de la Sorbonne - aient été satisfaites.

Nous avons envisagé d'occuper le Palais de justice, mais les difficultés étaient trop grandes. On avait pensé aussi à investir la place Vendôme mais là, c'était la souricière.

Finally, nous sommes partis vers le Quartier Latin et la police nous a laissés passer. S'il avait eu des barrages, nous ne les aurions pas forcés, puisque la consigne était : pas d'affrontement. Nous serions allés occuper un autre endroit. En fait, la police nous a canalisés vers le Quartier Latin.

Arrivés boulevard Saint-Michel, nous nous sommes arrêtés, les étudiants se sont assis par terre et nous avons discuté sur ce que nous pouvions faire. Et puis, quand je suis remonté jusqu'en haut du boulevard, j'ai vu que des étudiants commençaient à déparer la chaussée. Sauvageot était là et je lui ai demandé ce qui se passait, il m'a dit : « On occupe le quartier ». Mais personne n'avait donné l'ordre de dresser les barricades. Simplement, dès que quelques étudiants ont commencé à en construire une, tout le monde s'est compte que c'était la meilleure solution pour occuper un lieu pacifiquement.

(Daniel Cohn-Bendit, « Notre commune du 10 mai », dans Le Nouvel Observateur, n° 183 du 15 au 21 mai 1968.)

Alain Touraine, pour sa part écrit :

Le 10, quand la manifestation a remonté par le boulevard Saint-Michel, place Edmond-Rostand, elle a commencé à hésiter, à flotter vers 20 heures ou 20 h 30 et presque immédiatement, des gens ont commencé à déparer et à dire : « On attaque la Sorbonne ». J'étais là, un peu affolé, ne souhaitant pas du tout que les gens aillent jeter sur la Sorbonne et qu'il y ait de la bagarre. J'ai rencontré un ami qui est professeur de Khagne à Louis-le-Grand, qui s'appelle Scherer. Cohn-Bendit était tout à fait à côté de nous. Scherer me dit : « Il faut absolument trouver quelque chose à leur dire pour qu'ils n'aillent pas faire des bêtises et il s'approche de Cohn-Bendit qui était à côté et Scherer lui a dit : « Dites-leur qu'on n'entrera pas dans cette putain de Sorbonne tant que les copains ne seront pas libérés ».

Cohn-Bendit prend son porte-voix et dit cela, des milliers de gens ont entendu : « dispersez-vous, ne restez pas groupés, formez des groupes de discussion et d'action. Par dix, vingt, cinquante, cent installez-vous partout, le Quartier Latin est à nous. Qu'on y parle qu'on y discute. » Donc, si vous voulez, dans ce moment extrêmement dramatique, en face de gens qui voulaient faire l'attaque, quel était, lui, ce qu'il voyait comme l'acte politique par excellence. C'était de s'asseoir par terre (sic) et de discuter en dynamique de groupe ; de se parler dans ce monde de l'invective et du silence... »

(Alain TOURAINE parle dans « CE N'EST QU'UN DEBUT », de P. Labro, page 42.)

UNEF

UNEF

LA VERITE SUR LES

EVENEMENTS DE CETTE NUIT

Depuis une semaine, les Etudiants sont en lutte contre la repression policière à l'Université.

Avant d'engager tout dialogue l'UNEF a posé trois points préalables qui sont :

- Arrêt des poursuites judiciaires et administratives et libération de tous les manifestants emprisonnés.
- Libération des quartiers Universitaires par les forces de Police.
- Réouverture des Facultés.

Au cours de deux manifestations antérieures. (mardi, mercredi), l'UNEF a clairement montré qu'elle n'entendait pas rechercher l'affrontement violent avec les forces de police.

Hier encore les consignes de l'UNEF étaient précises : nous ne voulions pas avoir la responsabilité des violences les manifestants devaient s'abstenir de toute provocation envers la police. Ils devaient occuper le quartier latin, créer des groupes de discussion tout en préparant à se défendre éventuellement contre une attaque des forces considérables de police massées autour de la Sorbonne.

LES CONSIGNES ONT ETE RESPECTEES.

Pendant près de quatre heures les Etudiants ont occupé le quartier latin, dans le calme, en attendant une réponse publique du Gouvernement.

Cette réponse ils l'ont eu.

A deux heures 15 les forces de police attaquèrent brutalement les manifestants en utilisant, non seulement des simples grenades lacrymogènes mais des grenades au chlore et à l'ammoniac, grenades incendiaires, grenades soufflantes.

La brutalité de la répression a été telle que de nombreux blessés ont été relevés, il est à cette heure difficile de dresser le bilan.

Après avoir dégagé une rue, les C.R.S. visitaient soigneusement toute les maisons pour en tirer les manifestants qui s'y étaient réfugiés.

De nombreux manifestants blessés ont été "tabassés" dans les cars de police.

Rien n'a été fait pour faciliter le travail des groupes de secours bien au contraire..

Jamais la sauvagerie n'avait été poussée jusqu'à ce paroxysme.

QUI EST RESPONSABLE ? DE QUI VIENNENT LES CONSIGNES ?

Face à la répression policière, les Etudiants ne céderont pas.

Face aux matraques et aux grenades, ils réaffirment leurs exigences avec d'autant plus de force qu'ils savent qu'ils sont de moins en moins isolés.

Ils demandent à la Population, aux travailleurs de les soutenir.

ETUDIANTS, TRAVAILLEURS,

PARTICIPEZ A LA RIPOSTE DES AUJOURD'HUI

Tract de "Révoltes " et de la "Fédération des étudiants révolutionnaires du 11 mai 1968

Le 10 MAI plusieurs centaines d'étudiants et de travailleurs se réunissaient à la mutualité à l'appel de la FEDERATION DES ETUDIANTS REVOLUTIONNAIRES et des JEUNES REVOLUTIONNAIRES (REVOLTES)

Le meeting rassemblant les éléments de l'avant-garde étudiante et ouvrière constituée au travers des récents combats décidait d'engager la bataille .

1° Pour que se constitue à l'appel de l'UNEF un COMITE NATIONAL DE GREVE coordonnant les activités des différents Comités de grève pour faire céder le pouvoir sur la totalité des revendications .

2° Pour que dès Lundi 13 Mai 500 000 travailleurs et étudiants manifestent au coude à coude dans le COEUR DU QUARTIER LATIN

ETUDIANTS, TRAVAILLEURS, JEUNES,

Le gouvernement gaulliste martyre les étudiants, les jeunes travailleurs au coeur du quartier latin !

ETUDIANTS, TRAVAILLEURS, JEUNES

Le gouvernement gaulliste a décidé de faire du Quartier Latin une place forte de C.R.S. et de gardes mobiles .

LA BATAILLE CONTINUE LE GOUVERNEMENT CEDERA

Nous, militants de la FER et des J.R. qui avons à la suite de notre meeting, dans un cortège organisé et discipliné de plus de 5 000 étudiants et travailleurs rejoint la manifestation au Quartier Latin

AFFIRMONS

500 000 TRAVAILLEURS et ETUDIANTS

Au QUARTIER LATIN Lundi feront céder le pouvoir

UNITÉ DES TRAVAILLEURS ET DES JEUNES DANS LA RUE

VIVE LA CREVE GENERALE DES OUVRIERS ET DES

ETUDIANTS ORDONNEE PAR LES DIRECTIONS DES CENTRALES SYNDICALES

ELISONS NOS COMITES DE CREVE

PREPARONS LA MANIFESTATION DE 500 000 TRAVAILLEURS AU QUARTIER LATIN

6- - - - -
j'adhère à la FER (FEDERATION DES ETUDIANTS REVOLUTIONNAIRES)

NOM

Adresse

C.C.P. REVOLTES 7179 - PARIS

5 rue de Charonne PARIS 12° JOURNAL REVOLTES

BP 122

ROQ 69 52



ET MAINTENANT, AUX USINES!

Appel de l'U.J.C.(m.l.)et des cercles "Servir le Peuple"

La colère gronde parmi les masses populaires. Un million de sans travail. Des salaires de misère. La répression fasciste chez Dassault, Citroën, Simca et dans bien d'autres usines. Les C.R.S. contre les manifestations d'ouvriers et de paysans au Mans, à Redon, à Caen.

Depuis plusieurs mois, des révoltes populaires ont éclaté contre le patronat et le gaullisme.

Partout, les appareils réformistes, la direction révisionniste du PCF, la direction bureaucratique de la CGT se sont efforcés de briser le mouvement des masses à Rhodiaceta, à Schwartz-Hautmont, à Aluvac, à la Céramique d'Alès, et en bien d'autres endroits. Mais, de plus en plus, les permanents de la CGT et du PCF sont mis en échec et démasqués par le mouvement des masses. De plus en plus, les masses prennent conscience de leurs manœuvres visant à briser la lutte de classe dans l'usine, afin de canaliser l'action vers des objectifs réformistes et surtout vers les joutes parlementaires.

A l'occasion des manifestations d'étudiants et de la violente répression policière, une poussée populaire est apparue dans la rue: lundi et surtout mardi des ouvriers, des jeunes travailleurs sont venus manifester dans la rue avec les étudiants. Cette participation des ouvriers reflète la colère qui gronde, parmi les larges masses de la classe ouvrière contre le gaullisme, régime de chômage et de misère, et le révisionnisme, appareil réactionnaire de démobilisation des masses.

Les masses veulent lutter contre le gaullisme.

Sur la question des manifestations de rue, de leurs mots d'ordre, et de leur parcours, il faut désormais engager la lutte contre les obstacles que tentent d'opposer les réformistes, aider les masses à les rompre et à se frayer une voie vers la lutte révolutionnaire de classe.

Trois forces réactionnaires se sont liguées pour réprimer ou freiner le mouvement révolutionnaire des masses

Le gaullisme lance, en assauts répétés, ses troupes d'agression contre la population, les étudiants, les ouvriers .

La Social-Démocratie (PSU, S.F.I.O., trotskistes, bureau de l'UNEF) a, très tôt, tenté de tirer parti du mouvement des étudiants . Elle a pour objectifs de maintenir les étudiants isolés de la classe ouvrière et de limiter le mouvement à des objectifs réformistes : "réformes de structure" à l'université, débouchés pour les jeunes cadres, etc... Ces objectifs sont reflétés par la ligne politique réactionnaire suivie ces derniers jours par le bureau de l'UNEF : maintenir à tout prix les étudiants au quartier latin; limiter les mots d'ordre à de dérisoires revendications étudiantes , incapables d'unir avec les étudiants de larges masses d'ouvriers et de paysans.

Les révisionnistes du PCF et de la direction de la CGT ont d'abord brutalement attaqué le mouvement étudiant démasquant ainsi leur véritable nature contre révolutionnaire . La colère des masses a explosé contre ces traîtres, complices de la police . Affolés, ils ont battu quelque peu en retraite et se sont ralliés à l'opération de leurs amis sociaux-démocrates : limiter les objectifs du mouvement aux trois points du bureau de l'UNEF . Ainsi les révisionnistes prétendent que les ouvriers descendent dans la rue pour les libertés universitaires .

C'est faux : les ouvriers descendent dans la rue parce-
qu'ils veulent se battre contre le gaullisme, régime de
chômage et de misère, parcequ'ils veulent en finir avec
la repression . Un seul drapeau peut unir les larges mas-
ses des ouvriers, des paysans pauvres et des étudiants :
le renversement du gaullisme,
la conquête de la liberté pour les larges mas-
ses populaires, la dictature sur les exploitateurs

Balayons les mots d'ordre réformistes, purement uni-
versitaires, et les petits groupes révisionnistes et sociaux
démocrates qui se liguent pour tenter de nous barrer la
voie des masses populaires, la voie de la révolution !

Quittons les quartiers bourgeois où nous n'avons que
faire . Allons aux usines et aux quartiers populaires nous
unir aux ouvriers .

A BAS LE GAULLISME !

LIBERTE POUR LES MASSES POPULAIRES !

UJC (ml) , Cercles "Servir le Peuple" Mardi 7 Mai 1968 .

Appel de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale)
après la manifestation de 13 mai

1 MILLION
travailleurs étudiants
et lycéens

dressent leur force unie face à l'Etat bourgeois

A BAS DE GAULLE
A BAS L'ETAT POLICIER

1 Million à Paris et les étudiants ont occupé leur Sorbonne
dont la police de l'Etat bourgeois avait voulu les chasser.

le combat est engagé
La radio a annoncé qu'au Mans, la manifestation de rue a voulu
occuper la préfecture, centre du Pouvoir.

DE GAULLE A RECULE

MAIS LES FORCES DE REPRESSION RESTENT TOUJOURS SUR LE
PIED DE GUERRE.

A présent, ce sont les travailleurs qui doivent rejoindre les
jeunes qui, depuis 9 jours ont supporté seuls, j qu'au Lundi
13 Mai le poids du combat.

TRAVAILLEURS DE CHEZ RENAULT, PANHARD, SNECMA

TRAVAILLEURS DANS TOUTES LES USINES, BUREAUX, CHANTIERS

C'EST SUR NOUS QUE REPOSE LA VICTOIRE.

nous devons débrayer
manifestester, élire nos
comités de grève.

PRENDRE CONTACT AVEC LES ETUDIANTS QUI OCCUPENT
LA SORBONNE

Nous devons exiger de nos organisations qu'elles ne laissent pas seuls les étudiants :

TOUS UNIS

travailleurs et étudiants

nous pouvons vaincre

VIVE L'UNITE

pour la victoire

EN AVANT

Le 13 Mai 1968

ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Pour LA RECONSTRUCTION DE LA IV INTERNATIONAL

"La VERITE" 39, rue du Fg du Temple PARIS 10e

Les militants révolutionnaires qui éditent ce tract n'ont pas d'autres moyens financiers que des collectes parmi les jeunes et les travailleurs.

SOUSCRIVEZ CCP SEDES 11 668 45 PARIS

La grève générale se déclenche et s'étend

Documents :

- **Appel de l'UD – FO Loire-Atlantique et de l'Association Générale des Etudiants de Nantes**
- **Le 14 mai : extrait du livre « Le Mai de la Révolution »**
- **Communiqué du Bureau politique du PCF (14 mai)**
- **Tract « Informations Ouvrières » du 15 mai**
- **Le déclenchement de la grève générale : interview d'Yvon Rocton**
- **« Informations Ouvrières » n° spécial**
- **Déclaration de Force Ouvrière 15 mai**
- **Déclaration du CCN de la CGT du 17 mai**
- **Déclaration de la CFDT 18 mai**
- **Résolution de l'UD-FO Loire atlantique du 18 mai**
- **Les enseignants entrent dans la grève générale – Comité régional de grève dans les PTT de la région parisienne (extraits du livre de F. de Massot)**
- **L'Humanité du 16 mai (articles)**
- **Déclaration de l'OCI (jeudi 16 mai)**
- **Déclaration du PCF (l'Humanité du 18 mai)**
- **La Vie Ouvrière, hebdomadaire de la CGT du 22 mai**
- **Tract JCR du 21 mai**
- **Déclaration du Comité central de l'OCI du 23 mai**

Le 13 mai 1968 reste la date d'une des plus grandes manifestations parisiennes. Ce n'est qu'en 1995 contre le plan Juppé et en 2006 lors de la grande mobilisation contre le CPE que se dérouleront des manifestations d'ampleur comparable.

Un million de travailleurs, de jeunes ouvriers, d'apprentis, d'étudiants, de lycéens, unis non seulement contre la répression qui a frappé les étudiants, mais contre le régime en place. « *Dix ans ça suffit* » à travers la mobilisation ouvrière unie, devient le cri commun de tout un peuple.

A travers la mobilisation ouvrière unie, à l'échelle nationale, car le 13 mai n'est pas qu'une manifestation, n'est pas qu'un ensemble de manifestations car il n'y a pas qu'à Paris qu'on défile ce jour là, c'est d'abord la grève générale qui s'impose comme un succès dans tout le pays.

Grève générale de vingt - quatre heures appelée par toutes les organisations syndicales : par l'U.N.E.F., par la C.G.T., par la C.G.T. - Force Ouvrière, par la C.F.D.T., par la Fédération de l'Education Nationale, par la Confédération Générale des Cadres. Dès cette annonce, le gouvernement commence à reculer. Dès samedi le premier ministre Pompidou annonce la réouverture de la Sorbonne, la libération de tous les manifestants arrêtés ou en garde à vue. Le dimanche 12 mai, toutes les organisations syndicales confirment le mot d'ordre de grève générale, soutenues par le PCF, le PS, la FGDS (alliance qui réunit les « mendessistes » et les « miterrandistes » avec le Parti socialiste).

Lundi 13 mai, *'Humanité* titre : Travailleurs et étudiants solidaires contre la répression, pour la défense de la liberté : Grève générale.

La puissante manifestation du 13 mai - et en particulier celle de Paris - exprime la force d'une classe. Forte de son unité, réalisée au travers de ses organisations, sur la base de ses revendications. Forte aussi du résultat des dix jours précédents de combat. L'action massive de la jeunesse, regroupée autour de l'U.N.E.F. avait non seulement fait vaciller le pouvoir gaulliste ; elle avait été essentielle pour aboutir à l'unité de toutes les organisations.

Bien des traits font de la manifestation du 13 mai un évènement unique. Sa force numérique - un million de manifestants - sa diversité et cet enthousiasmant sentiment d'unité, par delà et à cause de cette diversité. C'est la première manifestation de cette ampleur où l'appareil dirigeant du PCF renonce à imposer son monopole. Tous les courants du mouvement ouvrier, tous les groupements qui ont pris part à l'action et qui ont accepté le cadre de la manifestation défilent sous leur propre drapeau.

L'unité naturelle, démocratique qui s'affirme dans cette immense foule est dans les mots d'ordre qui dominent le cortège : « *A bas De Gaulle* » - « *Dix ans ça suffit* ». Elle est dans son caractère de classe : on n'y lève qu'un seul drapeau, le drapeau rouge ; on n'y chante qu'un seul chant « l'Internationale »...

Des manifestations ont lieu dans toutes les grandes villes. Par dizaines et dizaines de milliers les travailleurs et les jeunes se rassemblent à Marseille, Lyon, Bordeaux, Cherbourg etc....

A Nantes, où 40 000 travailleurs sont rassemblés, un appel commun de l'Union Départementale Force Ouvrière et de l'Association générale des étudiants de Nantes (appel que nous reproduisons plus loin) a été lancé.

Au soir du 13 mai chacun est bien obligé de constater que s'est matérialisé ce que reconnaissait la déclaration du BP du PCF « *un problème immense est posé* ».

Comment le résoudre ? Pour le PCF c'est l'action du Parlement qui est prioritaire : dépôt d'une motion de censure, appel à des élections anticipées.

Dans *le Monde* daté du 15 mai (donc du 14) Pierre Vianson-Ponté écrit « *Nombreux sont, et même dans l'opposition cette fois, ceux qui considèrent qu'il s'agit d'une crise après d'autres, parmi d'autres* ».

Nombreux dans les sphères politiques, y compris dans l'opposition sont ceux qui espèrent que le 13 mai aura été une soupape de sûreté actionnée au bon moment. La vapeur s'est échappée, la pression va baisser...

Mais le 13 mai, la classe ouvrière, unie, s'est mise en mouvement. Rien n'est terminé - même provisoirement - tout commence.

Le 14 mai, Sud-Aviation (Nantes) est en grève, l'usine occupée.

Le 15 mai, à Renault-Cléon, la situation est très tendue. Les travailleurs discutent : certains font état de ce qui se passe à Sud-Aviation. L'après-midi la grève commence après que la direction ait refusé de recevoir une délégation...

Le soir la grève est totale, l'usine occupée, un comité de grève se met en place.

Le 16, c'est le tour de Renault-Flins, puis de Renault-Billancourt.

Le 17, après une journée de meetings improvisés, d'arrêts de travail par département, d'après discussions... les 60.000 travailleurs de la Régie Renault sont en grève.

En quelques jours la grève a progressé à pas de géant. Elle touche toute la métallurgie, dès le 17 mai ce sont les services publics, les transports, les banques, puis des milliers de moyennes ou de petites entreprises dont nombreuses étaient celles qui n'avaient jamais connu la grève.

En un peu plus d'une semaine, la grève a gagné tout le pays, toutes les régions, toutes les corporations s'engagent dans la lutte. C'est la plus grande grève de toute l'histoire de la classe ouvrière française : 10 millions de travailleurs sont en grève ; des milliers d'entreprises du secteur public comme du secteur privé occupées.

Pourtant les centrales syndicales ne lancent pas de mot d'ordre de grève générale. Seule la Fédération de l'Education Nationale, le 22 mai - alors que la grève est déjà effective dans tous les services de l'Education Nationale - demande à tous les personnels de l'Education Nationale de cesser totalement leur travail à partir du mercredi 22 mai.

Le journal patronal « Les Echos » du 20 mai 1968, explique pourquoi les directions confédérales, même placées devant le fait accompli, n'ont pas donné l'ordre de grève générale : « Un ordre de grève générale supposait la nécessité d'obtenir des satisfactions substantielles aux revendications qui étaient posées pour pouvoir ensuite donner l'ordre de reprise du travail [...] Les dirigeants syndicaux souhaitent l'ouverture de négociations avec le patronat et le gouvernement : on peut imaginer que la reprise du travail se fasse au fur et à mesure par secteur, en fonction des discussions..... »

Cela n'efface pas la réalité de la grève générale, le fait que ce qui domine alors la situation en France ce ne sont pas - pour reprendre la phrase de Trotsky à propos de la grève de juin 36 - des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves, c'est la grève, le rassemblement au grand jour des opprimés contre leurs oppresseurs, c'est le début classique de la révolution.

**Appel lancé en commun par l'Union Départementale C.G.T. - Force-Ouvrière de Loire -
Atlantique et l'Association Générale des Etudiants de Nantes
pour la manifestation du 13 mai**

TOUS ENSEMBLE LE 13 MAI 1968

TRAVAILLEURS, JEUNES, ETUDIANTS, PAYSANS...

Vous répondrez massivement à l'appel lancé par l'ensemble des Organisations syndicales de Loire-Atlantique.

Le 13 mai : GREVE DE 24 HEURES et rassemblement à 16 heures, place de la Duchesse-Anne.

A cette occasion, l'U.D.F.O. et l'A.G.E.N. vous appellent à manifester vigoureusement.

La lutte courageuse des Etudiants a démontré qu'il était possible de faire reculer le pouvoir !

Par votre action unie, vous obtiendrez du Préfet, **REPRESENTANT DU POUVOIR DANS LE DEPARTEMENT**, des garanties :

- **AMNISTIE TOTALE ET LIBERATION DES EMPRISONNES (Etudiants et Travailleurs).**
- **REOUVERTURE DES FACULTES.**
- **RETRAIT DES FORCES DE POLICE DES PERIMETRES UNIVERSITAIRES.**

- Vous exigerez également du Préfet, **REPRESENTANT DL POUVOIR DANS LE DEPARTEMENT:**
- Le retrait des plaintes déposées par le Préfet et le Recteur qui ont pour objectif le démantèlement du syndicalisme étudiant avant de s'en prendre directement au syndicalisme ouvrier.
- L'annulation pure et simple de la décision inique (sur proposition du Préfet) du conseil général de supprimer la subvention de l'A.G.E.N.

TRAVAILLEURS - JEUNES - ETUDIANTS - PAYSANS UNIS CONTRE LA REPRESSION POLICIERE :

- Contre la politique réactionnaire du pouvoir et du patronat qui prétend remettre en cause les conquêtes ouvrières.
- Contre le chômage.
- Contre l'association capital-travail.

POUR UNE ACTION COMMUNE DE CLASSE SUR UN TERRAIN DE CLASSE COMMUN.

TOUS ENSEMBLE LE 13 MAI

14 MAI : le mouvement a changé de direction

Nous reprenons ci-dessous un nouvel extrait du livre *Le Mai de la révolution*.

Nous publions la journée du « 14 mai », celle qui marque, pour reprendre l'expression des auteurs, « un changement de direction ».

Le R.P. Boulogne, le troisième opéré français du cœur, est dans un état toujours très satisfaisant. « Il connaît pour l'instant des suites opératoires remarquablement faciles », soulignent les chirurgiens de l'hôpital Broussais.

Mais la France se demande où elle va et le R.P. Boulogne et son émouvante procession vers la vie vont sombrer dans l'oubli.

Ce matin on commente les défilés de la veille et à l'Elysée, branle-bas de départ. Le général de Gaulle est prêt. La D.S. présidentielle flanquée de son escouade de motards fonce vers Orly. Le chef de l'Etat doit revenir dimanche de ce voyage officiel en Roumanie, la république loup-garrou du camp socialiste. Son premier « bain de foule » a lieu dès sa descente d'avion sur l'aérodrome de Bucarest.

La foule force les barrages et sur les sept kilomètres qui séparent l'aérodrome du centre de la capitale, la voiture présidentielle est obligée d'avancer presque au pas.

Mais la vedette revient - une fois n'est pas coutume - à l'Assemblée nationale qui offre cet après-midi un grand débat sur la crise de l'Université avec, parmi les ténors, le Premier ministre. Tout le monde est assez nerveux.

Quelques discours avant le plat de résistance servi à l'heure de l'apéritif. M. Pompidou a droit au silence total de l'Assemblée lorsqu'il prend la parole pour une demi-heure.

Le Premier ministre est très habile : après la répression, puis l'apaisement, il offre aux étudiants une nouvelle étape on passe de la conciliation à la proposition.

Écoutons-le : « Il ne peut y avoir de solution que dans le développement, chez les étudiants, du sens de la responsabilité qui ne peut leur venir que d'une participation plus large à l'organisation même de leurs travaux, à la préparation de leur avenir. »

Puis c'est la main tendue : « Si les enseignants et les étudiants s'y prêtent, le gouvernement ne pourra que s'en féliciter. D'ores et déjà, j'ai décidé de faire appel à un comité de réflexion qui comprendra des professeurs, des étudiants, des parents d'élèves et des personnalités représentatives de toutes les familles. Le gouvernement est prêt à recueillir les avis, à étudier les suggestions, à en tirer, les conséquences pour ses décisions, mais il demande qu'on veuille bien mesurer les difficultés de la tâche. »

Encore un gage aux étudiants : le dépôt la semaine prochaine, d'un projet d'amnistie pour les manifestants arrêtés et condamnés.

Une heure de suspension de séance et les orateurs se succèdent à nouveau à la tribune. François Mitterrand dit au gouvernement qu'il est grand temps qu'il s'en aille ; le député communiste Robert Ballanger cingle le Premier ministre : « Vous répondez à l'angoisse par des discours. »

Mais ce n'est pas fini. Christian Fouchet, ministre de l'Intérieur (que M. Pompidou essaie de retenir par la manche) jette un froid dans l'hémicycle; il évoque les curieuses grenades lacrymogènes lancées vendredi soir : « C'est une infamie que de parler de gaz. » Pierre Mendès France répond froidement : « Acceptez une commission d'enquête. »

Une nouvelle en quittant l'Assemblée nationale: la motion de censure déposée par les communistes et les fédérés sera discutée et votée les 21 et 22 mai.

A Nanterre, pendant ce temps, une « assemblée constituante » est réunie et un millier d'étudiants applaudissent bientôt à la constitution « d'une faculté libre et autonome ». Un des

professeurs présents venait de souligner : « Nous serions impardonnables de ne pas profiter des circonstances exceptionnelles pour changer nos structures mentales et l'organisation de la faculté. »

A Paris, le doyen de Faculté des Sciences, M. Zamansky, n'hésitera pas le lendemain à organiser immédiatement des élections « afin de constituer des commissions de réforme » dans la Faculté. Surprise cependant : il annoncera à midi des élections débutant deux heures plus tard.

Un avertissement aussi : le prix Nobel de physique, Alfred Kastler, essaie de conseiller les étudiants : « La suppression des examens ramènerait l'Université au capitalisme féodal. »

Il n'empêche que le mouvement de fond submerge l'Université. Rien n'est apaisé et déjà on parle du « second souffle » de la révolution.

Vercors, l'inoubliable auteur du Silence de la Mer, gifle les « parents terribles » dans une tribune libre publiée par le Monde. Une page de style mais aussi un inquiétant sujet de méditation ; il faut la lire :

« La guerre de la Sorbonne ressemble à celle du Vietnam et l'image de l'enfant résistant à une brute gigantesque s'impose avec évidence. Cette guerre est la honte des adultes, possesseurs de toute la puissance du pays, en train de protéger, à coup de répression policière, leur tranquillité d'hommes nantis contre une petite phalange de jeunes gens que leur propre faiblesse exaspère.

Cette guerre des générations va peser sur la France, je le crains, d'un poids bien lourd. La vision de l'existence humaine que peuvent avoir, à l'entrée de leur vie responsable, ces jeunes gens désemparés, a de quoi enflammer leur révolte. Ils pouvaient croire jusqu'à ces derniers jours que leurs prédécesseurs manquaient à leur égard non de bonne volonté, mais de moyens et d'idées. Ils savent aujourd'hui que, s'ils prétendent élever la voix et prendre en main leur propre destin, la génération des adultes réagira par la violence et les réduira au silence, sous les coups de la force armée. Cela ne s'oublie pas, et je doute que les pères retrouvent jamais l'estime et le respect des fils qu'ils ont fait assommer, asphyxier, pour les contraindre à la soumission. Les conséquences lointaines de cette mémoire-là, je me demande si personne est en mesure de les prévoir. »

Mais, dans la soirée, une nouvelle vague d'assaut commence à se rassembler. Le monde ouvrier entre en action. Près de Nantes, les ouvriers de l'usine Sud-Aviation de Bouguenais envahissent leur usine. Ils enferment leur directeur dans son bureau, bloquant toutes les issues par des barricades et soudant même une des portes.

Curieuse atmosphère de kermesse : un gigantesque casse croûte est préparé pour les deux mille manifestants qui passent la nuit sur place.

Le directeur a un téléphone à sa disposition pour lui permettre de bavarder avec sa famille mais surtout pour appeler Paris, c'est-à-dire son président, Maurice Papon, l'ancien préfet de police.

Que veulent les pionniers de l'occupation des usines ? Depuis plusieurs semaines, ils répètent leurs revendications : ils ne sont pas opposés à une diminution des horaires de travail mais les syndicats veulent qu'elle soit compensée intégralement. Ils réclament donc une augmentation des salaires horaires de 35 centimes. Es demandent d'autre part la répartition de la charge de travail pour éviter les licenciements.

Ce soir-là, le mouvement a changé de direction.

APRÈS LA JOURNÉE DE LUTTE

DU 13 MAI

Communiqué du Bureau Politique du Parti Communiste Français

Le Bureau Politique du Parti Communiste Français a fait le bilan de la journée de lutte du 13 mai.

Les travailleurs manuels et intellectuels en grève ont manifesté par centaines de milliers, à l'appel de la C.G.T. et des autres centrales syndicales, dans les rues de Paris et dans les villes de la banlieue et de la province. La manifestation de Paris est la plus ample qui se soit déroulée depuis dix ans, depuis l'avènement du régime de pouvoir personnel. Le peuple parisien a défilé pendant des heures dans les rues de la capitale, avec une puissance qui a rendu impossible toute provocation.

Les organisations du Parti et les militants communistes se sont dépensés sans compter, jour et nuit, en vue d'assurer à ce grand mouvement de la classe ouvrière, des enseignants et des étudiants le maximum d'unité, de force et de discipline. Le succès a été éclatant.

Le Bureau Politique félicite tous ceux et toutes celles, sans distinction d'opinion, qui ont agi pour le préparer.

Les masses profondes du peuple de France ont affirmé, ce 13 mai, leur solidarité avec les étudiants frappés par la répression gouvernementale; elles ont affirmé leur exigence d'une Université démocratique et moderne, leur volonté de faire aboutir les revendications pressantes du monde du travail et, au-delà, d'en finir avec le pouvoir gaulliste et d'instaurer dans les meilleurs délais une démocratie ouvrant la voie au socialisme, où chacun participera activement à l'orientation et à la gestion de l'économie, à l'élaboration de la politique, à la création d'une culture vivante.

Il importe maintenant que la lutte se développe dans la cohésion de la classe ouvrière, des enseignants et des étudiants. Le mouvement est capable d'imposer à la fois les mesures d'urgence que la situation de l'Université appelle et la satisfaction des revendications ouvrières les plus pressantes. Si l'entente des partis de gauche ouvre demain une perspective claire, les jours du régime de pouvoir personnel seront comptés.

Il est certain que le pouvoir, aux prises avec la protestation, et le mouvement collectif des principales catégories de la population, va s'évertuer à les séparer et à les diviser avec l'espoir de les vaincre. Il usera à cet effet de tous les moyens dont il dispose, y compris la provocation.

Le Bureau Politique met les travailleurs et les étudiants en garde contre tout mot d'ordre d'aventure susceptible, dans les conditions actuelles, de disloquer le large front de lutte qui se constitue et de donner au pouvoir gaulliste le prétexte inespéré de consolider sa domination branlante. Il appelle le peuple de France à l'action unie et solidaire pour modifier radicalement le cours de la politique française, pour la démocratie et le socialisme.

Paris, le 14 mai 1968

LE BUREAU POLITIQUE
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ADHÉREZ AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

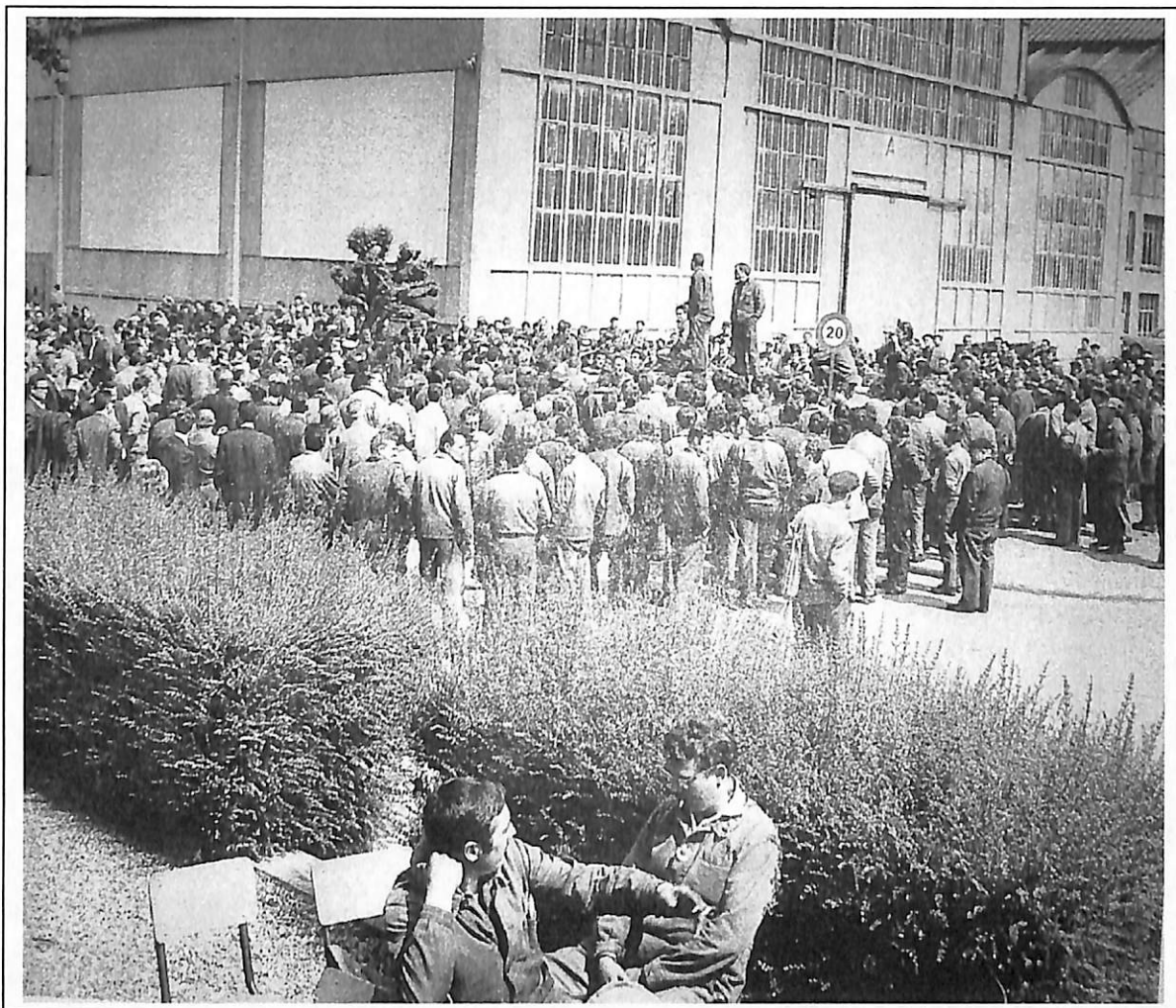
(44, rue Le Peletier - Paris 9^e)

Pour que les revendications économiques, sociales et culturelles des travailleurs et des masses populaires soient satisfaites ;

Pour que la France soit libérée du pouvoir des monopoles et dotée d'un régime démocratique stable, assurant le progrès social, l'indépendance nationale, la sécurité et la paix ;

Pour une France socialiste où l'homme sera libéré de toutes les formes d'oppression et d'exploitation, et ses besoins matériels et culturels satisfaits ;

Pour l'unité de la classe ouvrière et l'union des forces démocratiques, condition indispensable pour atteindre ces objectifs.



Le 14 mai : début de la grève générale à Sud-Aviation

travailleurs, travailleuses jeunes ouvriers, étudiants

Lundi 13 Mai, 1 million de travailleurs, de jeunes ouvriers, étudiants, lycéens ont manifesté à Paris.

Par centaines de milliers, dans toutes les régions de province, les travailleurs et jeunes ont manifesté devant les préfetures.

La force unie des travailleurs, des jeunes et des étudiants a fait reculer le gouvernement.

La force unie des travailleurs, étudiants et lycéens, a dressé la force unie du prolétariat et de la jeunesse face à l'Etat bourgeois.

mardi 14 mai à NANTES les metallos de Sud-Aviation occupent l'usine

Tous unis, avec leurs organisations unies CGT/CGT-FO, CFDT, les metallos ont décidé de répondre au **NON** patronal par une action de classe efficace.

Le gouvernement a décidé de liquider SUD-AVIATION à la ROCHELLE et de licencier par centaines les ouvriers.

Le gouvernement a décidé dans le cadre du V° Plan la diminution d'horaires à SUD - AVIATION à NANTES.

Les débrayages tournants, les pétitions sans lendemain, les discussions au sein des Commissions du V° Plan n'ont pas fait reculer d'un pouce le patronat et le gouvernement.

MARDI MATIN 14 MAI, les ouvriers horaires de SUD - AVIATION débrayent de 10 h 30 à 11 h pour appuyer les délégués reçus par la direction à 11 h.

De 10 h 30 à 11 h, les ouvriers manifestent dans l'usine.

Le patron reporte sa réponse à 14 h.

- de 14 h 30 à 15 h, nouveau débrayage pendant que les délégués discutent avec la direction.
- A 15 h 30, troisième débrayage pour entendre le compte-rendu de la délégation.

LA DIRECTION A DIT NON
A TOUTES LES REVENDICATIONS
LES OUVRIERS MONTENT DANS LES BUREAUX ET DEBRAYENT LES MENSUELS.

TOUS LES OUVRIERS ET MENSUELS ONT
DECIDE D'OCCUPER L'USINE - LES PIQUETS
DE GREVE SONT EN PLACE.

les ouvriers de Sud Aviation
montrent la voie aux travailleurs

Le moment est venu d'imposer l'abrogation des Ordonnances, le retour immédiat aux 40 Heures sans diminution de salaires, la garantie de l'emploi et de la qualification, l'augmentation générale des salaires.

A présent l'action peut payer

Le 15 Mai 1968.

COMITE DE LIAISON ET DE COORDINATION DES TRAVAIL-
LEURS, JEUNES, ETUDIANTS ET LYCEENS DE LA REGION
PARISIENNE.

"INFORMATIONS OUVRIERES"
39, rue du Fg du Temple
PARIS 10ème.

LE DÉCLENCHEMENT DE LA GREVE GENERALE DE 1968

Il nous a paru nécessaire de laisser la parole à l'un des participants directs du déclenchement de la grève générale. C'est pourquoi nous reproduisons ici l'interview donnée par Yvon Rocton à *Informations Ouvrières* en avril 2001.

C'est à Sud-Aviation, à Bouguenais, près de Nantes, que la grève générale de mai-juin 1968 a commencé. Pourquoi les travailleurs de Sud-Aviation se sont-ils mis en grève? Quelles étaient leurs revendications ?

- **Yvon Rocton** : Les travailleurs de l'aéronautique étaient confrontés aux plans gouvernementaux, ce qu'on appelait le Vème Plan: 15 000 licenciements prévus. A l'époque, ces messieurs disaient : "dégraisser". La société Sud-Aviation, entreprise nationale comptant 25 000 salariés, avec des usines à Nantes, Saint-Nazaire, Rochefort, Toulouse, Cannes, Suresnes, était dirigée par l'ancien préfet de police Maurice Papon, mis à ce poste par le gouvernement de Gaulle-Pompidou, et dont on a beaucoup parlé à nouveau ces temps-ci.

C'est dans ce contexte que, au début de 1968, fut établi le cahier de revendications suivant : pas un seul licenciement ; compensation totale de la perte de salaire due à la diminution d'horaire, 0,35 franc d'augmentation uniforme; embauche des ouvriers en "prêt" (intérimaires).

- Tu viens de le dire, ces revendications particulières s'intègrent aux revendications d'ensemble qui vont unir dix millions de travailleurs dans la grève. A ton avis, pourquoi cela a-t-il commencé à Sud-Aviation ?

- **Y. R.** L'essentiel a été la bataille pour la démocratie ouvrière. Elle s'est liée au rejet des grèves tournantes, que préconisaient les directions et qui conduisaient à l'impasse.

Sur le plan politique, ce rejet a été exprimé par le comité d'alliance ouvrière de Nantes, qui regroupait des militants de divers courants, préfiguration de ce que nous avons pu réaliser bien plus tard en constituant le Parti des travailleurs.

A son initiative, 271 travailleurs nantais signaient une lettre adressée aux directions syndicales : "Nous considérons comme inadmissible le recours à la politique des grèves tournantes, fractionnées, dispersées. C'est pourquoi, nous vous demandons de préparer une grève de grande envergure en convoquant dans toutes les entreprises des assemblées de travailleurs, qui éliront leur comité de préparation à la grève. Nous estimons qu'il est indispensable qu'en même temps, vous rompiez avec tous les organismes (CODER, commissions du Plan ...) dans lesquels l'Etat tend à associer les syndicats à ses décisions."

Dans l'aéronautique, 138 travailleurs de Sud-Aviation signaient un manifeste allant dans le même sens.

Le 22 mars, à Paris, se tient une intersyndicale de toutes les usines de la société, face au plan de la direction générale. Celle-ci refuse de céder et prépare les licenciements en commençant par l'usine de Rochefort (800 travailleurs), dont la moitié des effectifs doivent être licenciés avant la fin de l'année.

Face à l'impasse créée par les grèves tournantes, la section Force ouvrière de Sud-Aviation Bouguenais est amenée à consulter seule les travailleurs. Sur 252 bulletins rendus, 22 se prononcent pour des débrayages répétés d'une demi-heure, 44 pour diverses formes de lutte, 59 pour un arrêt général limité et 127 pour un arrêt général illimité. La même semaine, a enfin lieu une consultation intersyndicale : 76 % des travailleurs se prononcent pour la lutte, se partageant à peu près également entre partisans des grèves tournantes et partisans d'une grève illimitée.

Le 9 mai, la section Force ouvrière tire le bilan des actions engagées et lance un appel: "Une seule solution maintenant, la grève totale. Devant les travailleurs, la question a été posée.

Chacun a donc pu y réfléchir. Il faut dès maintenant organiser la grève, par la mise en place d'un comité de grève. Ainsi, nous pourrons organiser la résistance, l'élargissement de la lutte."

- Que se passe-t-il les 13 et 14 mai ?

- Y. R. : Le 13 mai, à Nantes, la manifestation unie des travailleurs et des jeunes entre dans la préfecture. Le préfet cède sur les revendications de l'AGEN-UNEF : libération des emprisonnés et restitution de la subvention de fonctionnement de l'AGEN-UNEF. Il y a un recul gouvernemental. Le 14 mai, à Sud-Aviation, après une ultime réunion avec la direction qui refuse de satisfaire les revendications, l'assemblée générale, démocratiquement, vote à 15h30 la grève totale avec occupation.

La question de la démocratie ouvrière est la question principale posée dans le déroulement de la grève générale.

Ses limites, c'est d'abord l'absence - comme résultat de la politique des directions - de comités de grève démocratiques intégrant les représentants des organisations syndicales et se fédérant nationalement.

Dans la grève avec occupation qui a duré, à Sud-Aviation Bouguenais, jusqu'au 14 juin, la démocratie ouvrière et donc la place des organisations syndicales a été respectée de bout en bout. Le comité de grève de l'usine regroupait des représentants de tous les syndicats et des délégués de chacun des 27 postes d'occupation qui contrôlaient l'usine.

Le syndicat CGT-Force ouvrière - comme d'ailleurs toutes les autres organisations syndicales présentes dans la grève si elles le voulaient - réunissait naturellement ses propres instances : les positions défendues au comité de grève par les représentants de Force ouvrière étaient donc d'abord discutées par les syndiqués.

Toutes les décisions importantes étaient prises en assemblée générale la décision de retenir sur place le directeur de l'usine au moment du déclenchement de la grève en est un exemple. Le directeur, d'ailleurs, malgré les pressions exercées sur lui, n'a pas voulu porter plainte, considérant qu'il ne s'agissait pas d'un acte hostile à son égard.

MAI 1968

NUMÉRO
SPÉCIAL

(387)

PRIX : 1 F

INFORMATIONS OUVRIÈRES

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

RÉDACTION, ADMINISTRATION : 39, RUE DU FAUBOURG-DU-TEMPLE - PARIS (10^e)

EDITORIAL

Un million de travailleurs, jeunes, étudiants, lycéens, défilant sur le Quartier Latin. Dans toutes les villes de puissantes manifestations devant les préfectures. Rassemblée, unie contre la répression, pour la défense de ses positions et de ses droits, la classe ouvrière fait reculer le gouvernement gaulliste, ouvrant une nouvelle étape dans la lutte des classes.

Une nouvelle étape qui peut voir d'autres victoires. Oui, il est possible de démanteler l'ensemble des mesures anti-ouvrières prises par le régime.

Mais il faut comprendre la gravité de l'enjeu, les mesures anti-ouvrières du V^e Plan, les ordonnances, correspondent aux besoins du capitalisme français. La classe dirigeante et son Etat peuvent battre en retraite : ils ne céderont pas sans combat sur l'essentiel.

Plus que jamais ce qui est à l'ordre du jour c'est l'organisation. Il faut organiser les militants qui ont combattu pour une action d'ensemble de la classe ouvrière, contre la collaboration de classes et la trahison. Il faut organiser ceux qui, dès le vendredi 3 mai, en dépit des calomnies, luttaient pour l'unité des étudiants et des travailleurs, pour la manifestation centrale. Il faut, à travers les luttes des travailleurs et des jeunes, constituer la direction qui puisse coordonner, centraliser, lutter.

Dans cette voie, l'Assemblée des délégués des Comités de Liaison et de Coordination convoquée à Paris les 25 et les 26 mai représente une étape décisive.

ABONNEZ-VOUS A

" INFORMATIONS OUVRIÈRES "

" INFORMATIONS OUVRIÈRES " imprimé paraît mensuellement. Chaque semaine est édité un supplément hebdomadaire ronéotypé qui, du point de vue de l'intervention dans la lutte des classes, analyse un événement important ou publie des documents nécessaires à l'activité militante.

L'abonnement donne droit à ce supplément ronéotypé

**LE COMBAT PAIE !
APRÈS LE PUISSANT MOUVEMENT DU 13 MAI, LES MÉTALLOS
DE SUD-AVIATION-NANTES OCCUPENT L'USINE.
ILS ONT MONTRÉ LA VOIE.**

C'est le moment!

Le combat des étudiants a ouvert la voie du combat de classe. Un million de travailleurs, jeunes, étudiants et lycéens défilent à Paris le 13 mai. Des centaines de milliers de travailleurs, de jeunes, d'étudiants et de lycéens manifestent à Grenoble, au Mans, à Nantes, à Charleville, devant les préfectures.

**14 MAI A NANTES, LES MÉTALLOS DE SUD-AVIATION OCCUPENT L'USINE.
C'EST LA SEULE RÉPONSE DE LA LUTTE DES CLASSES AU « NON » PATRONAL.**

Travailleurs de toutes corporations, ouvriers, employés, techniciens, apprentis.

C'EST LE MOMENT

Dans toutes les entreprises, usines, bureaux, chantiers, IL FAUT SUIVRE LA VOIE DE SUD-AVIATION.

Nous pouvons arracher immédiatement :

- l'abrogation des ordonnances contre la Sécurité Sociale;
- le retour immédiat aux 40 heures sans diminution de salaire;
- la garantie de l'emploi et de la qualification;
- l'augmentation générale des salaires;
- l'abrogation de la réforme Fouchet par laquelle de Gaulle voudrait exclure les deux tiers des étudiants de l'Université, liquider le droit à l'enseignement pour tous;
- l'abrogation du V^e Plan.

C'EST LE MOMENT

Il faut que les organisations syndicales et politiques ouvrières réalisent l'unité contre le capital, son Etat et son gouvernement.

Il faut rompre la coalition avec la bourgeoisie.

Ce n'est pas par le Parlement que passe la victoire. Depuis 10 ans, après avoir investi de Gaulle le 2 juin 1958, le Parlement n'a pas été capable d'empêcher la bourgeoisie et l'Etat de porter les plus rudes coups au pouvoir d'achat, à la sécurité de l'emploi.

Les comités de défense de l'emploi bidons, où les dirigeants syndicaux dissertaient avec les députés, les curés et autres agents de la bourgeoisie, ont été impuissants à empêcher les licenciements à Decazeville, chez Bull, à la Rhodiaceta et ailleurs.

Les pétitions sans lendemain, les manifestations disloquées, les grèves tournantes n'ont abouti à rien si ce n'est à renforcer l'audace du gouvernement de la bourgeoisie.

Travailleurs, jeunes, apprentis, étudiants

Les métallos de Sud-Aviation montrent la voie.

IL FAUT FAIRE COMME EUX !

Les usines, les entreprises, les bureaux, les chantiers, sont les bastions de la lutte des classes.

C'EST LE MOMENT

Camarades, militants, l'avant-garde ouvrière qui, dès novembre 1967, s'est organisée dans le Comité de liaison des ouvriers de la R.A.T.P., des employés de la Sécurité Sociale, étudiants qui, après le meeting du 1^{er} mars rassemblant 1 000 travailleurs, s'est constitué en Comité de coordination de la région parisienne, associant des délégués d'autres corporations, s'adresse à vous.

A Nantes s'est constitué le Comité de liaison des travailleurs de la région nantaise, autour de l'avant-garde ouvrière de Sud-Aviation, à Lyon s'est également formé un Comité de liaison.

Des initiatives semblables ont été prises à Grenoble, Lille, Marseille, Clermont-Ferrand, Nice et ailleurs.

Le Comité de coordination de la région parisienne a pris la décision de convoquer à Paris :

le samedi 25 mai à 9 h, salle Lancry (10, rue de Lancry); le dimanche 26 mai à 9 h,

Palais de la Mutualité (24, rue Saint-Victor).

L'ASSEMBLÉE DES COMITÉS DE LIAISON ET DE COORDINATION DES TRAVAILLEURS

Travailleurs, jeunes : dans les entreprises, les localités, organisez-vous dans des comités de liaison de travailleurs, de jeunes.

Prenez contact avec le Comité de coordination des travailleurs de la région parisienne (" INFORMATIONS OUVRIÈRES " - 39, rue du Faubourg du Temple).

Désignez vos délégués pour participer à l'Assemblée des délégués des comités de coordination.

POUR VAINCRE, IL FAUT S'ORGANISER !



F. O. s'adresse **aux Travailleurs**

La révolte des étudiants, la répression policière ont vivement frappé l'opinion. La solidarité ouvrière s'est aussitôt manifestée par la grève générale du 13 mai 1968.

Les problèmes de la jeunesse estudiantine sont, en effet, inséparables des problèmes de la jeunesse ouvrière. Il s'agit, pour les uns comme pour les autres, d'assurer leur avenir.

C'est tout le drame de notre Société industrielle qui se trouve ainsi posé.

Société inadaptée où le profit fait la loi, où l'opulence côtoie la pauvreté, où règne l'incertitude du lendemain.

C'est contre cette injustice que les travailleurs se dressent aujourd'hui.

Depuis des années, l'immobilisme patronal a freiné les négociations de grande ampleur qui s'imposaient dans un monde en perpétuelle transformation.

Depuis des années, le gouvernement, des hauteurs où il se complait n'aperçoit plus les réalités du pays.

La politique sociale, objet de vaines promesses, s'est en fin de compte soldée par une reprise de trois milliards sur la Sécurité Sociale.

La réaction des travailleurs était inévitable.

C'est pourquoi ils ont engagé un juste combat.

FORCE OUVRIÈRE,

expression du syndicalisme libre, soutient les salariés de toutes catégories qui se manifestent partout dans l'action revendicative.

LA SOCIÉTÉ ACTUELLE EST UNE SOCIÉTÉ D'ÉGOISME

Elle doit faire place à une société d'abondance, où la vie ne sera plus chichement mesurée, où chacun pourra trouver un emploi, où les garanties sociales deviendront une certitude.

Il faut rechercher les voies et moyens d'une prospérité qui, en dégageant l'homme des servitudes de la misère, lui ouvrira des perspectives nouvelles.

- Développer la consommation, c'est relever le pouvoir d'achat ;
- Relever le pouvoir d'achat, c'est relancer l'économie ;
- Relancer l'économie, c'est du travail pour tous :

Tel est, dans l'immédiat, le but de l'action syndicale.

L'action syndicale doit forcer la main de ceux qui, patronat ou gouvernement, ne répondent que par le dédain au cri d'angoisse des travailleurs.

DES RÉFORMES PROFONDES DE STRUCTURE S'IMPOSENT

Les iniquités du système économique actuel doivent être balayées au profit d'un système social où la population laborieuse trouvera enfin sa juste place, où la jeunesse verra son avenir garanti, non plus en témoin, mais en participant actif.

TRAVAILLEURS, VOTRE RÉVOLTE, POUR ÊTRE EFFICACE, DOIT S'AFFIRMER PAR LA PUISSANCE DE L'ORGANISATION. LE SYNDICAT DOIT TROUVER FORCE DE LOI DANS L'ENTREPRISE.

Maintenez ferme vos revendications.

Ne les laissez pas dévier vers des préoccupations extra-syndicales.

TRAVAILLEURS, votre action est juste,
poursuivez-la sans faiblesse !

ADHEREZ A FORCE OUVRIERE

BULLETIN D'ADHESION

Nom et prénom : Profession : Age :

Adresse :

Nom et adresse de l'entreprise :

Adressez ce bulletin aux permanences locales Force Ouvrière.

Déclaration du Comité Confédéral National de la C.G.T.

Vendredi 17, se réunit le Comité Confédéral National de la C.G.T.
Voici des extraits de la déclaration qui en émane :

« D'heure en heure, la grève avec occupation d'usines s'étend dans le pays. L'action engagée dans le pays à l'initiative de la C.G.T. et avec d'autres organisations syndicales crée une situation nouvelle et revêt une importance exceptionnelle.

« Le C.C.N. adresse son salut fraternel aux travailleurs déjà en grève... Il appelle tous les travailleurs à se rassembler dans les entreprises, à élaborer leurs revendications avec leurs responsables syndicaux, à déterminer les formes de lutte qu'exige la situation présente...

« La C. G. T. exige :

« - l'abrogation immédiate des ordonnances sur la Sécurité sociale

« - la satisfaction des revendications fondamentales concernant l'augmentation des salaires et la conclusion de véritables conventions collectives...

« - la réduction de la durée du travail sans diminution de salaire et la diminution de l'âge de la retraite ;

« - une véritable politique de l'emploi garantissant le travail et les ressources;

« - le plein et libre exercice de l'activité de l'organisation syndicale dans les entreprises et sa reconnaissance légale...

« Tout en multipliant les efforts pour porter le niveau de la lutte à la dimension qui s'impose, le C.C.N. met en garde les militants et les organisations de la C.G.T., les travailleurs contre toute tentative d'immixtion extérieure dans la conduite des luttes ouvrières, contre tous les actes de provocation qui serviraient de prétexte aux forces de répression pour tenter de compromettre l'essor d'un mouvement en plein développement. »

la **C.f.d.t.** *s'adresse aux* **travailleurs**

le 13 Mai 1968, près d'un million de travailleurs ont crié dans la rue « Dix ans, ça suffit ».

Et des millions de travailleurs étaient en grève à l'appel de la C.F.D.T. et des autres centrales syndicales.

Le pouvoir gaulliste s'en trouve nettement affaibli.

Le gouvernement avait cru pouvoir mater l'action des étudiants, mais leur détermination et la réaction des organisations syndicales l'ont contraint à reculer.

Il a dû accorder aux étudiants ce qu'ils exigeaient : leur place dans l'Université.

Les contraintes et les structures insupportables contre lesquelles les étudiants se sont élevés existent pareillement, et de façon encore plus intolérable, dans les usines, les chantiers, les bureaux.

Depuis des années, le Patronat s'est efforcé d'enfermer les travailleurs dans un carcan : primes anti-grèves, interdiction de se réunir dans l'entreprise, refus de véritables négociations avec les organisations syndicales pour les salaires et les conditions de travail.

le gouvernement a cédé aux étudiants
à la liberté dans les universités doit correspondre la liberté dans les entreprises
à la monarchie industrielle et administrative, il faut substituer
des structures démocratiques à base d'autogestion.

LE MOMENT D'AGIR EST VENU

LE MOMENT D'AGIR EST VENU

- Il faut contraindre maintenant les patrons à discuter dans les entreprises des salaires réels et des conditions de travail.
- Il faut imposer par un changement de politique le plein emploi, une démocratisation de l'O.R.T.F. pour une information objective et la transformation du système économique par et pour le peuple.

il faut agir sans attendre

La C.F.D.T. appelle les travailleurs à discuter, à s'organiser et à agir sur les lieux du travail pour faire aboutir leurs revendications et obtenir des droits dans l'entreprise. La C.F.D.T. vous ai-

dera à organiser votre action. Déjà dans de très nombreuses entreprises, les travailleurs, avec leurs organisations syndicales sont passés à l'action. Le mouvement s'amplifie continuellement.

- Pour le droit des travailleurs à la gestion de l'économie et de leur entreprise
- Pour le plein emploi
- Pour le relèvement du pouvoir d'achat
- Pour l'abrogation des ordonnances anti-sociales

adhérez à la c.f.d.t.

TOUS A L'ACTION

Union Régionale Parisienne C.F.D.T.

Paris, le 18 mai 1968

BULLETIN D'ADHESION

Nom et prénoms Profession Age
Adresse Entreprise
Adresse de l'entreprise

Adresser le bulletin à : U.R.P. C.F.D.T., 26, rue Montholon, PARIS-9^e, LAM. 80-74 ; ou à : U.D. 93, 2, rue de l'Union, BOBIGNY, 844-44-70 ; U.D. 94, 17, rue des Bretons, MAISONS-ALFORT ; U.D. 92, 7, rue Martissant, CLICHY, PER. 18-11 ; U.D. 78, 8, rue St-Simon, VERSAILLES, 951-25-69 ; U.D. 95, 26, rue Carnot, ARGENTEUIL, 961-05-47 ; U.D. 91, 23, rue Maréchal-de-Latre, CORBEIL ; U.D. 77, 15, rue Pajol, MELUN, 437-81-22.

Imp. Moriamé - Paris

Résolution de la commission administrative de l'Union départementale de Loire-Atlantique Force-Ouvrière du 18 mai

« L'action courageuse des étudiants a apporté la preuve qu'il était possible de faire reculer le pouvoir. Elle a détruit le mythe du "pouvoir qui ne recule pas" !

« Les travailleurs de Sud-Aviation, avec la participation active des militants de la section "Force-Ouvrière", ont décidé, le 14 mai 1968 de cesser le travail, d'occuper l'usine.

« Ces formes de lutte ont suscité un immense enthousiasme et spontanément partout, la classe ouvrière passe à l'action.

« La commission administrative de l'Union départementale "Force Ouvrière" de Loire-Atlantique réunie le 18 mai à la Bourse du Travail de Nantes,

« - Salue la lutte des étudiants et des travailleurs, l'une et l'autre s'inscrivant dans la lutte des classes.

« Camarades étudiants, en faisant face aux, brutalités policières,

« Travailleurs, en décidant la grève totale, en constituant vos comités de grève, en occupant les usines, c'est l'ensemble de la politique gaulliste que vous remettez en cause.

« Les accords anti-grève, la loi anti-grève ont fait faillite. Le 13 mai 1968, les travailleurs unis aux étudiants les ont balayés ! Maintenant, il faut aller plus loin : il faut faire échec au Ve Plan, empêcher la bourgeoisie de constituer une armée de 600.000 chômeurs, abroger les ordonnances.

« La politique d'association capital-travail est irrémédiablement condamnée. Finie la pseudo "démocratie économique" du régime capitaliste. Finis les bavardages dans les C.O.D.E.R. et les Comités d'Expansion économique. Fini le prétendu « intéressement des travailleurs aux fruits de l'entreprise »:

« Les travailleurs exigent la conclusion immédiate de conventions collectives prévoyant notamment :

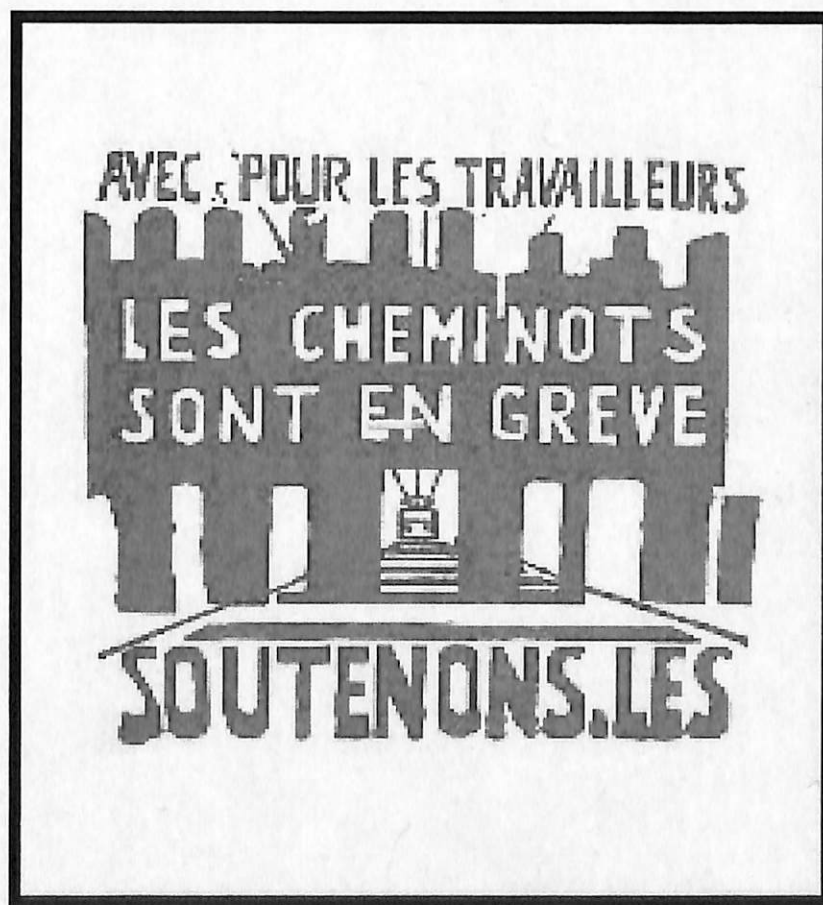
« - la revalorisation du pouvoir d'achat ;

« - le retour aux 40 heures sans perte de salaire ;

« - le respect des droits syndicaux dans l'entreprise.

« Il faut également obtenir la retraite à 60 ans.

« La commission administrative mandate le bureau de l'U.D. pour prendre contact avec les autres organisations afin de définir en commun les modalités de la généralisation de l'action. »



Les deux textes qui suivent - sur les enseignants et les postiers de la région parisienne - sont extraits du livre de F. De Massot *La grève générale (mai- juin 1968)* édité en 1969 par Informations Ouvrières.

LES ENSEIGNANTS ENTRENT DANS LA GREVE GENERALE

Comme on le sait, tous les syndicats des personnels de l'Education Nationale sont rassemblés dans une seule Fédération : la Fédération de l'Education Nationale (F.E.N.). Lors de la scission syndicale de 1947, les syndicats enseignants ont pu préserver leur unité dans la mesure où les conditions de la démocratie syndicale (droit de tendance) ont été assurées. Ce n'est -d'ailleurs qu'à partir de l'intervention de la tendance « lutte de classe », l'Ecole Emancipée que l'unité devait être sauvegardée.

Cette situation - qui se traduit, notamment par le fait que c'est la corporation enseignante qui est la plus fortement syndiquée en France - donne encore plus d'importance dans l'ensemble du mouvement ouvrier aux prises de position des syndicats enseignants, héritiers d'une riche tradition de luttes, liés à l'ensemble des conquêtes et des batailles de la classe ouvrière. C'est ainsi que la direction majoritaire de la F.E.N., réformiste, lança - et lança seule. - en mai 1958 un mot d'ordre de grève générale contre la venue de De Gaulle au pouvoir.

La lutte des étudiants aurait dû rencontrer auprès de la direction de la F.E.N. un écho immédiat : le Plan Fouchet ne visait pas seulement l'Université, mais l'ensemble du système d'enseignement en France, il conduisait à la -déqualification des maîtres à tous les niveaux', du professeur d' Université jusqu'à l'instituteur. La grande masse des enseignants ressentait avec acuité cet état de choses. Pourtant, la direction de la F.E.N. se contenta, comme tout le monde, de déclarations platoniques. Dans son attitude, s'exprime la décadence accrue des directions réformistes qui, parce qu'elles ne veulent pas rompre avec la bourgeoisie ont dû s'accommoder du gaullisme et cherchent en vain à rétablir les conditions d'une « bonne » collaboration des classes alors que leur pratique ne peut, dans les conditions qui existent, déboucher que sur la capitulation pure et simple.

C'est cette incapacité qui se manifeste à nouveau face à la grève générale. Comme le -dit la brochure qu'ont publiée les « Comités de Défense de la F.E.N. » : « *elles (la direction fédérale et la direction des syndicats nationaux) s'ingénient à trouver un impossible compromis entre leur volonté délibérée de ne pas engager les enseignants dans le combat contre l'Etat et les aspirations de ceux-ci à lutter aux côtés des millions de travailleurs déjà en grève* ». En dépit du développement de la grève générale les 17 et 18 mai, la direction fédérale, comme les directions des syndicats nationaux - à l'exception du S.N.E. Sup. en grève depuis le 6 mai - refusent de donner l'ordre de grève.

Staliniens et réformistes collaborent d'ailleurs parfaitement sur ce terrain. Ainsi, le 18 mai, la direction stalinienne du S.N.E.S. (Syndicat National de l'Enseignement Secondaire) maintient son ordre de grève de 24 heures pour le 24 mai. Mais les enseignants veulent lutter. La brochure que nous avons déjà citée rapporte les faits suivants : « *A l'assemblée des secrétaires de sections locales de Paris venus nombreux, la direction impose une discussion «référendaire» sous forme de questions qu'elle pose et auxquelles les délégués répondent, sur les examens, les organisations de lycéens et l'action... dernier point de l'ordre du jour. Il faut imposer à la direction un véritable débat qu'elle réussit à écourter.*

Aux délégués qui demandent « Que fait-on lundi à ceux qui, mandatés par leurs sections exigent du SNES. qu'il lance l'ordre de grève générale pour le lundi 20 mai, la direction répond en levant la séance. Elle quitte la salle, non sans peine, huée par les délégués... »

De son côté, la direction du Syndicat National des Instituteurs (S.N.I.) reste muette en dépit des nombreuses motions émanant des syndiqués et demandant que le S.N.I. s'associe à la grève générale.

Le 20 mai enfin, la F.E.N. « se félicite du mouvement qui se développe rapidement dans les entreprises et les différents secteurs d'activité du pays. Elle réaffirme sa volonté de poursuivre sa lutte pour une Université démocratique, *lutte qui ne peut être dissociée du combat d'ensemble des travailleurs pour le progrès et la transformation sociale.* » Mais elle ne conclut pas par un appel à la Grève générale des enseignants, elle laisse aux dirigeants des syndicats nationaux le soin de trouver un compromis : les enseignants ne seront pas en grève le 20 mai, mais ils ne travailleront pas non plus.

« Les enfants continueront à être accueillis dans les écoles primaires mais à partir du 20 mai. l'enseignement ne sera plus donné suivant les emplois du temps habituels, les directeurs et les conseils de maîtres prenant toute initiative pour organiser la vie scolaire (Communiqué du S.N.I.).

« Les enseignants du second degré seront présents dans les établissements et participeront avec les élèves aux discussions qui doivent permettre de dégager les objectifs communs aux élèves, aux enseignants, aux parents, aux travailleurs, dans la perspective d'un enseignement vraiment démocratique » (Communiqué du S.N.E.S.).

Mais les enseignants commencent à imposer la grève : des sections locales du S.N.E.S. se déclarent en grève, d'autres la font sans le dire. Des sections départementales, comme celle de l'Essonne, des sous sections d'école, dès le 21, organisent la grève effective.

Les consignes de démobilisation des directions se retournent contre elles : le développement du mouvement de grève parmi les enseignants leur est un désaveu cinglant. Pour rétablir sa situation, la direction de la F.E.N. est contrainte de lancer un appel à la grève générale, elle demande « à tous les personnels de l'Education Nationale de cesser totalement leur travail à partir du mercredi 22 mai. A cette date, les établissements scolaires seront fermés ».

La grève générale chez les enseignants aura un caractère particulièrement actif, c'est d'une manière militante que les enseignants y participeront, jouant fréquemment un rôle d'avant-garde dans la lutte pour coordonner la grève à l'échelon interprofessionnel, local et départemental.

C'est la contradiction entre la situation dans la corporation enseignante, la volonté de résister des enseignants et l'attitude de leur direction qui est à l'origine de ce caractère militant et cela se manifestera avec une force exemplaire lors de la reprise du travail. Mais cette contradiction a pu être consciemment exprimée dans ce milieu à cause du caractère particulier de la vie syndicale (un seul syndicat, un certain nombre d'acquis de la démocratie ouvrière préservés dans ce syndicat) et du travail d'années de militants révolutionnaires au sein de l'enseignement.

DANS LES PTT DE LA REGION PARISIENNE : LE COMITE REGIONAL DE GREVE

Dès le 17 mai au soir, l'assemblée générale des travailleurs du bureau-gare P.L.M. de Paris décidait la grève illimitée, l'occupation des locaux et adoptait une charte revendicative qui devait être reprise par l'ensemble des bureaux.

Le soir même, une assemblée générale des militants C.G.T. postiers de la région parisienne est convoquée. Georges Frischmann, secrétaire général de la Fédération des Postes et Télécommunications, membre du Bureau politique du Parti communiste français, prêche la prudence et la modération : « *Attention aux aventures... Il faut contrôler le mouvement.* » Mais les militants de la C.G.T. traduisent l'impatience d'entrer dans la lutte des postiers. Dès le 20 mai l'ensemble des bureaux de Paris et de sa banlieue seront occupés.

La charte revendicative comprend les points suivants

- Abrogation des ordonnances
- Salaire minimum 1.000 F ;
- Titularisation des auxiliaires
- 5^e semaine de congé ;
- Paye intégrale des journées de grève
- Droit syndical dans les bureaux.

Dès le 20 mai, l'appareil politique et syndical contrôlé par le P.C.F. - très puissant dans les postes - se mettait en branle pour contrôler la grève. En même temps la grève se développait, stimulant des dizaines et des dizaines d'initiatives qui à leur tour accéléraient sa progression. Comme partout, les jeunes, étaient à l'avant-garde.

Ainsi, dans un bureau télégraphique de Paris, le 20 mai au matin, se réunit - pour la première fois depuis 15 ans ! - une assemblée du personnel. Les représentants de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de F.O. s'en tiennent, à des généralités, n'avancent pas de propositions sérieuses. Un jeune militant prend la parole, explique la situation en quelques mots, demande un vote sur la grève générale illimitée. Une écrasante majorité se prononce pour la grève. On passe à l'élection d'un comité de grève composé de deux représentants de chaque syndicat et de deux inorganisés. Le jeune militant en est écarté.

Le comité de grève se réunit, prend contact avec la direction, décide que les locaux ne seront pas occupés. En clair, les non-grévistes pourront assurer le service. En réponse à quoi le jeune militant appelle à l'occupation des locaux : il est approuvé et imposé au comité de grève... Voilà qui donne une idée du climat de la grève à son début.

[...] Le lundi 20 mai, assemblée du personnel. Les propositions de la section F.O. qui correspondent à la volonté des travailleurs l'emportent facilement. Pas de vote à bulletins secrets, vote immédiat pour la grève générale illimitée et l'occupation des locaux, élection d'un comité de grève comprenant 4 représentants de chaque organisation syndicale et 2 inorganisés.

L'élection immédiate d'un comité de grève crée une situation de fait qui interdit aux « responsables » de se proclamer eux-mêmes « comité de grève » comme ce sera le cas dans la majorité des bureaux. Le comité de grève sera effectivement l'organisme de direction de la grève à la Recette-Principale en même temps qu'un foyer de démocratie ouvrière, un lieu où s'opposeront l'orientation des appareils et celle qui ouvre la voie à la victoire de la grève générale. Souvent ~cette dernière l'emportera du fait que des contradictions apparaissent entre les représentants de la C.G.T. et que ceux de la C.F.D.T., sans orientation réelle sur les problèmes essentiels de la grève, ne joueront qu'un rôle secondaire.

Il est décidé :

1° Les réunions du comité de grève seront ouvertes à tous les travailleurs du bureau qui auront le droit de s'y exprimer.

2° Il y aura trois assemblées du personnel chaque jour à 8 heures, 14 heures et 20 heures, heures qui correspondent aux relèves des piquets de grève.

3° Le drapeau rouge sera hissé (les responsables C.G.T. s'opposent au retrait du drapeau tricolore, mais finalement c'est le drapeau rouge seul qui flottera au-dessus de l'entreprise).

Le 21 mai, l'assemblée générale adopte la résolution suivante

« ... demande à tous les bureaux en grève d'élire un comité de grève, comme cela a déjà eu lieu dans de nombreux bureaux.

« Demande la constitution d'un comité de grève des P.T.T. de la Région parisienne.

« Demande la constitution d'un comité, de grève national et interprofessionnel soudant le front syndical commun et l'unité des travailleurs. »

Le lendemain, nouvelle résolution précisant :

« L'assemblée du personnel demande la constitution de comités de grève interprofessionnels locaux, départementaux et nationaux. »

Les responsables du P.C.F. essaient de bloquer cette offensive en faisant venir un représentant du Syndicat national des Instituteurs du 1er arrondissement qui déclare : *« Demandons à nos unions locales de s'unir, mais il n'est pas possible de songer à réunir des comités de grève qui, dans certaines professions, comme dans l'enseignement- sont sans objet, puisqu'il y a un syndicat unique. »* Mais les responsables de la C.G.T. discutent entre eux et décident de maintenir leur position sur les comités interprofessionnels, acceptant qu'elle soit défendue au comité régional de grève des P.T.T.

En effet, il existait depuis le 20 mai un comité de grève régional des P.T.T. dont il faut expliquer l'origine. Les traditions de combat sont fortes dans la corporation postale et, à l'occasion de chaque grand mouvement, on y a formé un comité régional de grève parfois un - comité national. En prenant sur lui de convoquer, dès le 20 mai, les délégués des comités de grève pour constituer un comité de grève régional, l'appareil dirigeant de la C.G.T. faisait d'une pierre deux coups :

1° Il semblait répondre aux aspirations des travailleurs et de ses propres militants.

2° Dans la mesure où l'écrasante majorité des comités de grèves n'était en fait composée que des responsables syndicaux, il s'assurait le contrôle de la grève.

Limité d'abord à des responsables C.G.T. et C.F.D.T. (d'ailleurs en minorité), le comité régional de grève mena une existence discrète pour ne pas dire semi-clandestine dans la mesure où nombre de bureaux n'étaient pas informés de son existence.

Pendant trois jours en effet, le Bureau régional de « Force-Ouvrière » refusait de participer à ce comité de grève régional. C'est sous la pression agissante des syndiqués F.O. menacé d'une crise grave, qu'il fut finalement contraint de s'y joindre.

L'entrée de « Force-Ouvrière » dans ce comité régional en modifia le caractère.

Il en élargissait les assises, en faisait véritablement un organisme unitaire. Non seulement les « délégués » des comités de grève y venaient de plus en plus nombreux, mais les travailleurs s'y rendaient malgré les recommandations des responsables qui répétaient : *« Restez dans vos bureaux, de toute façon nous ne donnons la parole qu'aux délégués. »*

[...] Le comité régional de grève devint ainsi une véritable assemblée quotidienne des grévistes les plus combattifs, rassemblant de 1.500 à 2.000 travailleurs. La démocratie ouvrière y fut, dans certaines limites, imposée.

Ainsi l'intervention organisée d'éléments d'avant-garde, à partir de leurs positions syndicales, exprimant les aspirations des travailleurs, permit la transformation d'un organisme qui avait été conçu comme un instrument des appareils en un moyen d'organisation et de confrontation des travailleurs, un moyen de développement et de direction de la grève par les travailleurs eux-mêmes.

Comme le relate un militant des P.T.T. :

« Toutes les positions de l'avant-garde furent défendues à la tribune de ce comité régional :

« - Comités locaux, départementaux et nationaux Interprofessionnels.

« - Refus de briser le front de classe, solidarité avec les étudiants.

« - Adresse à toutes les centrales pour qu'elles organisent une manifestation centrale d'un million de travailleurs pour répondre à la manifestation gaulliste du 30 mai.

« - Organisation de l'autodéfense face aux commandos gaullistes qui attaquaient les bureaux de poste.

« - Convocation d'une assemblée générale de grévistes de la région parisienne pour se prononcer sur la reprise.

« Certes ces propositions ne furent pas acceptées par la direction du comité régional comprenant des représentants des bureaux régionaux C.G.T., C.F.D.T. et F.O. Mais l'appareil stalinien, personnalisé par Frischmann, ne put jamais imposer complètement sa politique.

« Ainsi, lorsqu'un membre du Bureau fédéral de la C.G.T. provoqua le représentant du comité de grève de la Recette-Principale en essayant de lui interdire de prendre la parole, ce fut la salle qui imposa silence au stalinien. »

L'Humanité

du 16 mai 1968

SUD-AVIATION :

TOUT LE PERSONNEL EXIGE LA GARANTIE DES RESSOURCES ET DE L'EMPLOI A NANTES, l'occupation de l'usine se poursuit

LES travailleurs de Sud-Aviation à Bouguenais occupent depuis mardi, 17 heures, leur usine située près de l'aérodrome de Château-Bougon-Nantes. Le directeur régional de la société, M. Duvochel, a passé la nuit dans son bureau avec plusieurs membres de la direction locale.

C'est à la suite d'un meeting, tenu à la porte de l'usine, que la décision a été prise, les métallos considérant l'attitude de la direction comme inacceptable.

Dans l'après-midi de mardi en effet les délégués du personnel étaient reçus pour discuter notamment des réductions d'horaire et de la compensation du salaire perdu.

L'horaire hebdomadaire doit être ramené de 48 à 45 heures d'ici la fin de l'année et déjà une réduction a été appliquée.

Le mécontentement des travailleurs s'exprimait depuis plusieurs jours déjà sans que la direction sorte de son mutisme. Ainsi la semaine dernière quatre débrayages d'une demi-heure, des manifestations dans l'usine se déroulaient.

Mardi, la direction était amenée à proposer une compensation du salaire perdu de 50 p. cent seulement répartie jusqu'à la fin de 1968.

Les représentants du personnel exprimèrent leur désappointement et ne furent pas moins surpris de s'entendre refuser toute autre entrevue ultérieure.

Dans les ateliers, l'attitude patronale ne fut pas appréciée.

D'abord les horaires, puis les mensuels, les cadres défilèrent dans l'usine pour se rendre ensuite au meeting auquel participaient les responsables des trois organisations syndicales : CGT, CFDT, FO. Tous pénétraient ensuite dans les différents locaux.

Dans la soirée un certain nombre de grévistes regagnaient leur domicile. Ils devaient revenir hier matin aux côtés de leurs camarades. Toute la nuit les travailleurs s'organisaient : service de sécurité, piquet de grève... Aux premières heures de la journée d'hier du café chaud fut distribué. En fin de matinée, le restaurant d'entreprise préparait le repas de midi.

Sans surprise.

La revendication que défendent ainsi les travailleurs de Bouguenais découle des mesures prises par la direction générale de Sud-Aviation pour faire face à la baisse de la charge de travail de la société.

Ce que l'on appelle le « trou » dans la production aéronautique n'est pas une surprise pour les dirigeants de Sud-Aviation. La fin de la série des « Caravelles » dont le dernier exemplaire doit sortir au printemps 1969 bien avant que ne commence la production du « Concorde » devait provoquer forcément cette césure. Or, ni le gouvernement ni la direction de Sud-Aviation n'ont pris les mesures pour l'éviter. Au contraire, M. Papon, président-directeur général de la société, s'est efforcé d'appliquer la politique gouvernementale fixée par le V^e Plan : en substance, concentration au grand profit du constructeur privé. Dassaault, et réduction importante des effectifs.

Tout ce qui a été décidé dernièrement, l'a été à l'encontre des intérêts de l'ensem-

ble des salariés de Sud-Aviation : baisse d'horaire, déplacement, licenciements, etc. Tout cela vient cumuler avec une politique salariale marquée par la docilité de la direction générale aux injonctions gouvernementales : l'augmentation de la rémunération moyenne qui était de 13,41 % en 1963 est tombée à 4,78 % en 1966.

Retors

A présent, le pouvoir d'achat est amputé de l'équivalent des heures perdues. Là encore, la raison du refus patronal à la compensation est l'opposition gouvernementale.

Ainsi le gouvernement se montre un patron des plus retors. Pourquoi en effet, ce que les sidérurgistes ont acquis, les travailleurs de la société nationale ne l'obtiendraient pas. D'autant plus que l'Etat empêche de substantiels dividendes du travail des salariés. Le bilan de la société pour 1967 faisait apparaître des bénéfices de l'ordre de 30 millions de francs avant impôts — soit une augmentation de 36 % — permettant la distribution d'un dividende de 5 % (contre 3,65 % en 1966).

L'apatie délibérée de la direction de Sud-Aviation en regard de difficultés prévisibles — et connues — le refus d'examiner les solutions préconisées par les organisations syndicales, l'opposition aux re-

vendications des différentes catégories de personnel ont conduit ces dernières à accentuer leur pression.

Justifié

Pas seulement à Nantes. A Rochefort contre les licenciements. A Cannes parce qu'en plus la direction ne veut pas appliquer l'évolution, des salaires sur le plan régional ; aussi parce qu'elle use de méthodes qui ne sont pas de nature à contenter les travailleurs : par exemple pour un récent débrayage de deux dixièmes d'heure, elle prétend retenir une heure de salaire. A Suresnes où, depuis plus d'un mois les horaires, les dessinateurs et techniciens des bureaux d'études participent à des actions. Hier encore les horaires des ateliers se sont présentés devant les magasins d'outillage et ont manifesté. Les formes sont multiples mais la volonté est là même.

M. Papon qui, jusqu'à présent, était resté impassible a dû changer. Il reçoit les délégués de Cannes vendredi, ceux de Suresnes lundi.

Qu'il ne s'y trompe pas. Les travailleurs de Sud-Aviation ne peuvent se satisfaire d'une réception. Ce qu'ils réclament, entre autres, est clair, justifié et réalisable : garantie des ressources et de l'emploi.

Daniel MATÉRNE.

5 heures du matin
JEUDI
16 MAI 1968
Nouvelle série - N° 7252
(120° Jour)
0,50 F
6, bouf. Poissonnière
PARIS-9^e
PRO. 81-23 - PRO. 72-37

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

C'est avec la classe ouvrière que doivent agir ceux qui veulent aller de l'avant

DECLARE UN APPEL DE LA C.G.T.

Dans un appel diffusé à quatre millions d'exemplaires, la CGT s'adresse aux travailleurs.

« La réforme démocratique de l'Université et de l'enseignement est une nécessité nationale et intéresse directement la classe ouvrière, déclare notamment cet appel.

La CGT participe de longue date à l'action dans ce but, en alliance avec les organisations d'enseignants et en soutenant les aspirations légitimes de la grande majorité des étudiants...

« L'action peut et doit être partout portée à un niveau supérieur », poursuit l'appel.

« Il est possible d'imposer aux patrons la discussion à tous les niveaux et la satisfaction des revendications qu'ils s'obstinent à refuser jusqu'à présent.

« Il est possible d'imposer au gouvernement le rétablissement des droits de la Sécurité sociale et une véritable politique de l'emploi.

« Agissez sans attendre, rassemblez-vous sur les lieux du travail ; participez à la détermination des revendications et des modalités de l'action dans vos entreprises, vos

branches d'Industries et vos régions.

« La CGT prendra toutes responsabilités et initiatives nécessaires à l'organisation de votre action pour en assurer la coordination et lui donner l'ampleur et la puissance qui s'impose...

« Le pouvoir, les monopoles et tout ce qui gravite autour d'eux redoutent par-dessus tout l'action de la classe ouvrière ;

« C'est pourquoi on assiste à des entreprises diverses destinées à propager la confusion et la division parmi les travailleurs. On parle de « crise de la civilisation » pour estomper l'antagonisme entre le capital et le travail qui engendre la lutte des classes, pour faire oublier la cause fondamentale du mal : l'existence d'un pouvoir réactionnaire sacrifiant les intérêts du peuple à ceux des monopoles capitalistes.

« Certains petits-bourgeois au cerveau enfiévré calomnient le mouvement ouvrier et prétendent lui donner des leçons.

« La classe ouvrière rejette ces stupidités ; elle est depuis longtemps majeure ; elle n'a nul besoin

de tutelle, elle a ses propres cadres et dirigeants responsables. Elle sait aussi écarter les provocations qui visent à la diviser, à l'isoler et à la détourner de ses buts.

« C'est avec elle, autour d'elle que doivent agir tous ceux qui veulent aller vraiment de l'avant, vers les transformations économiques et sociales profondes. »

Après avoir souligné les progrès importants de l'union qui se font dans l'action, l'appel enchaîne :

« Mais des réticences subsistent pour aboutir au Front Syndical Commun sans faille, qui donnerait à la classe ouvrière une force irrésistible.

« Intervenez pour lever les obstacles qui demeurent sur le chemin de l'unité.

« Le remplacement du pouvoir actuel par un gouvernement populaire, les changements pour lesquels nous luttons, dont l'existence s'est affirmée le 13 mai et grandira encore, dépendent de l'union et de l'action commune de toutes les victimes de la politique actuelle... »

**Déclaration de l'Organisation Communiste
Internationaliste** (Pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

Jeudi 16 mai 1968

L'occupation des usines s'étend

Sud-Aviation, Nord-Aviation, Renault... occupés montrent la voie

Pompidou – De Gaulle menacent

ILS VEULENT CASSER LES ETUDIANTS
ILS VEULENT CASSER LES TRAVAILLEURS
ILS VEULENT LIQUIDER LES DROITS, LES GARANTIES, LES LIBERTES DES TRAVAILLEURS
ET DES JEUNES POUR LES SOUMETTRE AL TALON DE FER DE L'ETAT POLICIER

Les organisations ouvrières et syndicales doivent immédiatement réaliser
l'unité de lutte

CGT, CGT-FO, FEN, UNEF, toutes les organisations ouvrières, syndicales et
politiques, doivent décider pour la défense des libertés

LA GREVE GENERALE

L'OCCUPATION DES ENTREPRISES

DANS TOUTES LES USINES, BUREAUX, CHANTIERS,

TRAVAILLEURS, DEBRAYEZ

Formez vos comités de grève

Assurez votre propre défense contre l'Etat policier

C'EST LE MOMENT D'Y ALLER !

Par notre force de classe immense,

Travailleurs, jeunes, étudiants, lycéens,

Nous pouvons briser le coup de force de l'Etat policier.

Il s'apprête à frapper la classe ouvrière et la jeunesse, les organisations.

TRAVAILLEURS,, MILITANTS ,

DEMAIN IL RISQUE D'ETRE TROP TARD !

C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT
COMBATTRE !

Paris, Jeudi 16 Mai 1968, 22 h 30

ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, pour la RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE
"LA VERITE", 39, rue du Faubourg du Temple PARIS 10^e
Souscrivez : C.C.P. Mme SEDES 11 668 45 PARIS.

L'Humanité

du 18 mai 1968

DÉCLARATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

LES luttes ouvrières connaissent d'heure en heure de nouveaux développements. Elles expriment le mécontentement accumulé au cours des dernières années contre le pouvoir des monopoles et contre le grand patronat.

Le Parti Communiste réaffirme sa solidarité totale avec les travailleurs qui combattent pour leurs revendications, comme avec les étudiants en lutte pour une université moderne et démocratique.

Le pouvoir actuel est contesté par un nombre sans cesse croissant de Françaises et de Français, victimes de sa politique.

Les conditions mûrissent rapidement pour en finir avec ce pouvoir et promouvoir une démocratie authentique, moderne, conforme à l'intérêt du peuple et de la France.

L'UNION des forces de gauche, notamment de la F.G.D.S. et du Parti Communiste, a contribué pour une bonne part à cette évolution. La candidature unique de la gauche, lors des élections présidentielles, l'accord conclu le 20 décembre 1966 à la veille des élections législatives, la position commune réclamant l'abrogation des ordonnances de la Sécurité sociale, et surtout l'accord du 24 février 1968 qui a provoqué la hargne du gouvernement en même temps qu'il a donné des bases à l'unité d'action de toutes les forces ouvrières et démocratiques ont été autant de manifestations positives qui ont aidé à la prise de conscience des possibilités réelles d'en finir avec le pouvoir gaulliste et de faire triompher un gouvernement d'union démocratique.

Le soutien en commun de la grève générale du 13 mai, organisée par les syndicats et des manifestations grandioses de solidarité envers les étudiants victimes des violences policières et de la répression gouvernementale, la lutte pour une université démocratique et la satisfaction des revendications des travailleurs confirment l'importance de l'union des forces de gauche.

L'EVOLUTION de la situation exige l'évolution correspondante des rapports d'union entre les partis de gauche, notamment du Parti Communiste et de la F.G.D.S. Elle exige de dépasser le stade de l'accord du 24 février.

Le Parti Communiste, tout comme la F.G.D.S., souhaite voir disparaître le gouvernement et la majorité actuels contre lesquels il n'a cessé de lutter. Il œuvre à l'avènement d'une majorité de gauche. Il est nécessaire pour cela d'offrir une solution de rechange, d'ouvrir une perspective aux millions de Françaises et de Français qui aspirent au changement, mais qui veulent savoir où ils vont. C'est pourquoi, le Parti Communiste considère qu'il est urgent d'aboutir à l'accord sur un programme social avancé, entre les partis de gauche et les organisations syndicales, programme tenant lieu de contrat de majorité.

CE programme devrait établir avec précision, nous en sommes bien d'accord, « les réformes de structures et les améliorations sociales nécessaires et immédiatement réalisables ».

Ces réformes profondes doivent tendre à soustraire l'Etat à l'emprise des monopoles capitalistes, à la mise en œuvre d'un plan de développement économique et social, répondant aux exigences de l'avenir démocratique de la France et permettant de satisfaire progressivement les revendications économiques et sociales des travailleurs des villes et des campagnes, manuels et intellectuels. Elles doivent tendre à faire participer les citoyens aux décisions touchant la vie économique, politique et culturelle du pays.

EN vue de réaliser l'accord sur ces problèmes essentiels, le Parti Communiste souhaite vivement la poursuite des entretiens avec la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.

Si l'entente des partis de gauche ouvre demain une perspective claire, les jours du régime de pouvoir personnel seront comptés.

Le Bureau Politique du Parti Communiste Français.

Vendredi 17 mai 1968.

la Vie Ouvrière

L'HEBDOMADAIRE DE LA C.G.T.

SUPPLEMENT

au n° 1238 du 22-5-68

S. A. La « V. O. »

18, rue des Fêtes, 18

PARIS

Directeur de la publication :

Henri KRASUCKI

IMMENSE MOUVEMENT DE GREVE DES CENTAINES D'USINES OCCUPEES

Plus un train. pas un avion. Paris sans bus ni métro services postaux paralysés. grèves illimitées dans l'automobile, l'aéronautique, les chantiers navals et dans un nombre grandissant d'entreprises, les mines, le textile, les papeteries, les ports et docks la marine marchande...

POURQUOI NOUS COMBATTONS

PLUS de deux millions en grève, ce dimanche, et combien lundi, quand commencera à se diffuser ce complément spécial de « la V. O. » ?

En fait, l'ensemble de la classe ouvrière s'engage dans l'action.

L'impression est saisissante : ce mouvement gigantesque où, dans un élan résolu et enthousiaste, les travailleurs se mettent en grève totale, occupent les entreprises, paralysent l'industrie, les transports, toute l'économie du pays, cette formidable levée en masse du monde du travail s'effectue avec une maîtrise, un sang-froid qui coupent le souffle des pires détracteurs de la classe ouvrière et ajoutent à la sympathie et à la confiance des masses populaires.

La combativité des travailleurs se double d'une maturité, d'une conscience de classe élevée — cette conscience que certains perspicaces prétendaient dispa-

re et qui ne fut jamais si vive. Maturité aussi et capacité de direction de la C.G.T. et de ses dizaines de milliers de militants, dont chacun reconnaît le rôle décisif dans l'organisation et la conduite unitaire du mouvement.

AUCUNE grève ne se fait sans but précis. Celle-ci a les siens et ils sont à la mesure de sa force.

Depuis tant d'années le patronat et le gouvernement, mettant à profit le pouvoir personnel, s'acharnent contre le niveau de vie et les droits des travailleurs.

A quelle arrogance, à quelle somme de mensonges, à quel mur d'intransigeance ne nous sommes-nous pas heurtés pour les moindres revendications ! De quelles luttes, n'a-t-il pas fallu payer le moindre succès aussitôt remis en question !

Votre bilan, messieurs, tandis que vous vous vantiez des résultats du labour des salariés, c'est la réduction du pouvoir d'achat, la Sécurité sociale amputée, le chômage et l'insécurité du lendemain, la colère accumulée au cœur des travailleurs.

Maintenant, il faut régler l'addition. Les revendications pour lesquelles nous avons mené tant d'actions déjà doivent trouver une solution.

Il s'agit d'abroger les ordonnances qui frappent la Sécurité sociale. Il s'agit de l'augmentation des salaires et de tout ce qui s'y rattache. Il s'agit de la réduction du temps de travail sans diminution de salaires, de l'avancement de l'âge de la retraite, de la garantie de l'emploi et des ressources. Il s'agit d'assurer effectivement le plein exercice des libertés syndicales. C'est à tous les niveaux où ces problèmes ont été posés en vain depuis des années qu'il doivent être résolus.

Avec le gouvernement qui ne savait que monologuer et trancher par voie d'autorité.

Avec le C.N.P.F. qui s'acharnait à refuser tout règlement d'ensemble des grands problèmes pourtant de son ressort, et avec les organisations patronales.

Dans chaque entreprise pour les revendications précises et la multitude des comptes à mettre à jour avec les patrons, depuis les salaires jusqu'aux libertés indispensables.

Nous avons pris nos responsabilités, au gouvernement et au C.N.P.F. de prendre les leurs.

QUE cette bataille ait des répercussions plus générales, qui peut en douter ? Oui, le système du pouvoir personnel, représentant la domination des féodalités capitalistes, a fait la preuve de sa malfaisance et les travailleurs en ont pris la mesure. Sa faillite est patente et dans tous les domaines.

Toutes ses victimes se rebiffent et entrent en lutte. L'action des étudiants et des enseignants pour un enseignement vraiment démocratique rejoint celle de la classe ouvrière. Et leurs aspirations aux changements plus profonds vont dans le même sens. D'autres catégories de la population témoignent d'une évolution correspondante.

Plus vite les partis de gauche réaliseront pleinement leur union sur un programme commun de gouvernement et plus forte et efficace sera l'exigence d'un gouvernement populaire, d'un gouvernement de la gauche unie, et plus vite se réuniront les conditions de son avènement, espoir des travailleurs.

Le vaste mouvement engagé par la classe ouvrière contribue puissamment à accélérer les changements nécessaires. C'est une raison de plus, et comment ! de la mener avec détermination et confiance.

Henri KRASUCKI, secrétaire de la C. G. T.

Heure par heure, la C. G. T. prend ses responsabilités

13 MAI AU SOIR, 20 heures : Le Bureau Confédéral déclare : « La grève générale d'aujourd'hui et les manifestations de masse qui se sont déroulées dans toutes les grandes villes de France, et avec une ampleur rarement égalée à Paris, posent en vérité toutes les revendications économiques, sociales et politiques des travailleurs, des étudiants, des enseignants et des autres catégories sociales victimes de la politique actuelle. »

14 MAI : Dans un appel, diffusé à 4 millions d'exemplaires : « Il est possible d'imposer aux patrons la discussion à tous les niveaux et la satisfaction des revendications qu'ils s'obstinent à refuser jusqu'à présent. Il est possible d'imposer au gouvernement le rétablissement des droits de la Sécurité sociale et une véritable politique de l'emploi. »

» Agissez sans attendre, rassemblez-vous sur les lieux de travail, participez à la détermination des revendications et des modalités de l'action dans vos entreprises, vos branches d'industrie et vos régions.

» La C.G.T. prendra toutes responsabilités et initiatives nécessaires à l'organisation de votre action pour en assurer la coordination et lui donner l'ampleur et la puissance qui s'imposent. »

16 MAI, 21 heures : La C.G.T. « salue les travailleurs et particulièrement ceux de la Régie nationale Renault qui, répondant à son appel, ont décidé la grève avec occupation des usines.

» En même temps, la C.G.T. met en garde les travailleurs contre certaines initiatives qui tendent à dévoyer le mouvement, toutes les provocations ne pouvant que servir le pouvoir personnel. »

16 MAI, 22 heures : A la suite d'une déclaration menaçante du Premier ministre Pompidou, Georges Seguy, secrétaire général de la C.G.T., déclare : « Le Premier ministre feint d'ignorer le puissant mouvement de la classe ouvrière. (...) La situation a évolué, elle a la dimension d'un conflit entre les forces ouvrières et démocratiques et un pouvoir placé devant la faillite de sa politique. »

17 MAI, 17 heures 30 : Le Comité Confédéral National, réuni en session extraordinaire,

publie une déclaration où il est dit notamment : « L'action engagée à l'initiative de la C.G.T. et avec d'autres organisations syndicales crée une situation nouvelle et revêt une importance exceptionnelle. »

(...) Dans cette bataille, la classe ouvrière, en luttant pour l'aboutissement de ses revendications et contre les ordonnances antisociales, place le pouvoir et le patronat devant leurs responsabilités.

La C.G.T. exige :

— l'abrogation immédiate des ordonnances sur la Sécurité sociale ;

— la satisfaction des revendications fondamentales concernant l'augmentation des salaires et la conclusion de véritables conventions collectives assurant les droits et les rémunérations des travailleurs ;

— la réduction de la durée du travail sans diminution de salaire et la diminution de l'âge de la retraite ;

— une véritable politique de l'emploi garantissant le travail et les ressources ;

— le plein et libre exercice de l'activité de l'organisation syndicale dans les entreprises et sa reconnaissance légale. »

18 MAI, 10 heures 30 : La C.G.T. communiqué :

« La grève se généralise.

La C.G.T. félicite ses militants qui font preuve dans ces circonstances d'un grand esprit de responsabilité, de sang-froid et d'une haute maturité.

En présence d'une campagne orchestrée, visant manifestement à diviser étudiants et travailleurs, indissolublement solidaires dans la lutte engagée sur la base de leurs intérêts communs, le bureau de la C.G.T. réaffirme la solidarité des travailleurs envers les étudiants et les enseignants, persuadé qu'il est que le mouvement syndical des étudiants trouvera en lui-même la force de son équilibre nécessaire à l'affirmation commune de cette solidarité. »

18 MAI, 19 heures 30 : Au micro d'Europe N° 1, Georges Seguy déclare : « La C.G.T. est prête à prendre part à une réunion à laquelle participeraient le Parti Communiste, la F.G.D.S., la C.F.D.T., F.O. et la F.E.N., afin de déterminer les responsabilités qui incombent à chacun. » Répondant à une question sur la suite

du mouvement, il déclare : « Si le gouvernement prend en considération nos revendications, nous retournerons devant nos mandants et leur demanderons s'ils estiment utile de reprendre le travail. La réponse dépendra de l'ampleur des décisions gouvernementales. »

19 MAI, 10 heures 30 : Le Bureau Confédéral reçoit une délégation du Parti Communiste Français, conduite par Waldeck Rochet, secrétaire général. Les deux délégations ont constaté leur accord sur les objectifs revendicatifs des travailleurs en lutte. « Les représentants des deux formations considèrent que la puissance du mouvement populaire appelle la conclusion urgente d'un accord des formations de gauche sur un programme commun de gouvernement d'un contenu social avancé, garantissant les droits du syndicat et la satisfaction des revendications essentielles des travailleurs.

Ils ont estimé qu'en raison de la situation une concertation des formations de gauche et des organisations syndicales ouvrières s'impose. »

Les travailleurs dirigent et dirigeront leur lutte eux-mêmes avec leurs organisations syndicales responsables

La classe ouvrière montre devant le pays combien elle sait conduire ses luttes avec esprit de responsabilité, sang-froid et haute maturité.

Il est cependant des éléments, étrangers à la classe ouvrière, qui s'ingénient à dévoyer ce mouvement. Dans de pareils moments, les donneurs de conseils, les gesticulateurs, les pseudo-révolutionnaires font grand tapage ! Le meilleur espoir du patronat et du pouvoir réside dans l'activité de ces gens et dans les actes irresponsables et les provocations qu'ils pourraient susciter.

La force du mouvement réside dans la cohésion des travailleurs et dans le vaste soutien populaire que lui vaut son bon droit, sa puissance et son sang-froid.

LA CONFERENCE NATIONALE DE LA JEUNESSE TRAVAILLEUSE REPORTEE

Le 17 mai au matin, 800 jeunes gens et jeunes filles s'étaient réunis comme prévu au gymnase de Pentin, venus des chantiers, des usines, des bureaux, pour y tenir la 4^e conférence nationale de la jeunesse travailleuse, préjude au festival organisé par la C.G.T. Mais dans les heures qui avaient précédé cette réunion, les événements s'étaient précipités dans le pays. Et c'est pourquoi Georges Seguy devait tout de suite faire une importante déclaration devant la conférence : « Il est impensable, disait-il, qu'en ce moment décisif, la C.G.T. tienne comme si rien ne se passait, une telle rencontre, et qu'elle prive les travailleurs du concours des milliers d'entre ses militants qui se trouvent ici. »

Avant de repartir rejoindre leur poste

de responsabilités aux quatre coins du pays, les délégués à la conférence approuvent à l'unanimité un appel à la jeunesse travailleuse de France : « Alors que le mouvement de grève avec occupation des usines prend de l'ampleur, la conférence nationale appelle tous les jeunes travailleurs de France à participer massivement aux réunions et consultations en cours pour déterminer les mots d'ordre de revendications et d'actions.

Dans le grand mouvement en développement, les jeunes travailleurs répondront à l'appel de la C.G.T., agiront avec détermination pour qu'il aboutisse à la satisfaction des revendications de la jeunesse travailleuse.

La conférence nationale appelle les jeunes travailleurs à rallier en masse les rangs de la C.G.T. qui a pris en main la défense de leurs intérêts et l'initiative de la lutte actuelle. »

MAI 68

Pour l'issue victorieuse du mouvement de grève
Aujourd'hui même, nous nous syndiquons à la C.G.T.

ENTREPRISE.....ATELIER.....

NOMS

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Faites circuler cette déclaration parmi les travailleurs en grève.



S.G.P., 5, Faubourg Poissonnière
Paris-2^e

TRAVAILLEURS,

ÉTUDIANTS,

Le drapeau rouge de la classe ouvrière flotte sur les facultés et sur les usines. Des millions de travailleurs occupent les entreprises. Les masses laborieuses, qu'on disait « apathiques », se sont mises en mouvement.

Le 13 mai 1968, elles ont pris conscience de la force immense qu'elles représentent, en même temps qu'elles mesuraient la faiblesse réelle du Pouvoir. En 10 ans de régime gaulliste, elles ont pu éprouver l'inefficacité totale des formes traditionnelles de lutte, héritées de la IV^e République : les batailles parlementaires, les grèves tournantes, les cortèges nonchalants, les « Journées nationales d'action » sont venus se briser sans aucun résultat sur les contreforts de l'Etat policier.

Seule l'action directe et résolue des masses est capable de faire plier l'Etat gaulliste. Telle est la leçon que des millions de travailleurs ont tirée du combat victorieux des étudiants. Cette leçon, ils l'ont spontanément et massivement appliquée pour résoudre leurs propres problèmes.

Aujourd'hui, le centre de gravité de la lutte s'est déplacé des facultés vers les usines. La contestation de l'Université bourgeoise s'est transmuée en contestation de la société capitaliste. Car, ne nous y trompons pas : si, par millions, les travailleurs occupent les entreprises, ce n'est pas simplement pour obtenir satisfaction sur leurs revendications salariales. **La question du Pouvoir est posée, dans l'Entreprise et dans la société.** C'est le sort du régime qui est en jeu.

Le Patronnat et l'Etat sont frappés de stupeur. La bourgeoisie, affolée, adjure les « organisations représentatives de la classe ouvrière » de reprendre les choses en main. Elle sait qu'en période de crise sociale profonde les directions réformistes de la classe ouvrière constituent le meilleur et l'ultime rempart du régime capitaliste : encroûtées dans le parlementarisme, scrupuleusement respectueuses de la légalité bourgeoise, ces directions sauront canaliser la combativité des masses et parviendront à l'orienter vers des objectifs compatibles avec la survie du système.

Pour conserver son pouvoir, la classe dominante est prête à des concessions temporaires. Elle sait attendre le reflux du mouvement pour reprendre d'une main ce qu'elle a dû concéder de l'autre.

Les jeunes travailleurs, les étudiants qui sont à la pointe du combat, ne veulent pas que

leur lutte s'achève comme les mouvements de 1936 et de 1945. Le mouvement « d'ampleur inégalée » qui déferle aujourd'hui sur la France, ne doit pas accoucher d'une souris !

IL FAUT ALLER JUSQU'AU BOUT !

NOUS OCCUPONS LES FACULTES, LES ADMINISTRATIONS, LES USINES :

RESTONS - Y

- Ne laissons pas les politiciens bourgeois ou social-démocrates, les Mitterrand et les Guy Mollet, négocier le retour à l'ordre contre un fauteuil ministériel !
- Ne laissons pas les dirigeants syndicaux négocier la reprise du travail contre des avantages, peut être appréciables, mais qui seront rapidement rognés par l'inflation et l'intensification des cadences.

PROFITONS DU RAPPORT DE FORCES QUE NOUS AVONS INSTAURE. PRENONS DES GAGES :

- Constituons à la base, dans les usines : des **Comités de grève** ; dans les facultés et les quartiers : des **Comités d'Action**, regroupant l'ensemble des travailleurs en lutte !
- Imposons la **nationalisation** des grandes entreprises occupées et leur gestion démocratique par les Comités des travailleurs !
- Instituons le **contrôle ouvrier** sur la formation professionnelle, l'organisation du travail, la gestion de l'entreprise !
- Emparons-nous des livres de compte !
- Construisons sur nos lieux de travail, indépendamment des appareils du patron et de l'Etat, les organes du **centre-pouvoir populaire** !
- Imposons le départ de De Gaulle et l'instauration d'un **gouvernement des travailleurs**.

Le pouvoir que nous voulons n'est pas un gouvernement de la gauche succédant au gouvernement de la droite.

Le pouvoir que nous voulons n'a rien à voir avec les combinaisons parlementaires des politiciens bourgeois et réformistes !

Le pouvoir que nous voulons doit instituer la démocratie directe du socialisme, fondée sur l'autorité des Comités de base dans les entreprises et les quartiers.

Le pouvoir que nous voulons doit être l'émanation des Comités de grève et des Comités d'action des travailleurs et des étudiants.

ETUDIANTS, TRAVAILLEURS, UNE CHANCE UNIQUE S'OFFRE A NOUS ; NE LA LAISSONS PAS PASSER !

JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE.

(21 mai 1968)

Toute correspondance : B.P. 39 16 - Paris

Grandes Imprimeries • Paris Centre •
142, rue Montmartre
Paris (2^e)

**Tract de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la
reconstruction de la IV^{ème} Internationale) du 23 mai**

TRAVAILLEURS, MILITANTS

JEUNES

3 Mai 1968 : les étudiants menant le combat contre la Réforme Fouchet répondent au défi de l'Etat policier, jusqu'au 11 mai, ils vont lutter isolés contre le pouvoir de la bourgeoisie.

13 mai 1968 : ouvriers et étudiants défilent à 1 MILLION dans les rues de Paris.

14 mai 1968 : avec l'occupation de Sud-Aviation par les Métallos de Nantes, bientôt rejoints en quelques jours par des millions de travailleurs, la classe ouvrière dresse sa force de classe dans les usines contre le Capital et l'Etat.

24 mai 1968 : dans toute la France, ouvriers agricoles et paysans, travailleurs, vont une nouvelle fois protester dans des manifestations contre le gouvernement.

Ainsi toutes les couches de la population laborieuse et de la jeunesse, ouvriers et étudiants, lycéens et apprentis, employés et techniciens, dans les villes, paysans dans les campagnes, sont entrés en lutte.

Travailleurs, militants, jeunes, c'est la lutte des classes : la lutte des ouvriers contre les patrons, des exploités contre leurs exploités, des jeunes contre la déchéance et la déqualification, c'est la lutte de classe de toutes les masses laborieuses, de la jeunesse, proclamant leur droit à la vie, au travail, aux études, contre un régime capitaliste qui, pour assurer sa survie, leur dispute ces droits élémentaires.

Ce combat n'est pas une addition de combats particuliers, une usine, une autre, un bureau, un lycée.

Ce sont tous les travailleurs de toutes les entreprises, tous les employés dans tous les bureaux, tous les lycéens dans tous les lycées, tous les étudiants dans toutes les facultés, tous les apprentis, tous les paysans dans la campagne qui mènent un combat général.

TRAVAILLEURS, MILITANTS, JEUNES, nous sommes entrés en grève à des millions et des millions pour arracher la satisfaction de nos revendications fondamentales. Nous voulons comme les Métallos de chez Renault, les ouvriers de la RATP de Championnet :

- PAS DE SALAIRES A MOINS DE 1.000 F PAR MOIS
- Nous voulons
- L'ABROGATION DES ORDONNANCES ET EN PARTICULIER L'ABROGATION DES ORDONNANCES SUR LA SECURITE SOCIALE.
 - LE RETOUR IMMEDIAT AUX 40 HEURES.
 - LA GARANTIE DE L'EMPLOI.

Nous ne voulons pas être chômeur!

Nous ne voulons pas de licenciements!

Nous voulons l'ABROGATION DE LA REFORME FOUCHET, dont les dispositions visent à exclure les 2/3 des étudiants des facultés.

Nous voulons, lycéens et apprentis, avoir la possibilité de continuer nos études qui nous assurent un métier qualifié.

Nous voulons l'ABROGATION DEFINITIVE DU Ve PLAN

TRAVAILLEURS, MILITANTS, JEUNES, ces revendications nous ne pouvons les arracher que contre le gouvernement de De Gaulle. Nous savons que De Gaulle et son Etat policier refuseront de nous donner satisfaction. Mais notre force immense est telle que nous sommes d'ores et déjà à même d'avancer vers la victoire.

Nous ne sommes pas mis en grève à des millions et des millions pour retrouver à l'usine au bureau et au chantier, les anciennes conditions de travail et d'exploitation.

NOUS NOUS SOMMES MIS EN GREVE POUR VAINCRE !

TRAVAILLEURS, MILITANTS, JEUNES, nous avons la responsabilité, nous, les millions de grévistes, d'arracher la victoire. Pour cela il faut :

- que les COMITES DE GREVE de chaque entreprise prennent contact entre eux sur le plan de la localité pour constituer le COMITE INTERPROFESSIONNEL DE GREVE.

- que les comités interprofessionnels locaux prennent contact entre eux sur le plan du département et de la région pour constituer le COMITE CENTRAL INTERPROFESSIONNEL DE GREVE DEPARTEMENTAL ou REGIONAL.

- à l'échelle nationale, les délégués des comités de grève et les organisations ouvrières doivent constituer le COMITE CENTRAL DE GREVE GENERALE.

TRAVAILLEURS, MILITANTS, JEUNES: c'est la direction effective du mouvement qui nous rassemble par millions et millions pour atteindre nos objectifs. Ce sont ces organismes de la grève générale: COMITE DE GREVE, Comité local et Interprofessionnel de grève, Comité central de grève interprofessionnel départemental et Comité central de la grève générale, qui doivent être investis des pouvoirs de direction pour appliquer les décisions formulées par les Assemblées de grévistes dans l'entreprise, et l'Assemblée de tous les grévistes de la localité.

TRAVAILLEURS, MILITANTS, JEUNES, ce mouvement général, c'est LE NOTRE, NOUS DEVONS VAINCRE ET NOUS VAINCRONS.

C'EST SUR NOUS QUE REPOSE LA VICTOIRE.

EN AVANT ! Le gouvernement Pompidou-De Gaulle doit disparaître.

Nous pouvons le faire capituler.

Ce tract est payé

par les cotisations
et les souscriptions
des militants.

Souscrivez: CCP SEDES

11 668 45 PARIS

Le 23 mai 1968

LE COMITE CENTRAL DE L'ORGANISATION
COMMUNISTE INTERNATIONALISTE,

pour la reconstruction de la
IVE INTERNATIONALE

"La Vérité"-39 Pg du Temple PARIS .10e

**24 mai, le discours de De Gaulle,
les accords de Grenelle,
« Ne signez pas ! »**

Documents :

- **Tract du Comité de coordination (regroupant des militants de la RATP, de la Sécurité Sociale, des PTT, des enseignants et des étudiants) de la région parisienne du 20 mai**
- **« Analyses et Documents » : les accords de Grenelle**
- **Tract des comités d'Alliance Ouvrière : « Ne signez pas ! »**
- **Extrait du livre « Le Mai de la Révolution » : le 27 mai à Renault**
- **Le point de vue de la JCR (29 mai)**
- **Appel des comités d'Alliance Ouvrière**

Dans la semaine qui va du 17 au 24 mai, la grève générale atteint son ampleur maximale : 10 millions de travailleurs sont en grève. Des milliers d'entreprises sont occupées par les grévistes. Les murs de celles-ci reprennent les mots d'ordre généraux de la grève - tout particulièrement « Abrogation des ordonnances » - liés aux mots d'ordre particuliers.

Le 21 mai à Saint-Brieuc, ouvriers et paysans manifestent ensemble. Les syndicats agricoles annoncent que le 24 mai sera une journée de manifestations et de barrages...

Le 22 mai, des délégations confédérales de la CGT et de la CFDT font une déclaration commune qui souligne « qu'elles sont prêtes à prendre part à de véritables négociations sur les revendications essentielles des travailleurs garanties pour l'avenir » rappelant alors que parmi celles-ci se trouve l'abrogation des ordonnances.

Cette déclaration suit une conférence de presse de Georges Séguy - le 21 mai - dans laquelle le secrétaire général de la CGT déclare *« l'opinion publique a été favorablement impressionnée par la façon dont nous avons, avec fermeté, stoppé les provocations et les mots d'ordre aventuriers (...). L'opinion publique, bouleversée par les troubles et la violence, angoissée par l'absence complète d'autorité de l'Etat, a vu dans la CGT la grande force tranquille qui est venue rétablir l'ordre au service des travailleurs »*.

Les directions des organisations syndicales font savoir qu'elles sont prêtes à négocier, en ignorant la question politique posée par la grève générale. De leur côté, les partis politiques (PCF, PS, FGDS) critiquent le gouvernement parce qu'il ne joue pas son rôle, l'adjurent de négocier ou de céder la place... Ils s'unissent autour d'une motion de censure qui, par définition, restera minoritaire au Parlement. En effet, elle sera rejetée le 21 mai.

Alors, le général de Gaulle fait savoir que le 24 mai il s'adressera à la nation.

Mais ce même 24 mai, des manifestations sont en préparation dans toute la France, combinées parfois avec les manifestations paysannes déjà annoncées.

Le 24 mai, de Gaulle parle. Le but recherché est d'opposer, par l'annonce d'un référendum, une prétendue « solution démocratique » à la grève générale. Le résultat est l'inverse, le mouvement est relancé et tend à se centraliser sur le pouvoir. *« De Gaulle démission »* retentit dans toutes les manifestations.

Celle de Paris a un caractère particulier. Une manifestation a d'abord été appelée par les différents Comités d'Action à 19 heures, appel ensuite repris par l'UNEF *« qui demande à l'ensemble des étudiants, enseignants, lycéens à participer au rassemblement prévu. C'est pourquoi l'UNEF demande à tous les travailleurs de participer massivement à cette manifestation »*.

Il est notable que l'UNEF, forte pourtant de sa position d'organisation représentative des étudiants, de son rôle majeur entre le 3 et le 13 mai, ne s'adresse pas aux organisations ouvrières en tant que telles.

C'est seulement le 23 mai que la CGT appelle à « des rassemblements de masse » dans toutes les villes et prévoit à Paris deux cortèges, convoqués trois heures avant la manifestation étudiante.

A Paris pourtant, des milliers de travailleurs rejoindront la manifestation au départ en majorité étudiante qui se regroupera vers la gare de Lyon où on parle de 100 000 manifestants ; il y en a au moins autant dans les rassemblements parisiens de la CGT.

Mais les problèmes politiques qui étaient présents au début même de la grève se posent avec de plus en plus d'intensité.

Celui de l'unité dans l'action, du Front Unique et dans son cadre de l'unité entre la classe ouvrière et la jeunesse. Chacun ressent que cette unité est de plus en plus urgente et nécessaire. Peut-elle se réaliser en ignorant les organisations que la classe ouvrière a forgées ? Auraient-elles disparu et leur place serait-elle occupée par des « Comités d'Action » divers, hétérogènes et minoritaires ?

Celui de l'organisation de la grève, de sa centralisation, face aux enjeux de plus en plus élevés.

Celui du pouvoir politique que le rejet profond du régime gaulliste par les grévistes met maintenant directement à l'ordre du jour.

Ce sont ces problèmes qui caractérisent, qui différencient les diverses organisations politiques qui agissent dans le cours de la grève générale. Nous avons cherché à en donner ici quelques témoignages.

Les événements du 24 mai ont précipité l'ouverture des négociations avec les centrales. A partir du 25 mai, selon la formule consacrée, on siège sans désespérer. Deux revendications apparaissent comme des préalables : l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale, le paiement des jours de grèves.

Dimanche 26 on aboutit à un accord - à ce qui sera qualifié comme « les accords de Grenelle ». Après coup, la CGT dira qu'il ne s'agissait que d'un constat.

Les accords ne contiennent pas l'abrogation des ordonnances.

Lundi 27 mai, les accords sont présentés à Renault-Billancourt. Des milliers de travailleurs rassemblés monte un seul cri :

« Ne signez pas ! »

Tract diffusé le 20 mai par le Comité de Coordination (regroupant des militants de la RATP, de la Sécurité Sociale, des PTT, des enseignants et des étudiants) de la région parisienne

**ABROGATION DES ORDONNANCES
ABROGATION DE LA REFORME FOUCHET
ABROGATION DE LA REFORME
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
A BAS LE V° PLAN
GARANTIE DE L'EMPLOI ET DE LA QUALIFICATION
PAS DE SALAIRE INFÉRIEUR A 1.000 F PAR MOIS**

comme l'ont demandé les grévistes de chez Renault

LES 40 HEURES IMMÉDIATES POUR TOUS

En débrayant massivement, en occupant les usines, en hissant le drapeau rouge, la classe ouvrière a dressé sa force immense capable d'arracher toutes les revendications.

LA CLASSE OUVRIÈRE EN LUTTE DOIT S'ORGANISER

Formons dans chaque usine, bureau, chantier, faculté, lycée, C.E.T.

NOS COMITÉS DE GREVE ELUS

Organisons sur le plan des localités des comités locaux interprofessionnels de grève.

Sur le plan du département le comité central interprofessionnel de grève.

Fédérons les comités de grève, localement, régionalement, nationalement.

Le combat engagé n'est pas celui d'une usine, d'une corporation ou d'une profession, c'est celui de la classe ouvrière tout entière qui se dresse comme classe.

L'activité des centrales syndicales se soudera par l'ordre de

GREVE GENERALE JUSQU'A LA VICTOIRE

Par la constitution du

COMITE CENTRAL NATIONAL DE LA GREVE GENERALE

C'est la mobilisation au grand jour des exploités contre les exploités, leur état, leur gouvernement

**PLUS DE GOUVERNEMENT DE GAULLE - POMPIDOU
PLUS DE GOUVERNEMENT CAPITALISTE**

« *Analyses et Documents* ».

Cette publication éditée par Etudes et Documentation Internationale (EDI), se présentait sous forme de fiches traitant des sujets concernant le mouvement ouvrier et social. Son directeur était Jean Risacher . Voici son analyse des accords de Grenelle.

LES ACCORDS DE GRENELLE DU 27 MAI 1968

LES CIRCONSTANCES DE L'ACCORD

Les grèves, avec occupation d'usines, décidées spontanément par les travailleurs dans les jours qui suivirent la mobilisation du 13 mai 1968 contre l'Etat policier, ont obligé le gouvernement et le patronat à engager une négociation avec les Centrales syndicales , les 26 et 27 mai.

[...] Le 17 mai, le comité confédéral national de la CGT refuse de donner le mot d'ordre de grève générale. Au cours d'une conférence de presse, SEGUY défend cette position en déclarant que :

« ... cette grève générale se prépare sans que nous ayons eu à lancer le mot d'ordre et qu'elle se prépare sous la responsabilité des travailleurs eux-mêmes. »

[...] Dans la même conférence de presse, citée par l'Humanité du 20 mai 68, SEGUY, qui laisse pourtant la grève générale se préparer « sous la responsabilité des travailleurs eux-mêmes », refuse d'envisager la fédération des Comités de grève et la création d'un Comité national de grève :

« ... les confédérations peuvent prendre elles-mêmes en charge les tâches qui leur incombent. Elles existent, elles sont structurées, elles ont leurs responsables... »

[...] Quant à la CFDT, elle porte l'accent, le 18, sur la « démocratisation des entreprises » qu'elle met en parallèle avec la « démocratisation de l'enseignement ». C'est le vieux cheval de bataille de la « participation contestataire ».

F.O., le 20 mai, demande à ses syndicats de veiller à ce que le mouvement soit maintenu sur le plan revendicatif et à ce que soit préservé « l'outil de travail ».

A la FEN, les mots d'ordre manquent de précision. Le SNES demande aux professeurs de « cesser leurs cours », le SNI est encore plus vague :

« ... à compter du 20 mai, l'enseignement ne sera plus donné selon les emplois du temps habituels.. ; »

[...] Le 25 mai à 13 heures, les négociations commencent. FRACHON, qui préside la délégation de la CGT, indique tout de suite avec prudence que le travail ne reprendra pas sur l'ordre de la CGT, mais après consultation des travailleurs.

LES CLAUSES DE L'ACCORD

Accord ou constat ?

Le Monde du 28 Mai parle de « protocole d'accord », ce qui lui vaut d'être traité de menteur par l'Humanité du même jour, de même que les autres organes d'information ayant parlé d'accord. L'article du Monde disait : « Les dirigeants de la CGT n'ont pu convaincre les militants de reprendre le travail. » A l'issue des négociations, POMPIDOU a également parlé d'accord, en ajoutant que les syndicats maintenaient des revendications. De même, le CNPF a déclaré qu'il était prêt à appliquer l'accord, même après leur rejet par les travailleurs. Ni l'un ni l'autre ne devaient être démentis par les organisations syndicales. SEGUY lui-même devait déclarer, avant d'aller chez Renault : « Il reste encore beaucoup à faire, mais les revendications

ont été retenues pour une grande part et ce qui a été décidé ne saurait être négligé ». Il est donc clair qu'il y a eu accord et que les organisations syndicales auraient souhaité l'appliquer.

Les clauses quantitatives

- LE SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) est porté de 2,22 F à 3 F, soit un minimum mensuel de 519 F pour 173 heures (l'équivalent de 40 heures par semaine) ; les zones de salaire étaient supprimées dans le décret du 31 mai 68. La revendication des syndicats, depuis 1966, portait sur un salaire minimum mensuel de 600 F. L'augmentation du SMIG touche 250 000 travailleurs au niveau le plus bas (20 000 pour la région parisienne) mais a des répercussions sur plus de 2 millions de travailleurs de l'agriculture et de l'industrie.

L'augmentation des « salaires les plus défavorisés » est une vieille revendication de la CFDT. On peut y voir la volonté d'accorder une augmentation spectaculaire (35 %) pour une incidence minime sur la totalité des salaires distribués, avec les répercussions, 4 milliards de F soit 1 % du revenu national. Autre caractéristique de cette mesure : paradoxalement, elle sert les intérêts du grand capital, dans la mesure où elle frappe les entreprises marginales, dont beaucoup ne subsistaient que grâce au niveau incroyablement bas du SMIG. Un certain nombre de petites entreprises, notamment en province, seront éliminées, et la concentration facilitée d'autant.

- L'augmentation générale des salaires. Elle est fixée à 7 % au 1^{er} juin, plus 3 % au 1^{er} octobre, pour le seul secteur privé. Mais il faut déduire de ces pourcentages, les augmentations déjà accordées (ce qui est joliment appelé ratissage), environ 4 %, ce qui laisse 6 % nets. En 1936, la moyenne était de 11 %. Ces augmentations sont hiérarchisées sans discrimination. Les syndicats ne se sont même pas battus pour une augmentation uniforme qui aurait quelque peu tassé l'éventail des salaires. On était pourtant en droit d'attendre une telle revendication d'organisations ouvrières. Mais la CGT souhaite attirer les cadres et « autres couches de la population laborieuse »...

Dans les secteurs nationalisé et public, des négociations par secteur ont eu lieu dans la semaine du 27 au 31 mai, les organisations syndicales ayant accepté de scinder la discussion. Toutes avaient échoué au 30 Mai, sauf dans les Charbonnages, où un accord s'est fait. Mais là encore, les travailleurs ont refusé de reprendre le travail, malgré l'imprudent ordre de reprise de la très gaulliste et très catholique CFTC « maintenue ».

- Le paiement des jours de grève. On a pu croire que 50 % des journées de grève seraient payées. Il ne s'agit que d'une ambiguïté voulue. En réalité, une avance de ce montant sera accordée aux grévistes, qui devront récupérer la moitié des journées de grève.

- L'exercice du droit syndical dans les entreprises. Il n'y a pas eu accord sur ce point, mais énumération d'un certain nombre d'éléments qui devaient faire l'objet de discussions ultérieures. Dans cette énumération, dont nous ne pouvons faire le détail, il y a deux ordres d'idées très différents. D'abord celui qui vise à permettre l'existence de l'organisation syndicale et la protection de ses délégués dans les entreprises. Le patronat estime qu'une protection spéciale est inutile, puisqu'elle l'empêcherait de licencier les délégués syndicaux à sa guise, comme cela se fait encore dans beaucoup d'entreprises (CITROEN, MICHELIN...) Les syndicats demandent aussi la suppression des primes liées à l'absence, qui sont supprimées en cas de grève et sont donc très justement qualifiées de primes anti-grève.

Mais la CFDT veut aller plus loin que la protection des délégués syndicaux, ou la défense du droit de grève dans l'entreprise. Ce qu'elle demande, c'est le « pouvoir syndical ». Comme cette revendication ne s'accompagne pas de l'appropriation collective des moyens de production, il ne peut s'agir que d'une entreprise de collaboration avec le patronat, par laquelle le syndicat serait appelé à être l'interlocuteur entre les patrons et les travailleurs. Ainsi, en cas

de licenciements, le syndicat serait appelé à expliquer aux travailleurs les nécessités qui l'imposent. .. moyennant quoi il aurait un droit d'existence reconnu dans l'entreprise, tous les moyens étant mis à sa disposition par le patronat.

Dans le Monde du 28 Mai, Pierre DROUIN remarque l'intérêt que la bourgeoisie peut retirer de cette orientation :

« Les « grèves sauvages » que les syndicats ont fini par couvrir, la résistance de la base lundi matin ne démontrent-elles pas qu'un réel « pouvoir syndical » est indispensable et que sa force ne peut venir que du noyau de l'entreprise ? »

Le danger de cette orientation est d'autant plus grand que les dirigeants de la CFDT ont affirmé que leur désir de « démocratiser l'entreprise » était du même ordre que celui des étudiants de démocratiser l'enseignement. On voit vers quelle voie de garage on engage ainsi travailleurs et étudiants.

- Ce qui n'est pas prévu dans l'accord.

L'importance des points sur lesquels il n'y a pas eu accord s'ajoute à l'insignifiance – par rapport au mouvement actuel – des avantages acquis.

- Sécurité sociale. Seul résultat obtenu : le ticket modérateur serait réduit de 5 %, passant de 30 à 25 %. On mesure le chemin parcouru, puisque les organisations syndicales exigeaient au départ l'abrogation des ordonnances, aussi bien sur l'augmentation des cotisations et la diminution des prestations que sur la nomination des conseils d'administration des Caisses. Mais il est vrai que, avant la négociation, MOYNOT avait déclaré au nom de la CGT, qu'il ne s'agissait pas d'un préalable... Peut-être la CGT n'a-t-elle pas voulu gêner FO, qui s'est pratiquement attribué la représentation syndicale de toutes les Caisses, sans aucun scrupule, du fait que la CGT et la CFDT avaient refusé de s'y faire nommer.

- Echelle mobile des salaires. En l'absence d'une clause d'échelle mobile des salaires, l'augmentation de 10 % sera rapidement grignotée par les augmentations de prix quine manqueront pas de se produire. L'augmentation du SMIG elle-même n'est pas à l'abri d'un tel processus. En effet, le SMIG est lié à l'indice des 173 articles, qui est souvent manipulé par le gouvernement, notamment par des subventions aux produits inclus dans cet indice, pour que ces produits n'augmentent pas.

Il faut ajouter que la concurrence des pays du Marché Commun peut être un frein aux augmentations de prix, mais cela suppose que la suppression totale des droits de douane soit effective au 1^{er} juillet.

- Diminution de la durée du travail et avancement de l'âge de la retraite. L'absence d'accord dans ces deux domaines va maintenir et même augmenter le nombre de chômeurs, c'est-à-dire permettre à la bourgeoisie de continuer à jouer d'une importante armée industrielle de réserve, pour faire taire les revendications des travailleurs ayant un emploi.[...]

LE REFUS DES TRAVAILLEURS

Dans ces conditions, l'empressement avec lequel les organisations syndicales ont signé l'accord, même s'il n'était pas accompagné d'une demande expresse de reprise du travail, cachait mal leur désir de ne pas utiliser la puissance du mouvement des travailleurs.

Ceux-ci ne se sont pourtant pas laissé abuser et ont parfaitement compris que leurs représentants syndicaux ne leur rapportaient que des broutilles. Leur refus a été massif et brutal . Quelle que soit la suite des événements, ce refus pèsera lourd dans le rapport de forces.

NE SIGNEZ PAS!

Dix millions de travailleurs en grève veulent arracher la satisfaction de leurs revendications

- 1600F PAR MOIS MINIMUM demandent les ouvriers de chez Renault
- RETOUR AUX QUARANTES HEURES
- ABROGATION IMMEDIATE DES ORDONNANCES
- PAIEMENT INTEGRAL IMMEDIAT DES JOURNEES DE GREVE SANS RECUPERATION ET SATISFACTION DE TOUTES NOS REVENDICATIONS

NE SIGNEZ PAS!

ont clamé les ouvriers de Sud Aviation de Nantes, de Renault, Citroën, Berliet, à leurs dirigeants .

La grève continue partout

NE SIGNEZ PAS!

cet accord dérisoire qui signifierait que nos revendications fondamentales ne sont pas satisfaites, que le gouvernement De Gaulle-Pompidou de misère et de répression contre le légitime combat des étudiants, contre leur exclusion de l'Université resterait en place.

NE SIGNEZ PAS!

Dirigeants de la CGT, de la CGT-FO, de la FEN, vous devez avec l'UNEF réaliser le front Unique de classe contre le gouvernement et l'Etat . Les Comités de grève, organes de direction de la lutte doivent se fédérer sur le plan local, en comité interprofessionnel local de grève, sur le plan départemental en comité interprofessionnel départemental de grève, sur le plan national, en comité national des comités de grève et des organisations ouvrières .

C'est la grève générale de dix millions de travailleurs et étudiants . Les travailleurs exigent l'unité . Ils n'accepteront pas d'être consultés par petits paquets, par bureau ou atelier :

ASSEMBLEE GENERALE DE TOUS LES GREVISTES DANS LES ENTREPRISES &
ASSEMBLEE GENERALE DE TOUS LES GREVISTES DE TOUTES LES PROFESSIONS
SUR LA LOCALITE !

NE SIGNEZ PAS!

Les Comités d'Alliance Ouvrière
pour la construction de la
LIGUE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Correspondance : " Information Ouvrière - 39 Faubourg du Temple
Paris Xe

Ce tract a été payé par les militants . Souscrivez CCP Mme SEDES
11 - 668 - 45 PARIS

Lundi 27 Mai 1966 10h du matin

Nous reproduisons ci-dessous un nouvel extrait du livre *le Mai de la révolution*. Cette fois nous laissons les auteurs décrire ce qui s'est passé chez Renault le 27 mai

A 8 heures du matin 12 000 ouvriers de chez Renault sont réunis dans le grand hall des usines de l'île Seguin. Benoît Frachon arrive. Il doit fendre la foule. Il est mollement accueilli. Quelques coups de sifflets même.

L'un des délégués de chez Renault déclare : « Ici, nous continuons l'action. Nous voulons autre chose que ce qui nous est accordé.»

- Il faut poursuivre la lutte, déclare alors Benoît Frachon. Les résultats obtenus ne sont qu'un minimum. Attention, ajoute le président de la C.G.T. à propos des manifestations d'étudiants, ne vous laissez pas entraîner par des éléments suspects.

- Nous, dit le président de la C.F.D.T., André Jeanson, nous rejoignons les étudiants pour obtenir une véritable démocratie. Quant aux résultats obtenus à Grenelle, ils sont modestes. Il faut se battre.

La foule scande : « Unité ! Unité ! »

Georges Seguy se présente. Il a droit à 30 secondes d'applaudissements. Mais on va entendre des cris et des « hou ! hou ! » lorsqu'il résume les accords de la nuit, en particulier lorsqu'il annonce que 50% des journées de grève seront payées.

A la majorité, par vote à main levée, la poursuite de la grève est décidée.

Chez Citroën, même attitude. Ainsi que chez Berliet, à Rhodiaceta, à Sud-Aviation, etc., toutes les entreprises « dures » et « pilotes » de la grève. Pour marquer leur désaccord les grévistes de l'E.D.F. opèrent les premières coupures de courant.



Nantes : les paysans rejoignent les ouvriers....

Supplément à Avant-Garde Jeunesse, édité par la JCR

A. U. J. O. U. R. D. H. U. I. = = = n° 1

29 Mai 1968.

Ceci est le premier numéro d'une feuille que nous sortirons régulièrement. L'évolution rapide de la situation politique nous a fait choisir cette formule. Nous y donnerons, au jour le jour, le point de vue de la JCR sur les derniers développements de la situation.

LA J.C.R.

Par les luttes directes, souvent violentes que nous avons menées, nous avons montré :

- que le capitalisme n'a pas résolu ses contradictions; c'est la preuve que ceux qui pour ne rien faire invoquaient les "conditions objectives" ont failli. Il a suffi d'une poignée d'enragés pour jeter bas le mythe de la stabilité du régime et ouvrir la crise que de longues traditions électorales et parlementaires n'avaient jamais suscitées.

- que dans la crise, les directions ouvrières en place ont voulu, par les négociations sauver le régime au lieu de l'anéantir. Aujourd'hui, le réformisme du PC ne peut plus se dissimuler derrière la feuille de vigne de la coexistence pacifique. Nombre de militants ouvriers le sentent ou le savent; le rassemblement populaire de Charléty le prouve: pour la première fois, plusieurs dizaines de milliers de jeunes travailleurs et étudiants ont manifesté ensemble pour le pouvoir ouvrier, et cela malgré le désaveu de la CGT.

- que la crise sociale du système ne pouvait être résolue selon les normes du capitalisme. Même les miettes aujourd'hui accordées par les négociations à la classe ouvrière remettent en cause le Vème Plan et "l'équilibre harmonieux de l'économie". Si la bourgeoisie essaie de rattraper sur les prix ce qu'elle doit céder sur les salaires, les produits français, au moment de l'ouverture des barrières douanières, ne seront plus concurrentiels sur le marché.

Quand la classe ouvrière, dont la combativité constitue l'inconnue qu'aucun plan capitaliste ne peut maîtriser, se met en mouvement et perturbe les prévisions, il est évident que les relations aux problèmes posés ne sont plus du ressort de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, alors que le PC recule et se dérobc à la perspective de prendre le pouvoir avec ses alliés à l'issue d'un mouvement populaire d'occupation d'usines, et non d'une manoeuvre électorale, Mitterand propose un gouvernement large avec la collaboration de Mendès. Comme nous avons refusé la récupération du mouvement par le PC, nous la refusons aux modernistes à la Mendès. La signification politique de Charléty est pour nous fondamentalement positive, mais on sentait se profiler en sous-main, le spectre de Mendès, d'ailleurs présent aux abords de la tribune. Il ne suffit pas de dénoncer l'opération qui se dessine, il faut se donner les moyens de la parer.

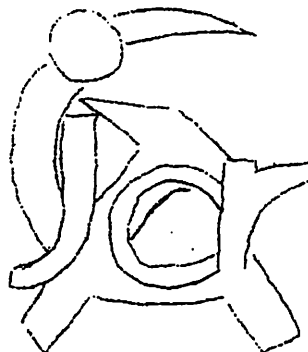
Pour se faire, les comités d'action ont besoin très vite d'une direction provisoire et révocable susceptible de les représenter, afin que les personnalités en place n'usurpent pas le droit de parler au nom du mouvement.

Pour ce faire, nous devons refuser l'opération referendum qui légaliserait un gouvernement discrédité ne se maintenant en place que par la matraque de ses organismes et la dérobade de ses bureaucrates. Pour boycotter réellement et non verbalement le referendum, nous devons faire en sorte que le front de la lutte de classe n'évolue

.../...

pas en guerre de position . Les travailleurs doivent désormais assurer eux-mêmes la production, les transports, le ravitaillement, amorçant ainsi la constitution dans les faits d'un pouvoir ouvrier . Si la grève passe ainsi de l'occupation à la grève active, le problème du boycott ne se posera plus .
Si la grève continue de la sorte, alors, de fait, le referendum n'aura pas lieu .

Supplément à l'AVANT-GARDE JEUNESSE
directeur de publication: Gérard Verbizier



PROCHAIN MEETING DE LA JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE :

VENDREDI 31 MAI à 20 H 30- SORBONNE : AMPHI RICHELIEU

- Analyse de la situation économique
- Perspectives politiques

APPEL DES COMITES D'ALLIANCE OUVRIERE TRAVAILLEURS, MILITANTS, ETUDIANTS, LYCEENS, JEUNES OUVRIERS

Il est temps d'effectuer un premier bilan. Il a fallu combattre dur et ferme pour rassembler dans une force immense les travailleurs et les étudiants dans la grève générale.

LE 3 MAI LES ETUDIANTS ENGAGENT LE COMBAT, face à la provocation du gouvernement de Gaulle-Pompidou qui envoyait ses C.R.S. occuper la Sorbonne. Aux cris de « Libérons nos camarades », ils affrontaient les forces de répression de l'Etat bourgeois qui entendait par la sélection les exclure massivement de l'Université. Jour après jour, les étudiants ont combattu avec acharnement pour récupérer la Sorbonne.

Par la grève et dans la rue contre les forces de police, les étudiants ont le 13 mai opéré une première jonction avec le prolétariat : travailleurs, étudiants, enseignants, lycéens, jeunes ouvriers et apprentis ont défilé par millions dans toute la France; 1 MILLION A PARIS. Les travailleurs et les étudiants ont arraché la Sorbonne à l'Etat bourgeois.

SUD-AVIATION (NANTES) AMORCE LA GREVE GENERALE AVEC OCCUPATION

Le 14 mai, les métallurgistes de Sud-Aviation à Nantes décident la grève avec occupation. Le patron qui les exploite a décidé avec l'appui de De Gaulle de licencier. Telle est l'exigence du Ve Plan. Les métallos ne veulent pas être chômeurs. Comme les étudiants ils refusent la déchéance et la déqualification. Sud-Aviation est occupé. Le patron reste dans l'usine sous la garde des grévistes. C'en est assez de l'exploitation, des manœuvres patronales : **NOUS VOULONS VIVRE !**

En quelques jours, la grève avec occupation se généralise. 10 millions de travailleurs, étudiants, jeunes affirment dans la grève :

- Nous irons jusqu'au bout !
- Nous voulons satisfaction de toutes nos revendications.

NE SIGNEZ PAS DIT RENAULT : De Gaulle-Pompidou convoquent les différentes centrales à la négociation. Ils discuteront trente heures en deux jours. Les accords dérisoires tentent de limiter la grève générale à des revendications compatibles avec les nécessités du régime du profit. Le gouvernement cherche à imposer la reprise du travail, par atelier, bureau, chantier.

NON ! CLAME RENAULT à l'adresse des négociateurs.

NE SIGNEZ PAS ! NE SIGNEZ PAS !

La voix partie de Renault s'amplifie à Sud-Aviation à Nantes, Berliet à Lyon, Snecma, Rhodiaceta. Elle est entendue. 10 millions de travailleurs exigent : ne signez pas ! La grève générale continue.

IL FAUT BALAYER DE GAULLE : De Gaulle a fait couler le sang des étudiants. Il n'a pu faire reculer la colère de celles et de ceux qui n'acceptent pas la déchéance. De Gaulle, saisi d'effroi par la grève générale des travailleurs tente de les ligoter en ouvrant des négociations générales.

Les travailleurs disent non. De Gaulle cherche autre chose. Il veut amorcer le mouvement de reprise en particularisant la négociation au niveau professionnel et d'entreprise. Les travailleurs et jeunes n'accepteront pas de laisser fragmenter et dissocier la grève générale dans les chantiers, les usines, les bureaux, les facultés, les lycées, ils disent :

**ON EST PARTI TOUS ENSEMBLE,
ON VAINCRA TOUS ENSEMBLE !**

CE QUE VEULENT LES TRAVAILLEURS ET LES JEUNES. Dix millions de travailleurs et jeunes ne sont pas entrés en grève générale pour quelques pourcentages d'augmentation, et accepter une rentrée dispersée par profession, usine, chantier et faculté, mais pour aller jusqu'au bout et arracher toutes les revendications fondamentales:

- salaire minimum à 1 000 F par mois;
- retour immédiat aux 40 heures;
- libertés syndicales sans restriction;
- abrogation immédiate des ordonnances;
- abrogation du Ve Plan;
- abrogation de la réforme Fouchet ;
- nationalisation sans indemnités ni rachat des monopoles;
- expropriation des banques ;
- contrôle ouvrier sur la production par les comités élus;
- sécurité sociale gérée par les seuls travailleurs;
- nationalisation de l'enseignement, l'éducation nationale gérée par les enseignants, les parents d'élèves et les élèves;
- suppression immédiate de toutes les subventions aux écoles libres.

Dix millions de travailleurs pour arracher ces revendications doivent balayer de Gaulle.

COMMENT ?

Avec la grève générale, le régime capitaliste et l'état bourgeois sont suspendus en l'air. La grève générale avec occupation affirme que ce sont les ouvriers, les producteurs qui détiennent entre leurs mains la clé de la situation. Les travailleurs peuvent tout. Ils peuvent changer le cours des choses et de la vie. Ils ont en main l'appareil de production. Ils ont en main tous les organes pour vaincre. Ce sont les comités de grève qui détiennent avec la grève générale tous les leviers de commande de l'économie. Ce sont les comités de grève qui détiennent la puissance économique et politique. A tous les échelons, de la localité, du département, du pays, les comités de grève qui ont en charge les entreprises, les bureaux, les chantiers, les facultés, doivent se fédérer en comités locaux interprofessionnels de grève, en comités départementaux ou régionaux interprofessionnels de grève, dans LE COMITE CENTRAL ET NATIONAL DE GREVE. Voilà le seul gouvernement, le gouvernement ouvrier qui peut donner satisfaction à toutes les revendications ouvrières, des étudiants, des travailleurs, des paysans et des jeunes.

CONSTRUIRE LA LIGUE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE.

Travailleurs, militants, étudiants, lycéens, jeunes ouvriers et apprentis, les militants qui combattent au premier poste de la lutte de classe se sont réunis le 25 mai venant des principales régions de province et de Paris, ils ont décidé de constituer dans les entreprises et les localités des Comités d'Alliance Ouvrière qui se fixent comme objectif la construction de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire.

Tous les combattants ont leur place dans les Comités d'Alliance Ouvrière qui luttent pour la victoire des travailleurs et des jeunes.

Le 29 mai 1968.

Comités de grève et comité central de grève

Documents :

- **Organisation et direction de la grève (extrait de « La grève générale » de F. de Massot)**
- **Extrait de « Mai 1968 : Une répétition générale » de D. Bensaïd et H. Weber**
- **Appel du mouvement du 22 mars**
- **22 mai constitution d'un comité national provisoire de grève**
- **« Informations Ouvrières » du 23 mai**
- **« Voix Ouvrière » du 25 mai**
- **Comité intersyndical de grève à Oullins (Rhône)**
- **Appel à un comité interprofessionnel de grève à Paris 17^{ème}**
- **Le paradoxe de la grève générale (extrait de « La grève générale » de F. de Massot)**

Comités de grève, comité central de grève

La grève générale de mai-juin 1968 est incontestablement unique par son ampleur. Elle englobe à la fois les secteurs qui avaient fait la puissance de la grève générale de juin 1936 (métallurgie, aéronautique, employés) et l'ensemble des catégories de travailleurs de la fonction publique et des entreprises d'Etat qui s'étaient dressés en août 1953.

Cette grève générale non seulement s'étend en très peu de temps à tout le pays, intègre dans son action des couches de travailleurs qui, jusque-là, n'avaient pas - ou peu - participé à de grands mouvements revendicatifs ; elle impose l'unité sur des revendications centrales de toutes les organisations syndicales ; elle réunit, dans un même combat, les couches les plus concentrées et les organisées de la classe ouvrière avec celles où le degré d'organisation est moindre. Elle unit la jeunesse qui a été à l'origine du mouvement avec l'ensemble de la classe et commence à entraîner avec elle d'autres couches de la population (paysans, petits commerçants, professions libérales).

Cet immense mouvement de classe n'est pas stoppé ni même freiné par diverses manœuvres politiques ou par les initiatives du pouvoir. Comme on l'a vu, le discours du Général de Gaulle du 24 mai pousse au contraire à sa radicalisation.

Plus encore : lorsque les directions syndicales confédérales viennent présenter aux travailleurs les accords qu'elles ont conclus avec le gouvernement - et qui se situent bien en deçà des revendications principales, omettant notamment la question de l'abrogation des ordonnances, ces accords sont massivement rejetés le 27 mai et les jours suivants.

Pourtant, en moins de quinze jours, cet immense mouvement sera disloqué, fragmenté puis dissout.

Les problèmes relevant de la direction et de la centralisation de la grève générale étaient au cœur de celle-ci. Il n'est pas possible de revenir aujourd'hui sur la grève générale, sur les enseignements de cette expérience pour la lutte des travailleurs, sans revenir à la manière dont cette question a été abordée, sans rappeler quelles ont été alors les positions des uns et des autres.

ORGANISATION ET DIRECTION DE LA GRÈVE: COMITES DE GREVE COMITE CENTRAL NATIONAL DE GREVE

La rançon de l'ampleur et de la croissance extrêmement rapide de la grève générale c'est, bien entendu, à une première étape, son hétérogénéité. La grève générale unifie la classe dans un combat commun. Mais au commencement de la grève, ce processus lui même ne fait que débiter. La classe ouvrière, la plus homogène de la société capitaliste, est pourtant extrêmement diversifiée. Le métier, conditions de vie et de travail, le degré d'organisation, les traditions différencient les unes des autres les différentes couches de la classe ouvrière. La grève générale jette d'un coup dans la lutte, aux côtés des fractions les plus expérimentées, les plus avancées du prolétariat, des forces nouvelles, audacieuses et combattives, venues des couches les plus exploitées du prolétariat mais aussi des masses inexpérimentées qui livrent leur première bataille, qui hésitent, qui subissent le poids de préjugés réactionnaires. Cela est vrai, non seulement à l'échelle de toute la classe, mais, à partir du moment où la grève y est totale, dans chaque entreprise, dans chaque corporation. Il n'y a pas dans la lutte que les travailleurs les plus décidés, les plus combattifs, mais aussi tous ceux qui, dans les périodes plus calmes, ne font que « suivre le mouvement ». Il tend à se créer une avant-garde de la grève formée par ceux qui prennent les initiatives dans la lutte et dans laquelle on retrouve non seulement les organisateurs de la classe à l'étape précédente, mais les jeunes qui se révèlent dans la grève. La tâche qui s'impose à cette avant-garde est de lier à elle la masse des grévistes, de la hausser au niveau des tâches nécessaires à la victoire de la grève.

La poursuite de la grève, son extension, en définitive sa victoire, supposent son organisation, la constitution, dans le cours même de la grève, d'une direction de celle-ci, capable de l'organiser.

Rendre homogène dans la lutte la masse de millions d'hommes qui refuse d'accepter plus longtemps le sort qui lui est fait, c'est d'abord fixer avec elle des objectifs communs. C'est définir la grève générale comme grève générale, c'est déterminer les revendications fondamentales communes de la grève à travers la satisfaction desquelles les revendications particulières peuvent être arrachées, c'est clairement indiquer les conditions politiques de la victoire.

C'est là d'abord la tâche des directions syndicales. Et quand Séguy se félicite de n'avoir pas abandonné le terrain syndical, il ment. Ce sont ses responsabilités syndicales que la direction de la C.G.T. - comme celles des autres centrales - a bafouées en ne donnant pas l'ordre de grève générale, en n'unifiant pas les revendications, en se refusant à montrer ce qui était en jeu.

Rendre homogène la grève, c'est aussi l'organiser, au niveau de l'entreprise où elle se mène, au niveau de la profession ou de la branche d'industrie, au niveau de la localité, de la région et du pays tout entier puisque la grève générale est par définition une affaire nationale.

C'est là aussi d'abord le rôle des syndicats. Ils ont été bâtis par les travailleurs comme moyen de défense contre l'exploitation, comme moyen pour la classe ouvrière de se constituer comme telle, de s'affirmer nationalement comme une force organisée et non comme une collection d'opprimés, atomisés dans chaque usine et dans chaque atelier. C'est la fonction même des syndicats que d'impulser la grève, à tous les échelons, de l'organiser dans l'entreprise, de la coordonner jusqu'à l'échelon national.

Mais les organisations syndicales ne peuvent suffire à accomplir cette tâche gigantesque. La grève générale, c'est l'irruption dans la lutte consciente de la grande masse des travailleurs qui ne sont pas syndiqués, des couches les plus exploitées que nul n'a cherché, pendant des années, à organiser syndicalement, des jeunes, des femmes, dont l'écrasante majorité n'est pas syndiquée.

Non seulement la majorité de ceux qui font la grève ne sont pas syndiqués, mais les formes de l'organisation syndicale telles qu'elles se sont développées dans de longues périodes

de « paix sociale relative » ne permettent pas d'assurer la participation immédiate à l'organisation et à la direction de la grève de la masse des grévistes.

Dans la grève, la collectivité agissante c'est l'ensemble des grévistes. Ce sont eux qui se partagent les tâches de défense de la grève (piquets de grève), de sécurité, les tâches matérielles qu'implique sa continuation. Il n'y a qu'eux qui peuvent effectivement l'organiser et la diriger.

La réponse à ce problème a été donnée par l'activité de la classe elle-même : le comité de grève n'est pas une « recette » apportée de l'extérieur mais la forme d'organisation de la grève que, traditionnellement, les travailleurs mettent sur pied.

L'assemblée des grévistes réunie sur le lieu de travail élit un comité de grève, composé de délégués responsables devant elle et révocables à tout instant. Le comité de grève embrasse ainsi, au niveau de l'entreprise, toute la masse en lutte. Il est une forme supérieure du Front unique ouvrier, il réalise les conditions de la démocratie ouvrière indispensable à la victoire parce que la victoire repose sur l'organisation et la prise de conscience des travailleurs eux-mêmes. Le comité de grève ne s'oppose pas aux organisations syndicales, ne les dépossède en rien de leur rôle, il est, comme le dit le Programme de transition de la 4^e Internationale, une organisation ad hoc qui correspond à une « période d'essor exceptionnel du mouvement ouvrier » où « la majorité la plus opprimée de la classe ouvrière est entraînée dans la lutte ».

Mais on ne peut en rester au niveau de l'entreprise. Le sort de la grève générale se joue à l'échelle nationale. La grève générale s'impose comme une réalité nationale et cela, la grande masse des grévistes le ressentent. Mais la réalité nationale politique, de la grève qui unifie, contre l'Etat et le patronat, dans un combat général commun, tous les secteurs de la classe ouvrière, même comprise individuellement par chaque gréviste, reste virtuelle tant qu'elle ne se transcrit pas en termes d'organisation.

Il faut unir sur le plan local les comités de grève en un comité interprofessionnel de grève, les coordonner sur le plan du département ou de la région, et à l'échelon national les délégués de ces comités et ceux des organisations ouvrières qui se doivent d'y participer formeront un Comité central national de grève, expression centralisée de l'unité de la grève et de son caractère national, organisme de direction relié par le réseau des délégués aux assemblées des grévistes, à la réalité vivante de la grève, à la volonté des millions d'hommes qui font la grève.

Face à l'état-major centralisé du patronat et de l'Etat, il faut donner à la grève générale les moyens de concentrer sa puissance.

Le comité central de grève a constitué l'axe stratégique de l'intervention de l'avant-garde révolutionnaire dans la grève. La bataille que les révolutionnaires menèrent sur ce terrain s'appuyait sur la mobilisation des travailleurs dans la grève, sur leurs aspirations ; elle correspondait aux exigences les plus fondamentales du mouvement. Les appareils bureaucratiques liés à la bourgeoisie qui dominent le mouvement ouvrier comprenaient parfaitement le caractère décisif de cette bataille : ils y ont engagé toutes leurs forces.

extraits du livre de F. de Massot *La grève générale (mai-juin 1968)*

Quelle révolution ?

Les journées de mai ont laissé entrevoir la possibilité d'une révolution de type nouveau, anti-monopoliste, dont l'étude précise reste à faire. Elle n'était cependant qu'une composante d'une montée révolutionnaire généralisée qui prend la bourgeoisie à la gorge. Tandis que la lutte continue au Vietnam, de nouvelles avant-gardes se lèvent en Allemagne, aux Etats-Unis, au Japon, au Brésil, au Mexique, en Italie; chaque jour amène son contingent de grèves, de manifestations massives, d'affrontements violents. Pour la première fois peut-être s'ébauche une montée révolutionnaire réellement mondiale.

L'internationalisme ne peut plus être considéré comme une simple référence théorique dont on s'acquitte verbalement; il doit être envisagé dans son actualité pratique et ses conséquences organisationnelles.

Nombre de militants se sont familiarisés avec les thèses de la révolution permanente par l'étude et le soutien de la révolution coloniale, par les thèses de l'O.L.A.S. Ils ont compris que chaque pays ne répète pas le développement des pays capitalistes avancés, qu'aucun n'enferme dans ses frontières sa propre histoire. Vouloir aujourd'hui faire une révolution démocratique-bourgeoise et remettre à date ultérieure l'étape prolétarienne, c'est donner l'occasion à la bourgeoisie nationale de se renforcer, à la réaction internationale d'organiser la contre-révolution.

De façon analogue, la révolution socialiste n'est réellement victorieuse qu'à l'échelle internationale. Le capitalisme aujourd'hui n'est jamais une simple réalité nationale. Tout pays capitaliste est un élément du système impérialiste, qui l'englobe, dont le niveau de structuration est mondial de même qu'est mondial le développement des forces productives. Les dirigeants d'Octobre ne concevaient la révolution russe que comme première étape, comme tête de pont de la révolution mondiale. Le succès remporté doit être mis au service de succès à venir et non mis à profit pour la construction autonome d'une société socialiste nationale. A vouloir fortifier les acquis et enfermer la révolution dans ses retranchements, on ne peut éviter qu'elle redevienne l'un des éléments d'équilibre du système international. Elle ne peut survivre comme une enclave étanche; elle finit par nouer des liens avec l'ensemble du système, par constituer qui i sous-système qui produit ses propres intérêts et désire, pour les garantir, le prolongement du statu quo.

Seule une victoire internationale de la révolution permet d'en finir avec le système impérialiste lui-même, d'exploiter toutes les possibilités ouvertes par la révolution socialiste, de garantir sa réussite.

Si le niveau où doit triompher la révolution "est international, *le sujet* qui en est l'agent est aussi international : non pas tel ou tel prolétariat, mais le prolétariat mondial, telle ou telle avant-garde, mais l'Internationale. Si au deuxième Congrès des peuples de Russie, Lénine appelle à la constitution d'un P.C. mongol en dépit de l'inexistence d'un prolétariat mongol, c'est parce que les intellectuels communistes de Mongolie, par leur affiliation à la III^e Internationale et par l'application à leur pays de sa stratégie, deviennent partie intégrante de l'avant-garde du prolétariat mondial.

Enfin si la révolution doit être mondiale de même que son sujet, sa stratégie doit aussi être mondiale. On ne parcourt pas les luttes comme des fronts juxtaposés; les fronts sont interdépendants, ils affaiblissent un même adversaire, ils servent une même cause, ils se complètent et s'encouragent. L'internationalisme ne réside pas en une simple solidarité sentimentale envers tous ceux qui se battent, mais dans une analyse des fronts dans leur interdépendance afin d'estimer les priorités de la lutte, de savoir subordonner les intérêts nationaux d'un mouvement aux intérêts internationaux de la révolution si besoin est.

La montée révolutionnaire en cours permet pour la première fois peut-être, d'envisager une Internationale qui ne se réduise pas à la domestication de ses sections par une section hégémonique, mais assure une réelle élaboration stratégique commune.

Devant les tâches révolutionnaires qui s'annoncent, il est urgent de tirer les conséquences pratiques et organisationnelles des principes internationalistes généraux. Il est surtout urgent de rompre avec les substituts caricaturaux d'une Internationale. Pour certains, l'internationalisme consiste à confronter des réalités politiques vivantes (Amérique latine, démocraties populaires) avec les classiques du marxisme considérés comme références a-historiques. La moindre vérification militante de leur dogme les contraindrait à réviser leur jugement : se contenter, sous prétexte que la révolution cubaine n'était pas dirigée par un parti communiste, de dénoncer la direction castriste comme petite-bourgeoise radicalisée, est incompatible avec une réelle pratique militante en Amérique latine. Regarder la Tchécoslovaquie comme un Etat bourgeois implique une impuissante abstention sur le terrain pour des militants qui feraient leur cette position. La confrontation à une réalité politique vivante, non réductible aux schémas stratégiques tracés par les classiques du marxisme, est la condition d'évolution et d'enrichissement de la stratégie révolutionnaire.

Par ailleurs, d'autres militants, tel le groupe du journal *Falcomartello* en Italie, rejettent le débat stratégique de crainte qu'il introduise dans le mouvement des clivages prématurés; leur internationalisme se réduit en conséquence à la solidarité envers tous ceux qui se battent (Mao, Guevara, Giap) indépendamment d'appréciations stratégiques et de différences de ligne. De cette confusion stratégique résulte une confusion organisationnelle et à la fin une dissolution de l'avant-garde dans le mouvement où coexistent, non délimités, tous les courants du mouvement ouvrier. Autant l'existence de ces courants et leur confrontation peut être fructueuse, autant éviter d'explicitier leurs désaccords devient à terme un frein pour le mouvement dans son ensemble et à la limite fatal pour l'avant-garde incapable de jouer son rôle.

La confusion inhérente aux premiers balbutiements d'une nouvelle avant-garde doit être dépassée. Des familles politiques définies, peuvent, en connaissance de leurs divergences, réaliser une unité dans l'action, y mettre à l'épreuve leurs lignes respectives. Mais maintenir à tout prix une unité sans principe amène certaines, avant-gardes à plafonner au risque de dégénérer. Seul un débat stratégique de fond, incluant la dimension internationale, peut leur permettre de trouver un second souffle, fût-ce au prix de différenciations internes. C'est aujourd'hui le cas du S.D.S. allemand.

Tous les substituts stratégiques et organisationnels à une Internationale sont aujourd'hui en échec. Ceux qui avaient cru pouvoir réduire les fronts de la révolution internationale à l'un d'entre eux, celui de la révolution coloniale (fanonisme, théorie de la zone des tempêtes) sont mis en défaut par les événements de mai. La tentative d'ériger la Chine en patrie de rechange du socialisme et de construire autour de Mao une Internationale de masse s'est soldée par un échec; cet internationalisme à sens unique laissait les porte-parole de la pensée de Mao désarmés devant les réalités sociales auxquelles ils étaient confrontés. Par ailleurs les nouvelles avant-gardes se recrutent parmi des éléments fondamentalement critiques. Il est impossible de regrouper ces éléments sur la base de l'orthodoxie inconditionnelle exigée par Pékin. D'où la dégénérescence des partis pro-chinois et leurs scissions multiples.

Par ailleurs, l'espoir de construire une Internationale à partir de l'Amérique latine comme épice et dont l'O.L.A.S. serait la première étape, se trouve clairement détrompé par les récentes positions (ou abstentions) de la direction cubaine sur la France et la Tchécoslovaquie où transparaissent les limites d'un horizon politique national ou, au mieux, continental.

Devant l'impasse de tous ces raccourcis, se pose aujourd'hui l'urgence du regroupement à partir de principes stratégiques définis, liant la compréhension de la révolution coloniale, de la révolution politique dans les Etats ouvriers, des perspectives révolutionnaires dans les pays capitalistes avancés, des nouvelles avant-gardes. Ce premier regroupement ne doit être ni

définitif, ni exclusif à l'égard de groupes susceptibles d'évoluer, mais il est nécessaire pour poser dans la pratique les problèmes de l'internationalisme et hâter éventuellement l'évolution de groupes aujourd'hui hésitants ou isolés.

En outre, si l'avant-garde en France s'engage dans la perspective de son renforcement et de l'élaboration programmatique, la perspective internationaliste et sa sanction organisationnelle sont partie intégrante des bases programmatiques à définir. Elles doivent permettre de hausser la compréhension des militants au-dessus de leur horizon politique national.

S'acquitter de ces tâches, ou du moins, les poser comme point central discriminant entre les divers courants, est aujourd'hui un impératif contraignant pour que l'impréparation subjective ne soit plus l'obstacle principal à l'exploitation des possibilités objectives.

« La situation politique est excellente » aime à dire le Président Mao. Plus que jamais ce diagnostic se trouve aujourd'hui confirmé. Dans tous les secteurs de la révolution mondiale on assiste conjointement à la montée révolutionnaire des masses. La tempête fait rage dans la zone du même nom, Durement éprouvé en Amérique latine, l'impérialisme U.S. a subi une retentissante défaite au Vietnam lors des offensives généralisées du Front National de Libération. Dans les pays capitalistes avancés, le régime gaulliste, modèle de modernisme et de stabilité, est resté près d'un mois suspendu dans les airs, littéralement pulvérisé par le plus formidable mouvement social que la France ait jamais connu. On ne répétera jamais assez qu'il ne doit son salut qu'à l'incroyable veulerie de la gauche parlementaire.

Dans les Etats ouvriers, les contradictions s'exacerbent, suscitant l'éveil politique des masses. Des millions de travailleurs tchèques et slovaques ont fait irruption sur la scène de l'histoire et défendent contre la bureaucratie du Kremlin, mais également à terme contre leur propre bureaucratie, le droit d'user librement de leur initiative retrouvée.

Le flot montant de la révolution précipite la crise du mouvement communiste international et consolide les nouvelles avant-gardes. Les conditions existent qui permettent d'amorcer concrètement l'édification d'une internationale révolutionnaire de masse. Du succès de cette entreprise dépend l'issue des luttes à venir.

Appel du Mouvement du 22 Mars

Constituons des Comités d'Action Révolutionnaire !

Le nouveau type d'expression politique et de lutte déclenché par le mouvement du 22 mars a prouvé que le pouvoir se prend dans la rue.

Suivant la voie tracée par les ouvriers de Caen, Mulhouse, le Mans, Redon, de la Rhodia, à Paris, les étudiants, les lycéens et les travailleurs qui manifestaient contre la répression de l'Etat policier dans la nuit du vendredi 10 mai 1968 ont lutté dans la rue pendant plusieurs heures contre 10.000 flics. La bourgeoisie a cherché à mater une forme de contestation et de revendication qui met directement en cause son pouvoir.

A la violence de la bourgeoisie, les manifestants, pleinement soutenus par la population, ont opposé leur détermination politique : les mercenaires de la bourgeoisie ont connu les délices des cocktails Molotov et goûté les tendresses des pavés devant les barricades. Plusieurs centaines d'entre eux sont restés sur le carreau. Etudiants et ouvriers ont appris à se battre. Ils montreront dans l'avenir qu'ils n'ont pas oublié cette leçon.

Devant cette résistance et devant l'appui massif des masses travailleuses, l'Etat policier a reculé et a cédé sur les trois conditions premières imposées par les manifestants. Mais les problèmes de fond restent posés. La lutte contre la répression est la lutte contre l'Etat policier et l'exploitation capitaliste. Les flics ne sont que les larbins du gouvernement et le gouvernement le larbin actuel de la bourgeoisie.

Le 13 mai, étudiants et ouvriers se sont retrouvés dans la rue, ont entamé ensemble une discussion politique et pour la poursuivre, ont occupé en permanence les Facultés de l'Université de Paris. Depuis, les grèves avec occupations d'usines se multiplient.

Pour l'aboutissement des revendications de tous les travailleurs, pour atteindre réellement nos objectifs, pour préparer dans l'action quotidienne la prise du pouvoir par le prolétariat, travailleurs et étudiants,

organisons-nous sur les lieux de travail en Comités d'Action Révolutionnaire (C.A.R.)

● Formons des GROUPES DE DISCUSSION où tout peut être dit et mis en question, où des objectifs critiques nouveaux seront définis, et les luttes nécessaires organisées.

● Préparons dès maintenant la COORDINATION de nos C.A.R. à travers un contact permanent et une action commune.

● EXPRIMONS-NOUS par des tracts, des journaux, des prises de parole dans la rue, des affiches sur les murs, des films, etc. pour que la voix des travailleurs domine enfin le mensonge de la bourgeoisie.

● Contre la répression policière, contre la violence du capitalisme, pour assurer l'autonomie de notre action politique et pour nous donner les moyens d'atteindre nos objectifs, organisons l'auto-défense.

CONSTITUONS DES C.A.R.

LE MOUVEMENT DU 22 MARS

**22 mai : constitution d'un comité national provisoire de grève
qui siège à la Sorbonne**

APPEL AUX TRAVAILLEURS , JEUNES , LYCEENS , APPRENTIS
ETUDIANTS ,

AUX ORGANISATIONS SYNDICALES,

POUR UN COMITE CENTRAL NATIONAL
DE GREVE

Aujourd'hui, après que les étudiants se soient mobilisés pour le droit aux études et à la qualification et aient fait reculer le pouvoir sur des points partiels,

DES MILLIONS DE TRAVAILLEURS font la grève, occupent les usines pour la satisfaction de leur revendications:

ABROGATION DES ORDONNANCES

ABROGATION DU PLAN FOUCHET

ABROGATION DE LA LOI SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ABROGATION DU V° PLAN

RETOUR AUX 40 HEURES

SALAIRE MINIMUM GARANTI PAR MOIS DE 1000 F.

LIBERTES SYNDICALES ET POLITIQUES

IL FAUT ORGANISER CE COMBAT POUR VAINCRE

Le mardi 21 mai, 80 délégués des 45 comités de grève de Paris et de province, constitués dans les facultés, dans les lycées, dans les CET, dans les entreprises, se sont réunis dans les locaux du Bureau National de l'UNEF.

Ils ont décidé d'appeler à la constitution dans toutes les facultés, lycées, entreprises, bureaux,

DE COMITES DE GREVE ELUS DEMOCRATIQUEMENT, REVOCABLES A TOUT INSTANT PAR LES ASSEMBLEES DE GREVISTES

A LA FEDERATION DE CES DIFFERENTS COMITES SUR LE PLAN INTERSYNDICAL ET INTERPROFESSIONNEL? SUR LE PLAN LOCAL? DEPARTEMENTAL, REGIONAL,

A LA CONSTITUTION D'UN

COMITE CENTRAL NATIONAL DE

GREVE

Les délégués présents ont décidé de se constituer en

COMITE PROVISOIRE NATIONAL DE GREVE
pour la réalisation de tels objectifs.

Le comité national provisoire

- Les délégués du comité de grève de la Société industrielle d'imprimerie de Levallois
du CET de Turquetil, du lycée Paul Doumer
au Perreux, du CET de Champigny, du CET d'Arnouville les Gonesse,
de la faculté des Sciences, des Comités de Grève de Clermont Ferrant,
du Comité de Grève provisoire de Nanterre, du Comité national des techniciens supérieurs, du Comité de Grève de l' CF
, de Jacquard, du Comité de Grève des Arts graphiques, des écoles d'Art, des Etudiants d'Histoire de l'ART, du Comité d'IPES de la Faculté des Lettres de Paris, du CET des Mureaux, du Lycée Paul Bert, des CES, CET, CEI en grève de la région parisienne, de Philosophie de la Sorbonne, des Comité de Grève de Caen (Sté Metallurgique Normande, Lycées, CET, de l'école des Métiers d'Art, des Beaux Arts, du Lycée technique Corvisart, des Comités de Grève d' Avignon, des Comités de Grève de CAPES de Paris, de l'INOP, du Lycée technique d'Argenteuil, du Lycée de St-Denis, du Lycée d'Aulnay, du Comité de Grève d'Orsay, du CET Ledru Rollin, du XVII^o de l'AGES, du CET de Longjumeau, des Comités de Grève de Rennes, des Comités de Sens,.

Le Comité National Provisoire de Grève a décidé de se réunir tous les soirs avec ses membres parisiens,

A LA SORBONNE, AMPHI CHASLES, ESCALIER E, 3^o ETAGE,
A 20 HEURES.

Et de tenir une permanence quotidienne sur le lieu de la réunion,

DE 16 à 18 HEURES

COMITE NATIONAL PROVISOIRE DE GREVE, 17 RUE DE LA SORBONNE
PARIS V^o
SOUSCRIPTION FINANCIERE CCP LUCIANI 22 118 23 , PARIS

23 MAI 1968

NUMÉRO
SPÉCIAL

(388)

PRIX : 0,50 F

INFORMATIONS OUVRIÈRES

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

RÉDACTION, ADMINISTRATION : 39, RUE DU FAUBOURG-DU-TEMPLE - PARIS (10^e)

ÉDITORIAL

Le formidable mouvement qui dresse aujourd'hui, unie et mobilisée dans la lutte, l'ensemble de la classe ouvrière, remet en question tous les plans du Capital et de l'Etat. Les travailleurs ont montré leur force : cette force, pour vaincre, il faut l'organiser.

Les militants d'avant-garde, regroupés autour d'« Informations Ouvrières », organisés dans les comités de liaison, sont intervenus dans la lutte, dès son commencement. Ils ont été les premiers à se battre pour que se réalise la jonction entre les ouvriers et les étudiants. Ils ont été parmi les organisateurs du mouvement de grève à Sud-Aviation de Nantes, à la R.A.T.P., à la Sécurité Sociale, dans de nombreux secteurs.

C'est à partir de l'expérience de la lutte gigantesque qui se développe et de l'intervention des révolutionnaires dans cette lutte que se tiendra à Paris, les samedi 25 et dimanche 26 mai, l'assemblée des délégués des comités de liaison et de coordination.

Cette assemblée aura pour tâche d'assurer nationalement et à l'échelon de la localité et de l'entreprise l'organisation des militants ouvriers, des jeunes travailleurs, des étudiants qui ont lutté pour le Front Unique Ouvrier, pour l'indépendance politique de la classe ouvrière, pour le combat d'ensemble contre la bourgeoisie et son état.

C'est dire qu'elle posera concrètement, à travers l'intervention dans la lutte, à partir des formes d'organisation qui ont déjà rassemblé une force combattante dans la lutte, la question que la mobilisation de la classe met au premier plan : la question du parti révolutionnaire du prolétariat français.

Oui, les travailleurs peuvent vaincre ! Forgeons l'arme de la victoire : COMITE CENTRAL DE GREVE

3 mai 1968, les étudiants menant le combat contre la Réforme Fouchet, ripostent au défi de l'Etat policier. Jusqu'au 11 mai, ils vont lutter isolés contre le pouvoir de la bourgeoisie.

13 mai 1968, ouvriers et étudiants défilent à 1 million dans les rues de Paris.

14 mai 1968, avec l'occupation de Sud-Aviation par les métallos de Nantes, bientôt rejoints en quelques jours par des millions de travailleurs, la classe ouvrière dresse sa force de classe dans les usines contre le capital et l'Etat.

24 mai 1968, dans toute la France des manifestations où ouvriers agricoles et paysans travailleurs vont une nouvelle fois protester contre le gouvernement.

Ainsi toutes les couches de la population laborieuse et de la jeunesse, ouvriers et étudiants, lycéens et apprentis, employés et techniciens, paysans, dans les campagnes et dans les villes, sont entrés dans la lutte.

Travailleurs, militants, jeunes, c'est la lutte de classe, la lutte des ouvriers contre les patrons, des exploités contre leurs exploités, des jeunes contre la déchéance et la déqualification, c'est la lutte de classe de toutes les masses laborieuses, de la jeunesse proclamant leur droit à la vie, au travail, aux études contre un régime capitaliste qui, pour assurer sa survie, leur dispute ces droits élémentaires.

UN MEME COMBAT

Ce combat n'est pas une addition de combats particuliers, l'usine, le bureau, le lycée, la campagne. Ce sont tous les travailleurs de toutes les entreprises, tous les employés de tous les bureaux, tous les métallos de toutes les usines, tous les lycéens de tous les lycées, tous les étudiants de toutes les facultés, tous les apprentis, tous les paysans dans les campagnes qui mènent un combat général, pour la satisfaction de leurs aspirations fondamentales.

Mais une chose saute aux yeux : ceux qui dirigent ce mouvement généralisé n'ont encore entrepris aucun pas en avant effectif pour assurer la fusion de toutes les couches engagées dans cette lutte de classe.

La grève, au moment où nous écrivons ces lignes, le 23 mai, apparaît de par la volonté des dirigeants comme une addition de grèves et non comme la grève générale. Les dirigeants se sont refusés à ce jour à déclencher la grève générale. Ils s'efforcent de particulariser au maximum les revendications, cherchant à leur donner le plus possible un contenu localisé.

Certes, dans ce large et puissant mouvement de classe où toutes les couches du prolétariat et de la jeunesse sont rassemblées, il est normal et naturel que dans les entreprises les grévistes entendent obtenir réparation en ce qui concerne les revendications particulières. Ils veulent aussi en finir avec les formes particulières de l'exploitation. Mais le fait certain est là, les problèmes en cause concernent l'exploitation en général, c'est-à-dire une lutte de classe générale des exploités contre le système d'exploitation capitaliste. C'est par la satisfaction des revendications les plus générales et les plus fondamentales : les 40 heures immédiatement, pas de salaires à moins de 1.000 F mensuels, l'abrogation de toutes les ordonnances, en particulier celles concernant la Sécurité Sociale, que le formidable mouvement de classe cherche à arracher les revendications catégorielles et particulières.

Une question se pose. Pourquoi donc les dirigeants s'acharnent-ils à considérer la grève généralisée comme une addition de grèves particulières ? Pourquoi s'efforcent-ils de particulariser au maximum les revendications ? Pourquoi, par exemple, dans toute une série d'usines, le cahier de revendications n'affirme-t-il pas la volonté d'abroger les ordonnances ? Simple oubli, certainement pour les ouvriers et les militants, pas pour les dirigeants qui proclament leur volonté de négocier à tout prix, « jusqu'à bout », comme vient de le proclamer Frachon, alors que le problème est d'arracher toutes les revendications, c'est-à-dire de mener la grève générale jusqu'à la victoire, jusqu'au bout. Lorsque Séguy, Descamps ou Bergeron déclarent en tout lieu et à tout moment : « nous considérons le gouvernement actuel comme l'interlocuteur valable », ils tentent d'impulser au mouvement une orientation et une direction qui ne sauraient aller à la victoire.

(Suite page 2.)

Comité central de grève

(Suite de la page 1)

VERS LA VICTOIRE OU VERS LA DÉFAITE

De deux choses l'une, ou on adapte la lutte de classe au niveau des besoins du système capitaliste et alors la tâche est de faire rentrer au plus vite les travailleurs dans l'entreprise, « de terminer la grève » au plus vite sans que les revendications fondamentales soient satisfaites. Ou on veut véritablement arracher la satisfaction des revendications fondamentales, et alors ce gouvernement policier doit être balayé parce qu'il ne saurait être question de penser une seconde, à moins qu'on ne veuille duper les travailleurs, que De Gaulle, qui d'ores et déjà cherche à déloger les ouvriers des entreprises, accordera satisfaction par la négociation aux revendications fondamentales.

UNIFIONS LA LUTTE

La lame de fond qui entraîne toutes les couches laborieuses et la jeunesse, doit être unifiée. Tout travailleur et jeune conscient des intérêts du mouvement de sa classe, tout militant sérieux dirigeant la grève aspire et comprend cette nécessité d'unification. Comment unir en une force invincible et victorieuse le mouvement général de la classe ouvrière et de la jeunesse ? A cette question, une seule réponse : organisation des comités de grève sur le plan local en un comité interprofessionnel de grève, au département les délégués des comités locaux de grève doivent créer des comités départementaux ou régionaux interprofessionnels de grève. A l'échelon national, la fédération des comités de grève et les organisations ouvrières doivent former un comité central de grève. Tout militant participant à un comité de grève, tout travailleur membre d'un piquet de grève doit prendre toute initiative dans ce sens. La direction et la décision du mouvement généralisé de la classe doivent être concentrées dans les comités interprofessionnels locaux de grève, émanations des comités de grève d'entreprises. C'est l'assemblée des grévistes dans l'entreprise, c'est l'assemblée de tous les grévistes de toutes les entreprises de la localité qui doivent concentrer le pouvoir de décision. Il ne s'agit pas, répétons-le, dans le 15^e arrondissement par exemple, de l'addition d'une grève de l'usine CIT plus une grève des employés des chèques postaux plus une grève de la Caisse d'Allocations Familiales, les instituteurs du 15^e, etc. ; il s'agit de la grève des métallurgistes de la CIT, des postiers des chèques postaux, des employés de la C.A.F. et des instituteurs du 15^e, engagés dans un combat général commun et unifié contre le patronat et l'Etat bourgeois. C'est l'assemblée des grévistes instituteurs, métallurgistes, lycéens, élèves des C.E.T., employés de la C.A.F. du 15^e arrondissement qui doit décider. C'est le comité interprofessionnel de grève du 15^e qui doit répondre à la provocation policière qui a chassé les piquets de grève des chèques postaux, en mobilisant tous les travailleurs en lutte de toutes corporations contre l'Etat policier.

LA VICTOIRE EST A NOTRE PORTÉE

Travailleurs, militants, jeunes, il est certain que la victoire est à notre portée ; il est non moins certain que les millions de travailleurs en lutte ne sauraient se contenter de faux semblants et de demi-mesures. Tous les efforts tentés de toutes parts pour diviser le mouvement se heurtent à cette réalité : 10 millions de travailleurs en lutte, unis aux centaines de milliers de jeunes, aux millions de paysans, veulent que cela change. Le prolétariat, la jeunesse, les paysans laborieux peuvent et doivent sceller l'alliance dans la lutte commune et unifiée contre l'Etat bourgeois.

ABONNEMENTS

mensuel imprimé incluant le supplément ronéotypé hebdomadaire :
3 mois ou 12 n^{os} (8 I.O. imprimés, 9 ronéo) 8 F
Sous pli clos 12 F
6 mois ou 24 n^{os} (6 I.O. imprimés, 18 ronéo) 15 F
Sous pli clos 22 F

Rédaction — Administration
Correspondance :

« Informations Ouvrières »
39, rue du Faubourg-du-Temple
Paris-10^e — Tél. : 208-33-65
C.C.P. 21.831-73 Paris

~~~~~  
Samedi 25 mai, salle Lancry  
24, rue Saint-Victor - Paris (5<sup>e</sup>)

Dimanche 26 mai,  
salle de la Mutualité  
10, rue du Lancry - Paris (10<sup>e</sup>)

~~~~~  
ASSEMBLEE DES DELEGUES
DES COMITES
DE COORDINATION
~~~~~

A L'AVANT-GARDE DE LA LUTTE :

# SUD-AVIATION NANTES

Le 14 mai 1968, au lendemain des puissantes manifestations du 13, les 2.700 métallos de Sud-Aviation Nantes débrayèrent pour appuyer une délégation qui se rend à la direction pour présenter leurs revendications. La direction tergiversa et finalement refuse.

Au non catégorique du patronat, les travailleurs de Sud-Aviation opposent la seule réponse efficace, celle de la lutte. La grève illimitée jusqu'à satisfaction des revendications commence, sous la responsabilité d'un comité intersyndical C.G.T., C.G.T. - F.O., C.F.D.T. L'usine est occupée, le directeur Duvochel, retenu sur place, le drapeau rouge flotte sur Sud-Aviation.

Toute la classe ouvrière allait avoir les yeux fixés sur Nantes ; par leur action résolue, les métallos de Sud-Aviation montraient la voie. Deux jours plus tard, Renault-Cléon, puis Renault-Flins et enfin Renault-Billancourt débrayaient. Les travailleurs occupaient les usines. Alors, le mouvement devenait raz-de-marée : aujourd'hui, c'est neuf millions de travailleurs qui sont en lutte...

Si les travailleurs de Sud-Aviation ont été à l'avant-garde, démontrant pour toute la classe ouvrière que c'était le moment, cela ne tient pas du hasard. Les métallos de Sud-Aviation, contre un patronat de combat, ont eu à livrer de dures batailles. C'est à travers elles que s'est constituée, développée une avant-garde organisée, regroupée dans le Comité d'Alliance Ouvrière de la région nantaise.

Les méthodes de lutte mises en pratique à Sud-Aviation sont à la hauteur de l'enjeu. L'occupation de l'usine ne se réduit pas à la présence d'un contingent symbo-

lique, ne prend pas l'aspect d'une kermesse. Elle se manifeste par l'organisation de tous les travailleurs de l'usine, syndiqués et inorganisés, rassemblés dans les piquets permanents qui assurent la défense de l'usine. Sous la responsabilité de l'intersyndicale C.G.T., C.G.T. - F.O. et C.F.D.T., un comité de grève a été formé depuis, composé de représentants de ces piquets qui se réunit en commun avec l'intersyndicale.

Le directeur est toujours retenu. Lorsque, le 18 mai, sur les ondes d'Europe N° 1, Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., déclara qu'il n'approuvait pas les « séquestrations de directeurs », Duvochel, le directeur de Sud-Aviation, utilisa le téléphone de son bureau pour se plaindre, auprès de cet interlocuteur compréhensif, de son sort...

A la suite de cet épisode, le comité intersyndical C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.D.T., unanime, réaffirma que « M. Duvochel restera retenu tant qu'il sera nécessaire ».

Sud-Aviation n'a pas seulement déclenché la lutte à l'échelle nationale : le résultat de l'action entreprise dès le 14 mai s'inscrit dans la situation qui existe aujourd'hui en Loire-Atlantique, la grève est totale dans tous les secteurs.

Il faut maintenant forger l'arme de la victoire : fédérer les comités de grève à l'échelle locale, régionale, nationale. Les grévistes de Loire-Atlantique dirigeront leur lutte : ils ont besoin pour cela d'un comité de grève régional représentant toutes les entreprises, tous les secteurs en lutte. Dans cette bataille politique pour assurer les conditions de la victoire, Sud-Aviation sera encore à l'avant-garde.

## TOUS ENSEMBLE JUSQU'A LA VICTOIRE

La puissance du mouvement s'affirme à travers la mobilisation totale, combattive, des secteurs décisifs de la classe ouvrière. Elle s'affirme aussi par l'entrée en lutte de corporations où sévissait l'arbitraire patronal, où les syndicats étaient faibles, comme les employés des grands magasins. Pas une ville, pas une région où ne se manifeste la force véritablement invincible des travailleurs en lutte. Force véritablement invincible à condition qu'elle s'organise, qu'elle se donne une direction capable d'exprimer les intérêts, les besoins du mouvement.

La bourgeoisie est saisie d'effroi, le gouvernement a reculé, mais l'ennemi ne cédera que s'il y est contraint. Diviser le front de lutte des travailleurs, combiner ces manœuvres avec des tentatives encore prudentes de répression (occupation par les forces de police du centre des chèques postaux, de Paris-Brune, licenciement de 200 normanniennes coupables d'être... grévistes, interdiction faite à Cohen-Bendit de revenir en France) préparent, si on laisse faire, une contre-offensive.

Unifier, souder en un bloc le front de lutte des travailleurs est une condition nécessaire à la victoire. C'est faire le jeu de l'ennemi que d'isoler, dans chaque entreprise, les travailleurs — ainsi à Renault-Billancourt la direction syndicale a refusé l'entrée de l'usine à une délé-

gation de Renault-Flins — préparant ainsi la voie à la négociation entreprise par entreprise, à la tentative de disloquer la force unie des travailleurs.

C'est faire le jeu de l'ennemi de classe que de proposer, comme cela a été fait par les directions syndicales C.G.T. et C.F.D.T., l'installation à la Sécurité Sociale de « comités de gestion » sans pouvoirs réels, qui conduiraient à faire reprendre le travail aux employés de la Sécurité Sociale, les séparant des autres travailleurs sans que, d'ailleurs, leurs revendications essentielles soient satisfaites.

C'est faire le jeu de l'ennemi de classe que de tenter à nouveau de dresser les travailleurs contre les étudiants.

Unifier le front des luttes des travailleurs, développer et organiser le mouvement sont les tâches de tout militant, de tout travailleur conscient. A chaque provocation policière ou patronale, il faut risquer par la mobilisation des travailleurs, par des manifestations.

Dans chaque entreprise un comité de grève ; dans chaque localité un comité de grève interprofessionnel ; à l'échelle nationale, fédération de ces comités de grève et constitution d'un comité de grève central.

TOUS ENSEMBLE, JUSQU'A LA VICTOIRE!



# VOIX OUVRIÈRE

Supplément au n° 27

25 Mai 1968

LES DIRIGEANTS C.G.T. DIVISENT LE MOUVEMENT .....

VIVE L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS ET DES ÉTUDIANTS

Vendredi soir, des milliers de jeunes, étudiants et travailleurs, ont affronté les forces de l'"ordre" déchaînées, les matraqueurs de de Gaulle.

Toute la population parisienne a pu voir et entendre. Toute la population parisienne a été témoin de la sauvagerie de la répression. Tirs de grenades, "rotonnades", cris des blessés, passages-à-tabac dans les commissariats, tous ceux qui ont vécu cela ne l'oublieront pas. Et ils garderont au cœur la haine du pouvoir et de ses flics.

Dans les usines, les universités et les écoles, ils sont chaque jour plus nombreux ceux qui découvrent le vrai visage de notre société. Plus nombreux aussi, ceux que la colère enflamme, ceux que la révolte et la soif de liberté soulèvent.

Et qu'on ne vienne pas parler de "provocateurs", ou de "meneurs irresponsables". Ceux qui luttent aujourd'hui ont, pendant des années, été provoqués par un pouvoir réactionnaire et policier sénile. Ils luttent, et ils ont raison. Ils représentent l'espoir et la conscience, ceux-là même que les valets du pouvoir qualifient d'"émeutiers", de "blousons noirs", de "voyous", de "pègre sortie du pavé". Ils sont l'avant-garde. Et si quelque chose doit changer dans le pays, c'est avant tout à eux que nous le devons.

Et qu'on ne vienne pas parler de "provocation". Ou plutôt si, parlons-en, oui il y a eu provocation du pouvoir, et cela avec la complicité des dirigeants de la C.G.T..

Car que s'est-il passé vendredi à Paris ?

D'un côté, les dirigeants de la C.G.T., après avoir passé la matinée chez le préfet Grimaud, organisaient dans "le calme et la discipline", deux cortèges parallèles, marchant en sens inverse, l'un sur la rive gauche, l'autre sur la rive droite, sans compter les multiples meetings de banlieue qui éparillaient les forces ouvrières. Ils allèrent même jusqu'à diriger vers la porte de Choisy, ce qui indigna leurs propres troupes, le cortège qui devait initialement se diriger vers la gare d'Austerlitz, de crainte qu'il ne rejoigne la manifestation des étudiants.

Les cortèges de la C.G.T. ne rencontrèrent pas l'ombre d'un flic.

D'un autre côté, la manifestation organisée par l'UNEF et le SNE-Sup pour protester contre la mesure d'interdiction frappant Daniel Cohn-Bendit rassemblait à la Gare de Lyon des dizaines et des dizaines de milliers de jeunes, étudiants et ouvriers. Mais dès que le cortège voulut s'ébranler, les C.R.S. intervinrent,

interdisant l'accès à la place de la Bastille, pourtant entièrement libre une heure avant.

La vérité, c'est que le gouvernement et les dirigeants de la C.G.T. se sont entendus pour essayer de faire croire qu'il y a d'un côté les ouvriers calmes et disciplinés, et de l'autre des jeunes, auteurs de troubles.

Mais le gouvernement sera victime de sa propre provocation, car de la Gare de Lyon à la Bourse, de la Bastille au Quartier Latin, en passant par les Halles, la population parisienne a vu le vrai visage du régime, celui qu'à la même heure de Gaulle essayait de masquer sous un discours doucereux.

Gouvernement et dirigeants cégétistes ont essayé de diviser la population. Ils n'y sont pas arrivés. Bien au contraire. Car dans tous les quartiers de Paris, la population a pu, pour la première fois, apprécier elle-même, de ses propres yeux, et le courage et la détermination des manifestants, et la sauvagerie policière. Et la répression a cimenté la fraternité entre les étudiants et les jeunes travailleurs. Des faits semblables ont d'ailleurs eu lieu dans les grandes villes de province.

Tous ces jeunes savent aussi une chose : c'est que le pouvoir est à ceux qui sont dans la rue, et que la seule façon de changer la société, ce n'est pas d'attendre le vote d'une motion de censure, ce n'est pas de se laisser encaserner dans les usines, mais c'est, tous ensemble, de contester le pouvoir, là où il se trouve, là où il s'exerce, dans la rue, les commissariats et les préfectures.

Les travailleurs ne sont pas dupes de la grossière manoeuvre de division du gouvernement et de leurs soi-disant dirigeants.

Barjonet, secrétaire du centre d'études économiques et sociales de la C.G.T. a démissionné pour dénoncer publiquement les manoeuvres honteuses des autres dirigeants de la centrale syndicale.

Les travailleurs, syndiqués et non-syndiqués, doivent s'unir en dénonçant les manoeuvres de division, en proclamant hautement leur attachement à l'unité dans la lutte.

Ce sera la seule façon de faire reculer le gouvernement, de faire échec aux compromissions des dirigeants traîtres, et d'imposer la volonté unanime des travailleurs manuels et intellectuels.

A B A S L E S D I V I S E U R S

V I V E L ' U N I T E

VOIX OUVRIERE  
29, rue de Château Landon  
Paris X<sup>e</sup>

PERMANENCE  
Tous les jours  
de 8 H à 22 H au siège.

## Constitution d'un comité intersyndical de grève à Oullins (Rhône)

C'est ainsi que dans nombre de localités, dans des arrondissements Paris, dans les départements de la région parisienne, dans la région lyonnaise, nantaise, dans le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône les enseignants aboutissent à la constitution de comités de grève locaux interprofessionnels - ou d'embryons de tels comités, dans la mesure où la représentation des autres catégories de grévistes n'y est que fragmentaire.

Ainsi à Oullins, localité industrielle de la banlieue lyonnaise, s'est constitué, dès le début de la grève des enseignants, un comité intersyndical de grève. Un militant qui a participé à cette expérience relate :

*« Il a compris les professeurs, instituteurs, agents de l'Education nationale des deux lycées d'Oullins, des deux Collèges d'Enseignement Technique, du Collège d'Enseignement général, de toutes les écoles primaires du canton d'Oullins (Pierre-Bénite, Saint-Genis, Laval, La Mulatière). Il réunissait des membres de tous les syndicats de la Fédération de l'Education Nationale, ainsi que des membres du Syndicat National de l'Enseignement Technique (C.G.T.), du S.G.E.N. et des inorganisés. Il tenait, tous les deux ou trois jours, une assemblée générale rassemblant de 180 à 200 personnes. Les réunions duraient de deux à trois heures et après une véritable discussion elles se terminaient par le vote de motions transmises aux syndicats. Les délégués de l'assemblée rendaient compte devant elle de leur mandat.*

*« Dès le premier jour, sur mandat de l'Assemblée générale, le Bureau du Comité a pris contact avec les unions des syndicats pour transformer le comité de grève enseignant en comité de grève interprofessionnel local. Le principe a été accepté par les Unions locales au premier contact. Mais le lendemain, la C.G.T. et la C.F.D.T. (F.O. est très faible à Oullins) mettaient un veto absolu à la constitution d'un comité de grève local. Le délégué C.G.T. de l'usine Ugine-Kuhlman de Pierre-Bénite me déclarait : LA C.G.T. ENTEND RESTER MAITRESSE DU MOUVEMENT, UN TEL COMITE PERMETTRAIT N'IMPORTE QUEL DEBORDEMENT, N'IMPORTE QUELLE AVENTURE. Nous mettons un veto absolu à votre proposition. »*

extrait du livre de F. de Massot *La grève générale (mai-juin 1968)*

## **Un autre exemple : vers un comité interprofessionnel de grève dans le 17<sup>ème</sup> arrondissement de Paris**

Dès le 20 mai, les cheminots du « Contrôle Recettes Marchandises » dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris, lancent un appel aux travailleurs en grève de l'arrondissement.

*« A l'appel des organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., C.G.T.-F.O., Fédération Autonome des Cadres, les cheminots du "Contrôle Recettes Marchandises" se sont mis en grève illimitée. Les bâtiments sont occupés par les grévistes C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.D. T. et inorganisés qui ont constitué un comité de grève et organisé des piquets grève.*

*« Conscients de l'enjeu de la lutte, les grévistes désirent combattre dans la plus grande unité.*

*« Ils appellent les travailleurs des autres entreprises du 17<sup>e</sup> arrondissement à la grève et à la constitution de piquets de grève. Ils demandent aux responsables des grévistes de tous ces établissements la constitution d'un comité de grève interprofessionnel sur le 17<sup>e</sup>, et d'un comité national de grève. »*

A la suite de cet appel, le 22 mai se réunissaient au Lycée Carnot :

- les délégués du comité de grève du Lycée Honoré de Balzac, les délégués du comité de grève des élèves et des professeurs du lycée Carnot, les délégués du comité de grève de l'école normale des Batignolles, les délégués du Lycée La Fontaine, les délégués syndicaux des cheminots du «Contrôle Recettes Marchandises» (C.G.T., C.F.D.T., C.G.T.-F.O.), les délégués syndicaux C.G.T. des P.T.T. (Parts-17<sup>e</sup>), les délégués du personnel du Centre d'Etudes Sociologiques.

Il était alors décidé d'établir « une liaison interprofessionnelle sur le plan du 17<sup>e</sup> dans le cadre de la grève ». Une autre réunion à laquelle étaient invités les représentants des autres entreprises du 17<sup>e</sup> était convoquée pour le vendredi 24 mai. Des contacts étaient pris le Gaz de France, la R.A.T.P., d'autres établissements de la S.N.C.F., l'école normale des Batignolles, le lycée Mallarmé.

Mais l'appareil de la C.G.T. va brutalement couper court à cette expérience qui se développe. Il va parvenir à imposer à ses militants la rupture. La C.G.T. se retire du comité de grève interprofessionnel en voie de constitution.

extrait du livre de F. de Massot *La grève générale (mai-juin 1968)*

## LE PARADOXE DE LA GREVE GENERALE

La grève générale de mai-juin 1968 a été le plus puissant mouvement de classe que le prolétariat français ait jamais entrepris. Elle a fait vaciller la domination de la bourgeoisie, alors que celle-ci ne disposait pas de la marge de manœuvre qui était la sienne en 1936 ou en 1953. Mais cette grève générale n'aboutit pas à la constitution d'organismes de lutte des travailleurs, nés de la grève elle-même, un niveau qui rappelle celui atteint en 1936 ou en 1953. Rien par exemple qui puisse se comparer en importance et en représentativité aux réunions de 700 délégués de plus de 250 entreprises de la métallurgie en grève qui se sont tenues les 10 et 11 juin 1936 et devant lesquels les dirigeants syndicaux ont dû s'expliquer sur les « Accords Matignon », que par deux fois les délégués directement élus par les grévistes refuseront de ratifier. Aucune des initiatives prises pour la constitution d'un comité central de grève n'atteint l'ampleur de la réunion convoquée par le comité de grève de l'usine Hotchkiss de Levallois le 8 juin 1936 qui rassembla les délégués de 33 entreprises et qui vota une résolution pour la constitution d'un comité central de grève.

A Nantes, où les tendances à l'organisation effective de la grève générale sont pourtant allées très loin, le comité central de grève intersyndical qui est mis en place en 1968 n'a ni la réalité ni l'autorité née de la liaison étroite avec l'ensemble des travailleurs en lutte qu'avait le comité de grève de Nantes d'août 1953...

Pourtant, en 1936, c'est avec une confiance enthousiaste que les masses entrées dans la lutte vont non seulement vers les syndicats mais vers les partis politiques de la classe ouvrière, en particulier le parti communiste. Les jeunes travailleurs qui sont au premier rang de la grève, dans leur masse, voient dans le P.C.F. leur parti. En 1968, au contraire, c'est la méfiance qui domine et la jeunesse, en particulier, qui déclenche souvent la grève contre la volonté des responsables syndicaux membres du P.C.F., n'a guère d'illusions dans ce parti et recherche d'autres voies d'organisation. Si la C.G.T. enregistre 400.000 adhésions nouvelles dans le cours de la grève générale de mai-juin 1968, le P.C.F. ne voit pas ses effectifs augmenter comme conséquence de la grève...

En rester là serait simplement figer une opposition formelle entre deux périodes de la lutte des classes sans saisir leur contenu. Les mêmes authentiques délégués des grévistes qui, les 10 et 11 juin 1936, refusaient de céder, devaient ensuite, à la quasi-unanimité, ratifier ces mêmes accords après que Thorez ait dit : « *Il faut savoir terminer une grève* » et qu'il soit parvenu - non sans mal, il est vrai - à mobiliser les militants communistes sur cette ligne. La confiance de centaines de milliers de travailleurs, accédant à l'organisation, vis-à-vis du « *parti de la révolution d'Octobre* », qui n'avait pas alors encore démontré pleinement sa trahison - il n'avait encore participé à aucun gouvernement bourgeois - est le facteur politique dominant dans les masses.

En 1968, Séguy et Frachon ne peuvent faire accepter les accords de Grenelle. Dans sa masse la classe ouvrière dit non. En 1968, quand l'appareil disloque la grève générale après le 30 mai, il se heurte à la résistance déterminée de secteurs entiers de la classe.

Le mouvement de juin 1936 a conduit, le prolétariat français au seuil de la révolution socialiste. Chemin faisant, il n'a pas seulement imposé à la bourgeoisie d'amples concessions mais il a marqué une étape historique de l'organisation de la classe ouvrière en France. C'est à travers les grèves de juin 1936 que la classe ouvrière française s'organise syndicalement en masse dans les corporations décisives. Ce qui, dans d'autres pays, fut accompli auparavant par la social-démocratie, le sera - ainsi sous le contrôle du P.C.F. C'est dans ses rangs - ou en tout cas autour de lui - que se rassemble l'écrasante majorité des cadres ouvriers qui se révèle alors. La situation de l'avant-garde révolutionnaire sera extrêmement difficile : isolée, calomniée, traquée (c'est l'époque des procès de Moscou), elle sera rejetée du courant de la classe ouvrière. Ainsi le parti stalinien se constitue comme le parti dirigeant majoritaire de la classe ouvrière en même temps qu'il s'affirme - épaulé par la social-démocratie mais tenant le premier rang - comme le

rempart de l'ordre bourgeois. Mais cette situation, il ne l'impose qu'au terme du mouvement par l'intervention dans les luttes de son appareil, du réseau de ses militants qui identifient la fidélité à cet appareil à la fidélité à leur classe. Au début du mouvement son contrôle est moins absolu. C'est ainsi que les travailleurs peuvent imposer l'acceptation de leurs délégués et par la grève avec occupation, par leurs comités de grève, affirmer la force unie de la classe à un degré extrêmement élevé.

En 1968, les rapports entre la classe ouvrière et l'appareil stalinien se sont profondément modifiés. Mais l'appareil a développé, à partir d'une conscience contre-révolutionnaire aiguë et d'une longue expérience de la trahison, une pratique contre-révolutionnaire d'une extrême efficacité. Les organisations ouvrières qui permettent à la classe de se mobiliser comme classe - et qui sont donc la condition d'un mouvement comme celui de mai-juin 1968 - sont en même temps strictement contrôlées par l'appareil.

Dès que la grève se développe et qu'il comprend qu'il ne peut l'enrayer, tous ses efforts visent - à empêcher, coûte que coûte, la répétition - qui ne pourrait être qu'à un niveau plus élevé et dont les conséquences révolutionnaires seraient décisives - de ce qui s'est passé en 1936 : **IL NE FAUT PAS QUE LES TRAVAILLEURS ORGANISENT LEUR GREVE.**

Là réside le paradoxe de la grève générale : mouvement d'une colossale puissance puisqu'il mobilise 10 millions d'hommes, il est pourtant d'une grande fragilité interne car ses millions d'hommes sont « dépossédés » de leur propre lutte.

Isoler chaque entreprise dans « sa » grève, c'est faire de chaque entreprise occupée, non plus un bastion à partir duquel le travail d'organisation de la grève générale rayonne, par des manifestations et des meetings, mais une place assiégée.

Réduire l'occupation des entreprises à la présence permanente d'une simple « garde », c'est lui ôter son caractère mobilisateur. Les grévistes ne sont plus rassemblés dans chaque entreprise comme une unité agissante de la grève générale, décidant collectivement de l'action à mener et contrôlant l'application des décisions, mais dispersés, réunis seulement sur l'injonction de l'appareil.

L'absence de toute organisation interprofessionnelle, régionale ou nationale de la grève, à partir des comités de grève de chaque entreprise, donne la direction totale du mouvement comme mouvement national, non aux organisations syndicales, mais aux appareils qui les dirigent et qui se trouvent être les seuls organismes de coordination et de centralisation de la grève générale.

Ils utilisent cette position pour émietter la grève, la cloisonner en une série de grèves particulières et c'est là une autre formulation du paradoxe de la grève générale de mai-juin 1968 : déclenché comme grève générale, compris comme tel par les travailleurs, le mouvement sera dirigé, mené comme une collection de grèves corporatives.

Est-ce à dire que la grève générale serait somme toute morte avant d'avoir été vécue, que le 21 ou le 22 mai tout était déjà joué ? **EN AUCUN CAS.**

La domination des appareils contre-révolutionnaires, réformiste et stalinien, sur le mouvement ouvrier, n'est pas une « fatalité » mais un produit de la lutte des classes. Le contrôle que ces appareils parviennent à exercer sur la grève générale reflète les rapports de force au sein du mouvement ouvrier qui préexistaient à la grève. Mais la grève générale par elle-même est un élément de modification de ces rapports : elle a été préparée par le combat des étudiants, contre la volonté des appareils, déclenchée contre eux à la suite de la mobilisation unie de la classe qui leur a été imposée...

La réalité vivante de la grève générale est gravement affaiblie, elle n'est pas anéantie. 10 millions d'hommes signifient qu'ils n'acceptent plus, qu'ils ne veulent plus vivre comme avant. Ils paralysent l'essentiel de l'appareil de production, par la continuation de leur action, ils menacent de bloquer le fonctionnement du système capitaliste, ils ébranlent l'appareil d'Etat.

10 millions d'hommes sont engagés dans une lutte gigantesque qui exige leur cohésion, leur unité. A chaque moment les travailleurs, parce qu'ils veulent vaincre, parce que l'implacable logique de la lutte s'impose à eux, cherchent à s'organiser, à pousser le mouvement plus avant, à

reprendre le contrôle de leur grève, à réaliser à travers elle le Front unique ouvrier. D'abord immobile, comme en attente, la grève générale va se déployer à nouveau par de puissantes manifestations dont les bureaucrates seront bien contraints de prendre la tête.

La lutte des classes se poursuit - et à quel degré d'intensité - par la grève générale et s'exprime dans la grève générale par l'affrontement constant d'une orientation correspondant aux intérêts du mouvement et de la politique de destruction de la grève générale que mettent en avant les directions.

Les quelques exemples que nous avons cités ne trouvent pas leur intérêt dans le seul fait qu'ils évoquent l'intervention des révolutionnaires organisés. Ils ne constitueraient alors qu'une succession de beaux exploits. Leur signification profonde est dans le fait que l'intervention des militants révolutionnaires exprime politiquement, affirme clairement par des mots d'ordre, par une perspective d'organisation, les aspirations des travailleurs, leur combat. Toutes ces tentatives, parfois réussies, parfois avortées, de constitution de comités de grève, de comités interprofessionnels, c'est la trame même de la lutte de la classe ouvrière - dont l'activité consciente, organisée sur la base d'un programme des militants révolutionnaires, est un élément indispensable et décisif -, c'est une nouvelle illustration de ce qui est au centre du « Manifeste Communiste » : la lutte du prolétariat pour « *s'organiser comme classe* », lutte dans laquelle inscrit l'activité des communistes qui « *n'ont pas d'intérêt distinct de ceux du mouvement dans son ensemble* ».

extrait du livre de F. de Massot *La grève générale (mai-juin 1968)*



Piquet de grève devant l'usine Citroën



# La dislocation de la grève générale

## Documents :

- **Appel des ouvriers de Sud-Aviation (3 juin)**
- **L'Humanité du 4 juin : titre et communiqué du BP du PCF**
- **Tract de Chambre syndicale des employés FO (4 juin)**
- **Communiqué de la CGT (6 juin)**
- **L'Humanité du 6 juin (articles)**
- **Analyses et Documents (extrait du n° 156)**
- **« Informations Ouvrières » du 7 juin**
- **Communiqué du comité de grève des enseignants du 8 juin**
- **Communiqué du bureau confédéral de la CGT (9 juin)**
- **Extrait du « Mai des prolétaires » du L. Salini**
- **Déclaration de Pierre Lambert (OCI) le 15 juin**

## La reprise

Nous l'avons vu : pour tous ceux qui ignoraient la lutte des classes, qui ne cherchaient pas à suivre son développement, l'irruption de la grève générale dans la France de mai-juin 1968 apparaît comme un événement largement incompréhensible. On se souvient du fameux : *"La France s'ennuie"* de l'éminent analyste politique du *Monde*, Pierre Viansson-Ponté...

Pour les mêmes - avec la différence qu'ils se laissent aller à un grand soupir de soulagement à propos de la manière dont la grève générale se termine alors que l'effroi était le sentiment dominant lors de son déclenchement - la fin de la grève générale est tout aussi incompréhensible. D'où l'abondance de "clichés" et de dissertations sur le tempérament "français".

L'un des buts de ce *Cahier* est précisément, par le recours à des documents publiés au moment des événements, de faire disparaître cette prétendue énigme et de la remplacer par les politiques en présence et par la manière dont les directions du mouvement ouvrier sont intervenues dans l'organisation de la grève.

Trotsky écrivait en 1926, à propos de la grève générale britannique : *« Il nous faut regarder la réalité en face : les efforts essentiels des dirigeants officiels du Labour Party et d'un nombre considérable de dirigeants des syndicats ne tendront pas à paralyser l'Etat bourgeois au moyen de la grève générale mais à paralyser la grève générale avec l'aide de l'Etat bourgeois. »*

Quand on examine le déroulement des événements entre le 30 mai (discours de De Gaulle) et la fin effective de la grève générale, quinze jours plus tard, ce qui frappe, ce n'est pas la rapidité du dénouement mais au contraire l'extrême difficulté qu'ont toutes les forces engagées dans la volonté de faire terminer la grève d'arriver à leurs fins .

Sur le terrain explicitement "politique", tous les partis politiques établis se situent sur le terrain des élections (de Gaulle ayant procédé à la dissolution de l'Assemblée). Sur le terrain proprement revendicatif, il n'y a plus en un sens de "grève générale" mais, du point de vue des directions syndicales, une série de grèves qu'il faut régler au coup par coup.

La "reprise", partout, n'est pas acquise. Elle est arrachée au terme d'une âpre bataille. Cela pèsera lourd dans l'héritage, dans les conséquences à long terme de la grève générale de mai-juin 1968

## **APPEL DES OUVRIERS DE SUD-AVIATION**

**A TOUTES LES ENTREPRISES OCCUPEES  
A TOUS LES TRAVAILLEURS EN GREVE  
A TOUTES LES ORGANISATIONS OUVRIERES**

Nous, ouvriers de SUD-AVIATION BOUGUENAIS (Nantes) qui, le mardi 14 mai, les premiers, avons débrayé et occupé notre usine, nous vous disons:

**NE NOUS LAISSONS PAS DIVISER !  
CONTINUONS LA GREVE !  
NOUS VOULONS :**

- les 40 heures immédiates;
- l'abrogation de toutes les ordonnances;
- la retraite à 60 ans;
- 1 000,00 F par mois minimum, garantis par l'échelle mobile;
- garantie absolue de l'emploi et de la qualification;
- abrogation du Ve Plan et de la Réforme Fouchet;
- paiement intégral des jours de grève, sans délai ni récupération;
- aucune sanction pour fait de grève.

### **NOUS NE SERONS PAS DUPES !**

Après juin 1936, les conquêtes ouvrières ont été reprises en moins de deux ans par la bourgeoisie.

Après la grève des mineurs de 1963, en moins de 2 mois, le patronat et son Etat ont repris tout ce qu'ils avaient dû lâcher.

### **NOUS VOULONS DES GARANTIES:**

**CONTINUONS LA GREVE JUSQU'A SATISFACTION INTEGRALE DE NOS JUSTES  
REVENDEICATIONS !**

**TOUS ENSEMBLE, NOUS AVONS FAIT CHANCEIER LE PATRONAT ET SON ETAT.**

**TOUS ENSEMBLE, NOUS ARRACHERONS LA VICTOIRE !**

**VIVE LA GREVE GENERALE  
JUSQU'A LA VICTOIRE TOTALE**

Appel signé le 3 juin à midi par 167 ouvriers  
de SUD-AVIATION (Nantes).

Une interview exclusive du général GIAP à " L'HUMANITÉ " :

MARDI  
4 JUIN 1968  
Nouvelle série - N° 7296  
(156<sup>e</sup> jour)  
0,50 F  
6, boul. Poissonnière  
PARIS-9<sup>e</sup>  
PRO. 91-59 - PRO. 73-39

# L'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

« POUR NOUS, IL N'EXISTE  
QU'UNE PAIX POSSIBLE...  
DANS L'INDEPENDANCE  
ET LA LIBERTE »

(Page 3, le texte des déclarations faites par  
le ministre de la Défense de la R.D.V. à notre  
envoyée spéciale, Madeleine RIFFAUD)

*Alors que de nombreux projets d'accord sont actuellement  
soumis à l'approbation des travailleurs*

# GOUVERNEMENT ET PATRONAT PROLONGENT LA GREVE

116

## Communiqué du Bureau Politique du Parti Communiste Français

**G**RACE à la puissance et à la cohésion exceptionnelles de la grande lutte revendicative menée par des millions de travailleurs des résultats importants sont obtenus. Dans les branches professionnelles où les salariés estiment que leurs revendications ont reçu des satisfactions qui leur permettent de reprendre le travail, ils en décideront collectivement au cours des consultations organisées par les comités de grève et les organisations syndicales.

**E**N même temps, le Parti Communiste Français renforcera son action pour mettre fin au régime gaulliste dont la politique antisociale et réactionnaire est à l'origine du conflit. Il réaffirme que la relève du gaullisme, qu'il faut battre aux prochaines élections, réside dans la promotion d'un gouvernement populaire et d'union démocratique avec la participation des communistes. Il continuera à lutter résolument pour un programme commun pou-

## DANS DES SECTEURS IMPORTANTES

La C.G.T. appelle la classe

## COMMUNIQUÉ DE LA C.G.T.

**L**E Bureau confédéral de la C.G.T. constate que de nombreux projets d'accord actuellement soumis à l'approbation des travailleurs comportent des éléments positifs importants susceptibles de favoriser une reprise rapide du travail. Cependant, la situation générale sur le plan des négociations reste dominée par une double intransigeance :  
— celle du gouvernement à l'égard des cheminots, des travailleurs des transports et des mineurs ;  
— celle du patronat à l'égard des travailleurs de la métallurgie, du bâtiment, des industries chimiques et de quelques autres branches.  
Cette attitude du gouvernement et du patronat est inadmissible. Elle est

# L'Humanité

du 4 juin 1968

## Communiqué du Bureau Politique du Parti Communiste Français

**G**RACE à la puissance et à la cohésion exceptionnelles de la grande lutte revendicative menée par des millions de travailleurs des résultats importants sont obtenus.

Dans les branches professionnelles où les salariés estiment que leurs revendications ont reçu des satisfactions qui leur permettent de reprendre le travail, ils en décideront collectivement au cours des consultations organisées par les comités de grève et les organisations syndicales.

Dans plusieurs secteurs, le patronat et le gouvernement s'obstinent à refuser de faire droit à des exigences légitimes qui peuvent et doivent être satisfaites. Ils portent ainsi l'entière responsabilité de la prolongation de la grève.

Le Parti Communiste Français qui n'a cessé d'apporter, depuis le début, son soutien total aux revendications des millions de travailleurs manuels et intellectuels continuera de l'accorder à tous ceux qui sont contraints de poursuivre leur lutte.

Il demande à tous les travailleurs et à la population des villes et des campagnes de répondre à l'appel lancé par la C.G.T. en faveur d'une solidarité matérielle massive à l'égard des grévistes.

**E**N même temps, le Parti Communiste Français renforcera son action pour mettre fin au régime gaulliste dont la politique antisociale et réactionnaire est à l'origine du conflit.

Il réaffirme que la relève du gaullisme, qu'il faut battre aux prochaines élections, réside dans la promotion d'un gouvernement populaire et d'union démocratique avec la participation des communistes. Il continuera à lutter résolument pour un programme commun pouvant servir de base à la formation de ce gouvernement.

Accorder une confiance accrue au programme du Parti Communiste Français, à ses propositions unitaires, à son activité politique sage et résolue, c'est préparer les conditions les plus favorables à la formation d'un tel gouvernement.

Ceux qui parlent à nouveau de remplacer le pouvoir gaulliste sans le concours des communistes ne tiennent aucun compte des réalités sociales et politiques de notre pays.

L'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques est indispensable à une relève démocratique du gaullisme dans l'intérêt du peuple et de la nation.

Paris, le 3 juin 1968.

F.O.

CISL

CHAMBRE SYNDICALE des EMPLOYÉS et CADRES

# POURQUOI N'APPELONS-NOUS PAS A LA REPRISE ?

Nous sommes entrés, nous personnels de la Sécurité Sociale dans la grève générale de 10 millions de travailleurs et d'étudiants pour arracher des revendications essentielles:

- retour aux 40 heures immédiatement
- abrogation des ordonnances
- salaire minimum mensuel de 850 Fr.
- paiement intégral des journées de grève
- garantie de l'emploi

Certes les négociations ont apporté un certain nombre d'avantages, mais rien n'est réglé.

- D'une part, les augmentations super-hiérarchisées donnent 50 Francs aux petits-coefficients, et des dizaines de milliers d'anciens Francs aux catégories les plus élevées. Certes, nous ne sommes pas contre la hiérarchie des salaires, basée sur la qualification. Mais il est profondément injuste de voir les petites catégories sacrifiées.

D'autre part, nous n'avons pas obtenu la garantie indispensable que représente l'échelle mobile des salaires seul barrage contre la hausse des prix que le gouvernement De Gaulle-Pompidou, organise d'ores et déjà, et qui anéantira tous les avantages de salaires, en quelques semaines.

## NOUS N'ACCEPTONS PAS!

Par ce que 10 Millions de travailleurs sont entrés dans la grève générale, pour unifier dans une même volonté, le combat pour le mieux-être véritable et la liberté, »

## NOUS N'ACCEPTONS PAS!

Parce que nous sommes partis à 10 millions et que nous ne voulons pas reprendre le travail par petits paquets

## NOUS N'ACCEPTONS PAS!

De déferer aux désirs d'un gouvernement pressé de nous voir reprendre le travail parce qu'il sait que si la grève générale continue quelques jours de plus, il serait contraint de céder à toutes nos revendications.



# NOUS N'ACCEPTONS PAS !

Parce que sur les 42% du personnel consulté, seulement 3900 sur 15 à 16000 agents se sont prononcés pour la reprise

# NOUS N'ACCEPTONS PAS !

Par ce que nous avons proposé à la C.G.T., C.F.D.T. d'organiser une consultation loyale de l'ensemble du personnel, les dirigeants de la CGT- CFDT s'y sont refusé.

Ils porteront la responsabilité d'avoir gaspillé le puissant mouvement de grève générale qui POUVAIT TOUT.

Ils porteront la responsabilité d'avoir appelé à la reprise du travail sans que les revendications soient obtenues.

## EMPLOYÉS ET CADRES

# LA LUTTE CONTINUE !

La sections syndicale des  
Employés et Cadres F.O. de la C.P.C.A.M.R.P.

Le 4 Juin 1968 22 Heures

# L'Humanité

du 6 juin 1968

## COMMUNIQUÉ DE LA C. G. T.

**L**E Bureau confédéral a examiné l'état des négociations et des consultations en cours sur la base des concessions imposées au patronat et à l'Etat-Patron.

Il constate que, pour de nombreuses catégories de salariés, des résultats substantiels ont déjà été obtenus. Des revendications repoussées des années durant ont été satisfaites sous la pression du puissant mouvement de grève.

Le Bureau confédéral estime que, partout où les revendications essentielles ont été satisfaites, l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail dans l'unité.

Par contre, il dénonce l'intransigeance des représentants du grand patronat de la métallurgie, du bâtiment, des produits chimiques et notamment de la branche du caoutchouc, qui font traîner les discussions en longueur et, de ce fait, sont responsables du prolongement de la grève dans ces secteurs.

Il proteste contre l'attitude inadmissible du gouvernement qui refuse la négociation sérieuse proposée par tous les syndicats de l'O.R.T.F. et oppose la force armée aux personnels qu'ils représentent.

**P**ERSUADE de traduire les sentiments de solidarité de tous les travailleurs, le Bureau de la C.G.T. déclare qu'il s'opposera à toute tentative discriminatoire qui exclurait des catégories entières de travailleurs du bénéfice des résultats positifs obtenus par l'action de tous. C'est dans cet esprit qu'il a appelé à la solidarité populaire en faveur des travailleurs contraints de poursuivre la lutte.

Il approuve les militants de la C.G.T. qui s'opposent à l'ingérence patronale dans les consultations en cours, informent concrètement et avec esprit de responsabilité les travailleurs des résultats acquis en soulignant aussi bien ce qui est positif que ce qui reste insuffisant; ils permettent ainsi aux travailleurs de se déterminer démocratiquement en connaissance de cause.

**D**ANS ces circonstances, les travailleurs doivent prendre leur décision en fonction des réalités et apprécier, à leur juste valeur, les reculs imposés au gouvernement et au patronat. Outre les importantes concessions revendicatives qu'il a dû consentir, le gouvernement a été contraint de dissoudre l'Assemblée et de décider l'organisation d'élections. Ces élections doivent permettre aux travailleurs d'exprimer leur volonté de changement, de prolonger et de compléter leur victoire revendicative.

Le Bureau confédéral salue les centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs, jeunes pour la plupart, qui ont rallié les rangs de la C.G.T. dans le feu de l'action. Il appelle à développer et à multiplier toutes les initiatives de renforcement de la C.G.T. et d'implantation de ses syndicats dans toutes les entreprises, chantiers et bureaux encore inorganisés.

Paris, le 5 juin 1968.  
17 heures.



# L'Humanité

du 6 juin 1968

## L'action de la direction du Parti approuvée chaleureusement par les communistes

**D**E partout nous parviennent des messages, des résolutions, des motions des organisations communistes se félicitant de l'action de leur Comité Central, de leur Bureau Politique, de leur secrétaire général. Ce n'est pas par hasard si l'un des premiers textes émanés des communistes de chez Renault où la bataille de classes, face à l'intransigeance de l'Etat patron, se poursuit encore.

■ Les communistes de la Régie Renault viennent d'adopter un texte dans lequel ils « approuvent les décisions et les initiatives de la Direction du Parti ».

« Les décisions et conseils de la Direction du Parti, ajoute ce texte, nous ont également aidés à renforcer notre action pour organiser de nombreux comités d'action pour un gouvernement populaire et d'union démocratique, pour faire se prononcer massivement les travailleurs sur ce mot d'ordre et pour impulser aujourd'hui un puissant mouvement pour la défense des libertés face à la violente campagne anticommuniste du pouvoir.

Les décisions et l'action de la Direction du Parti ont été massivement approuvées par les travailleurs en grève au cours des diverses initiatives que notre section a prises. Cette large approbation s'est traduite aussi par l'adhésion de 150 nouveaux communistes et une diffusion sans précédent de « L'Humanité » a joué un grand rôle dans la lutte.

Le comité de section, les cellules, tous les communistes remercient la Direction du Parti, en particulier son secrétaire général, le camarade Waldeck Rochet, pour l'aide qu'ils nous apportent dans notre combat. »

■ De leur côté, les comités de section de Nanterre et de Choisy se félicitent de l'attitude ferme du Comité Central, du Bureau Politique et de son secrétaire général Waldeck Rochet, dans la conduite de l'action actuelle, et ils ont pris l'engagement de redoubler d'efforts pour faire connaître davantage encore le programme de notre Parti et sa politique d'union des forces démocratiques.

■ Le bureau de la Fédération communiste des Hauts-de-Seine approuve chaleureusement l'activité du Parti. Il précise : « Les violentes attaques anticommunistes du pouvoir des monopoles confirment une fois de plus que la grande bourgeoisie désigne notre Parti comme son adversaire principal et comme le meilleur défenseur des intérêts de la classe ouvrière et du peuple.

Le bureau fédéral constate la convergence qui existe entre l'attitude du gaullisme et de la réaction et celle des gauchistes de tout poil qui, tout au long des événements, se rejoignent dans l'anticommunisme. »

Après avoir souligné le soutien apporté par les communistes des Hauts-de-Seine aux ouvriers, étudiants, intellectuels en lutte, le bureau fédéral a salué les 1.241 nouveaux adhérents, les 600 jeunes communistes qui, dans ce combat, ont rejoint les rangs du Parti et de la Jeunesse Communiste.

Au moment où la question posée devant le pays est celle du combat contre la dictature et pour la démocratie, les communistes des Hauts-de-Seine feront tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer le succès du Parti aux prochaines élections législatives. Ils vont à cette consultation avec confiance et résolution en exposant le programme de progrès social, d'indépendance nationale et de paix du Parti, ainsi que sa politique d'union des forces démocratiques pour hâter l'heure de l'avènement d'un gouvernement populaire et d'union démocratique dans lequel les communistes auront la place qui leur revient.

Les membres du bureau fédéral adressent à la direction du Parti, au camarade Waldeck Rochet, l'expression de leurs sentiments les plus fraternels.

# L'Humanité

du 6 juin 1968

## LA JUSTE POSITION

**P**OUR les millions de travailleurs qui viennent de mener ou qui mènent encore une bataille revendicative rarement égalée par sa puissance et son unité, pour les militants investis de la confiance de leurs frères de classe, il est nécessaire de lire attentivement, ces jours-ci, certains articles de la presse bourgeoise qui traduisent presque en clair les espérances des exploités et de leur pouvoir.

Je citerai à titre d'exemple *Le Figaro* et *Paris-Presse* du 5 juin.

Voici ce qu'on lit dans le premier de ces journaux sous la signature de P. Hamelet :

« Des incidents caractéristiques ont fait hier la démonstration de l'existence d'un appareil insurrectionnel dans certaines grandes entreprises en grève... La C.G.T. joue-t-elle un jeu double destiné à déplacer les événements actuels du plan syndical au plan politique? Sommes-nous en présence d'une tentative délibérée de sabotage de la prochaine consultation électorale? Au profit de qui? »

Voici ce qu'écrivit H. Marquand dans l'autre journal :

« Le refus de la reprise... risque-t-il d'empêcher les élections générales?... Le rôle du Parti Communiste n'est pas net, et plusieurs observateurs se demandent aussi ce que veut exactement la C.G.T. »

**I**L importe naturellement, en premier lieu, de stigmatiser ces inventions mensongères et de dénoncer ces canailleries.

Ce que veut la C.G.T., personne ne l'ignore, à commencer par les plumitifs en question. Elle veut, conformément à sa vocation, l'aboutissement victorieux des revendications pour lesquelles les travailleurs se sont mis en lutte.

Quant au rôle du Parti Communiste, il est d'une parfaite clarté. Nous avons soutenu et nous soutenons sans réserve l'action de la classe ouvrière pour ses revendications légitimes. Nous menons au grand jour, parallèlement, notre lutte politique pour l'union des forces démocratiques, afin de battre le régime de pouvoir personnel et de promouvoir un gouvernement populaire et d'union républicaine au sein duquel les communistes auront la place qui leur revient.

Cela dit, où en est à cette heure le mouvement des grèves?

**D**ANS certaines professions, comme la métallurgie et le bâtiment, le patronat rapace et son gouvernement refusent jusqu'alors de satisfaire les justes exigences des salariés et ils prolongent le conflit. Les travailleurs concernés, contraints en conséquence à poursuivre leur action, sont et restent assurés de la solidarité matérielle et morale de leurs camarades qui ont déjà gagné, et, plus généralement, de la majorité du peuple de France.

Dans les autres branches, en revanche, des résultats très importants, parfois sans précédent, ont été obtenus.

C'est le cas dans le textile, l'alimentation, le papier-carton, dans les industries du pétrole et dans nombre d'autres.

C'est le cas dans la fonction publique (augmentation des rémunérations allant de 14 à 21 % pour 1968, réduction du temps de travail, garantie des droits syndicaux), à l'Électricité et au Gaz de France où les salaires sont majorés de 11,7 à 19,5 % et les jours de grève payés, à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P. (augmentation substantielle des salaires, diminution du temps de travail ou extension des congés, indemnisation ou récupération des jours de grève, etc.).

**L**A grève prend fin ce matin, sur ces bases victorieuses, dans différents secteurs de la vie nationale.

Dans tous les cas, il appartient aux travailleurs intéressés, s'ils ne l'ont déjà fait, de prendre démocratiquement leur décision en pleine connaissance des concessions imposées par leur lutte.

Dans son dernier communiqué, le Bureau confédéral de la C.G.T. « estime que partout où les revendications essentielles ont été satisfaites l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail dans l'unité ».

La grande organisation syndicale donne, disant cela, une nouvelle preuve de son sens des responsabilités au service de la classe ouvrière. Nous approuvons pleinement, quant à nous, sa juste position.

Toute autre attitude fournirait à de Gaulle le prétexte qu'il attend, qu'il espère pour éviter la consultation du peuple et s'engager, comme il l'a dit, dans « d'autres voies que le scrutin immédiat du pays » ; elle l'aiderait à nourrir l'inquiétude dans une partie de la population, inquiétude que les « comités d'action civique » s'efforcent d'aviver par tous les moyens. Les articles cités plus haut ne laissent aucun doute à ce sujet.

**I**L faut le souligner d'autant plus que des groupes pseudo-révolutionnaires, après s'être ingénies à saboter le grand mouvement en cours sous prétexte que les revendications n'auraient plus d'intérêt, essaient à présent d'empêcher la reprise du travail là où une conclusion victorieuse a couronné la lutte.

Les phrases sonores des aventuriers ne donneront le change à personne. Ce serait leur faire trop d'honneur sans doute de les tenir pour irresponsables. A la vérité, en s'évertuant à désorienter et à diviser les travailleurs, en fomentant des provocations dont chacun sait qui en profiterait, en insultant les syndicats ouvriers et le parti de la classe ouvrière, ils portent au gouvernement et aux capitalistes un secours dont ceux-ci ont grand besoin.

La défaite de ceux qu'ils servent sera en même temps leur propre défaite.

par  
**Etienne  
FAJON**



# L'Humanité

du 6 juin 1968

## VIGILANCE !

**L**ES travailleurs en grève pour leurs revendications ont contraint le patronat et le gouvernement à des reculs importants : augmentation substantielle des salaires, réduction du temps de travail, paiement des heures de grève, libertés syndicales, signature de conventions collectives. Certaines de ces revendications étaient réclamées depuis vingt années.

Les revendications essentielles de nombreux travailleurs ont été satisfaites grâce à la lutte. Les corporations ayant obtenu satisfaction ont décidé de reprendre le travail dans l'unité. La lutte se poursuit dans celles où le patronat ou l'Etat refusent de faire droit aux revendications.

Des groupes gauchistes, le plus souvent étrangers au personnel des entreprises, prétendant que la lutte pour les revendications était un thème dépassé, interviennent avec violence pour s'opposer à la volonté des travailleurs de reprendre le travail là où les revendications sont satisfaites. Ils calomnient la CGT et ses militants qui défendent avec ardeur les revendications des travailleurs, et les conduisent à la victoire en déjouant toutes les manœuvres et provocations du pouvoir et de ses auxiliaires.

Ils tentent de compromettre tout ce qui fut

acquis au cours des négociations menées par les syndicats et d'entraver la solidarité matérielle de ceux qui ont obtenu satisfaction envers leurs camarades poursuivant la lutte dans plusieurs secteurs industriels pour le succès de leurs revendications. Ils rendent ainsi service au pouvoir gaulliste et au patronat le plus rapace.

Ils calomnient le Parti Communiste, faisant chorus avec de Gaulle et Pompidou au moment où s'engage une grande bataille politique à l'occasion des élections législatives pour en finir avec le pouvoir gaulliste.

Sous le couvert de phrases pseudo-révolutionnaires et d'actes aventuristes, ils mènent en réalité la bataille non contre le pouvoir et le patronat, mais contre les organisations et les militants qui conduisent la lutte des travailleurs, contre le Parti Communiste et sa politique d'union des forces de gauche.

Il faut dénoncer partout et sans hésitation cette entreprise de diversion qui pourrait avoir de lourdes conséquences sur l'avenir démocratique et socialiste de la France, en favorisant les desseins autoritaires et dictatoriaux du pouvoir gaulliste.

# Analyses et Documents

Extrait du numéro 156 « Spécial Mouvement de mai 1968 »

(Daté du 27 juin 1968)

## SECONDE TENTATIVE DE RETOUR A L'ORDRE

Après la « *reprise victorieuse du travail* » (L'Humanité du 6/6/68) dans les transports, P.T.T., E.D.F., c'est-à-dire dans les services publics essentiels à la remise en route de l'économie bourgeoise, de nombreuses branches industrielles et commerciales, publiques ou privées, restaient en grève : métallurgie (dont fait partie l'automobile), électronique, produits chimiques, bâtiment, grands magasins, O.R.T.F. ...

Les points stratégiques ayant été abandonnés, on pouvait s'attendre à « *l'intransigeance inadmissible du patronat* » sur laquelle l'Humanité du 6/6/68 verse des larmes de crocodile, tout en laissant les travailleurs de ces secteurs isolés dans la lutte. Sur cette intransigeance, le communiqué du 11 juin de l'Union des Industries métallurgiques et minières ne laisse aucun doute : « *...lorsque la situation sera clarifiée, que le travail sera repris, nous ne doutons pas que le dialogue puisse reprendre utilement.* »

Les organisations syndicales ayant délibérément pris le risque de faire basculer le rapport de forces du côté de la bourgeoisie, en scindant le mouvement des travailleurs, il était normal que patronat et gouvernement en profitent pour briser la combativité des travailleurs restant en grève, notamment ceux du secteur le plus dur : l'automobile. Ce sont les travailleurs de Renault, suivant ceux de Sud-Aviation à Nantes, qui ont donné à la grève son ampleur. Ce sont également eux qui ont refusé les accords de Grenelle, donnant le ton aux autres grévistes. Cela méritait une punition.

Cette intransigeance n'empêche pas le bureau confédéral de la CGT, le 5 juin, de recommander aux travailleurs encore en grève la reprise du travail, ouvertement cette fois, avec moins de prudence que le 27 mai :

« *Le Bureau Confédéral estime que, partout où les revendications essentielles ont été satisfaites, l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail dans l'unité.* »

« *Dans ces circonstances, les travailleurs doivent prendre leur décision en fonction des réalités, apprécier, à leur juste valeur, les reculs imposés au gouvernement et au patronat. Outre les importantes concessions revendicatives qu'il a dû consentir, le gouvernement a été contraint de dissoudre l'Assemblée et de décider l'organisation d'élections. Ces élections doivent permettre aux travailleurs d'exprimer leur volonté de changement, de prolonger et de compléter leur victoire revendicative.* » (souligné par nous ; NDLR)

Le choix laissé aux grévistes par ce communiqué était :

- soit de reprendre le travail sur la base des accords de Grenelle rejetés dix jours plus tôt, avec l'amertume de la défaite et le hochet des élections comme compensation ;
- soit de continuer la grève contre l'avis de leur organisation syndicale la plus représentative.

[...]

## REFUS DE LA CAPITULATION CHEZ RENAULT

Ce n'est pas par hasard que les CRS occupent Renault-Flins, en expulsant les piquets de grève, le lendemain du communiqué du bureau confédéral, soit le 6 juin au matin. Le gouvernement ne doute pas que la répression, conjuguée avec la pression de la CGT, ne fasse rendre raison aux grévistes. Conjuguée, en effet : ce n'est pas la répression que dénonce l'Union régionale CGT, le 8 juin, mais des « formations entraînées quasi militairement ». C'est ainsi qu'elle qualifie les étudiants venus apporter aux travailleurs de Flins une solidarité active que pour sa part elle refuse. Citons en effet le communiqué du Bureau Confédéral de la CGT du 9 juin :

*« Tout appel à la reprise de la grève générale, qui n'a dans les circonstances présentes, aucune justification, doit être considéré comme une provocation dangereuse ne pouvant servir que les ennemis de la classe ouvrière et de la démocratie.*

*« Les métallurgistes et les travailleurs de quelques autres professions et entreprises, que l'intransigeance patronale et gouvernementale contraint à poursuivre la grève, ont besoin d'une solidarité efficace et non d'aventures funestes. Grâce à leur lutte et au soutien qui les entoure nombre d'entre eux ont déjà fait reculer leurs patrons, obtenu satisfaction pour l'essentiel et sur ces bases, décidé la reprise du travail.*

*« Pour vaincre les résistances qui demeurent, tant dans un grand nombre d'entreprises qu'au niveau des organisations patronales, ils ont besoin principalement d'une solidarité matérielle, financière massive, alors qu'ils entament, pour beaucoup, leur quatrième semaine de grève. Ils ont besoin également d'être entourés du soutien populaire, de l'appui des plus larges couches de l'opinion publique. » ( souligné par nous – NDLR)*

Cette position, à ce moment précis, montre bien que la seule préoccupation de la CGT reste la reprise du travail, dans n'importe quelles conditions, même avec les CRS..

Pour les travailleurs de Flins, il n'en est pas question. Dans les réunions qui ont lieu autour de Flins, les dirigeants syndicaux sont hués ; ils ne sont applaudis que lorsqu'ils parlent de la solidarité des autres travailleurs ; contre leur avis, les grévistes exigent que les étudiants s'expliquent : leur droit à la parole devra être respecté.

Devant cette volonté des travailleurs, la CGT ne peut plus s'en tenir aux accords de Grenelle : le 9 juin, des conversations exploratoires s'engagent avec la direction de Renault. Mais la CGT continue à prôner la seule solidarité matérielle et refuse la journée d'action du 10 juin préconisée par la CFDT, qui tient à se placer par rapport aux travailleurs en lutte et affirme dans un communiqué : « c'est par l'action que les travailleurs veulent exprimer leur soutien à leurs camarades encore en lutte. »

Le gouvernement qui comptait jusque-là que la CGT ferait reprendre le travail, ne peut plus tenir sur la position de force qu'il avait adoptée vis-à-vis de Renault. Le 13 juin, les négociations s'engagent. Elles dureront quatre jours : il n'est pas possible à la CGT de revenir devant les travailleurs sans rien, mais il n'est pas possible à la direction de Renault de se déconsidérer, après l'épreuve de force. La marge de manœuvre est étroite. Citons brièvement ce qui a été obtenu, en plus des résultats de Grenelle :

- 4 % d'augmentation jusqu'au coefficient 150 ( 37 000 O.S.)
- 2 % du coefficient 150 au coefficient 200 ( 14 000 P1,P2,et P3)
- réduction d'horaire de 1 heure par semaine sans perte de salaire, pour les travailleurs faisant plus de 45H. Nouvelle réduction d'I/2 H en septembre 69
- 1/3 des primes anti-grèves ( 12 à 16 % du salaire) ne sera plus soumis à retenue pour grève, maladie ou accident
- reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise [...]

## REFUS DE LA CAPITULATION CHEZ PEUGEOT

Les travailleurs de Renault refusant de reprendre le travail sous la menace des C.R.S., ce furent ceux de Peugeot qui devaient être appelés, par les organisations syndicales, à amorcer la reprise dans la métallurgie. Le 19 juin, elles organisèrent un vote, après celui de la direction, qu'elles ne pouvaient tout de même pas avaliser.. 5279 travailleurs y participèrent, sur 25 800. 2664 se prononcèrent pour la reprise, 2615 pour le maintien de la grève. Devant l'étroitesse de cette majorité, il n'est pas étonnant que le travail, repris le 10 juin à 4 heures, s'arrêtât de nouveau l'après-midi, à l'initiative de jeunes ouvriers carrossiers. A l'origine de cette reprise de la grève, l'insuffisance des avantages obtenus mais aussi des informations officieuses selon lesquelles les cadences seraient augmentées pour rattraper le retard, et la récupération des journées de grève étalée sur 17 samedis. Après la réoccupation de l'usine, ce fut, là aussi, l'intervention des C.R.S. La lutte se durcit à la suite des affrontements et des deux tués de Sochaux. Des arrêts de travail de solidarité se produisirent dans la région de Montbéliard et de Besançon.

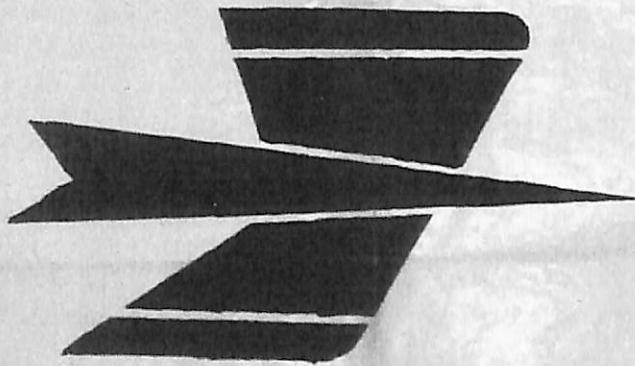
Mais les organisations syndicales étaient déjà revenues à leurs habitudes d'avant Mai 68 : la « *riposte* » à la répression consista en un arrêt de travail d'une heure, le 13 juin, de 15 heures à 16 heures.

La reprise fut décidée le 20, par 84,7 % des votants (15 000 sur 25 000 travailleurs). Alors que, dès le 17, F.O. considérait que « *l'ensemble des résultats était positif* » et que la CFDT voulait déjà soumettre le texte au vote, c'était la CGT, minoritaire à Sochaux, qui « *gauchissait* » en menaçant de boycotter le scrutin. N'étant pas, dans ce secteur, responsable du retour à l'ordre, elle en profitait pour « *disputer à la CFDT l'influence des jeunes et des plus exigeants* » ( France-Soir du 18/6/68). Là aussi, le potentiel combatif était sauvegardé.



DEPTRE

# SOLIDARITE AVEC LA GREVE DES POSTIERS



CONTRE les BRISEURS DE GREVE

MADE IN GERMANY  
BY DEPTRE  
© 1978

7 JUIN 1968

# NUMÉRO SPÉCIAL

(389)

PRIX : 1 F

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

RÉDACTION, ADMINISTRATION : 39, RUE DU FAUBOURG-DU-TEMPLE - PARIS (10<sup>e</sup>)

## EDITORIAL

Les correspondances, les communiqués et les déclarations que nous publions dans ce numéro d'INFORMATIONS OUVRIÈRES ne donnent qu'une idée fragmentaire du combat qui se mène partout. Mais ils en donnent une idée significative. Dans tous les secteurs se manifeste la volonté des militants de ne pas voir gaspiller la puissance de la grève générale qui pouvait tout.

**NOUS N'ACCEPTONS PAS !** Cette exigence s'exprime dans la combativité des travailleurs qui comme à la Sécurité Sociale refusent l'ordre de reprise, des employés du « Printemps » qui repoussent à l'aide de la lance à incendie un commando provocateur, des employés de la Banque Nationale de Paris qui, réunis à la Bourse du Travail de Paris le 4 juin scandaient « Ce n'est qu'un début continuons le combat », dans la bataille menée contre la capitulation par les travailleurs de la R.A.T.P.

L'irrésistible puissance de la grève générale a fait reculer à toute allure gouvernement et patronat, arrachant d'ores et déjà des revendications que les raisonnables dirigeants auraient, il y a trois semaines, dénoncés comme « utopiques » et « aventuristes ». Si la retraite ne s'est pas transformée en déroute, si l'Etat et les patrons ont pu se ressaisir c'est à la loyale collaboration des appareils bureaucratiques qu'ils le doivent.

Aucune garantie n'a été imposée qui défende les résultats revendicatifs obtenus. Ni le gouvernement ni le patronat ne peuvent tolérer d'avoir été défaits, ne peuvent accepter de bon gré la satisfaction des revendications ouvrières. Le temps de reprendre souffle que leur ont offert les bureaucrates, ils vont l'utiliser pour préparer une contre-offensive qui ne connaîtra d'autres limites que celles qui lui fixera le combat de tous les exploités.

A travers le mouvement s'est affirmée une force qui vise à constituer, face à la banqueroute des appareils, une direction de la lutte conforme aux intérêts, aux besoins de la classe ouvrière et de la jeunesse. Une force qui lutte pour l'indépendance politique de la classe ouvrière, pour la réalisation du Front unique ouvrier, pour une stratégie capable d'infliger une défaite décisive aux exploités et à leur état.

Cette force il faut l'organiser pour qu'elle soit à même d'organiser la lutte. C'est là le facteur décisif des durs combats qui s'annoncent.

Tel est le rôle des Comités d'Alliance Ouvrière pour la construction de la Ligue ouvrière révolutionnaire. Tel est le rôle de ce journal.

# QUE CHACUN PRENNE SES RESPONSABILITÉS

De Gaulle-Pompidou sont pressés de faire reprendre le travail.

La direction des Usines Renault à Flins organise un vote à bulletins secrets.

Le Comité de grève constate que les urnes ont été bourrées de bulletins favorables à la reprise. **VOTES TRUQUÉS !** Tel est le contenu de « démocratie » style Pompidou. Dans « Le Figaro » du 5 juin M. Hamelet, spécialiste des questions sociales, approuve le truquage et exige de la C.G.T. qu'elle dénonce la « dictature » des piquets de grève et qu'elle fasse appliquer la démocratie à la de Gaulle.

Le discours menaçant de de Gaulle n'avait qu'un but : appeler les appareils dirigeants de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O., de la C.F.D.T. à faire le travail de la bourgeoisie.

Dans la nuit du 5 au 6 juin, les C.R.S. investissent Renault-Flins isolé.

Certes, la grève générale a abouti à certains résultats revendicatifs. Mais il saute aux yeux que ces résultats sont illusoire dans la mesure où aucune des garanties essentielles pour lesquelles la grève générale a mobilisé 10 millions de travailleurs et d'étudiants n'a été arrachée.

Ni l'échelle mobile seule garantie contre la hausse des prix et la dévaluation qu'organisent d'ores et déjà de Gaulle - Pompidou.

Ni l'abrogation des ordonnances.

Ni le salaire minimum à 1 000 F.

Ni le contrôle ouvrier sur la production et les prix.

## Que chacun prenne ses responsabilités

Les dirigeants stalinien, réformistes et chrétiens, avec des nuances, ont obtempéré à l'injonction du général-président. Les dirigeants de la C.F.D.T. tentent de préserver une attitude « gauchiste », cherchant à faire retomber la responsabilité de la reprise sur la C.G.T. Mais l'ampleur des réactions des travailleurs a contraint Descamps et ses amis à s'allier. Dans les négociations, menées au niveau ministériel, les dirigeants de F.O. se sont purement et simplement alignés sur ceux de la C.G.T. Bergeron en insistant un peu plus ouvertement pour la sauvegarde du capital rejoint ses « ennemis » Frachon et Ségué.

Mais l'essentiel du travail demandé par l'état retombe pourtant sur l'appareil de la C.G.T. et du P.C.F. ; c'est

lui qui contrôle la majorité de la classe ouvrière. C'est pourquoi les remous internes de la C.G.T. expriment le plus clairement les problèmes en cause dans la lutte des classes.

Le noyau dirigeant de l'appareil stalinien directement subordonné à la bureaucratie du Kremlin doit, pour préserver le statu quo mondial, préserver le pouvoir de de Gaulle, élément essentiel de l'actuel équilibre des forces. Il a décidé, quoi qu'il lui en coûte, de faire rentrer.

« Le dilemme n'est pas gaullisme ou communisme mais démocratie ou gaullisme » déclare le Bureau politique du P.C.F. En clair, puisqu'il n'y a pas, pour l'heure, d'autre solution garantissant l'ordre bourgeois que de Gaulle, il faut, à tout prix, faire rentrer les travailleurs.

Pour imposer cette politique, l'appareil a du affronter les masses. Une première fois, aux usines Renault, le lundi 27 mai, Ségué et Frachon ont dû reculer face à la volonté unanime des travailleurs clamant « NE SIGNEZ PAS ».

L'ultimatum de de Gaulle, lancé le jeudi 30 mai contraignait l'appareil à donner toutes ses forces. De Gaulle s'efforce de lui faciliter la tâche : d'une part, dans les négociations, le gouvernement lâche plus, tout en refusant de céder sur l'essentiel des revendications qui remettraient en cause le système capitaliste. D'autre part en brandissant la menace sans toutefois passer immédiatement à la réalisation de ce qu'elle implique ; la répression ouverte.

Le noyau dirigeant de l'appareil stalinien a décidé de casser la grève générale. Il lui a fallu affronter les mil-

LES APPAREILS VEULENT CASSER LA GRÈVE GÉNÉRALE

FEU VERT POUR LA RÉPRESSION :

LES C.R.S. INVESTISSENT RENAULT-FLINS

littants du parti communiste français, cadres organisateurs de leur classe, qui refusent de faire rentrer. Samedi 1<sup>er</sup> juin, dimanche 2 juin, lundi 3 juin, les bureaucrates n'ont pas cessé, matin, après-midi, soir et nuit, de réunir les militants. Une partie d'entre-eux a finalement accepté de se taire, couvrant l'appareil par leur silence.

Mais d'autres n'ont pas marché : des jeunes et aussi de vieux militants qui avaient accepté la liquidation de juin 1936 et la politique suivie en 1944, et qui, cette fois, n'ont pas accepté.

Jamais le noyau de l'appareil ne s'est trouvé face à une telle situation. Même en 1939 car alors la guerre et la répression ont ressoudé autour du « parti » c'est-à-dire de l'appareil, les militants qui doutaient.

Les mardi 4 et mercredi 5 juin ont vu l'explosion d'une colère qui a secoué tout l'édifice de la C.G.T. L'appareil exigeait la reprise. Mais la rage des syndiqués de toutes tendances, en particulier ceux de la C.G.T. a contraint l'appareil à différer l'ordre de reprise et même, là où il pensait avoir réussi, nombreux sont les entreprises et les services qui ont débrayé à nouveau.

(Suite page 2)

Le Comité de grève de la Société Industrielle d'Imprimerie a décidé de faire paraître « Informations Ouvrières » sous son contrôle, en consultant du rôle important de ce journal dans la construction du front ouvrier et pour la poursuite de la lutte qui ont engagé 10 millions de travailleurs.

Le produit du travail effectué par les ouvriers sera équitablement réparti entre tous les camarades grévistes de cette entreprise.



Au moment où nous écrivons, la reprise n'a pas encore été effectuée dans les secteurs décisifs. Contre la grève générale, au compte de la bourgeoisie, l'appareil continue la bataille. Il cherche maintenant à isoler la métallurgie, le secteur le plus dur de la grève générale.

Sécurité Sociale, le Livre, à la R.A.T.P., aux P.T.T., dans les banques, chez les étudiants et dans bien d'autres secteurs, ils se sont battus pour la victoire de la grève générale, pour la constitution de comités de grève interprofessionnels, pour un comité central de grève.

Dans les derniers jours les comités d'alliance ouvrière ont à nouveau pris leurs responsabilités : NOUS N'ACCEPTONS PAS.

Nous n'acceptons pas la tentative d'enliser la lutte des classes dans la voie sans issue du parlementarisme. Les problèmes vitaux de la classe ouvrière ne se régleront pas par des élections mais sur le terrain de la lutte des classes, dans les entreprises, les bureaux, les facultés et dans la rue.

Aujourd'hui, à travers le combat, les Comités d'Alliance Ouvrière pour la Ligue ouvrière révolutionnaire — dont l'organisation communiste internationale — est partie prenante — ouvrent la perspective positive de la construction du parti révolutionnaire.

Le 5 juin 1968.

La grève générale unifie le mouvement de la classe, des étudiants, de toutes les couches exploitées. Les appareils ont fragmenté, divisé la grève générale, par secteurs, par corporations, par entreprises. Mais la grève générale tient au cœur des travailleurs. L'appareil stalinien a œuvré pour la briser. Mais des couches importantes de militants cherchent une autre voie : celle de l'organisation des révolutionnaires.

Les Comités d'Alliance Ouvrière pour la construction de la Ligue Ouvrière révolutionnaire ont pris leurs responsabilités à chaque étape du mouvement : à Sud-Aviation, chez Renault, chez Michelin, à Grenoble, dans la

## DÉCLARATION

### du Comité National des Comités d'Alliance Ouvrière pour la Ligue Ouvrière Révolutionnaire

Le gouvernement est pressé de faire reprendre le travail. Certes des améliorations ont été obtenues, mais aucune des garanties pour lesquelles 9 millions de travailleurs et d'étudiants ont engagé la grève générale n'a été arrachée :

- NI le paiement des jours de grève
- NI le retour immédiat aux quarante heures
- NI l'abrogation des ordonnances
- NI l'échelle mobile, seule garantie contre la hausse des prix qui anéantirait les augmentations de salaires.
- NI le contrôle ouvrier sur les prix, la production et les bénéfices.

Déjà au moment où nous rédigeons ce tract, à 11 h du matin, l'Assemblée Générale des travailleurs et travailleuses des terminus Nation 2 et Nation 6 des lignes n° 2 et n° 6 en grève depuis le 18-5-68, réunie le 4-6-68, a voté la résolution suivante :

- Les travailleuses et travailleurs des terminus Nation 2 et Nation 6, se déclarent décidés à poursuivre la lutte jusqu'à complète satisfaction de
- leurs revendications :
- — 2 jours de repos consécutifs pour tous sans augmentation de la présence journalière ;
- — la semaine supplémentaire de congé annuel ;
- — une augmentation de salaire égale pour tous ;
- — l'abrogation des ordonnances ;
- — l'indemnisation des journées de grève.
- Ils exigent immédiatement l'obtention des 2 jours de repos consécutifs (6 jours de travail + 2 jours de repos) et le paiement intégral des jours de grève.
- Réaffirmant leur détermination dans la lutte ils s'adressent à l'ensemble des directions syndicales et à l'ensemble de leurs camarades pour les appeler à poursuivre la grève jusqu'à la victoire.

Nation, le 4-6-1968 ».

#### TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS DE TOUTES PROFESSIONS CONTINUONS LE COMBAT

Exigeons que soient constitués les comités locaux et interprofessionnels de grève, le comité central de grève par profession, et interprofessionnel départemental qui dirigera le combat victorieux.

Ne nous laissons pas diviser. La grève doit continuer partout. Ne nous laissons pas impressionner par les informations sur les reprises partielles. Ceux-là qui ont hésité reprendront le combat si nous tenons.

Le 4 juin 1968 - 11 heures

Comité National des Comités d'Alliance Ouvrière,  
pour la Ligue Ouvrière Révolutionnaire.

## CHEZ WONDER

**A** l'usine Wonder de Saint-Ouen le patronat escorté de ses séides a tenté de provoquer les travailleuses et les travailleurs de l'entreprise en voulant les contraindre à reprendre le travail.

Calomniant les ouvriers et les ouvrières par des propos orduriers, tentant d'envahir l'entreprise par tous les moyens, les travailleurs et travailleuses ont répondu avec calme et détermination, repoussant l'assaut patronal avec des lances d'incendie.

C'est alors que le patronat a tenté d'imposer une négociation dans le style « paritaire » : 6 représentants patronaux, 6 représentants ouvriers. Les ouvrières et les ouvriers ont repoussé

cette prétention en proposant 2 représentants patronaux, 4 représentants ouvriers. La détermination des travailleuses et des travailleurs, leur volonté de vaincre et de gagner la victoire ont fait qu'il n'y a pas eu de négociation.

Le patronat Wonder spéculait sur une reprise du travail. Les travailleuses et les travailleurs Wonder ont fait échec à cette prétention.

Le 4 juin 1968.

## Dans le Val d'Oise...

**A** l'appel de l'assemblée de grévistes des enseignants de la région d'Enghien, plus de 300 militants et jeunes ont participé à une manifestation qui s'est terminée devant la mairie avec les mots d'ordres suivants :

- « La grève continue » — « Un million de travailleurs devant l'Elysée »
- « A bas De Gaulle » — « A bas l'Etat policier ».

Durant cette manifestation, le seul chant fut « L'INTERNATIONALE », le chant des exploités.

Au cours du meeting précédant la manifestation, Bertrand au nom de l'assemblée de grévistes explique que la seule voie du succès c'était l'unité de 10 millions de grévistes sur une plateforme commune à tous. Un ouvrier métallurgiste, un employé du livre exprimèrent dans ce meeting de la lutte. Un gréviste enseignant à Pontoise, explique que le matin même, à l'unanimité les grévistes avaient — comme en particulier les ouvriers de Sud-Aviation — adopté les revendications suivantes :

- augmentation des salaires avec échelle mobile des salaires ;
- contrôle ouvrier sur les prix ;
- paiement intégral des journées de grève.

Et pour la victoire, l'organisation à tous les niveaux des comités de grève élus, fédérés pour un Comité central national de grève, pour une manifestation devant l'Elysée d'un million de travailleurs.

Il rejoignait et complétait ainsi les revendications que présentait le délégué d'Enghien :

- abrogation des ordonnances,
- abrogation du Plan Fouchet,
- échelle mobile des salaires,
- paiement intégral des journées de grève,
- négociations tous ensemble. Union dans la grève.

Les militants d'avant garde avaient appelé à la constitution de Comité d'Alliance Ouvrière et réuni la veille 70 militants.

Ce sont ces militants qui dans le terrain de la lutte de classe, les éléments moteurs du succès.

Dans le cours de la bataille, sur le terrain de la lutte de classe, les militants d'avant garde, parce qu'ils s'organisent, ont pu ouvrir une perspective de combat.

Appel aux travailleurs de Silver Match à réaliser l'unité en les rejoignant dans la manifestation devant la mairie ceci pour œuvrer à la manifestation de 1 million de travailleurs devant l'Elysée.

Contre la capitulation, la division, pour la victoire les militants d'avant garde ont compris qu'il leur fallait construire l'arme indispensable : les Comités d'Alliance Ouvrière pour la ligue ouvrière révolutionnaire.

Cette expérience, ils la font dans la lutte quotidienne.

A l'issue du meeting, le délégué invita les militants à poursuivre le combat dans leur comité de grève, leur syndicat pour :

- le Comité central national de grève ;
- la manifestation d'un million de travailleurs devant l'Elysée.

## APPEL DES OUVRIERS DE SUD-AVIATION

### A TOUTES LES ENTREPRISES OCCUPÉES A TOUS LES TRAVAILLEURS EN GRÈVE A TOUTES LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

Nous, ouvriers de Sud-Aviation Bouguenais (Nantes) qui, le mardi 14 mai, les premiers, avons débrayé et occupé notre usine, nous vous disons :

### NE NOUS LAISSONS PAS DIVISER ! CONTINUONS LA GRÈVE !

NOUS VOULONS :

- les 40 heures immédiates,
- l'abrogation de toutes les ordonnances,
- la retraite à 60 ans,
- 1.000 francs par mois minimum, garantis par l'échelle mobile,
- garantie absolue de l'emploi et de la qualification,
- abrogation du V° Plan et de la Réforme Fouchet,
- paiement intégral des jours de grève, sans délai ni récupération,
- aucune sanction pour fait de grève.

NOUS NE SERONS PAS DUPES

Après juin 1936, les conquêtes ouvrières ont été reprises en moins de deux ans par la bourgeoisie.

Après la grève des mineurs de 1963, en moins de 2 mois, le patronat et son Etat ont repris tout ce qu'ils avaient dû lâcher.

NOUS VOULONS DES GARANTIES

Continuons la grève jusqu'à satisfaction intégrale de nos justes revendications !

Tous ensemble, nous avons fait chanceler le patronat et son état  
Tous ensemble, nous arracherons la victoire !

**VIVE LA GRÈVE GÉNÉRALE JUSQU'À LA VICTOIRE TOTALE !**

Lundi 3 juin à midi, cet appel avait reçu l'adhésion de 167 ouvriers de Sud-Aviation (Nantes). Les signatures continuent.

# DÉCLARATION du camarade Yvon ROCTON

membre du comité de grève de l'usine Sud-Aviation (Nantes), désigné pour participer à la délégation C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.D.T. pour négocier avec la direction de Sud-Aviation à Paris.

Je suis venu à Paris pour négocier avec la volonté d'aboutir à la satisfaction des revendications essentielles des ouvriers de Sud-Aviation engagés dans la grève générale des 10 millions de travailleurs.

Nous, ouvriers de Sud-Aviation Nantes avons déclenché dès le 10 mai la grève avec occupation, qui s'est ensuite généralisée pour arracher nos revendications :

Refus des licenciements, en particulier ceux prévus par la fermeture de l'usine de Rochefort décidée par le gouvernement De Gaulle-Pompidou.

- 40 heures immédiatement
- Pas de salaires inférieurs à 1000 F comme l'exigent les ouvriers de chez Renault
- Retraite à 60 ans
- Paiement intégral des heures de grève
- Abrogation des ordonnances

J'estime que les atermoiements de M. Papon, Président Directeur Général de Sud-Aviation qui a manifesté le désir de retarder l'ouverture des négociations à mardi, démontre la volonté d'opérer une pression sur les ouvriers de Sud-Aviation, afin de les amener à une reprise sans que les revendications soient satisfaites.

Je suis venu à Paris et j'ai constaté que les négociations particulières, menées au niveau des professions et des entreprises par les Fédérations et les Syndicats, si elles apportent un certain nombre d'avantages, ne règlent aucun des problèmes pour lesquels nous, ouvriers de Sud-Aviation, sommes entrés dans la grève générale de 10 millions de travailleurs.

J'estime en conséquence de mon devoir de ne pas participer plus longtemps aux négociations et de retourner à Nantes, dans mon usine, pour expliquer à mes camarades la nécessité de poursuivre jusqu'au bout la grève, jusqu'à complète satisfaction des revendications.

Je ne doute pas que mes camarades des fédérations C.C.T., C.G.T.-F.O. et C.F.D.T. qui négocient avec M. Papon feront tout pour arracher nos revendications. Mais je ne crois pas que nos problèmes pour l'instant peuvent trouver des solutions autour d'un tapis vert.

**TRAVAILLEURS DE SUD-AVIATION !**

**TRAVAILLEURS DE TOUTES PROFESSIONS ENGAGÉS DANS LA GREVE GENERALE !**

Nous pouvons tout gagner. Nous pouvons imposer l'échelle mobile des salaires, le contrôle ouvrier sur les prix et la production.

Pour atteindre nos buts, notre devoir est tout tracé :

**POUR SUIVONS MARDI LA GREVE GENERALE  
ET NOUS GAGNERONS**

Le 3 juin 1968 (4 h. du matin)

Dans le livre

## LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE MOYEN DE LA VICTOIRE

Le 19 mai 1968, les ouvriers de neuf imprimeries de la région parisienne (1) adoptaient, à l'unanimité, à l'initiative du Comité de grève de la S.I.D.I., la motion suivante :

### MOTION

Environ 10 millions de travailleurs sont en grève illimitée. Une grande partie ne sont pas syndiqués. Le comité de grève composé, dans chaque entreprise de représentants élus des ateliers, délégués du personnel ou non, regroupe l'ensemble du personnel en grève, syndiqués de toute organisation syndicale ou non syndiqués.

Le Comité de grève est l'émanation de la volonté des travailleurs de l'entreprise et l'organisateur de la grève et de l'occupation des locaux.

Le Comité de grève est le porte-parole des travailleurs auprès des organisations syndicales représentatives habilitées à discuter avec le patronat et le gouvernement.

Il est donc nécessaire que les comités de grève se coordonnent sur le plan professionnel et constituent un comité de grève interentreprise.

Texte élaboré par des représentants des entreprises :

S.I.D.I. - I.N.P. - Edition Industries, Lang Grandemange.  
Georges Lang en observateur.

Levallois, le 19 mai 1968.

Ainsi, ils manifestaient leur conscience de la nécessité de coordonner l'action des Comités de grève pour s'opposer efficacement au patronat, ils exprimaient aussi, de cette façon, le besoin de regroupement large (syn-

dyqués et non-syndiqués) indispensable à la classe ouvrière au moment où dix millions de travailleurs en grève refusaient le chômage et la misère que leur offrent le patronat et son Etat.

Pour eux, bien entendu, il ne s'agit pas de créer « une organisme parallèle » aux centrales syndicales, mais, au contraire, de participer à leur action en définissant avec elles les besoins de la classe ouvrière et en décidant démocratiquement des voies et moyens pour les satisfaire.

Les Travailleurs de neuf entreprises ainsi regroupés demandaient alors, par le canal du délégué de l'une des entreprises (Editions et Industrie), une entrevue au Comité Intersyndical parisien (2) afin de lui demander d'imposer partout dans le labour en grève une telle initiative.

A cette demande la réponse de l'appareil sera particulièrement bizarre : « Nous enverrons certaines convocations ».

Unaniment, après en avoir débattu en commun, les travailleurs des neuf entreprises refuseront d'accepter une telle procédure.

Le Comité de grève de la S.I.D.I. décide alors d'inviter, pour le dimanche 2 juin, les huit autres entreprises à participer à une réunion de constitution d'un comité de coordination, et ce malgré l'attitude pour le moins étrange du Comité Intersyndical.

A cette invitation ne devaient répondre que cinq ouvriers à titre personnel, plus un mandaté par le Comité de grève de son entreprise.

(1) Imprimeries : BLANCHARD, EDITIONS et INDUSTRIE, SCHNEIDER et MARY, LANG GRANDEMANGE, HENON, OFFPRINT, HOLLENSTEIN, I.N.P., S.I.D.I.

(2) Organe syndical réunissant les secrétaires de toutes les sections. Il existe un Comité de ce type pour la Presse et un pour la

A Renault Flins isolé

## TRUQUAGE PATRONAL ET RÉSISTANCE OUVRIÈRE

**A** Renault Flins, depuis le début de la grève, chaque matin, alors que les travailleurs se rassemblent devant les grilles pour entendre les consignes syndicales, les cadres se font pointer, restant à l'écart de la grève. Flins a été après les travailleurs de Sud-Aviation et de Renault Cléon, à la pointe du mouvement, contre la volonté des dirigeants syndicaux, sous la poussée des jeunes travailleurs. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. le 16 mai, par solidarité avec ceux de Cléon, proposaient 1 h. de grève ; les travailleurs firent de cette heure symbolique la grève illimitée avec occupation, pour l'abrogation des ordonnances, les 1000 F et les 40 h. dans l'immédiat. Et depuis ce sont ceux qui ont été à l'origine du mouvement, environ un millier de travailleurs, qui portent la totalité de la grève (72 h. de piquet !).

Isolés dans l'entreprise de par la volonté des organisations syndicales, sans jamais avoir pu s'exprimer sur la conduite, l'organisation de la lutte. Le déroulement des AG est comme un symbole : devant les grilles les travailleurs ; à 100 mètres, sur le balcon de la cantine, les responsables syndicaux qui seuls peuvent parler. Profitant de cette situation, la direction, s'appuyant sur la maîtrise, mit à profit le week-end de Pentecôte pour organiser un référendum sur la reprise du travail. A 4 h 30 mardi matin, les cadres étaient convoqués devant les grilles, la direction expliqua ce qu'elle attendait d'eux, et les constitua en « groupe de pression » qui dirigerait les travailleurs vers les urnes et les feraient bien voter. 3 cadres refusèrent, de faire ce sale travail. Le thème du vote : les accords de Grenelle sont satisfaisants, continuer mettrait en danger l'économie française, les 40 h et les 1000 F augmentent le prix de la R 16 de 2000 F et en font une voiture invendable en France et à l'Étranger.

Les militants du Comité de liaison des travailleurs révolutionnaires des Mureaux appelaient à poursuivre la grève, à structurer le mouvement, à imposer la manifestation de plusieurs millions de travailleurs à Paris, préparée selon les propositions du Comité de grève Inter-enseignant par un meeting aux Mureaux dès mardi matin. Sans enthousiasme, en l'absence de toute consigne syndicale, le vote débuta jusqu'à ce que les travailleurs s'aperçoivent que des membres de la direction bourraient les urnes de bulletin « oui ». Alors ce fut le défilé, un militant révolutionnaire arracha une urne en disant au contremaitre qu'il allait procéder lui-

même au dépouillement. Et il brisa l'urne. Toutes les urnes furent arrachées et passées à la chaîne pour terminer en un gigantesque feu de joie. Les cadres se regroupèrent, craintifs, dans leur cercle, sous les huées et les menaces de 5 à 6000 travailleurs déchainés par les manœuvres de la direction.

Spontanément, car jusque là aucune organisation syndicale n'était intervenue, les travailleurs décidèrent de poursuivre résolument leur grève jusqu'à la satisfaction des revendications. Finalement, quand tout fut terminé, le « balcon » appelait à la poursuite de la grève, et malgré l'arrivée d'une compagnie de CRS, cantonnée dans un village voisin, refusait de prendre toute mesure pour l'organisation de la résistance aux menées gouvernementales en liaison avec l'ensemble des Comités de grève de la région. De nombreux travailleurs refusent le maintien de la grève dans le cadre de l'usine de Flins, n'acceptent pas l'incurie de leur direction syndicale qui depuis le début n'agit que contrairement et forcée, quand éclate la volonté de lutte des travailleurs.

Ce sont eux que le comité de liaison des travailleurs révolutionnaires des Mureaux appelle mercredi à se regrouper pour se constituer en Comité d'Alliance ouvrière sur la région, car nous savons que la réaction sauvage au vote patronal, si elle ne s'organise pas pour la lutte, pour chasser les dirigeants tenant d'une orientation de capitulation, sera sans lendemain pour la victoire totale :

**Le Comité de liaison  
des travailleurs révolutionnaires  
des Mureaux.**

Réunion boycottée ? Ce qui est certain aujourd'hui c'est que des membres du Comité Inter avaient fait savoir en termes forts à de nombreux délégués et secrétaires de comité de grève qu'il ne fallait pas répondre aux propositions de la S.I.D.I.

Devant cette situation le Comité de grève de la S.I.D.I. décidait de proposer aux présents de participer au Comité d'Alliance Ouvrière du Livre dont il est partie prenante. Trois camarades acceptaient.

Le même jour, le Comité de grève de la S.I.D.I. soumet aux camarades présents le texte d'un tract appelant les ouvriers de la presse à rejoindre la grève des dix millions de travailleurs et ainsi à jouer son rôle pour faire aboutir leurs revendications propres comme celles du labour.

Les présents acceptent le texte et participeront à sa diffusion dans la soirée.

Après, le Comité Intersyndical, sans doute pris de remords, avait convoqué l'ensemble des délégués qui avaient fait la demande d'une entrevue pour le lundi 3 juin à 15 h 30.

Surprise ! N'avaient répondu à cette convocation que quelques délégués qui semblaient avoir été choisis par un doigt mystérieux.

D'emblée, ce fut le procès (même pas un « dialogue »). Procès 1° des C.A.O. - 2° du camarade Pierre Martin (délégué du personnel de la S.I.D.I., secrétaire général du Comité d'entreprise, délégué au comité de grève, secrétaire adjoint de la Commission du labour).

Devant ce procès les permanents lui offriront de passer l'éponge s'il « abjurait » et revenait dans la ligne. Le camarade Martin refusa, estimant qu'il n'était pas hors de la ligne de développer la grève dans son secteur sur une base démocratique.

A l'issue du procès, après que les secrétaires de section se soient bien soulagés en paroles violentes, c'est une PROPOSITION D'EXCLUSION DE LA C.G.T. QUE PRONONÇAIT LE CHOEUR DES BONS BUREAUCRATES.

Toutefois, magnanimes, ils laissent une chance aux pauvres syndiqués menés sur la mauvaise route par le « mauvais syndicaliste » Pierre Martin, et donnent aux ouvriers de la S.I.D.I. quarante-huit heures pour, finalement, cautionner leur proposition.

Vingt-quatre heures après, lors d'une réunion du secteur Nord demandée par le Comité Intersyndical, la réponse arrivait :

(Suite page 4)

# APPEL A TOUS LES ENSEIGNANTS

Les militants de la F.E.N. , tous les enseignants, ne peuvent accepter de reprendre le travail en laissant isolés leurs camarades du secondaire et du supérieur, leurs camarades étudiants, leurs camarades métallurgistes, dockers, O.R.T.F.,...

DES ECOLES ET DES LOCALITES SONT ENCORE EN GREVE

Nous n'acceptons pas de laisser des secteurs de la classe ouvrière se battre seule alors que nos revendications fondamentales communes n'ont pas été satisfaites

## LA VICTOIRE de tous est encore possible

Dès Lundi, la F.E.N. doit appeler à la GREVE GENERALE, qui, avec le soutien des Associations des Parents d'Elèves, doit se poursuivre jusqu'à complète satisfaction de nos revendications:

- abrogation des Ordonnances
- abrogation du Plan FOUCHET
- abrogation du V° Plan
- abrogation des lois anti laïques
- nationalisation de l'Enseignement

Cette grève s'intégrera dans le combat d'ensemble, LA F.E.N. doit prendre contact immédiatement avec les organisations syndicales des ouvrières

## pour la poursuite de la GREVE GENERALE

## Constitution de Comités de Grève

## élus à tous les niveaux

Nous exigeons que la F.E.N. appelle l'ensemble des enseignants de la région Parisienne à un

### MEETING CENTRAL à la bourse du travail

3, rue du Château d'Eau (N° République)  
Lundi 10 JUIN à 18heures

## TOUS LES ENSEIGNANTS AU MEETING à la BOURSE DU TRAVAIL

21h30, le 8 Juin 1968

Pour les 1500 enseignants réunis à la Bourse du Travail  
LE COMITE PROVISOIRE DE GREVE

# Communiqué du bureau Confédéral de la CGT

**L** A radio a fait état d'un prétendu « Comité national provisoire de grève », composé d'éléments irresponsables issus de milieux de l'enseignement n'engageant en rien le mouvement syndical et se fixant pour but de relancer la grève générale illimitée.

Le Bureau confédéral rappelle que la C.G.T. a appelé tous les travailleurs qui ont obtenu satisfaction pour l'essentiel de leurs revendications, à décider la reprise du travail et que cet appel, qu'il maintient, a été largement entendu. Les millions de travailleurs des secteurs public, nationalisé et de la plupart des industries du secteur privé, ont repris le travail, conscients d'avoir remporté une victoire remarquable, obtenu des revendications particulièrement importantes et renforcé la position de la classe ouvrière dans la lutte pour ses buts de démocratie et de progrès social. Ils ont, du même coup, déjoué les calculs de ceux qui cherchaient un prétexte pour diviser et briser le mouvement ouvrier et démocratique et instaurer une dictature militaire, visées que les déclarations de de Gaulle ont clairement mises en lumière.

Tout appel à la reprise de la grève générale, qui n'a dans les circonstances présentes aucune justification, doit être considéré comme une provocation dangereuse ne pouvant servir que les ennemis de la classe ouvrière et de la démocratie.

Les métallurgistes et les travailleurs de quelques autres professions et entreprises, que l'intransigeance patronale et gouvernementale contraint à poursuivre la grève, ont besoin d'une solidarité efficace et non d'aventures funestes. Grâce à leur lutte et au soutien qui les entoure, nombre d'entre eux ont déjà fait reculer leurs patrons, obtenu satisfaction pour l'essentiel et sur ces bases, décidé la reprise du travail.

Pour vaincre les résistances qui demeurent, tant dans un grand nombre d'entreprises qu'au niveau des organisations patronales, ils ont besoin principalement d'une solidarité matérielle, financière massive, alors qu'ils entament, pour beaucoup, leur quatrième semaine de grève. Ils ont besoin également d'être entourés du soutien populaire, de l'appui des plus larges couches de l'opinion publique.

Protestant contre l'intransigeance patronale et la complicité du gouvernement, et notamment contre l'emploi des forces répressives, principales responsables des incidents de Flins, le Bureau confédéral dénonce l'activité provocatrice des groupements gauchistes et des commandos conduits par des aventuriers. Les travailleurs mènent leur lutte eux-mêmes, avec leurs organisations syndicales responsables. Ils ne toléreront aucune ingérence extérieure. La C.G.T. les appelle à ne suivre que les mots d'ordre émanant de ses organisations ou ceux qui sont pris dans l'unité avec sa participation. Elle appelle, pour la journée de lundi à une grande campagne de collectage de fonds pour les métallurgistes et les autres travailleurs contraints de poursuivre la grève et à assurer le succès des manifestations de soutien à la sortie du travail, avec la population, là où elles seront organisées par ses unions locales.

Paris, le 9 juin 1968.

Laurent Salini, responsable du PCF publia aux Editions Sociales fin 1968 un ouvrage intitulé « Le mai des prolétaires » visant à fournir l'appréciation du PCF sur la grève générale

### VOLAPUK ET ENRAGES

Les nouveaux progrès du mouvement ouvrier passent par la défaite politique du gauchisme en tant que courant politique. Ses adeptes d'aujourd'hui évolueront. Ceux d'entre eux à qui le capitalisme est intolérable rejoindront la classe ouvrière; ils auront alors dépouillé le vieil homme. Leur adhésion sera la plus précieuse indication de l'échec du gauchisme, de la victoire des idées révolutionnaires. Cette évolution souhaitable et souhaitée ne peut atténuer le combat aujourd'hui nécessaire. Pour les gauchistes, en effet, l'Université n'est qu'un moyen, un champ d'action trop exigü dont ils sont pressés de sortir, la « base rouge » d'où ils comptent rayonner dans la jeunesse et par elle dans toute la classe ouvrière. Peu nombreux sans doute, ils se sont montrés aptes à exploiter une occasion favorable ( la fermeture de la Sorbonne puis la répression policière) pour détourner à leur profit un mouvement de masse. Hier à peine écoutés, ils ont entraîné une partie des étudiants. Du coup, le pouvoir a la possibilité d'utiliser leur action en la laissant se développer, comme en mai et juin, pour ensuite accuser les organisations ouvrières d'une « subversion » dont il contrôle exactement l'ampleur.

Il y a toujours eu des sectes pour professer des opinions excessives. Il y a toujours eu des petits noyaux anarchistes ou trotskistes. Mais, aujourd'hui, la bourgeoisie sait utiliser ces courants sur une grande échelle. Elle a appris à donner à leurs initiatives plus d'éclat qu'elles n'en ont en réalité, à créer l'impression que les gauchistes sont pour elle des adversaires de taille. Le fracas fait autour de la prétendue « révolution » de mai a notamment pour but de valoriser les groupes gauchistes, de leur fournir des moyens d'intervention dans la lutte politique, de les auréoler de prestige aux yeux de la jeunesse.

Extrait du *MAI DES PROLETAIRES* de Laurent Salini  
Editions Sociales 1968

# DECLARATION de P. LAMBERT, responsable de L'O.C.I.

pour la reconstruction de la 4ème Internationale,  
directeur de la Vérité.

Nul n'en peut douter, les mesures de dissolution prises par le gouvernement contre les organisations ouvrières et de jeunesse, suivies par des arrestations de militants, préparent, pour une étape prochaine, la répression généralisée contre tout le mouvement ouvrier et démocratique.

Le Grand Capital et son Etat prétextent " la violence et le désordre "qu'auraient fomenté les révolutionnaires. Il cherche dans l'action de millions et de millions d'hommes, l'activité de prétendus "meneurs".

Il suffit de rappeler l'origine des événements pour mesurer exactement les responsabilités.

Vendredi 3 mai : en accord avec le Ministre de l'Education Nationale, M. Peyrefitte, le recteur faisait évacuer la Sorbonne et appelait les C.R.S. Le cri de ce jeune étudiant anonyme "Libérez nos camarades !" exprimait la réponse de la jeunesse à la décadence et la déchéance à laquelle la nouvelle régime.

Le 14 mai : Les ouvriers de Sud-Aviation Nantes, tous syndicats réunis, déclenchent la grève avec occupation qui allait se développer en grève générale. Violence ? Désordre ? Seul un apôtre du régime du profit peut ainsi qualifier la résistance ouvrière aux licenciements et au chômage.

10 MILLIONS DE TRAVAILLEURS ET DE JEUNES ONT MANIFESTE LEUR VOLONTE  
DE CHANGER LA VIE.

Encore une fois, et ce n'est pas la première, pour sauver le Capital et son Etat, les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. ont sacrifié les intérêts les plus immédiats et les plus généraux au mouvement ouvrier. Ce sera la honte du stalinisme qu'il ne faut pas confondre, ni avec les militants du P.C.F., ni avec les syndiqués de la C.G.T., que d'avoir pris la responsabilité d'appeler à la répression contre les militants ouvriers et la jeunesse.

On peut ~~ON PEUT DISSOUDRE LES ORGANISATIONS~~, ~~ON NE PEUT DISSOUDRE LES IDEES~~.

La 4ème Internationale, dont le programme marxiste plonge ses racines dans l'expérience séculaire du mouvement ouvrier, intègre dans la lutte pour le socialisme, la défense inconditionnelle des libertés démocratiques pour tous.

LA LIBERTE D'EXPRESSION NE SE DIVISE PAS.

La 4ème Internationale poursuivra son combat.

Le 15 juin 1968.

## **L'année 1968 dans le monde**

### **Documents :**

- **Manifeste des « Deux mille mots »**
- **Pologne – Yougoslavie – Tchécoslovaquie : extraits du « Printemps des peuples commence à Prague » de P. Broué**
- **La voix de l'opposition communiste en URSS (Samizdat 1)**
- **Une interview de militants mexicains après octobre 1968 (*Jeune révolutionnaire* de novembre 1968)**

La grève générale de mai-juin 1968 en France a été le moment le plus haut d'un mouvement qui a embrasé la jeunesse et - partiellement - la classe ouvrière dans une bonne vingtaine de pays du monde, du Japon aux Etats-Unis et au Mexique, en passant par la Pologne, la Yougoslavie, l'Allemagne et surtout, évidemment, la Tchécoslovaquie. Même s'il apparaissait quantitativement modeste l'apparition publique du mouvement dit dissident en URSS au cours de l'année 1968 reflète les échos de cette mobilisation internationale de millions de jeunes et d'ouvriers tendus vers l'objectif de leur émancipation. L'une des caractéristiques premières de cet immense mouvement est qu'il dépassait les frontières entre les pays de l'Est et de l'Ouest et tendait naturellement à s'unifier à la fois contre le Capital et la bureaucratie stalinienne. Il met donc en cause et remet en question l'ordre international issu de Yalta et de Potsdam. C'est cet ordre - et pas seulement sa domination - que la bureaucratie stalinienne défend en envoyant ses troupes en Tchécoslovaquie dans la nuit du 20 au 21 août 1968. Sous une autre forme, c'est cet ordre que la direction du Parti communiste français subordonné au Kremlin défend en s'acharnant à ne jamais lancer le mot d'ordre de grève générale et en s'attachant à réduire la portée de cette grève générale à l'obtention de revendications immédiates et limitées.

Il est impossible dans les limites étroites de ce cahier de tenter de donner une image - même rapide - de la réalité internationale du mouvement qui débouche sur la grève générale en France et la mobilisation de tout le peuple tchécoslovaque. Les médias, à l'exemple du film de Patrick Rotman sur mai 68 évoquent parfois la mobilisation massive des étudiants au Japon, en Allemagne, aux Etats-Unis et au Mexique et la révolution montante en Tchécoslovaquie, mais restent en général muets sur ce qui se passe dans la plupart des autres pays. Sans prétendre bien entendu combler ce silence, nous publions ci-dessous trois extraits du livre de Pierre Broué, *Le printemps des peuples commence à Prague*, publié comme supplément à la Verité n° 542 concernant outre la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Yougoslavie. Nous publions aussi des extraits du Manifeste tchécoslovaque des 2000 mots qui suscita une tempête à Moscou, et un extrait de la préface de *Samizdat I*, la voix de l'Opposition communiste en URSS, sur les premières manifestations publiques d'une opposition à la bureaucratie à la suite du procès de quatre dissidents (Galanskov- Guinzbourg- Dobrovolski et Lachkova) lourdement condamnés en janvier 1968.

Nous avons signalé plus haut les importants mouvements qui s'étaient développés au Mexique. En octobre 1968, une manifestation était sauvagement réprimée. On compta des centaines de morts. Nous publions une interview de militants mexicains parue dans *Jeune révolutionnaire* de novembre 1968.



## **Manifeste des « DEUX MILLE MOTS » (27 juin 1968)**

[...] La ligne incorrecte des dirigeants a transformé le parti, qui était un parti politique et un groupement idéologique, en une organisation du pouvoir qui a attiré les égoïstes avides de dominer, les lâches habiles et les gens ayant mauvaise conscience. Leur afflux dans le parti a affecté la nature et la conduite de celui-ci.

Son organisation interne ne permettait pas aux gens honnêtes de prendre de l'influence sans des incidents scandaleux ou de modifier le parti pour le mettre constamment en accord avec le monde moderne. Beaucoup de communistes ont combattu cette déchéance, mais ils n'ont pas réussi à empêcher ce qui est arrivé.

La situation à l'intérieur du parti communiste a servi de modèle et a provoqué une situation similaire dans l'Etat. Le fait que le parti était lié avec l'Etat l'a amené à perdre les avantages de l'éloignement du pouvoir exécutif. Il n'y avait pas de critiques des activités de l'Etat et des organisations économiques. Le Parlement oublia les procédures parlementaires, le gouvernement oublia comment on gouverne et les dirigeants comment on dirige. Les élections n'avaient plus de signification. et les lois perdirent leur valeur.

Nous ne pouvions pas compter sur nos représentants, dans aucune organisation. Si nous pouvions leur faire confiance, nous ne pouvions pas leur demander quoi que ce soit car ils ne pouvaient rien faire. Pis encore, nous ne pouvions plus nous faire confiance les uns aux autres. L'honneur personnel et collectif déclinait.

L'honnêteté ne conduisait nulle part et les compétences ne servaient à rien. C'est pourquoi la plupart des gens se désintéressèrent des affaires publiques : ils ne s'intéressaient qu'à eux-mêmes et qu'à l'argent. Ces conditions déplorables eurent aussi pour résultat que personne maintenant ne peut même faire confiance à l'argent.

Les relations entre les gens étaient gâtées, il n'y avait plus de joie au travail. Pour résumer, le moment arrivait où la santé spirituelle et le caractère de la nation étaient menacés.

Nous sommes tous responsables de l'état actuel des choses et surtout ceux, parmi nous, qui sont communistes. La principale part de responsabilité, cependant, revient à ceux qui étaient partie intégrante et instruments de ce, pouvoir incontrôlé. C'était le pouvoir d'un groupe d'opinion mis en place, avec l'aide de l'appareil du parti, partout, depuis Prague jusqu'aux moindres districts et communes.

L'appareil décidait ce qu'on devait faire ou ne pas faire. Il dirigeait les coopératives à la place des membres des coopératives, les usines à la place des ouvriers et les organisations nationales pour les citoyens. Aucune organisation n'appartenait réellement à ses membres, pas même les organisations communistes.

La faute principale et la plus grande duperie de ces dirigeants, c'est qu'ils justifiaient leur arbitraire en proclamant que telle était la volonté des ouvriers.

Si nous devons croire en cette tromperie, il nous faudrait, aujourd'hui, accuser les ouvriers du déclin de notre économie, des crimes à l'encontre de personnes innocentes, de la mise en place de la censure qui empêchait que tout cela soit écrit. C'étaient les travailleurs qui étaient responsables des investissements erronés, des pertes commerciales ou de la crise du logement.

Naturellement, personne de sensé ne croit à cette culpabilité des travailleurs. Chacun sait que la classe ouvrière, pratiquement, ne décidait en rien; les fonctionnaires ouvriers étaient proposés par quelqu'un d'autre.

Beaucoup d'ouvriers croyaient qu'ils commandaient, mais le commandement était exercé en leur nom par un groupe de fonctionnaires du parti et de l'appareil de l'Etat spécialement entraînés à cet effet. En fait, ils prenaient la place de la classe renversée et étaient devenus la nouvelle autorité.

[...] Depuis le début de cette année, nous sommes dans la renaissance du processus de démocratisation. Cela a commencé dans le parti communiste. Nous devons le dire, et les gens, parmi nous, qui sont en dehors du parti et qui jusqu'à récemment n'attendaient de nous rien de bon, le savent aussi. Nous devons ajouter que ce processus n'avait pu commencer ailleurs. Seuls les communistes ont pu vivre durant vingt ans une certaine vie politique.

Seule la critique communiste était en mesure de se déclarer. Seule l'opposition, à l'intérieur du parti communiste, avait le privilège d'être en contact avec l'ennemi. L'initiative et les efforts des communistes-démocrates ne sont que le remboursement de la dette contractée par l'ensemble du parti envers les gens en dehors du parti, que celui-ci maintenait en position d'inégalité. C'est pourquoi il n'y a pas de reconnaissance à avoir envers le parti communiste, bien qu'il doive être reconnu qu'il s'efforce honnêtement d'utiliser cette dernière occasion de sauver son honneur et celui de la nation.

Le processus de renaissance n'apporte rien de bien nouveau. Il comporte des idées et suggestions dont beaucoup sont plus vieilles que les erreurs de notre socialisme, et d'autres dont quelques-unes émergent d'en dessous la surface de ce qui était visible. Elles auraient dû être exprimées depuis longtemps, mais elles étouffées.

Ne nous berçons pas de l'illusion que ces idées triomphent maintenant par la force de la vérité. Leur victoire résulte plutôt de la faiblesse de l'ancienne direction usée en premier lieu par vingt ans de pouvoir sans entrave. Manifestement, tous les éléments indésirables cachés dans les fondations et dans l'idéologie du système devaient mûrir avant de se manifester.

[...] Il a fallu plusieurs mois avant que nous puissions croire que nous pourrions parler et certains d'entre nous ne le croient pas encore. Quoi qu'il en soit nous devons concrétiser notre intention de rendre ce régime plus humain. Sinon la revanche des vieilles forces serait cruelle! Nous nous adressons à tous ceux qui jusqu'ici attendaient. Ce qui arrive actuellement sera décisif pour de nombreuses années.

C'est maintenant l'été et l'époque des vacances, l'époque où traditionnellement on veut tout lâcher. Mais nous pouvons être certains que nos adversaires ne vont pas se donner de répit, qu'ils vont mobiliser les gens à leur solde et que déjà actuellement ils tentent de se préparer des vacances de Noël calmes.

[...] Dans les jours qui viennent nous aurons à faire preuve de notre propre initiative et de notre propre détermination. En premier lieu, nous nous opposerons à l'opinion - si elle se manifeste - qu'une renaissance démocratique peut se faire sans les communistes ou même contre eux: ce serait non seulement injuste, mais également déraisonnable.

Les communistes ont des organisations bien établies: il est nécessaire dans ces organisations, de soutenir les tendances de progrès. Ils ont des fonctionnaires expérimentés et ils

ont aussi les leviers de commande en main. Ils ont préparé un programme d'action qui a été proposé au public. C'est un programme visant à la réparation des plus grandes injustices et ils se trouvent être les seuls en possession d'un programme aussi concret. Nous devons réclamer l'établissement d'un programme local d'action dans chaque district et dans chaque commune.

Et puis, soudainement, des mesures très ordinaires et longtemps attendues sont prises. Le parti communiste tchécoslovaque se prépare pour le Congrès qui élira un nouveau comité central. Nous devons exiger qu'il soit sortant. Si le parti communiste déclare actuellement qu'à l'avenir il fondera sa suprématie non sur la force mais sur la confiance des citoyens, croyons-le aussi longtemps qu'on pourra faire confiance aux personnes qu'il a déléguées aux districts et aux conférences régionales.

Le peuple redoutait, il y a quelque temps, que le processus de démocratisation ne se fût arrêté. Cette impression venait en partie de la fatigue due au bouillonnement des événements et en partie du fait que la saison des révélations sensationnelles, des démissions de personnages haut placés et des discours d'intoxication d'une brutalité verbale sans précédent était passée.

Cependant, l'explication est simple : la lutte des forces est devenue moins visible. Le combat se livre maintenant pour la substance et l'application des lois, pour l'étendue des mesures pratiques que l'on prend. De plus, nous devons laisser du temps aux nouveaux venus - ministres, procureurs, présidents, secrétaires - le temps auquel ils ont droit pour montrer qu'ils peuvent faire quelque chose de bien ou alors qu'ils ne font pas l'affaire. On ne peut, pour le moment, demander davantage aux organes politiques centraux.

Pratiquement, la future démocratie dépendra de ce que deviendront les entreprises et de ce qu'il s'y passera. Dans toutes nos discussions, les économistes se sont imposés. Il est nécessaire de rechercher de bons directeurs et de leur assurer de bonnes situations. Il est vrai que nous sommes mal payés par comparaison avec les salaires des pays plus évolués. Nous pourrions réclamer plus d'argent, et il serait possible d'imprimer davantage de billets, mais leur valeur diminuerait. Il est préférable de demander aux directeurs et présidents ce qu'ils veulent fabriquer, et à quel prix ; à qui ils veulent vendre, et à quel prix ; ce que sera le profit, quelle part de ce profit sera investie dans la modernisation de la production, et quelle part il sera possible de distribuer.

Les titres des journaux montrent qu'il y a dans la presse un combat très serré au sujet de la démocratie et de la direction. En tant que producteurs, les ouvriers peuvent intervenir par le choix, des personnes qu'ils éliront à la direction de l'entreprise et aux conseils d'entreprise. En tant qu'employés, ils agiront au mieux pour eux-mêmes s'ils choisissent comme représentants, dans les organisations syndicales, les éléments capables et honnêtes sans considération de leur appartenance politique.

Etant donné qu'il est impossible d'obtenir davantage à l'heure actuelle des organes centraux, il est nécessaire d'obtenir beaucoup plus à l'échelon des districts, notamment de la part des communistes.

Nous exigeons le départ de ceux qui ont abusé de leur pouvoir, qui ont dégradé le patrimoine collectif et qui se sont comportés de façon malhonnête ou brutale : il est indispensable de trouver les moyens de les obliger à partir. Par exemple : critiques en public, adoption de résolutions, organisation de manifestations, mises à la retraite, grèves, collectes pour des cadeaux à ceux qui s'en vont.

[...]Faisons revivre le Front national. Demandons des réunions 'publiques des comités nationaux. Etablissons des comités spéciaux et des- commissions de citoyens pour s'occuper des questions auxquelles les fonctionnaires n'arrivent pas à répondre. C'est simple : il suffit que plusieurs personnes se réunissent, élisent un président, rédigent un procès-verbal, publient leurs conclusions appelant une solution et refusent de se laisser intimider. Transformons la presse régionale et locale qui embouche la trompette et répercute les vues officielles en en faisant une tribune pour toutes les forces politiques. Demandons l'instauration de conseils de rédaction composés de représentants du Front national ou bien créons de nouveaux journaux.

Etablissons des comités pour la défense de la liberté d'expression. Organisons notre propre service d'ordre pour nos meetings. Si nous avons vent de nouvelles étranges, vérifions-les, envoyons des délégations aux gens qui sont mis en cause, et que leurs réponses soient publiées et si possible affichées.

[...] Les déplacements à travers le pays, à l'occasion des vacances, vont éveiller l'intérêt pour les aménagements constitutionnels entre Tchèques et Slovaques. Nous considérons que la fédération est un moyen de résoudre la question des nationalités. C'est en outre une des mesures importantes qui permettront d'instaurer des conditions démocratiques. Mais cette mesure n'assurera pas par elle-même une vie meilleure aux Slovaques et elle ne résoudra pas le problème du régime, que ce soit dans la région des Tchèques ou en Slovaquie. La bureaucratie du parti et de l'Etat pourra continuer à régner mieux que jamais, même en Slovaquie, sous le prétexte qu'elle sera dotée d'une plus grande liberté.

La possibilité de voir des forces étrangères intervenir notre évolution intérieure a été ces derniers temps une grande source d'appréhension. Face à ces forces supérieures, tout ce que nous pouvons faire c'est tenir les nôtres et ne pas prendre d'initiative. Nous donnons l'assurance au gouvernement que nous le soutiendrons, même par les armes, tant qu'il fera ce pourquoi il a été mandaté. Et nous donnons à nos alliés l'assurance que nous respecterons nos traités d'amitié, d'alliance et de commerce. Des reproches véhéments et des soupçons latents ne pourraient que rendre plus difficile la position du gouvernement.

De toute façon, nous n'aurons avec les autres pays des relations d'égalité que si nous améliorons notre situation interne et si nous poussons la renaissance jusqu'à procéder un jour à des élections permettant d'élire des hommes d'Etat dotés d'assez de courage, d'honneur et de sagesse politique pour établir et maintenir de telles relations. C'est là, soit dit en passant, le problème des gouvernements de tous les petits Etats de par le monde. Ce printemps, comme au lendemain de la guerre, une grande chance nous est donnée: de nouveau nous avons la possibilité de prendre en main notre cause commune, qu'à toutes fins utiles nous appelons socialisme, et la possibilité de lui donner une forme correspondant mieux à la bonne réputation que nous avons et à l'opinion relativement bonne que nous nous faisons autrefois de nous-mêmes. Ce printemps vient de s'achever. Il ne reviendra jamais plus. Cet hiver, nous saurons tout.

Sur ce, nous concluons notre déclaration aux travailleurs paysans, fonctionnaires, artistes, savants, techniciens et à tout le monde. Cette déclaration a été faite à la suggestion de savants.

*Traduction du journal « Le Monde »*

## POLOGNE – YOUGOSLAVIE – TCHECOSLOVAQUIE

### Extraits du « Printemps des peuples commence à Prague »

Essai sur la révolution politique en Europe de l'Est  
(texte de Pierre Broué dans le supplément à «La Vérité» n°542)

#### Pologne

En 1956, déjà, c'était l'agitation des étudiants et des ouvriers polonais et la menace d'intervention des troupes russes qui avaient suscité la manifestation de solidarité des étudiants de Budapest, manifestation dont la répression est à l'origine de la grève générale, du soulèvement armé et de la lutte des conseils ouvriers hongrois. Les exemples polonais et hongrois, à leur tour, avaient suscité une agitation politique en Europe de l'Est, tant en U.R.S.S., où plusieurs groupes clandestins d'étudiants s'étaient organisés - parfois autour de responsables du Komsomol, comme le militant Zeliksson, de l'institut de technologie de Leningrad, qu'en Allemagne de l'Est, avec l'activité du groupe d'opposition communiste animé par Wolfgang Harich, et, nous l'avons vu, en Tchécoslovaquie. En 1968, le début de la révolution politique en Tchécoslovaquie tire une partie de son élan des grandes manifestations et de la grève des étudiants polonais du début mars, et il nourrit partiellement les manifestations et la grève des étudiants yougoslaves, ainsi que l'explosion de colère des ouvriers, -à travers le congrès des syndicats, en juin.

Les souvenirs du « *printemps en Octobre* » ne sont pas effacés en Pologne par la « *normalisation* » sous la houlette de Gomulka. Dans les années 1963-1965, étudiants et lycéens traduisent leurs sentiments et leurs besoins par l'organisation de clubs politiques de discussion, le « *club des chercheurs de contradiction* », le « *club des bébés révisionnistes* », le « *club Babel* ». Dans cette activité critique, la génération des militants révolutionnaires d'avant-guerre, les trotskystes Badowski et Haas, rescapés des camps de concentration allemands puis russes, rejoint celle des enfants d'octobre 1956. Les animateurs de cette opposition de jeunes communistes sont de jeunes intellectuels, assistants d'histoire et de sociologie à l'Université de Varsovie, Karol Modzelewski et Jacek Kuron, les auteurs de la « *Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais* », qui constitue la première ébauche d'un programme de révolution politique anti-bureaucratique, depuis que Trotsky, dans le Programme de transition de la IVème Internationale, en avait défini le cadre et les directions principales. Les deux jeunes gens, d'abord exclus du parti et de l'organisation des jeunes, sont arrêtés en mars 1965, puis jugés à huis clos et condamnés à plusieurs années de prison : ils chantent *l'Internationale* à l'annonce du verdict, contre lequel plusieurs centaines d'étudiants manifestent dans la rue. Leurs camarades ne les oublient pas : le 1er mai 1966, ils réussissent à tromper les miliciens et défilent devant la tribune officielle, au cours du défilé officiel, en réclamant leur libération. En octobre 1966, dixième anniversaire du « *printemps en Octobre* », les professeurs Kolakowski et Pomian, anciens dirigeants de la gauche communiste universitaire de 1956, sont exclus du parti ; un étudiant, Adam Michnik, est exclu de l'Université pour avoir organisé une manifestation pour la libération de Kuron et Modzelewski. Le 1<sup>er</sup> mai 1967, plusieurs centaines de jeunes réussissent à manifester, cette fois devant l'ambassade des Etats-Unis, mais toujours pour les deux détenus.

L'explosion de 1968 est provoquée par l'interdiction d'une pièce d'Adam Mickiewicz - un classique de la littérature nationale - *Les aïeux*, dont les tirades anti-tzaristes provoquent les applaudissements enthousiastes d'un public prompt à saisir les analogies. Michnik - encore lui -

et son camarade Henryk Szlajfer, accusés d'avoir organisé, le 30 janvier, une manifestation contre l'interdiction, sont arrêtés. Nouvelle manifestation le 8 mars, à l'issue de laquelle Kuron et Modzelewski, libérés depuis quelques semaines, sont à nouveau arrêtés. Le 9 mars commencent les grèves avec occupation des facultés : celle de l'Institut polytechnique se prolongera pendant plusieurs semaines. Malgré de nombreuses violences policières, de nombreuses arrestations, malgré une sévère répression de toutes les manifestations de rue, les étudiants poursuivent la grève et manifestent, tant à Varsovie qu'à Wrocław, Katowice, Cracovie. Contrairement à ce que clame la presse polonaise officielle, les étudiants ne sont pas seuls : de nombreux ouvriers manifestent avec eux, des délégations des usines leur apportent vivres, fruits de collectes et motions de solidarité. Plusieurs grèves ouvrières de solidarité sont brisées dans l'oeuf, mais il y a plusieurs manifestations ouvrières contre les déclarations et accusations lancées contre les étudiants : à Nowa-Huta, où la police lance les chiens qui font une centaine de blessés, à Katowice, où 3 000 ouvriers manifestent contre les brutalités de la milice, à Cracovie, où ils désarment les miliciens après une bataille rangée, à Gdansk, dans les chantiers navals, à Wrocław, dans l'industrie alimentaire.

Le programme des étudiants polonais est fort significatif : lutte contre la censure, dénonciation de toutes les pratiques courantes qui violent la constitution, revendication de la liberté d'information et de discussion, du droit d'organisation en dehors des cadres bureaucratiques officiels, appel aux ouvriers pour un combat commun contre la bureaucratie et pour la démocratie socialiste. Mais l'appareil, épuré au lendemain des années 56-57, n'a pas les mêmes fissures qu'à Prague : il fait front et frappe durement. Des dizaines d'enseignants et de fonctionnaires sont révoqués, parfois sous le seul prétexte que leurs enfants ont manifesté ; les ouvriers grévistes sont licenciés ; des dizaines d'étudiants arrêtés et exclus de l'Université. A la fin de l'année et au début de 1969, de lourdes peines de prison frappent ceux qui sont tenus pour les responsables de cette agitation : Kuron et Modzelewski, bien sûr, mais aussi Michnik et Szlajfer, Gorecki, Irena Lasota, Doczgewant, Barbara Torunezyk, A partir du 21 août, le sort de la Tchécoslovaquie est là pour nourrir en Pologne les arguments des réalistes raisonnables ou des cyniques pessimistes.

## **Yougoslavie**

Pourtant le lien est évident entre Belgrade et Varsovie. Dans cette Yougoslavie qui est la patrie du communisme « libéral », de l'application avancée d'une réforme économique basée sur les notions d'autonomie et de rentabilité des entreprises, de l'« autogestion » et de l'adaptation de l'économie par son insertion dans le marché mondial, en mars, plus de cinq mille étudiants de Belgrade signent une protestation contre la répression du mouvement étudiant en Pologne. Début juin, à la suite d'un incident avec la police et de violentes bagarres aux environs de la cité universitaire du Nouveau-Belgrade, les étudiants décident de manifester pour faire connaître leurs revendications : libération immédiate de tous les étudiants emprisonnés, révocation du chef de la police, retrait des forces de police de la Cité universitaire. C'est un cortège de 3 à 4 000 étudiants qui, le 4 juin, marche sur Belgrade et se heurte à des forces de police considérables ; le président du parlement et celui de la Ligue des communistes de Serbie entreprennent de parlementer avec eux, quand la police tire et charge : il y a plus de soixante blessés, dont les deux personnalités gouvernementales, et la bataille, très dure, se prolonge pendant plusieurs heures.

L'après-midi, plus de 10 000 étudiants se rassemblent dans la Cité du Nouveau-Belgrade et y désignent un Comité d'action, cependant que plusieurs centaines d'autres occupent, au coeur de Belgrade, la Faculté de philosophie et de sociologie. Des tracts sont distribués, reprenant les revendications de la veille et exigeant en outre la révocation des directeurs de journaux, de la radio et de la télévision, la convocation du parlement afin de résoudre les problèmes les plus

urgents : celui de l'emploi des nouveaux diplômés de l'Université, et celui des « *grandes inégalités sociales* ». Le même jour, plusieurs milliers d'étudiants manifestent à Nis. A partir de l'Assemblée générale des professeurs et étudiants et des Comités d'action s'organise l'occupation de toutes les facultés.

L'Université, rebaptisée « *Université rouge Karl Marx* », arbore de voyantes affiches : « *Etudiants, ouvriers, paysans, unissons-nous contre les bureaucrates* », « *Demain sans ceux qui hier ont vendu* », « *A bas la bourgeoisie rouge* », « *Montrez à un bureaucrate qu'il est un incapable, il vous montrera vite de quoi il est capable* », « *Plus d'écoles, moins d'autos* », « *Fraternité et égalité pour TOUT le peuple yougoslave* ».

La presse, quasi unanime dans la « *libérale* » Belgrade comme à Varsovie, se déchaîne contre les « *filis à papa* ». Le maire de Belgrade met en garde contre « *l'ennemi actif en ce moment à Belgrade* », proclame : « *Nous ne pouvons permettre de manifestations contre notre système.* ». Le Comité de la ville de la Ligue des communistes décide le contrôle de toutes les rues par la police en armes pour interdire toute manifestation, appelle les cellules à empêcher tout contact entre les étudiants et la population, recommande la formation dans les usines de milices ouvrières, destinées à protéger la propriété sociale contre les -étudiants. Le 5 juin, la police commence à encercler les bâtiments universitaires, et *Borba* justifie d'avance la répression en écrivant « *Si nous voulons que notre démocratie d'autogestion se développe normalement, nous devons la protéger par tous les moyens contre ceux qui voudraient imposer leur volonté par le désordre dans la rue* ». Les professeurs, dont de nombreux responsables communistes, interviennent auprès des étudiants pour souligner leur isolement, et offrent leurs bons offices pour faire triompher les revendications par le canal normal du parti. C'est alors que les étudiants rédigent un programme politique qui sera publié par *Student* : mesures pour « *réduire les grandes inégalités sociales dans notre communauté* », « *liquidation des privilèges* », action « *contre l'accumulation du capital privé* », nouveau plan d'économie « *sur la base du droit au travail pour tous* », garantie de l'emploi, interdiction des heures supplémentaires, « *destruction des forces bureaucratiques* » et « *création rapide de rapports d'autogestion dans toute la société* », « *démocratisation complète des moyens d'information* », réalisation des « *libertés et droits prévus dans la Constitution* », lutte contre « *la désintégration ou le détournement de la propriété sociale au profit de la propriété privée* », contre la spéculation sur les logements, etc. Le Comité de l'Université de la Ligue des communistes yougoslaves fait sien ce programme et entre en négociations avec le Comité de la ville.

Pendant ce temps, les étudiants adressent aux travailleurs une lettre ouverte : « *Nous ne luttons pas pour nos propres intérêts matériels. Nous sommes indignés par les énormes différences économiques et sociales dans notre société. Nous ne voulons pas que la classe ouvrière soit sacrifiée au nom des réformes. Nous sommes pour l'autogestion, mais contre l'enrichissement de ceux qui sont tributaires de la classe ouvrière et qui la contrôlent. Nous ne permettrons pas que l'on divise et que l'on oppose étudiants et ouvriers. Vos intérêts et les nôtres sont les mêmes, ils sont les intérêts mêmes du socialisme* ». Le soir, plusieurs centaines de travailleurs prennent part à l'assemblée générale de la Faculté de philosophie et sociologie, et plusieurs d'entre eux y prennent la parole. La nouvelle que *Student* a été saisi par la police renforce les craintes de nombreux étudiants sur les négociations entreprises en leur nom par le Comité de la Ligue à l'Université. Aussi, le 6, l'assemblée générale repousse-t-elle les propositions de compromis qui lui sont présentées.

Le 9 juin, la crise est à son paroxysme. La presse réclame à cor et à cri de sévères châtiments. La police cerne les facultés, des incidents se produisent en plusieurs endroits, arrestations et bagarres. C'est alors que Tito prend la parole. Le président de la république yougoslave est le seul dirigeant d'un pays communiste qui jouisse d'un réel prestige personnel:

chef de la résistance armée des partisans pendant la guerre, âme de la résistance nationale contre Staline à partir de 1948, chef national et patriarche, il sait que les étudiants ont manifesté derrière sa propre photographie - datant de 1943, il est vrai, celle de Tito partisan en uniforme tout simple. Sans désavouer les attaques lancées les derniers jours contre les agitateurs et les extrémistes qu'il faut combattre, sans revenir sur les homélies de la presse à propos du maintien de l'ordre, il assure que le programme d'action des étudiants constitue un défi adressé à la Ligue et au gouvernement d'avoir à passer des paroles aux actes : il appelle la Ligue à « *redresser et corriger ses erreurs* », à lutter pour la réalisation du programme des étudiants, et déclare que, pour sa part, il démissionnera si ce programme n'est pas réalisé. Aussitôt les étudiants sortent en force des facultés, exultant, et des cortèges de joie parcourent les rues vidées de toutes forces policières. En fait, le mouvement de masse est désamorcé. Quelques jours plus tard, Tito va déclarer qu'il n'y a pas place à l'Université pour les professeurs extrémistes de la Faculté de philosophie et de sociologie. Le 20 juin, la Faculté, la seule où étudiants et enseignants n'aient pas accepté de rentrer dans l'ordre et aient poursuivi leurs travaux pour un programme révolutionnaire, est fermée par la police et le Comité de la Ligue exclu de la Ligue des Communistes. Parmi les exclus, l'ancien partisan Mihailo Markovic, professeur de philosophie, qui exposera au conseil de l'Université, le 13 juillet, les raisons qu'il voit à la révolte étudiante : « *Les étudiants sont profondément remués par la situation économique dans notre pays, par le chômage grandissant, par l'écart croissant entre les riches, d'un côté, et ceux qui ne disposent même pas de conditions élémentaires d'existence, de l'autre. Ils sont troublés par l'apparition, dans notre pays, au cours des toutes dernières années, de certaines formes capitalistes : la formation d'usines privées, de valeurs et de sociétés par actions, la proposition actuelle de bourse des valeurs.* ». Durement attaqué par un membre du comité central, Oskar Davico, il répond dignement, posant les problèmes politiques et balayant calomnies et propositions d'autocritique.

La similitude est frappante, ici, entre les revendications ouvrières et étudiantes d'un pays à l'autre, et elle est mise encore plus, en relief par les différences de contexte. En Yougoslavie, aucun des protestataires ne réclame une « *réforme économique* » qui est déjà appliquée dans la réalité et dont les conséquences constituent précisément l'une des causes essentielles du soulèvement étudiant. Protestation contre brutalités et illégalités commises par police et milice au nom du « *maintien de l'ordre* », contre la violation dans les faits de l'esprit comme, de la lettre de la Constitution, dénonciation des mensonges et des calomnies lancés par presse, radio et télévision contre les étudiants et les opposants en général, dénonciation du fait que « *la classe ouvrière supporte le poids de la réforme économique* », et que cette dernière « *favorise les tentatives de rétablissement d'entreprises par actions et capitalistes* », appel à la « liquidation des privilèges », à la lutte contre la bureaucratie baptisée « *bourgeoisie rouge* », revendication d'une démocratie réelle, tels sont les thèmes des étudiants, dont on comprend qu'ils aient, malgré pressions et répression, rencontré dans les entreprises un réel écho. Le journal des syndicats, *Rad*, prend vis-à-vis des étudiants, la même attitude que *Prace* lors du printemps de Prague, s'abstient de les attaquer, et réclame l'étude des problèmes réels. Des ouvriers, en groupe ou individuellement, manifestent leur accord sous les formes les plus diverses. *Student* publie plusieurs témoignages, dont celui de Budimir Jelenkovic, ouvrier à l'usine Nis, de Zemun, et étudiant, membre du Comité d'action, sur les pressions exercées dans son usine par l'appareil et la résistance opposée par les travailleurs, celui d'un mineur de Lazarevac, et ceux de travailleurs de la construction des autoroutes.



## Tchécoslovaquie

C'est par les jeunes ouvriers que l'agitation est passée des universités aux usines. Passifs d'abord et surtout méfiants, les ouvriers s'enhardissent peu à peu, avant de se mettre à leur tour en mouvement. Les réunions syndicales sont bondées, les orateurs toujours plus nombreux, les revendications apparaissent. La base exige le retour à la conception traditionnelle, ouvrière des syndicats : des organismes de défense des intérêts matériels et moraux de la classe, des instruments des ouvriers. Dès le 12 mars, mis en accusation à une réunion de la fraction communiste du conseil central des syndicats, le président Pastyrik et deux de ses principaux collaborateurs démissionnent (42). Le 21, le présidium désigne le successeur de Pastyrik à la tête des syndicats, un ancien ministre, Karel Polacek. Mais les syndiqués ne l'entendent pas de cette oreille. Le 22, c'est la réunion du conseil central des syndicats. Le conseil du 9<sup>e</sup> arrondissement, celui du quartier de Vysocany, qui comprend notamment la grande usine de Sokolovo de C.K.D., a reçu un mandat des délégués des 85 000 ouvriers qu'il représente : il proteste contre la désignation par une instance du parti du nouveau président des syndicats, dont il souligne l'« *incompétence en matière syndicale* » (43). Le conseil central, noyé sous les délégations envoyées par les usines, décide de ne pas les recevoir, « *faute de place* », mais doit néanmoins entendre l'ultimatum du conseil du 9<sup>e</sup> arrondissement qui menace de lancer une grève de protestation si la nomination de Polacek est maintenue. La fraction communiste du conseil se réunit, lâche du lest, et vote une résolution qui condamne « *la déformation du rôle dirigeant du parti qui réduit les syndicats au rôle d'agents d'exécution et de courroies de transmission du parti et même des décrets et décisions gouvernementales ... le style et les méthodes de travail... qui ont remplacé les principes par la coercition* » (44). Le conseil central la reprend son compte. C'est que, partout, les travailleurs exigent, frappent du poing sur la table. Le 23 mars, *Prace*, le quotidien des syndicats, évoque « *ces journées exaltantes... avec l'éveil à la vie politique de cercles toujours plus larges* » (45). Les délégations d'usines se succèdent, venues de toutes les régions, et en particulier celle de l'usine Skoda de Pilsen. Le conseil central interrompt sa session, et le présidium annonce la convocation prochaine d'une conférence nationale des syndicats libres et démocratiques, qui se prononcera sur la nomination des nouveaux responsables et pourra remettre éventuellement en cause celle de Polacek (46). Un peu partout, éclatent des grèves, fusent des menaces de grèves : des directeurs sont congédiés par des assemblées ouvrières, démocratiquement remplacés ; on revendique des hausses de salaire, on ouvre des débats sur toutes les questions par affiches murales, tracts, assemblées générales. Le correspondant de *l'Observer* raconte : « *Un exemple parmi d'autres. L'autre jour, dans une grande usine de Prague, considérée comme un bastion de la ligne dure du parti, les dirigeants syndicaux réunissent 3.000 ouvriers pour une interruption de dix minutes et leur présentent une résolution toute prête de soutien à Dubcek et au plénum de janvier qui l'a élu, mais les ouvriers insistent pour discuter eux-mêmes et voter leurs propres résolutions. L'un après l'autre, ils bondissent à la tribune et critiquent les dirigeants syndicaux... Le meeting dure une heure et demie et se termine par le vote de résolutions ... Une jeune fille dit "Ce serait une erreur fatale que de croire que, Novotny parti, tout va aller très bien. Cela ne doit être qu'un commencement" »(47).*

(42) *Prace*, 13 mars 1968.

(43) *Prace*, 23 mars 1968.

(44) *Prace*, 22 mars 1968.

(45) *Prace*, 23 mars 1968

(46) Ascherson, *The Observer*, 24 mars 1968.

(47) *Ibidem*.

La bourrasque secoue maintenant le Parti à tous les échelons. Pierre Daix écrit : « *La masse du Parti, jusque-là réticentes devant les changements survenus d'en haut, l'a manifesté avec une soudaineté inattendue: sans démocratie réelle, on ne peut se fier à personne. Et comme cette masse était convoquée depuis quelque temps pour élire ses directions de districts du parti, alors que, que-là, elle avait le plus souvent reconduit sans conviction les anciens, elle se mit dans ces élections échelonnées à les balayer, si bien que des pans entiers de l'appareil se sont littéralement volatilisés entre la fin février et la mi-mars* » (48).

Dans *Le Printemps des peuples commencent à Prague* de Pierre Broué  
supplément à *La Vérité* n° 542  
Ch II – Le dégel  
Pages 42,43

(48) Daix, *op. cit.* pp 60-61



## La voix de l'opposition communiste en U.R.S.S.

A peine ce procès est-il achevé que paraît le numéro 1, entièrement consacré au procès Guinzbourg - Galanskov, d'un nouvel organe clandestin, *Chronique des événements*.

L'opposition a ainsi pris l'initiative, malgré le chantage et les pressions exercés par le K.G.B. sur Litvinov et Bogoraz, dont l'appel marque un pas décisif, dans la triple mesure où il tend, avant même qu'elle ne soit achevée, à démonter une grave provocation, où il est public, enfin où il fait appel à la solidarité internationale. Le *Livre blanc sur l'affaire Siniavski-Daniel*, de Guinzbourg, était un bilan après le procès, il était destiné à quelques personnes, et il n'était pas destiné à franchir la frontière soviétique. On mesure là le progrès accompli en deux ans.

Dès le prononcé du verdict, qui condamne Galanskov, rédacteur en chef de *Phénix 66*, à SEPT ans de travaux correctifs, et Guinzbourg, auteur du recueil *Le livre blanc de l'affaire Siniavski-Daniel*, à CINQ ans de la même peine, une double campagne s'engage : diffamation organisée par le pouvoir, protestations, doublées de l'exigence de la révision du procès, de la part de larges couches de l'intelligentsia.

*Diffamation* : deux articles publiés, l'un dans les *Izvestia*, l'autre dans la *Komsomolskaia Pravda*, tentent d'orchestrer la calomnie officielle ; Guinzbourg et Galanskov sont dépeints comme des agents du N.T.S., des « laquais », suivant le titre de l'article de la *Komsomolskaia Pravda*, qui dénonce la campagne de protestation menée en U.R.S.S. en la projetant sur la *Voix de l'Amérique*: [...]

L'avalanche de protestations est si forte, cependant, que Brejnev se sent obligé de mentionner dans la *Pravda*, le 29 mars, « les innombrables lettres d'ouvriers ainsi que les résolutions adoptées lors de réunions d'ouvriers et d'employés, à Moscou et dans d'autres villes, qui condamnent sévèrement ces individus. » Chose étrange pourtant, la *Komsomolskaia Pravda* ne peut publier - et ce fut le seul journal soviétique à le faire - qu'une liste bien mince de textes accusateurs dans *Sans indulgence* (28 février 1968). En revanche, le 21 mai, le plumitif stalinien Kojevnikov déclarait : « Nous sommes particulièrement indignés par le fait que, malheureusement, parmi ces défenseurs [des condamnés] se trouvent des membres du Parti et de la J.C. » Et le 28 mai, le journal *Sovietskaia Rossia* dénonçait les pétitions qui « exigeaient impudemment » la réhabilitation des condamnés et le châtement des juges ... [...]

C'est que, outre l'ampleur des protestations, leur ton ne pouvait manquer de susciter la fureur des bureaucrates. Il ne s'agit pas là d'insolence à quoi les bureaucrates seraient sensibles, mais la sûreté de soi et la netteté avec laquelle des centaines d'écrivains, de savants, d'enseignants, d'ouvriers et d'employés se dressaient face à l'arbitraire marquaient une rupture radicale avec les traditions de la répression stalinienne. [...]

L'un des éléments essentiels du combat engagé, et qui lui donne à la fois son ampleur et sa vigueur, c'est la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, dont les échos sont très profonds en Union soviétique: dès avril 1968, le *Rude Pravo*, l'organe du P.C. tchèque, ne peut plus, en fait, pénétrer en U.R.S.S., et les numéros se trafiquent au marché noir, à 20 F l'exemplaire en moyenne à la frontière. Le Samizdat diffuse de nombreux textes tchèques, à commencer par le manifeste des *Deux mille mots*. La « démocratisation » en Tchécoslovaquie paraît, en effet, fournir une issue : enfin un peuple tout entier, à l'exception d'une poignée de bureaucrates, montre qu'il est possible de rompre la fausse alternative stalinisme-capitalisme à quoi la propagande stalinienne tente de ramener la lutte des classes à l'échelle mondiale. L'un des manifestants de la place Rouge, Vadim Delaunay, qui avait déjà participé à la manifestation de janvier 1967 et avait été condamné à un an de prison avec sursis lors du procès Boukovski, expliquera, au moment du procès des manifestants de la place Rouge d'octobre 1968 : « Mes opinions se sont constituées à l'étude des articles et des discours des communistes tchèques et à la suite des discussions avec des citoyens tchèques venus en Union soviétique après le plenum de janvier ».

L'appel des cinq communistes (Pavlintchouk, Kosterine, Grigorenko, Iakhimovitch, Pissarev) exprimant leur soutien à la « démocratisation » en Tchécoslovaquie, la lettre de Martchenko, la lettre de Pavlintchouk, la démarche de Grigorenko et Iakhimovitch à l'ambassade tchèque marquèrent la solidarité politique qui unissait, dans la conscience des principaux représentants de l'opposition communiste, la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie et leur propre combat.

in SAMIZDAT I  
La Vérité n° 546, pages 66 à 69.



**A LOS COMPAÑEROS CAÍDOS  
EL 2 DE OCTUBRE DE 1968 EN ESTA PLAZA**

CUITLAHUAC GALLEGOS BAÑUELOS 19 AÑOS. ANA  
 MARÍA MAXIMIANA MENDOZA, 19 AÑOS. GILBERTO  
 REYNOSO ORTÍZ, 21 AÑOS. ANTONIO SOLORZANO  
 GAONA, 47 AÑOS. AGUSTINA MATUS DE CAMPOS,  
 60 AÑOS. CECILIO LEÓN TORRES, 27 AÑOS. ANA  
 MARÍA TEUSCHER KRUGER, 19 AÑOS. JORGE RAMÍREZ  
 GÓMEZ, 59 AÑOS CARLOS BELTRÁN MACIEL, 27  
 AÑOS. MIGUEL BARANDA SALAS, 18 AÑOS. JUAN  
 ROJAS LUNA ( ), LEONARDO PÉREZ GONZÁLEZ,  
 29 AÑOS. JOSÉ IGNACIO CABALLERO GONZÁLEZ,  
 36 AÑOS. LUIS GÓMEZ ORTEGA, 20 AÑOS. JAIME  
 PINTADO GIL, 18 AÑOS. GUILLERMO RIVERA TORRES,  
 15 AÑOS. REYNALDO MONZALVO SOTO, 68 AÑOS.  
 CORNELIO BENIGNO CABALLERO GARDUÑO, 15  
 AÑOS. FERNANDO HERNÁNDEZ CHANTRE, 20 AÑOS.

Stèle à la mémoire des travailleurs et des jeunes assassinés le 2 octobre



# JEUNE REVOLUTIONNAIRE

- N° 2 - 15 Novembre 1968

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne »

Karl LIEBKNECHT

## ORGANE DE L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME MEXICO 1968

Le 2 octobre, à Mexico, l'armée et la police cernaient une manifestation de plusieurs milliers de personnes, étudiants et non étudiants, réunies pour protester contre de précédentes violences policières à l'Université, et après une provocation soigneusement organisée ouvraient le feu sur la foule et les habitants des immeubles environnant la place. Plus de 200 morts, des milliers de blessés et des milliers d'arrestations : tel a été le bilan de l'une des plus sanglantes répressions perpétrées récemment par la bourgeoisie mondiale. Une vaste coalition, allant de l'extrême-droite aux staliniens, s'est employée depuis lors à justifier ce massacre au nom de la tenue des jeux olympiques.

*La première question que nous avons posée aux camarades mexicains que nous sommes allés interroger, a précisément porté sur la signification du massacre du 2 octobre : comment se fait-il que le mouvement étudiant né en juillet dernier ait pu susciter une action répressive d'une telle barbarie ?*

### A LA MITRAILLEUSE ...

L'ampleur et la brutalité de la répression sont à la mesure même des contradictions économiques et sociales dans lesquelles se débat la bourgeoisie mexicaine et de la peur dans laquelle celle-ci vit de voir la classe ouvrière et la paysannerie se soulever contre sa domination ainsi que contre celle de l'impérialisme américain voisin dont l'emprise sur l'économie mexicaine est totale. L'agitation croissante à l'Université depuis quelques années ne fait que refléter l'impasse absolue à laquelle l'impérialisme a conduit la société mexicaine, créant une situation où les étudiants, les

médecins, les architectes et d'autres couches de la petite-bourgeoisie se sont vus contraints d'entrer dans la lutte pour la défense de leurs droits à l'emploi et à la qualification. La lutte des étudiants de la capitale n'est que l'épisode le plus récent de toute une succession de luttes que les étudiants ont engagées à partir de 1964 dans toutes les régions du Mexique. La sauvegarde des Jeux n'a été qu'un prétexte commode pour frapper un mouvement dont la bourgeoisie craint qu'il ne serve d'exemple aux autres classes sociales. En 1957, elle a déjà mis fin à un grand mouvement revendicatif à l'Institut polytechnique de Mexico en faisant nettoyer à la mitrailleuse les chambres de la résidence de l'Institut ; en 1967, c'est l'ensemble des membres d'un congrès du mouvement syndical paysan qui furent assassinés par la police pratiquement sous les yeux de la population et des touristes dans un des hauts lieux

du Mexique, à « Acapulco ».

*Nous demandons aux camarades de nous expliquer les contradictions qui naissent de la domination impérialiste au Mexique et la succession des luttes étudiantes qui se sont déroulées depuis 1964 :*

### ... AMERICAINE

- Pour comprendre la situation au Mexique, il convient de définir de façon précise la place de l'économie mexicaine dans l'économie mondiale et aussi de dire quelques mots de l'histoire politique et sociale mexicaine des dernières cinquante années. La domination coloniale espagnole a imposé à l'économie mexicaine le rôle de fournisseur de minerais et de matières premières agricoles ainsi que la concentration des terres entre les mains d'une poignée de grands propriétaires latifundistes. L'accession du Mexique à l'indépendance au XIX<sup>e</sup> siècle n'a modifié en rien la situation.



## LE ROLE DU PROLETARIAT ET LES STALIENIS

Bien au contraire, l'emprise des bourgeoisies anglaise, française, puis américaine, sur l'économie du pays n'a fait que s'accroître au profit des besoins croissants de l'économie capitaliste mondiale en produits miniers et agricoles. La pression de plus en plus insupportable de l'impérialisme a finalement conduit à l'explosion en 1910 de la révolution mexicaine.

Le sort de cette révolution a confirmé de façon éclatante - mais de manière inverse à la révolution d'Octobre - les thèses de la révolution permanente. Dans *La Révolution permanente*, Trotsky écrit : « Dans les conditions de l'époque impérialiste la révolution démocratique nationale ne peut être victorieuse que si les rapports sociaux et politiques d'un pays sont mûrs pour porter au pouvoir le prolétariat en qualité de chef des masses populaires. Et si les choses n'en sont pas encore arrivées à ce point ? Alors la lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des résultats incomplets, dirigés contre les masses populaires. » C'est exactement ce qui s'est passé au Mexique. En dépit de la violence de la lutte, les événements ont montré que la paysannerie est incapable d'atteindre par ses propres efforts isolés l'objet principal de son combat, la terre. En raison de la faiblesse du prolétariat mexicain et de son manque d'expérience et d'organisation politiques, la direction de la révolution est tombée entre les mains de couches bourgeoises et petites-bourgeoises incapables de rompre avec l'impérialisme et incapables par conséquent d'accomplir les tâches de la révolution démocratique nationale, c'est-à-dire au premier chef la révolution agraire et l'indépendance nationale.

Il a fallu en effet une seconde poussée des masses en 1936-1938 - que les staliniens, alors tout récemment organisés au Mexique, ont réussi à canaliser dans les limites d'une version mexicaine de la politique du Front populaire ordonnée par Moscou - pour que la bourgeoisie mexicaine promulgue une réforme agraire soigneusement conçue pour créer au Mexique une classe de petits paysans indépendants susceptibles d'élargir le marché intérieur capitaliste et de devenir également le support politique et social au régime. Le gouvernement bonapartiste, avec le soutien communiste de Cardenas, a également procédé à une nationalisation des chemins de fer, des gisements de pétrole et quelques autres industries, provoquant le retrait momentané des capitaux américains. En l'espace de cinq ou six ans, à partir de 1942-1943, grâce à l'alliance Roosevelt-Staline et donc aux bons offices du P.C. mexicain, ces capitaux étaient de retour en force et depuis lors leur emprise sur l'économie mexicaine n'a fait que s'accroître.

Le fardeau de plus en plus insupportable que les capitaux américains font peser sur l'économie mexicaine sape les fondements de la stabilité relative difficilement acquise par la bourgeoisie mexicaine en mettant en cause l'existence de toutes les classes sociales - prolétariat, paysannerie, petite-bourgeoisie urbaine. Le rapatriement vers les Etats-Unis des profits gagnés par les sociétés américaines prend une ampleur inégalée, tandis que les prix des matières premières (pétrole, métaux ferreux et non-ferreux, coton, café, sucre) exportés par le Mexique sont continue-

ment en baisse. Il en résulte un transfert extraordinaire de valeurs vers les Etats-Unis et une ponction insupportable des ressources dont le Mexique aurait besoin pour ses investissements. L'élargissement de l'appareil de production et l'accroissement du nombre d'emplois deviennent de plus en plus difficiles, alors que la population croît rapidement. En même temps l'impérialisme exige que les matières premières qu'il pille au Mexique lui soient fournies dans des quantités toujours plus grandes et à un coût toujours moindre. Il fait appel à l'emploi des techniques de plus en plus modernes qui ont pour effet au Mexique, comme ailleurs, de bouleverser les relations de travail et de réduire brutalement le nombre des emplois. C'est ainsi que la bourgeoisie mexicaine se voit contrainte pour le compte de l'impérialisme de procéder à une modernisation complète du réseau ferré.

## LUTTES DE CLASSES

Le développement de l'Education nationale après 1938 a permis un recrutement relativement démocratique des étudiants mexicains. Ceux-ci ne sont pas seulement des jeunes issus de l'oligarchie, mais sont aussi originaires de la petite-bourgeoisie urbaine et même rurale dont ils expriment les revendications. C'est ce qui explique que les revendications étudiantes combinent des revendications corporatives et des revendications générales propres à ces couches sociales. En 1964, à Puebla, les étudiants ont lutté contre le coût des transports urbains et de la vie et ont ainsi annoncé par leur action un mouvement qui a embrasé toute la population laborieuse. En 1965, les internes et assistants des hôpitaux ont représenté les éléments les plus combatifs

d'une très longue grève des médecins. Plusieurs centaines de jeunes médecins, arrêtés par le gouvernement de Diaz Ordaz, croupissent encore aujourd'hui dans les prisons à la suite de ce mouvement que toute la population avait soutenu. En 1965-1966, contre la nomination d'un homme particulièrement impopulaire en raison de ses liens avec l'impérialisme américain, les étudiants de Hermosilla Sonora ont engagé une lutte qui là encore a embrasé toute la population. En 1966, à Durango, les étudiants de l'Université de l'Etat le plus pauvre du Mexique ont occupé les gisements de fer pour protester contre l'exportation de la totalité de la production vers l'étranger ou vers des lieux plus favorables à la transformation par les capitalistes du métal (Monterey) et le refus de construire des usines de transformation sur place. 1966 a vu une grande lutte à Mexico qui a abouti à la démission du recteur chargé de mettre en application un nouveau plan d'études et l'Université de Tabasco a été le théâtre de luttes violentes. L'année suivante, un mouvement parti de l'Université de Chihuahua a embrasé l'ensemble des écoles de techniciens agricoles et a obligé le gouvernement à faire d'importantes concessions concernant le statut et l'organisation de ces écoles.

*Nous demandons à nos interlocuteurs de nous dire ce qu'il leur paraît important au sujet du mouvement déclenché le 26 juillet :*

## LE 26 JUILLET

La première chose à noter, c'est qu'il s'agit d'un mouvement qui est né d'une provocation délibérée de la part du gouvernement, décidé à frapper le mouvement étudiant avant que son organisation ne se développe et que le

cheminement d'idées révolutionnaires prenne trop d'ampleur. C'est à l'Institut polytechnique que cette provocation a eu lieu quelques jours avant le 26 juillet de façon à permettre l'intervention de la police dans les locaux et un début sérieux de répression. L'Institut polytechnique (15 000 étudiants) est la plus grosse école supérieure de Mexico, avec un recrutement plutôt populaire, un système de bourses très développé et une organisation syndicale (la F.E.N.E.T. - Fédération Nationale des Etudiants Techniciens), la seule existante dans toutes les Universités. C'est là que la résistance au gouvernement a toujours été la plus forte et donc que la police a frappé. Le 26 juillet, le jour anniversaire de la révolution cubaine, il y eut deux manifestations qui devaient inévitablement fusionner : une de commémoration de la révolution cubaine, l'autre de protestation contre l'action policière antérieure. Les combats commencèrent à partir de là et l'occupation de l'Université fut organisée. L'exemple des occupations de mai et juin en France eut une certaine influence,

Les revendications présentées après le 26 par les étudiants - la libération de tous les emprisonnés politiques, l'abrogation de la loi anticonstitutionnelle sur le « maintien de l'ordre », la dissolution du corps des « granaderos », la révocation du préfet de police, l'indemnisation des parents des victimes de la répression - devaient, comme dans le cas des conflits universitaires précédents, recevoir un très grand écho dans les couches de la petite-bourgeoisie et dans la classe ouvrière. C'est ce dont témoigne la manifestation monstre organisée le 26 août, à laquelle ont participé jusqu'à 800 000 personnes sur une population de sept millions d'habitants, l'une des plus im-

portantes jamais connues au Mexique.

C'était là le début d'un processus des plus dangereux pour la bourgeoisie auquel le gouvernement a répondu par l'organisation du massacre du 2 octobre.

## LE FRONT UNIQUE AU MEXIQUE

Le refus de la direction des étudiants, c'est-à-dire le Comité National de grève, d'appliquer une politique de Front unique ouvrier et de faire appel à l'appui et l'action des organisations syndicales ouvrières a été une erreur décisive. Les étudiants ont certes fait un large appel à la population en général et aux ouvriers, mais à aucun moment au mouvement ouvrier organisé. Si les appareils des syndicats mexicains sont intégrés à l'Etat en vertu des lois sur l'arbitrage obligatoire et sur le contrôle des syndicats votées en 1938 par le P.C. mexicain, il n'en reste pas moins qu'un pourcentage élevé d'ouvriers sont syndiqués et que la pression des masses aurait pu, comme le 13 mai en France, contraindre les appareils à prendre en charge la défense des étudiants. La F.E.N.E.T. était aussi intégrée que les autres syndicats : elle n'en a pas moins été obligée d'appeler à la grève et à la manifestation du 26 juillet.

Interview de camarades mexicains par Marc-Etienne LAURENT



## *Chronologie*

- 1962 : accords d'Evian, fin de la guerre d'Algérie.
- de 1962 à 1968 : De Gaulle cherche à consolider son pouvoir : réforme administrative, loi sur l'enseignement professionnel, plan Fouchet de réforme de l'enseignement, loi anti-grèves, réorganisation de l'armée...
- Mars 1963 : Face à la réquisition des mineurs décrétée par De Gaulle, les mineurs se mettent en grève générale.

### 1967

- Mars 1967 : Le gouvernement Pompidou obtient de l'Assemblée nationale le vote de pouvoirs spéciaux (jusqu'au 31 octobre) pour régler par ordonnances et décrets l'ensemble des problèmes économiques et sociaux du pays.
- 17 mai : à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales, les travailleurs débrayent et manifestent massivement contre les pouvoirs spéciaux.
- Été 1967 : le gouvernement impose par ordonnances sa politique :
  - sur l'emploi,
  - sur la Sécurité sociale : relèvement des prestations, limitation des risques couverts et réduction du ticket modérateur,
  - sur l'intéressement : participation des travailleurs à leur propre exploitation et ceci en associant les organisations syndicales à la réalisation des objectifs de l'entreprise au nom de l'association capital travail,
  - sur l'adaptation des entreprises au Marché commun : allègement de la fiscalité des entreprises.
- 24 juin : une Assemblée nationale de jeunes organisée par le Comité des étudiants révolutionnaires (CLER) - qui avait été constitué en 1961 - et le journal « Révoltes », ouvre la perspective d'une manifestation centrale de la jeunesse.
- 25 juin : 1100 militants réunis pour les « Assises nationales d'unité d'action » appellent à la constitution des Comités d'alliance ouvrière.

### La résistance des travailleurs et des jeunes s'amplifie à l'automne 1967

- 4 octobre 1967 : violents affrontement entre paysans et CRS au Mans et à Limoges.
- 9 octobre : Meeting étudiant à l'appel de l'UNEF rue Soufflot qui se prolonge par une manifestation sur les mots d'ordre : « A bas le plan Fouchet », « A bas les ordonnances », « Vive les travailleurs du Mans », « Non au gouvernement ».
- 10 octobre : 7000 grévistes au Mans,
- 26 octobre : 14 000 grévistes ; la préfecture leur interdit en vain de manifester.
- novembre : débrayages et manifestations à Caen.
- 19 décembre 1967 : 150 militants syndiqués et non syndiqués de la RATP, de la Sécurité sociale, de la poste, des étudiants se constituent en comité de coordination.

## 1968

- 1<sup>er</sup> mars 1968 : le Meeting ouvrier appelé par le Comité de coordination réunit 1000 participants.
- 27-28 avril 1968 : 200 délégués représentant 1000 militants proclament « la Fédération des Etudiants Révolutionnaires » (FER)

### A l'échelle internationale...

Allemagne, Italie, Espagne, Belgique, Angleterre, Pologne, Tchécoslovaquie, Mexique, Japon, Etats-Unis... même l'Afrique avec le Sénégal, tous les continents connaissent des grèves ouvrières et étudiantes. Les manifestations contre la guerre du Vietnam mobilisent et unifient les mouvements étudiants.

- 5 Janvier 1968 : Novotny, dirigeant stalinien de Tchécoslovaquie est remplacé par Dubcek.

- A Varsovie, 50 étudiants sont arrêtés et Adam Michnik exclu de l'université pour avoir protesté contre l'interdiction d'une pièce jugée « anti-soviétique » par les autorités.

- janvier : Manifestations étudiantes à Berlin contre la visite du Shah.

Manifestations ouvrières : 100 000 manifestants en solidarité envers les étudiants victimes de la répression franquiste

- 11 avril : attentat contre Rudi Dushke, leader étudiant, suivi des « émeutes de Pâques » qui soulèvent toutes les universités allemandes.

### Vers la grève générale

La résistance des étudiants amorce la mobilisation de toute la classe. L'agitation étudiante a pris de l'ampleur au cours du mois d'avril en particulier à l'université de Nanterre.

- 22 mars : constitution du mouvement du 22 mars à Nanterre, animé par Daniel Cohn-Bendit

- 2 mai : Incendie des locaux de la FGEL à la Sorbonne par des groupes fascistes et incidents à Nanterre. Grappin ferme l'Université « sine die » et décide de déférer sept étudiants devant le conseil de discipline de l'Université à fin d'exclusion (l'un d'eux était membre du bureau national de la Fédération des Etudiants Révolutionnaires). Des groupuscules fascistes annoncent leur intention de « nettoyer la Sorbonne de la racaille marxiste ». C'est dans ces conditions que l'UNEF appelle à un meeting de protestation à la Sorbonne le 3 mai.

- 3 mai : plusieurs centaines de militants syndicalistes et politiques (du mouvement du 22 mars, de la JCR, qui avait été fondée en 1966, des groupes pro-chinois et de la Fédération des Etudiants Révolutionnaires) sont rassemblés dans la cour de la Sorbonne. Sur ordre du recteur Roche, la police et les CRS investissent les lieux et arrêtent tous les militants. Premières manifestations aux cris de « Libérez nos camarades ! ».

Dès le 3 au soir, l'UNEF et le SNES-SUP lancent un mot d'ordre de grève générale dans toutes les universités.

Article de G. Marchais dans « *l'Humanité* » sur « les faux révolutionnaires à démasquer ».

- 6 mai : dès le matin, des heurts opposent les étudiants à la police. Vers 8 heures, 20 000 manifestants, étudiants mais aussi enseignants et jeunes travailleurs, convergent à Denfert-Rochereau. UNEF, SNES-SUP ET FEN définissent leurs revendications : levée des poursuites administratives, judiciaires et universitaires, non lieu sur les enquêtes en cours et libération de tous les détenus, retrait des forces de police des lieux universitaires et levée du lock-out des établissements universitaires.

- 8 mai : le PCF est contraint de reprendre les revendications étudiantes. Des contacts sont pris avec les organisations syndicales.

A l'Assemblée nationale, le ministre Peyrefitte annonce que les facultés rouvriront dès que l'ordre sera rétabli.

- 9 mai : des manifestations sont organisées en province, en particulier dans les départements de l'Ouest à l'appel des organisations syndicales (CGT, CGT-FO, FDSEA, CDJA, UNEF). Meeting de la JCR.

- 10 mai : accord des organisations syndicales pour manifester dans toutes les villes.

La Fédération des Etudiants Révolutionnaires organise un meeting ; elle définit les moyens de la bataille d'ensemble, son mot d'ordre est « 500 000 travailleurs au Quartier Latin ».

Dans la nuit : violents affrontements aux Quartier Latin.

- 11 mai : ordre de grève générale lancé pour le 13 mai (au lieu d'une seule manifestation) proposition de l'UNEF que la CHT, FO et la CFDT acceptent.

Le premier ministre, Pompidou revient d'Iran

- 13 mai : Grève générale dans le pays, un million de manifestants. Manifestations dans toutes les grandes villes. La Sorbonne est rouverte, la cour d'appel remet en liberté provisoire les étudiants arrêtés.

- 14 mai : A l'Assemblée nationale, projet d'amnistie de Pompidou et dépôt d'une motion de censure par le PCF et la FGDS. A Sud-aviation de Nantes, les ouvriers, devant le refus de négocier du patron, décident la grève illimitée, l'occupation de l'usine et enferment le directeur dans son bureau. A Cléon les ouvriers de l'usine Renault débrayent.

- 15 mai : grève totale et occupation de l'usine Renault de Cléon

- 16 mai : la grève de solidarité des ouvriers de Flins est transformée par l'assemblée générale en grève illimitée.

- 17 mai : La grève est effective dans toutes les usines Renault. Les ouvriers définissent leurs revendications : Pas de salaires inférieurs à 1000 francs, 40 heures payées 48, retraite à 60 ans, extension des libertés syndicales, sécurité de l'emploi.

La grève s'étend : Rhodiaceta, Saviem, Berliet, Dassault, Peugeot et Citroën...

Le centre de tri PTT est occupé. La grève des services publics est à l'ordre du jour.

- 18 mai : De Gaulle rentre de Roumanie : « La réforme oui, la chienlit non ».

La grève générale et les occupations d'usines déferlent. Le pays compte 7 millions de grévistes. Tergiversations de la direction de la FEN à propos de l'appel à la grève générale. Finalement, elle lance un mot d'ordre de grève générale à partir du mercredi 22 mai.

Apparition des Comités de Défense de la République (deviendront les CDR).

- 20 mai : Tract du Comité de coordination de la région parisienne ouvrant la perspective de la constitution d'un Comité central national de la grève générale.

- 21 mai : Ouverture à la Chambre des députés de la discussion sur la motion de censure.

Manifestations étudiantes en Belgique, République fédérale allemande et Grande-Bretagne.

Rencontre CGT, CFDT, FO pour mettre au point un programme revendicatif commun (cinq points de revendications constituant les bases de la négociation).

- 22 mai : rejet de la motion de censure. Cohn-Bendit interdit de séjour.

La grève générale touche désormais tous les secteurs, chimie, textile, EDF-GDF, les grands hôtels parisiens, les grands magasins...fermeture des dépôts d'essence...10 millions de grévistes.

- 23 mai : le pouvoir interdit aux radios les reportages en direct.

Les confédérations syndicales veulent négocier sans que le mot d'ordre de grève générale ait été lancé par elles.

- 24 mai : Deux défilés de la CGT à Paris et dans la région parisienne, alors que 50 000 personnes manifestent à l'appel de l'UNEF boulevard Diderot. De Gaulle s'adresse aux manifestants, il annonce un référendum et son départ si le « non » l'emporte.

La manifestation de la gare de Lyon est bloquée par la police et les heurts sont très violents, le bilan est lourd : des centaines de blessés. En province, nombreuses manifestation ouvrières, paysannes et étudiantes.

- 25 mai : début des négociations entre les dirigeants des confédérations syndicales (CGT, CFDT, CGT-FO), de la FEN, le patronat et le gouvernement, rue de Grenelle au ministère des Affaires sociales.

Face à la vacance du pouvoir, Waldeck Rochet lance à l'ORTF la perspective « d'un gouvernement populaire et d'union démocratique ».

- 27 mai : Les accords de Grenelle : les revendications essentielles de la grève générale sont laissées de côté. Par contre, accord sur l'extension des droits syndicaux et sur l'augmentation des salaires : 10% dans le secteur privé, 6 à 7 % en définitive.

A l'usine Renault de l'île Seguin, les dirigeants de la CGT, Frachon et Séguy ainsi que Jeanson pour la CFDT viennent informer du résultat des négociations. Après les discours de Frachon et de Séguy, les travailleurs répondent « Ne signez pas ». Après Renault, ce sera Citroën, Berliet, Rhodiaceta, Sud-aviation.

Meeting de Charlety convoqué par l'UNEF.

- 28 mai : Mitterrand annonce sa candidature à la présidence si les « non » l'emportent. Le PCF reprend le mot d'ordre « d'un gouvernement d'union populaire avec participation des communistes. »

La CGT propose aux autres organisations syndicales une manifestation centrale. L'UNEF refuse de s'y associer, ce qui permet aux autres organisations de se dérober également.

- 29 mai : 500 000 travailleurs et jeunes défilent aux cris de « gouvernement populaire ». De Gaulle quitte Paris, rencontre le général Massu à Baden-Baden.

- 30 mai : Le gouvernement passe à l'attaque : De Gaulle parle à 16h30. Il ne démissionnera pas, il décide la dissolution de l'Assemblée nationale, renonce au référendum et annonce des élections. Pour qu'elles puissent se tenir, il faut que cesse la grève générale.

Une manifestation « nationale » encadrée par les équipes « d'action civique » remonte les Champs-Élysées.

- **31 mai** : remaniement ministériel : Peyrefitte, ministre de l'Education nationale est remplacé par Ortoli, Debré aux affaires étrangères, Marcellin ministre de l'intérieur. Les négociations se déroulent branche par branche...

La dislocation de la grève générale prend corps avec les négociations secteur par secteur.

- **1<sup>er</sup> juin** : L'UNEF appelle à une manifestation pour la poursuite de la lutte et la riposte à la contre-offensive gouvernementale. L'UNEF se retrouve seule.

- **3 juin** : la grève se poursuit dans la métallurgie, mais les directions syndicales veulent faire voter la reprise à la RATP et à la SNCF, dans les banques, dans les mines ...

- **5 juin** : décision de la direction de la FEN d'appeler à la fin de la grève.

- **6 juin** : les trains roulent à nouveau. La majorité des enseignants estiment qu'ils n'ont obtenu ni l'abrogation du plan Fouchet, ni celle de la loi sur la formation professionnelle, ni celle des lois anti-laïques...

- **7 juin** : CRS et gardes mobiles investissent Renault-Flins.

- **10 juin** : Toute la région autour de l'usine de Flins est en état de siège. Un militant de l'UJC-ML, Gilles Tautin, lycéen, poursuivi par la police, se noie dans la Seine.

- **11 juin** : manifestation à Paris à l'appel de l'UNEF, de la FER, de la plupart des organisations étudiantes, malgré un impressionnant déploiement policier. Des affrontements sévères ont lieu à Toulouse, à Saint-Nazaire, à Sochaux où deux ouvriers sont tués.

- **13 juin** : le gouvernement interdit toute manifestation sur la voie publique et dissout plusieurs mouvements étudiants : Fédération des Etudiants Révolutionnaires (FER), le groupe « Révoltes », Le CLER, l'Union des Jeunesses Communistes Marxistes-Léninistes (UJC-ML), la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR), le Parti Communiste Internationaliste (PCI), le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (PCMLF), l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI), le Mouvement du 22 mars.

- **14 juin** : Reprise du travail aux usines Wonder, mais encore près d'un million de grévistes, notamment dans la métallurgie.

- **16 juin** : évacuation de la Sorbonne par la police.

- **23 juin** : premier tour des législatives.

- **24 juin** : reprise du travail chez Citroën.

- **30 juin** : second tour des élections législatives, 78% de votants. Election de la Chambre « bleue CRS » : raz de marée Gaulliste : 43,6 %, PCF : 10,3%, FGDS : 16,5%, PSU : 3,9%.

- **juillet** : manifestations étudiantes à Mexico qui s'apprête à recevoir les Jeux Olympiques.

- **20-21 août** : invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques.

- **septembre** : Création de la Gauche prolétarienne par Alain Geismar, Benny Lévy, Serge July, Jean-claude Milner.

- **21 septembre** : 736 arrestations à Mexico.

- **2 octobre** : le gouvernement mexicain tire sur une manifestation d'étudiants Place des Trois-cultures : 200 morts, 500 blessés graves, 2000 arrestations.

- **16 janvier 1969** : l'étudiant tchèque Jan Palach s'immole par le feu.

- **27 avril 1969** : référendum sur « la régionalisation et la rénovation du sénat visant à instaurer le corporatisme. Les syndicats appellent à voter Non. Le non l'emporte. De Gaulle démissionne.